

سكنا في المرحلي

THE UNIVERSITY OF JORDAN

LES DIRIGEANTS CHINOIS
RÉAFFIRMENT LEUR HOSTILITÉ
AU « RÉVISIONNISTE » SOVIÉTIQUE

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA + Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 B. ; Canada, 5 C. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Irlande, 10 p. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 ¥. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris 2° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Menaces sur la démocratie thaïlandaise

Vingt-cinq morts, plus de deux cents blessés à Bangkok, trois ans jour pour jour ou presque après les terribles de 1973 : les étudiants s'étaient soulevés alors contre les marcheurs-dictateurs Prapass et Thanom. Aujourd'hui encore, les mêmes forces s'affrontent dans des conditions mal équilibrées. À la violence étudiante dans cette immense cité où la criminalité fait de plus en plus de ravages s'ajoute l'affrontement idéologique. Mais l'heure des discours est passée, et c'est avec des fusils automatiques que les adversaires s'entre-tuent.

À l'origine immédiate du drame se situe le récent retour d'exil du maréchal Thanom, qui a revêtu la robe strale des hommes pour mieux se livrer, sans trop de risques, aux manœuvres politiques. L'arrivée de l'ancien dictateur a pu être considérée comme une provocation. Elle ne pouvait que relancer l'agitation étudiante et syndicale et gêner le faible gouvernement de M. Seni Pramoj, porté au pouvoir lors des élections d'avril. Le premier ministre devait, d'ailleurs, ces derniers jours, donner sa démission, avant de reprendre du service ministériel à la tête d'une nouvelle équipe dont il avait éliminé deux hommes d'extrême droite qui étaient aussi vice-ministres de l'Intérieur.

Si M. Seni Pramoj avait mis le maréchal Thanom dans le premier avion en partance pour l'Inde ou Singapour, son cabinet aurait peut-être été « hémicycle » dans l'après-midi. Mais le chef du gouvernement a préféré rester en Thaïlande, dans un parti divisé et une coalition hétéroclite. Jusqu'à présent il a dû se servir politique à l'absence d'unité des responsables militaires.

Jamais, depuis qu'en 1932 une révolution mit fin à la monarchie absolue, un régime civil n'a pu se bâtir solidement dans le royaume. Les officiers ont joué un rôle trop important dans la vie administrative, militaire et provinciale, ont tissé trop de liens avec le monde des affaires pour ne pas se sentir investis d'une mission politique.

Il serait cependant inexact de résumer la vie politique thaïlandaise à une simple alternance au pouvoir de coalitions civiles et de cliques militaires. Car les événements d'octobre 1973 avaient signalé l'existence en sein des masses, du moins d'une avant-garde étudiante et ouvrière radicalisée qui établit un contact avec le monde paysan. La victoire des conservateurs aux élections d'avril 1975 n'a pas mis fin à cette ébullition. Les partisans du « statu quo » font bien compris, qui, inquiétés de l'issue de la guerre d'Indochine et des progrès de la guérilla communiste locale, n'ont pas hésité à user de méthodes terroristes, faisant assassiner des dirigeants paysans, puis le secrétaire général du parti socialiste. Ils manœuvrent certaines « missions » d'extrême droite et de lycéens organisés en gangs armés — ceux-là mêmes qui ont provoqué les troubles de mercredi.

Seule la force la plus brutale peut — pour combien de temps ? — permettre le rétablissement de l'ordre des possessions dans cette capitale maudite de son hyper-trophie et dans des campagnes soit sous-développées, soit de plus en plus colonisées par des capitaux urbains. Mais le régime thaïlandais, qui a dû prendre acte des nouvelles réalités internationales et établir des relations avec la Chine populaire et les gouvernements révolutionnaires indochinois, avant de demander le départ des troupes américaines, ne pourra que donner des arguments aux partisans de la ligne strale et de l'hyper-trophie dans ses positions conservatrices.

Le roi, dont le prestige était sorti grand des événements d'octobre 1973, va-t-il arbitrer cette fois en faveur des élites de droite ? En rendant visite, ces jours derniers, au maréchal Thanom, il n'a pas contribué à apaiser les esprits. Si les ennemis de la monarchie rêvaient d'avoir des martyrs, ils en ont désormais.

(Lire page 6 l'article de PATRICE DE BEER.)

Le débat sur la déclaration de politique générale de M. Barre

- L'opposition déposera une motion de censure contre le « collectif budgétaire »
- Le C.N.P.F. condamne avec vigueur la grève du 7 octobre

Les députés communistes, socialistes et radicaux de gauche déposeront la semaine prochaine une motion de censure contre le projet de loi de finances rectificative sur le vote duquel M. Raymond Barre engagera la responsabilité de son gouvernement et que M. François Mitterrand a condamné mardi 5 octobre en estimant qu'il « bouche des trous mais ne jouera aucun rôle définitif ».

Le leader du parti socialiste était le premier orateur au chef du gouvernement qui avait souligné dans sa déclaration de politique générale à propos de la lutte contre l'inflation : « Un échec ne serait

pas celui du gouvernement, ni celui de la majorité qui le soutient : ce serait celui de la France ».

Le débat se poursuivait au Palais-Bourbon, le premier ministre répondra jeudi 8 octobre en fin de journée aux porte-parole des divers groupes. Il présentera mardi matin 12 octobre au Conseil économique et social la politique de son gouvernement avant d'aller exposer à l'Assemblée nationale le contenu du « collectif budgétaire ».

La journée nationale de grève du jeudi 7 octobre organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN avec le soutien de plusieurs organisations FO et l'appui de l'ensemble des

partis de gauche devrait entraîner des perturbations importantes dans les services publics et dans l'activité économique. Sortant de sa réserve traditionnelle en ce genre de circonstances, le C.N.P.F. a condamné en termes très vifs la grève du 7 octobre, la qualifiant de « mauvais coup porté à l'économie française ».

Les dirigeants confédéraux de la C.G.C. et de la Force ouvrière qui ont refusé de s'associer à la journée de grève ont écrit, chacun de leur côté, aux parlementaires. La C.G.C. leur demande de « moraliser » le plan Barre, FO dénonce les « injustices de la fiscalité française ».

Le mécontentement des policiers

Ils craignent un développement du rôle de la gendarmerie

Les plaignants qui se rendent ce mercredi 6 octobre dans un commissariat y reçoivent un accueil insolite. Sauf si leur demande présente un caractère d'urgence ou de gravité justifiant une intervention immédiate, l'inspecteur chargé de recueillir leur déposition les accueille en leur remettant un tract qui annonce, de la part des policiers en civil, une « journée de réflexion ». Le document, rédigé par le Syndicat national autonome des policiers en civil, dénonce le manque d'effectifs et de moyens, les conditions de travail et de refus du gouvernement d'accorder aux fonctionnaires de la police une parité de traitement intégrale avec ceux de la gendarmerie.

Les consignes syndicales pour cette journée — à laquelle participent également les inspecteurs C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. — sont d'assumer exclusivement les missions d'urgence ou de sécurité, « lorsque la protection des personnes dans leur intégrité physique sera en cause, ce qui implique la continuité des services de permanence chargés de recevoir les appels ». En revanche, toute autre tâche, notamment d'ordre administratif (pièces d'identité ou de justice, etc.), doit être différée, « pour se consacrer à l'examen des insuffisances qui préjudicient à l'efficacité de leur propre service ». Enfin, tous les inspecteurs sont invités à déposer à leur chef de service, lors de la prise du travail, leur médaille professionnelle et leur arme.

Chez les policiers en tenue, la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police (F.S.P.P.), membre de la Fédération autonome des syndicats de police, rejoignant les organisations confédérées, appelle ses adhérents à participer, le 7 octobre, à 10 heures, à la manifestation de la Nation à la République.

La délégation policière à la manifestation devrait en principe prendre place en tête des représentants de la fonction publique. Les cadres syndicaux de la F.S.P.P. réunis à Paris le mardi 5 octobre, ont d'autre part décidé de poursuivre leur action par des mouvements ultérieurs spécifiques à la fonction.

JAMES SARAZIN.
(Lire la suite page 18.)

La suite du grand dialogue

C'est sur un ton monocorde que M. Raymond Barre a présenté mardi après-midi, dans un hémicycle presque comble, sa déclaration de politique générale, mais il serait inique de ne pas lui accorder les circonstances atténuantes. Le tribunal du Palais-Bourbon, où il montrait pour la première fois, est redoutable entre toutes, et l'on avait déjà vu y peiner, en avril 1962, un autre universitaire qui se nommait Georges Pompidou, et qui devait devenir, après des débuts difficiles, l'un des meilleurs détracteurs de la V^e République.

Avant d'atteindre à ce niveau, l'aveu du chef du gouvernement devra faire ses classes, mais il convient de le créditer sans plus tarder de deux vertus qui ne sont pas négociables, la détermination et l'habileté.

M. Barre est bien décidé à exercer dans leur plénitude les pouvoirs qui lui sont conférés. Il ne s'agit pas de l'ait comprendre dès le début de son intervention de la façon la plus claire : « Ce n'est pas le ministre de l'économie et des finances qui est, de surcroît, premier ministre, c'est le premier ministre qui est en même temps ministre de l'économie et des finances. Que personne ne s'y trompe. » Ce premier ministre, à

part entière, ne sera pas un nouveau M. Chirac, et il n'admettra pas que le collectif budgétaire sur le vote duquel il engagera, la semaine prochaine, la responsabilité du gouvernement subisse le triste sort qui avait été réservé aux plus-values : « Le gouvernement est prêt à accepter les simulations qui seraient proposées à son projet, mais il n'attend pas le laisser défigurer. » Il ne faut donc pas s'écarter trop de compréhension de la part d'un homme qui, cependant, « attache la plus grande importance à l'action du Parlement sur les matières de législation et de contrôle de l'action gouvernementale ».

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 11.)

Le parent pauvre

Le premier ministre avait tellement détaillé et commenté, depuis le 23 septembre, la partie conjoncturelle de son plan, qu'il était vain d'attendre des précisions supplémentaires de son exposé aux parlementaires. Il s'est contenté, de fait, de résumer, en les classant, les principales dispositions de son programme de lutte contre l'inflation.

Ce sont ces orientations à moyen terme et son attitude sur l'emploi qui étaient attendues par les économistes. Sa réponse, sur ce double plan, a été :

M. Barre a certes souligné dès le départ la nécessité d'actions structurelles contre l'inflation, afin de « doubler la puissance » et d'assurer à la France « un développement économique régulier ». Mais il a ajouté, quelques minutes

plus tard, que « la question n'était pas d'inventer des moyens nouveaux », s'inquiétant même que certains néoconservateurs, pour extirper l'inflation, de « changer le système social ou de promouvoir des modèles utopiques de société... ». Certains pays industrialisés ne connaissent l'inflation en provoquant des bouleversements économiques et sociaux », a affirmé le premier ministre.

Cette conviction ne pouvait que le conduire à choisir la pédale douce, s'agissant des actions structurelles à entreprendre. Il en a cité quelques-unes : la lutte contre les « mécanismes » et les comportements qui provoquent des rigidités se heurtant à d'autres rigidités... dans les sociétés libérales ; la stimulation de la concurrence pour « faire disparaître les rentes de situation qui sont à l'origine des profits artificiels et abusifs » ; l'amélioration de la formation et de la mobilité des travailleurs ; le réexamen des interventions économiques de l'Etat ; la lutte contre les « attitudes corporatistes ». L'intention de M. Barre est de ne tolérer « ni privilèges, ni rentes, ni profits garantis », le pouvoir devant être guidé en ces matières par un « esprit libéral mais exigeant ».

GILBERT MATHIEU.
(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

AUDIO-VISUEL

Pauvre M. Royer, qui, mardi, au cours du débat parlementaire, jouait un peu les faibles, après l'éminent professeur de la majorité et le brillant avocat de l'opposition. On en arrivait à l'écouter avec une sorte de sympathie. Si seulement il avait eu quelques choses à dire, on l'aurait presque entendu.

Que nos vedettes se méfient de la télévision qui maintenant les écoute et les regarde : trop de talent nuit au message. La capacité de l'attention humaine n'est pas infinie : quand le verbe et l'intonation captivent l'oreille, quand le geste et la main charment l'œil, l'esprit a du mal à discerner le sens.

Telles sont la puissance et la faiblesse de l'audio-visuel. Le message, c'est, disait McLuhan, le message. Mais suffit-il de masser pour convaincre ?

ROBERT ESCARPIT.

Pour trouver une solution à la guerre civile

M. Giscard d'Estaing a adressé des messages aux présidents égyptien, syrien et libanais

(Lire nos informations page 44.)

Virage à droite au Pérou ?

Il y a huit ans, le 3 octobre 1968, le général Juan Velasco Alvarado, appuyé par une équipe de militaires progressistes, renversait au Pérou le régime du président Fernando Belaunde Terry. Les militaires péruviens engageaient le Pérou sur une voie politique originale, marquée par d'importantes réformes et par la défense des intérêts nationaux face aux pressions des Etats-Unis.

Aujourd'hui, cette expérience marque le pas. L'arrivée au pouvoir du général Francisco Morales Bermudez, le 29 août 1975, et l'éviction de son premier ministre, le général Maldonado, le 16 juillet dernier, ont accéléré

ce que certains considéraient comme un « glissement à droite ».

La presse péruvienne, notamment, est de plus en plus étroitement contrôlée. M. Rafael Roncagliolo, ancien éditeur du quotidien de Lima l'« Expresso » et président de la fédération des journalistes du Pérou, a rappelé, mardi 5 octobre, à Paris, que cent vingt journalistes avaient été licenciés et que la situation de la presse ne faisait qu'empirer.

Dans une série d'articles, dont nous commençons aujourd'hui la publication, Charles Vanhecke examine les conséquences et les limites de ce reflux de la révolution péruvienne.

I. — Des militaires mal aimés

Lima. — Formé depuis des décades (droite), le mot « derechisation » est en vogue à Lima. Les militaires péruviens sont-ils, depuis un an, en train de vivre à droite ? Ont-ils déjà échoué dans leur essai de révolution « libérale », dans leur projet d'accumulation rapide du capital de transformations structurelles, de participation sociale ? Après avoir muselé la presse, vont-ils imiter leurs voisins, et sacrifier les libertés pour répondre aux défis d'une économie en crise ?

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Vont-ils atténuer leur nationalisme pour résoudre de vulgaires problèmes de balance des paiements ? Pour les adversaires du gouvernement du général Francisco Morales Bermudez, la « derechisation » n'est que l'annonce d'une prise de conscience. On cite aussi l'éviction d'une centaine de journalistes de gauche dans la production, une proposition d'abolition de l'extradition de minerai de fer expropriée l'an dernier, et l'octroi, contre toute attente, de nouveaux champs pétroliers aux multinationales en Amazonie. Sans oublier, bien sûr, le plan déflationniste, lancé en juin, et présenté par l'opposition comme le geste offert aux banques américaines en échange de leur aide.

« Derechisation » ? Crispation en tout cas. Qui ne perçoit pas, chez les gouvernants, assésés par la crise financière et celle de la production, une propension croissante à l'autoritarisme ? Qui ne s'inquiète pas d'un état d'urgence prolongé de mois en mois, et qui aboutit depuis juillet dernier, à l'interdiction des grèves, au gel des revendications de salaires, à la suppression des derniers journaux libérés ? Les critiques les plus

dures viennent de la gauche, totalement dévouée depuis qu'ont disparu du vocabulaire présidentiel les mots magiques de « socialisme » et les attaques contre l'« imperialism ». Les dénonciations d'« humanisme », ou ne sera pas : malgré consolation pour les partisans d'un radicalisme à la cubaine.

(Lire la suite page 7.)

POUR LE QUADRICENTENAIRE

Initiatives graphiques de Titien à Venise

Les trompettes du ciel ont dû retentir le 27 août dernier en l'honneur de Titien. Le quatrième centenaire de sa mort n'est pas passé inaperçu sur la terre, l'homme inauguré par jour-là à la Fondation Giorgio Cini, à Venise, la double exposition qui sera la principale commémoration de l'année.

Comme on l'a déjà appelé ici même, il y a aussi récession dans les domaines de la culture. Il y a quarante ans, en 1935, précisément en faveur de ce même Titien, avait été organisée une exposition de type monographique, qui avait créé une formule, aujourd'hui

En raison de la grève du 7 octobre

« LE MONDE DES LIVRES » paraîtra dans notre numéro daté 9 octobre.

« LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS » dans notre numéro daté 10-11 octobre.

COMBIEN DE CARATS FAIT LE DIAMANT DE VOTRE MEILLEURE AMIE ?

Vous pourrez vous amuser à l'estimer vous-même le jour où vous porterez au cou ce « calibre à pierres », réplique en or de celui qu'utilisent les joailliers. Fred y a déjà serti un diamant.

Mais il se fera un plaisir de le remplacer par celui que vous a légué votre grand-mère si vous le désirez.

FRED
JOAILLIER
6, rue Royale
Paris 8^e
Tél. : 260.30.65.

Apartir de 700 F

Boutique FRED : 84, Champs-Élysées - HOTEL LOEWES - Monte-Carlo.
HOTEL BYBLOS - Saint-Tropez - Aéroport d'Orly.

irréalisable. En 1976, on est heureux de réunir des dessins, moins onéreux à tous égards que les tableaux.

Une présentation, complémentaire de gravures sur bois (typographie) s'est greffée sur celle-là. Le résultat est d'un grand intérêt, mais, ce qui n'est pas moins typique de l'heure, plutôt d'un panorama simple et achevé, il s'agit d'une dense et belle forêt de problèmes, où le public semble d'ailleurs pénétrer avec grand plaisir.

(Lire page 19 l'article d'ANDRÉ CHASTEL.)

Français et Iraniens prévoient un renforcement de leur coopération économique

21201 Beaune
Tél. (80) 22.14.41 +
Tél. : 350830 F

octobre), que « les habitants
n'avaient été chassés [de
lebron] par le massacre de
1927 ». C'est 1929 qu'il fallait lire.

150

EUROPE

Grande-Bretagne

Les conservateurs retrouvent confiance

De notre correspondant

Londres. — A la fin de la semaine dernière, les conservateurs de Margaret Thatcher ont subi une défaite cuisante. Le 5 octobre, les cinq mille délégués réunis à Brighton ont élu pour leur conférence à Brighton en chantant *God save the Queen* et en priant « Que Dieu guide nos délibérations ».

La principale déception de cette première journée de Brighton est que les conservateurs paraissent avoir retrouvé confiance en leur propre avenir. Sir Geoffrey Howe, le ministre des Affaires étrangères, a été élu pour son mandat de conservateur aux Communes. A l'issue de la conférence, il a été élu pour son mandat de conservateur aux Communes. A l'issue de la conférence, il a été élu pour son mandat de conservateur aux Communes.

Deux autres débats sur l'immigration et sur l'Irlande du Nord ne pouvaient guère aboutir à des conclusions trop précises. En ce qui concerne le premier problème, la conférence de Brighton n'a évidemment pas ignoré le dernier discours de M. Enoch Powell, qui proposait de limiter le nombre d'immigrants d'un million au maximum d'immigrants d'Asie du Sud-Est et d'Australie qui vivent actuellement en Grande-Bretagne. Comme on pouvait s'y attendre, une telle réduction a été déclinée par les conservateurs. Encore beaucoup d'entre eux ont-ils dû se livrer sans doute à un certain effort pour faire prévaloir leur raison sur leurs sentiments.

De même, en ce qui concerne l'Irlande du Nord, le débat a révélé beaucoup de désaccord et d'incertitudes. En fin de compte, la conférence a repoussé clairement les appels à une intervention militaire en faveur d'un retrait des troupes britanniques de l'Ulster.

JEAN WETZ.

Espagne

A SAINT-SÉBASTIEN Des milliers de personnes ont assisté aux obsèques de M. de Arana

Une foule nombreuse a assisté, mardi 5 octobre à Saint-Sébastien, aux obsèques de M. de Arana, conseiller du royaume, et des quatre autres victimes de l'attentat de lundi, revendiqué par une branche dissidente de l'ETA. Une centaine de suspects ont été appréhendés mardi, et la police quadrille la ville de Saint-Sébastien et ses environs jusqu'à la frontière française.

A Paris, le gouvernement basque en exil a condamné l'attentat dans un communiqué, estimant « que ses conséquences politiques risquent de retomber aveuglément sur les Basques ».

De notre envoyé spécial

Saint-Sébastien. — La foule s'est pressée pendant toute la journée de mardi 5 octobre devant le drapeau espagnol portant un crêpe noir, tendu à l'endroit précis où M. de Arana, conseiller du royaume, son chauffeur et trois autres ont été tués, lundi, par des rafales de mitraillette. Les images sont encore vives. Le tir a été concentré et précis. L'une des victimes a reçu quatre balles. Les enquêteurs ont trouvé six places plus de quatre-vingts douilles de 9 mm paraboliques, ce qui semble établir que trois tireurs au moins ont vidé leur chargeur de trente cartouches.

Des femmes prient, d'autres se lamentent. Les enquêteurs ont trouvé six places plus de quatre-vingts douilles de 9 mm paraboliques, ce qui semble établir que trois tireurs au moins ont vidé leur chargeur de trente cartouches.

Des centaines de gardes civils, des carabiniers et de forces de police encadraient la masse silencieuse. Quelques jeunes gens portant sur la poitrine l'emblème du Christ-Roi ont poussé à trois reprises les cris de « España, España, grande, libre ».

Après la cérémonie, des groupes de jeunes phalangistes ont parcouru le centre de la ville en criant : « ETA basista » (nous en avons de l'ETA). Des cris de « ETA basista » (nous en avons de l'ETA) ont été entendus. Quelques jeunes gens portant sur la poitrine l'emblème du Christ-Roi ont poussé à trois reprises les cris de « España, España, grande, libre ».

Des milliers de personnes ont assisté aux obsèques de M. de Arana.

Italie

Le Mouvement social italien (extrême droite) menacé de scission

De notre correspondant

Rome. — Une certaine effervescence règne ces jours-ci au sein du Mouvement social italien (M.S.I.), la formation d'extrême droite qui dirige M. Giorgio Almirante. On parle d'une scission prochaine du groupe le plus modéré, auquel adhèrent la majorité des parlementaires du parti. L'information est démentie par les intéressés. Ils ont confirmé néanmoins la création d'un courant interne baptisé Démocratie nationale, dans lequel plusieurs observateurs voient le germe d'une dissidence qui se concrétiserait en janvier au congrès du parti.

Leur chef de file est M. Ernesto De Martino, soixante-six ans, ancien secrétaire fédéral du parti fasciste, dont la ressemblance physique avec Mussolini suscite bien des commentaires. Parmi les autres représentants de Démocratie nationale figurent MM. Giovanni Roberti, secrétaire général de la confédération syndicale d'extrême droite CISNALI, et Mario Tedeschi, directeur de l'hebdomadaire *Il Borghese*, qui n'a cessé ces derniers temps de condamner les extrémistes du M.S.I.

Ceux-ci sont dirigés par M. Pino Romaldo, réputé fils naturel du Duce. Militant de la République de Salò, qui combattit avec la Wehrmacht de septembre 1943 à fin avril 1945, il fut condamné à mort à la libération puis emprisonné pendant trois ans avant de devenir député de Rome. Il a trouvé aussi dur que lui en la personne de M. Pino Rauti, un ancien d'Ordre nouveau dont les liens avec M. Almirante seraient de plus en plus étroits.

Jusqu'à une date récente, le secrétaire général du M.S.I. jouait un rôle d'arbitre et même de modérateur. Tout en préservant l'unité du parti, il cherchait à le sortir du ghetto dans lequel le maintenaient les autres formations politiques. Ses rapports avec les membres de Démocratie nationale se sont détériorés après les élections législatives du 20 juin : il refusa de démissionner comme il l'y poussait, estimant ne pas être responsable du recul du M.S.I.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE S'ENTRETIENT AVEC M. MITTERRAND

M. Bettino Craxi, secrétaire général du parti socialiste italien, actuellement à Paris, s'est entretenu le 6 octobre dans la matinée avec M. François Mitterrand.

Accompagné de quelques collaborateurs directs, M. Craxi avait tenu le 5 octobre une séance de travail avec une délégation du P.S., comprenant MM. Robert Pontillon, Lionel Jospin, Michel Rocard, Gilles Martinet et Michel Thaurin.

Union soviétique

La déclaration de M. Brejnev à TF1 a été diffusée à diverses reprises sur les antennes soviétiques

De notre correspondant

Moscou. — Toute la presse soviétique a diffusé, mardi 5 octobre, la longue déclaration de M. Brejnev à TF1. Cette déclaration avait déjà été diffusée à diverses reprises sur les antennes soviétiques. L'émission a été également retransmise par l'intermédiaire de l'Eurovision. Les commentateurs insistent sur le fait que « des centaines de millions de téléspectateurs ont regardé et écouté le message de Lénine ».

Le reste à savoir : mardi TF1 a été présentée à cette occasion de journalistes. M. Mourouzi affirme qu'il a été pris par surprise : convoqué lundi matin au Kremlin, il a dû attendre quatre heures avant l'heure de diffusion de son émission, on lui aurait expliqué que M. Brejnev n'était pas certain d'être disponible le mardi, il fallait enregistrer l'interview le lundi.

JACQUES AMALRIC.

LES PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES RELATIONS FRANCO-SOVIÉTIQUES

Dans la dernière partie de son interview à TF1 (notre dernière édition du 5 octobre), M. Brejnev a rappelé les positions de son pays sur la conférence d'Hel-sinki. Après s'être félicité de l'accord signé en juillet dernier avec la France sur la prévention des accidents nucléaires, M. Brejnev a déclaré sans parler de la France, tout ne se passe pas comme sur des roquettes, loin de là. Il convient de relever des tentatives incessantes de l'espionnage et de la lettre de l'acte final d'Hel-sinki, tout ne se passe pas comme sur des roquettes, loin de là. Il convient de relever des tentatives incessantes de l'espionnage et de la lettre de l'acte final d'Hel-sinki.

« (...) Pour ce qui est de l'Union soviétique, nous respectons et nous appliquons toutes les dispositions, je dis bien toutes les dispositions, des accords d'Hel-sinki ».

Le secrétaire général a terminé sa déclaration en évoquant les relations franco-soviétiques : « Durant de longues années, surtout depuis dix ans, nous avons pratiqué, sans nous en écarter, une politique orientée vers le développement d'une large coopération avec la France ».

Après avoir évoqué les bonnes perspectives de développement des relations commerciales entre la France et l'Union soviétique, M. Brejnev a ajouté : « Il existe encore beaucoup de possibilités ».

Dans une lettre à M. Brejnev

UN VIEUX BOLCHEVIK EXPLIQUE POURQUOI IL QUITTE LE PARTI COMMUNISTE

M. Arnost Kolman, membre de l'Académie des sciences tchécoslovaque, professeur aux universités de Prague et de Moscou, a demandé le droit d'asile à la Suède. Dans une lettre ouverte à M. Brejnev, il explique pourquoi il a décidé de quitter le parti communiste soviétique auquel il appartient depuis cinquante-six ans.

L'académicien, né à Prague il y a quatre-vingt-quatre ans, a combattu pendant la guerre civile dans l'armée rouge, et a connu Lénine. Il a travaillé pour le Komintern. Arrêté à Prague en 1948, transféré à Moscou, il a été réhabilité après la mort de Staline.

Il écrit que « le moment décisif » pour lui fut l'année 1988, les printemps de Prague, suivi par le socialisme peut-être la question en U.R.S.S., alors qu'il a la place des anciennes classes exploitantes de capitalistes et de propriétaires fonciers sont apparues des castes privilégiées de bureaucrates du parti et du gouvernement, rongeant dans l'abandon, les forces du peuple, placés au-dessus de lui et le méprisant, et incapables de comprendre ses besoins et ses souffrances ? »

M. Kolman dénonce les persécution infligées aux non-conformistes, l'asservissement de nombreuses nationalités, et note que « les dépenses colossales et croissantes pour l'entretien de l'armée, de l'énorme appareil de police, du gouvernement et du parti » aggravent la situation économique. Il conclut : « Ma décision de quitter le P.C. ne s'explique nullement que je m'éloigne des idées du socialisme dont j'ai eu connaissance en 1910 et qui, depuis, ont constitué le contenu essentiel de ma longue vie orageuse. »

Allemagne fédérale

Les délégués de vingt et une associations d'anciens déportés, internés et familles des morts de la guerre, se sont réunis le 6 octobre, à 18 heures, à l'ambassade d'Allemagne fédérale à Paris. Cette manifestation, à laquelle sont conviés les Parisiens, a pour objet de protester contre les réunions diverses d'anciens nazis qui se multiplient, depuis quelque temps, outre-Rhin.

Pays-Bas

LA REINE JULIANA N'A PAS L'INTENTION D'ABDIQUER

La Haye (A.F.P.). — La reine Juliana a déclaré mardi 5 octobre au palais de Soestdijk à un groupe de journalistes suédois qu'elle n'avait pas l'intention d'abdiquer. « Je n'y ai jamais songé et je n'y songe pas encore maintenant », a déclaré la souveraine. C'est la première fois, depuis la publication du rapport sur les relations entre la princesse Bernhard et la firme aéronautique Lockheed, que la reine Juliana dément elle-même publiquement des rumeurs persistantes selon lesquelles elle comptait démissionner.

Suisse

LE CONSEIL NATIONAL ADOpte UNE LOI SUR L'OBJECTION DE CONSCIENCE

(De notre correspondant.)

Berne. — Au terme d'un long débat, le Conseil national a adopté mardi 5 octobre un projet de loi sur l'objection de conscience instituant un service civil de remplacement pour les jeunes hommes dont la conscience s'oppose à l'engagement militaire. C'est la suite d'une initiative populaire présentée en 1972 que le gouvernement fédéral et le Parlement ont été appelés à élaborer un statut pour les objecteurs de conscience.

Plusieurs thèmes se sont affrontés au cours des débats devant la Chambre basse. Alors que certains députés socialistes, notamment l'objecteur de conscience pour des motifs politiques, d'autres voulaient s'en tenir au statut quo, rejetant en bloc tout projet de service civil. Pour sa part, le gouvernement proposait de limiter l'objection de conscience à des convictions religieuses ou morales.

Finalement, par 92 voix contre 86, les députés ont prononcé pour une solution de compromis. Le texte mis au point par le Conseil national devra encore être examiné par le Conseil des Etats (Chambre haute) avant d'être soumis à l'approbation du peuple et des cantons. En 1976, 227 objecteurs de conscience avaient été condamnés en Suisse, dont 59 pour des raisons politiques. — J.-C. B.


Suède

M. FALLIN EST CHARGÉ DE FORMER LE GOUVERNEMENT

Stockholm (A.F.P.). — M. Thorbjörn Fallin, président du parti centriste suédois, a été officiellement chargé, mardi après-midi 5 octobre, de constituer le nouveau gouvernement suédois par le président du Parlement, M. Henry Allard, réélu lundi. Cette désignation devra être confirmée jeudi par le Parlement. Le président du parti centriste s'était entretenu, dès le lendemain des élections du 19 septembre, avec ses alliés des autres partis « bourgeois », le parti conservateur et le parti libéral, pour mettre au point un gouvernement de coalition.

BALLY

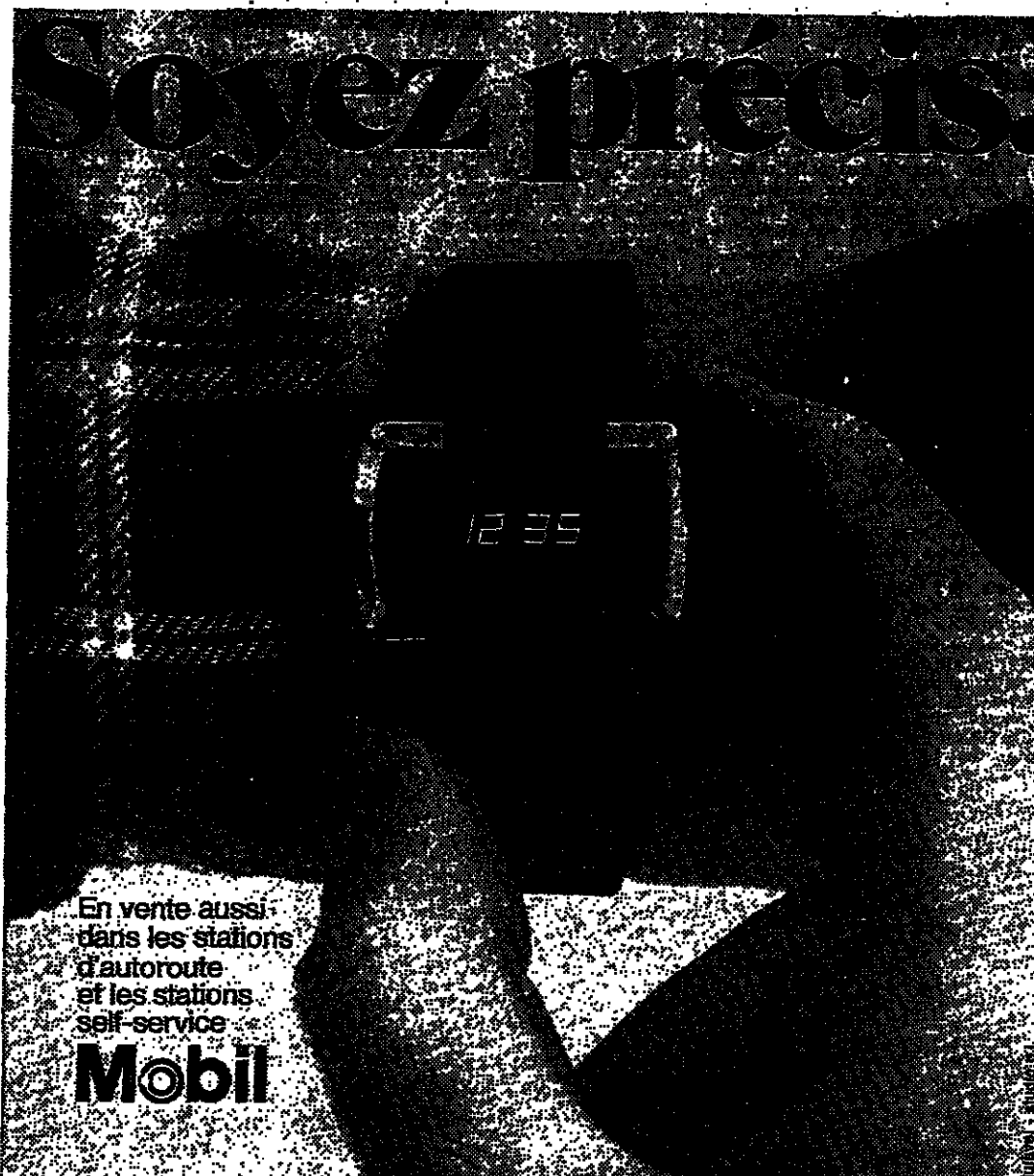
BALLY monsieur



BRITANIA

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

rustiques
au mont st-michel



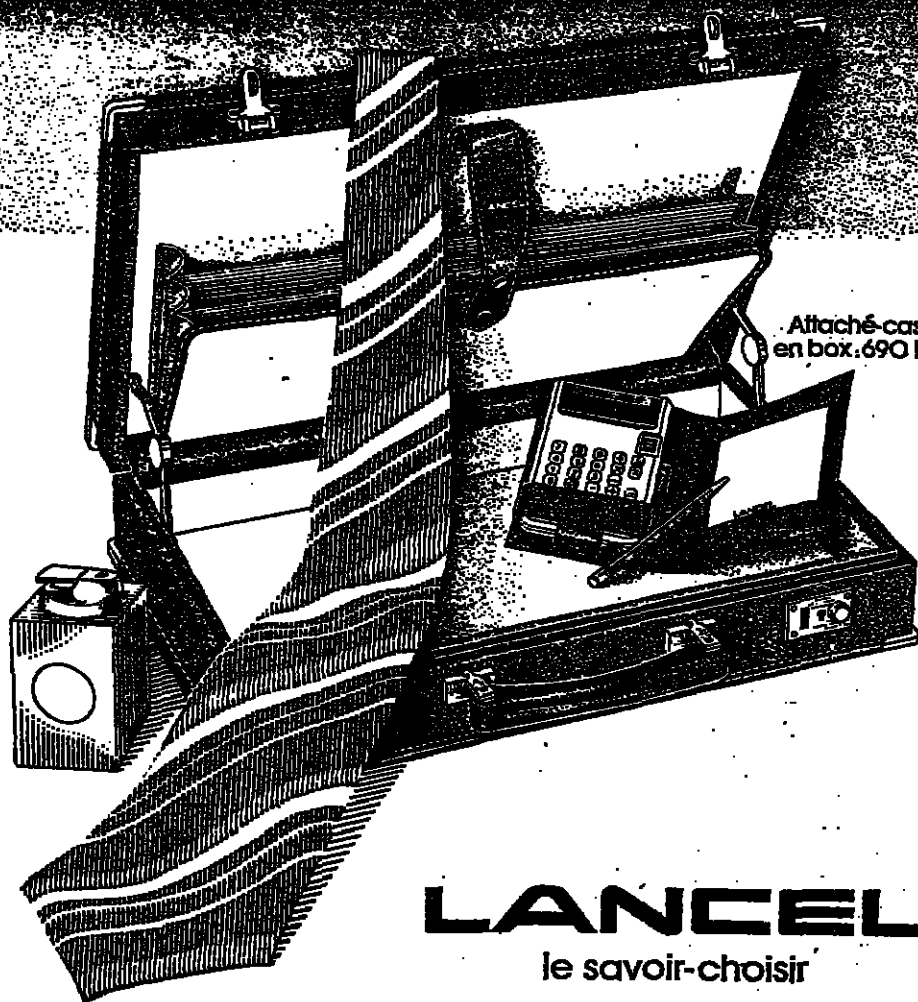
Montre à quartz pour homme. Ses diodes électroluminescentes vous indiqueront l'heure, les minutes, les secondes, le jour, et le mois. Boîtier et bracelet plastique, fond acier. Elle est garantie un an, sauf les piles.

129

Galerias Lafayette

offre valable jusqu'à épuisement des stocks.

Et maintenant,
si vous pensiez un peu à vous ?



LANCEL
le savoir-choisir

Opéra (parking Paramount) • Rond-Point des Champs-Élysées (parking Mafignon)
C.I.P. Paris Mafignon • Paris 2 • Vélizy 2 • Créteil • Lyon Part-Dieu et rue de la République • Nice

ASIE

Chine

La nouvelle équipe dirigeante réaffirme avec vigueur son hostilité au « révisionnisme » soviétique

Dans un discours du mardi 5 octobre, M. Chiao Kuan-hua, ministre chinois des affaires étrangères et chef de la délégation de son pays à l'ONU, a dressé un réquisitoire contre les deux super-puissances, l'U.R.S.S. et les États-Unis. « La situation internationale est caractérisée par de grands bouleversements, et cela est excellent », a-t-il déclaré. « Ces bouleversements sont un bien et non un mal pour les peuples. Ils ont provoqué la division des rangs de l'ennemi et ont éveillé les peuples. »

« L'Europe de l'Europe que, selon lui, « les États-Unis et l'U.R.S.S. se disputent », il a dénoncé la prétendue « conférence de sécurité européenne » et l'a qualifiée de « conférence d'insécurité », car depuis la conférence « l'Europe n'est pas moins, mais plus en danger ».

M. Chiao Kuan-hua a violemment dénoncé « l'expansionnisme » de Moscou, assurant que « le social-impérialisme soviétique est le plus grand obstacle au ce qui concerne la paix et

constitue le plus grand danger en ce qui concerne la guerre », tout en appelant les peuples à ne pas redouter un « tigre en papier ». Sans citer de mouvements de libération, il a déclaré que la Chine « soutient fermement les peuples du Zimbabwe, de Namibie, d'Afrique du Sud dans leur lutte contre le racisme blanc et la libération nationale ».

M. Chiao Kuan-hua a déclaré en outre : « Nous soutenons l'admission du Vietnam au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le veto américain à la proposition visant à transformer l'Indonésie en zone de paix et à qualifier d'année nouvelle la proposition faite par M. Gromyko sur le désarmement ».

Selon notre correspondant aux Nations Unies, les délégués américains ont accueilli le discours avec « soulagement », tandis que les diplomates soviétiques cherchaient à en minimiser la portée.

De notre correspondant

« La pensée de Mao Tse-toung brûlera éternellement » un texte qui, sur le plan des relations entre la Chine et les mouvements révolutionnaires, fait assez bien pendant à l'exposé de M. Chiao Kuan-hua sur les relations entre États.

Dans les deux cas, en dépit d'une dénonciation de principe des « deux super-puissances » et de leur rivalité pour l'hégémonie mondiale, c'est l'U.R.S.S. qui est clairement désignée comme le danger et l'ennemi principal. Non seulement le ministre chinois des affaires étrangères a eu des paroles extrêmement sévères pour les dirigeants soviétiques, mais il

a invité les peuples à se pencher activement contre les mouvements qui font peser sur eux « le révisionnisme » de Moscou. Il a même dans le texte publié, la Chine nouvelle, qui accuse « le révisionnisme soviétique d'avoir jetté le trouble révolutionnaire dans la tentative d'ignorer le mouvement communiste international ».

Une vocation universelle

Si le ministre chinois des affaires étrangères a rappelé une fois de plus que la Chine ne serait jamais une super-puissance, il ne faut pas négliger la manière dont il a décrit le rôle mondial qu'il entend jouer la République populaire comme animatrice du « front uni le plus large possible contre l'impérialisme, et particulièrement contre l'hégémonie des deux super-puissances ».

Parallèlement Chine nouvelle souligne le rôle que doit jouer la « pensée maotse-toung » pour les mouvements révolutionnaires de tous les pays aussi bien dans les luttes de libération que dans leur confrontation avec le « révisionnisme moderne ». Rappelant la vocation universelle du communisme chinois, aura été soulignée avec tant de vigueur. L'agence cite le cas d'organisations d'Europe, d'Amérique et d'Asie qui ont associé le marxisme-léninisme et la « pensée maotse-toung » avec les conditions spécifiques existant dans leurs pays respectifs pour résoudre « les problèmes concrets de la révolution ». Le parallélisme est frappant entre ce langage et celui tenu dans de récents forums communistes internationaux d'inspiration tout à fait différente — d'aucuns diront résolument offensive — face à ceux qu'elle considère comme ses adversaires.

Tant le discours de M. Chiao Kuan-hua que le texte diffusé par Chine nouvelle constituent une réponse à ce qu'on avait pu interpréter comme des tentatives d'ouverture de la part de Moscou depuis la mort du président Mao. Non seulement les principes maotse-toung sont fortement réaffirmés, mais la nouvelle équipe dirigeante chinoise adopte une attitude particulièrement militante — d'aucuns diront résolument offensive — face à ceux qu'elle considère comme ses adversaires.

Il est difficile d'imaginer que sa position ait pu être très différente. À l'heure où les succès de Mao Tse-toung s'effondrent uniquement à proclamer leur fidélité à son héritage, on voit mal comment ils auraient pu se dissocier aussi lativement des orientations fixées par le fondateur de la révolution chinoise en matière de politique extérieure. Reste à voir si le militantisme ainsi affirmé gardera la même rigidité face aux situations nouvelles qui peuvent se développer et si, sans renoncer aux principes, la diplomatie chinoise ne se sentira pas poussée par le réalisme qui l'inspire généralement, vers des attitudes moins intransigeantes.

ALAIN JACOB.

AFRIQUE

LA CRISE DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Les émissaires de Londres et de Washington se disent « pleins d'espoir » sur le règlement en Rhodesie

Le gouvernement britannique annoncerait avant la fin de cette semaine — probablement vendredi — la date, le lieu et la composition de la conférence qu'il convoque pour discuter avec un gouvernement de transition en Rhodesie. À l'issue d'une tournée africaine qui les a conduits dans quatre capitales australes, dont Salisbury, MM. Ted Rowlands, secrétaire adjoint au Foreign Office, et William Schoafel, secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires africaines, ont déclaré au cours d'une conférence de presse commune, tenue, mardi soir 5 octobre, à Johannesburg, qu'un « large accord » avait été réalisé. « Nous sommes pleins d'espoir quant à la réussite de notre mission », ont-ils précisé, soulignant que la prochaine conférence aura pour unique objet la « formation du plus rapide possible d'un gouvernement de transition, et rien d'autre ». M. Rowlands a indiqué que d'« importantes consultations » ont eu lieu entre les deux ambassadeurs à propos de la représentation des nationalistes rhodésiens à la conférence.

• A Salisbury, les rivalités entre dirigeants noirs continuent à se manifester et M. Joshua Nkomo, chef de l'Alliance nationale de l'Afrique du Sud (A.N.C.), a quitté mardi la capitale rhodésienne pour Lusaka, sans avoir rencontré l'évêque Abel Muzorewa, le leader de l'Alliance nationale du mouvement.

• A New-York, M. Anthony Croeland, secrétaire au Foreign Office, a invité mardi l'Assemblée générale des Nations Unies à maintenir les sanctions économiques contre le régime de M. Ian Smith aussi longtemps qu'un gouvernement de transition à majorité noire n'aura pas été mis

en place à Salisbury. Notant que les conditions d'un règlement de la crise étaient « enfin réunies », il a reproché à l'Union soviétique de faire obstacle aux efforts pour établir la paix en Afrique australe. M. Croeland a demandé au gouvernement sud-africain de renoncer à sa politique de ségrégation raciale.

• En Afrique du Sud, plus de quatre cents écoliers et lycéens africains, dont la grande majorité sont âgés de huit à dix-huit ans, passent en jugement cette semaine, indique notre correspondant. Ils ont tous été arrêtés depuis le début des manifestations de Soweto, le 16 juin dernier. Certains sont inculpés de vol, les autres d'incendie volontaire ou de violence. Mille quatre cents jeunes Noirs sont poursuivis pour les mêmes motifs. A Fort-Erizabeth, cent vingt élèves du lycée Saint-Thomas ont comparu mardi devant la justice. Quelques jours plus tôt, deux cent soixante et onze jeunes de cette ville avaient été condamnés à recevoir huit coups de bâton chacun. Les filles ont bénéficié du sursis.

• En Namibie, la plupart des délégués à la conférence constitutionnelle de Windhoek sont disposés à se rendre à l'étranger pour discuter de l'avenir du territoire avec les représentants de l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO), indique l'agence Reuter.

EXPOSITION
D'OBJETS
D'ART DE

CHINE

Du MARDI 5 au JEUDI 7 octobre de 10 heures à 21 heures
à l'HOTEL GEORGE-V, 31, avenue George-V
SALON LOUIS-XIII

ivoires SCULPTÉS DANS
pierres dures LA MASSE, ET

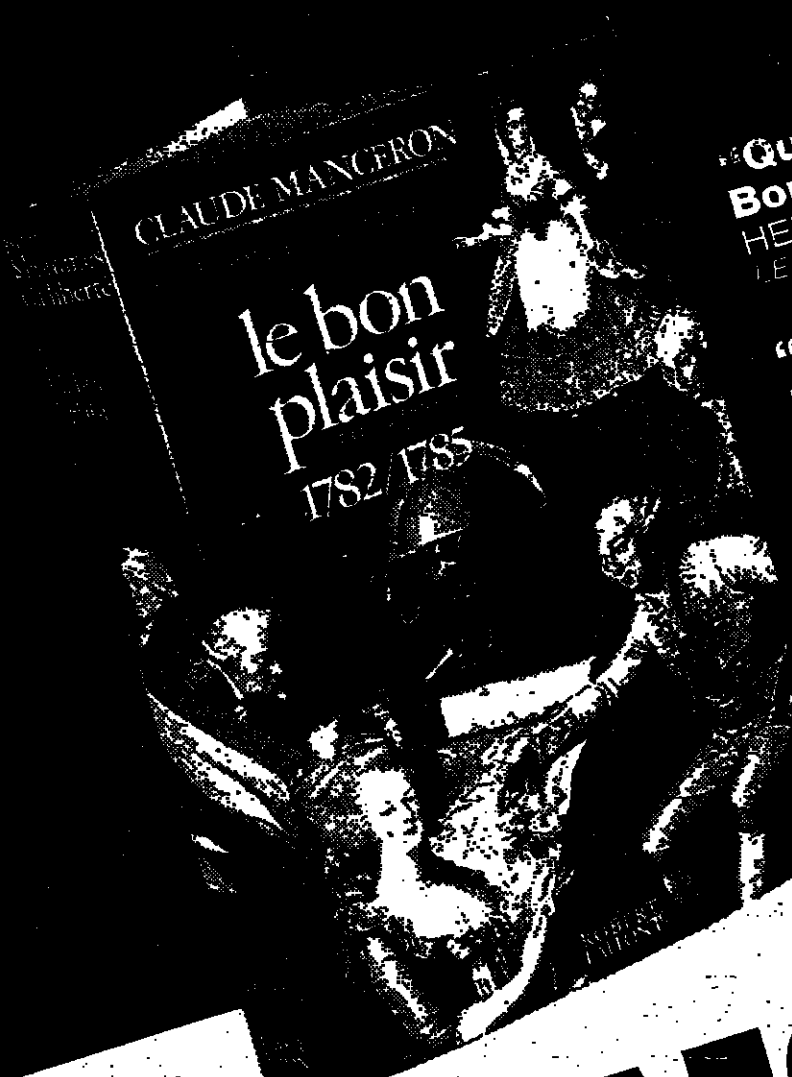
SCULPTÉES : LAPIS-LAZULIS, JADES, CORAUX, TURQUOISES, AMÉTHYSTES, ZOISITE RUBIS (Boudha), MALACHITES, AGATES CORNÉLIENNES, etc...

Estimation GRATUITE d'ivoires et pierres dures

PORCELAINE FINE

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
médecine
Expérience pédagogique depuis 24 ans
• Encadrement annuel
Groupes de 10 et par CHU •
Contrôles hebdo exarces et TD
• Année complète de formation
méthodologique (sem 0)
Recyclage cours et exarces
pour bacheliers A et B
AUTEUIL 6, Av. Jean-Henry
75016 Paris - Tel. 286 52 09
TOLBIAC 63, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. 598 53 91

150



« Quel souffle !
Bonne chance, Manceron ! »
HENRI GUILLEMIN
LE MONDE

« La combinaison du tragique
avec le frémissement
du romanesque ».
REGIS DEBRAY
LE MONDE

« L'Histoire bouge enfin et
le temps révolu reprend
les couleurs de la vie ».
YVES AUDOUARD
LE MONDE

« La matière même
de l'Histoire
quand elle se vit ».
MAX GALLO
L'EXPRESS

CLAUDE MANCERON le bon plaisir 1782/1785

Le tome 3 des
« HOMMES
DE LA LIBERTÉ »

ROBERT LAFFONT



Foto: A. Basso

ASIE

Thaïlande

Sanglants affrontements à Bangkok entre groupes de droite et étudiants de gauche

Il y aurait plus de vingt-cinq tués et environ deux cents blessés

L'état d'alerte militaire a été proclamé, mercredi 6 octobre, à Bangkok, à la suite de très violents affrontements à l'université Thammasat, l'un des fiefs de la gauche dans la capitale. Le bilan est encore difficile à établir. Mais il y aurait déjà vingt-cinq morts au moins, plus de deux cents blessés, et mille trois cents jeunes auraient été arrêtés.

Tôt dans la matinée, des bandes armées

de droite ont attaqué le campus que les étudiants occupaient pour protester contre le retour d'exil du maréchal Thanom, dictateur chassé du pouvoir en octobre 1973 par les jeunes « radicaux ». La police déclare avoir des preuves suffisantes pour inculper six dirigeants du Centre national des étudiants de Thaïlande, parmi lesquels son secrétaire général, M. Sutham Saengprathum. Le

nouveau gouvernement de M. Seni Pramoj, qui avait été constitué mardi, s'est réuni d'urgence.

Notre correspondant décrit la sauvagerie des affrontements de mercredi, dont le caractère prémédité ne fait guère de doute. Il s'interroge sur les raisons qui ont pu pousser certains clans à provoquer des troubles qui pourraient sonner le glas de la démocratie thaïlandaise.

La sauvage attaque de l'université Thammasat

De notre correspondant

Bangkok. — Les grilles de l'université Thammasat ont été défoncées par des camions ; les grilles ont été retournées par des explosifs ; des vitres ont été brisées par des balles. Des ambulances, sirènes hurlantes, emportant des brancards ensanglantés, traversent une foule de badauds et de jeunes apparemment venus assister ou participer à la curée organisée contre les étudiants de gauche. Des blessés sont arrachés avec peine à cette masse hostile et hurlante. Un étudiant sort, poussé par des policiers. Aussitôt, des jeunes armés de bâtons le frappent et lui donnent des coups de poing et de pied. Il tombe ensanglanté. Les coups redoublent, sous l'œil placide des policiers qui tirent quelques coups de feu en l'air. Il est laissé pour mort sur le trottoir.

Parfois, des rafales d'armes automatiques claquent, des grenades éclatent. Selon des témoins qui ont pénétré à l'intérieur du campus, des centaines d'étudiants ont été arrêtés. En fin de matinée, le calme semble revenu, peu à peu. Mais comment établir un bilan exact des troubles ? Certains étudiants succomberont à leurs blessures. D'autres se sont noyés en tentant de fuir à travers le fleuve.

Que s'est-il passé ? Il semble que, vers 8 heures du matin, des policiers et des brutes sauvages rouges — une sorte de milice armée d'extrême droite — aient

tenté de pénétrer dans l'université et qu'ils se soient heurtés aux étudiants. La police affirme que ceux-ci étaient armés de fusils automatiques et de lance-grenades de fabrication américaine et qu'ils auraient ouvert le feu. Ensuite un certain nombre de membres de la Border Patrol Police — la police des frontières, spécialisée dans la lutte anticomuniste — se seraient joints aux assaillants. Nous avons vu des civils armés ; d'autres étaient munis de bâtons ; nombre d'entre eux disposaient de talibis, walkies. Quelques-uns utilisaient une voiture de sapeurs-pompiers, des camions. Des soldats villageois (organisation rurale monarchiste anticomuniste) et des boy-scouts de la ville — certains âgés d'une cinquantaine d'années — défilèrent, criant des slogans, réglant la circulation.

Une opération préméditée

L'attaque contre l'université, bastion de la gauche et de l'opposition au retour du maréchal Thanom, l'ancien dictateur, a été accompagnée d'une mise en contournement permanente de la population par certaines radios, dont celle appartenant aux forces blindées. Les étudiants ont été accusés de crime de lèse-majesté ; on leur a reproché d'avoir procédé à une reconstitution de la pendaison récente de deux activistes par la police et d'avoir donné à l'un des mannequins pendus l'air du prince héritier.

Le premier ministre, M. Seni Pramoj, est intervenu dans le même sens à la télévision, au cours de la nuit, alors qu'apparaissait à l'écran l'effacement des protestations contre la présence du maréchal Thanom à Bangkok. Il s'agissait de pousser la population à se prendre aux étudiants. Certaines radios ont aussi affirmé que M. Seni Pramoj avait donné l'ordre de tirer contre les étudiants — ce qui semble faux, que les étudiants tiraient sur la police et les blessés, que l'on avait arrêté des étrangers, trouvé des armes fournies par les communistes, etc.

Il semble que l'opération ait été préméditée. Son organisation, l'heure à laquelle elle s'est déroulée, le fait que les autres quartiers soient demeurés calmes (à l'exception de manifestations à l'intérieur de l'université Chulalongkorn), la fermeture de toutes les écoles, tous ces éléments indiquent que l'attaque n'a pas été spontanée. Qui a provoqué cette flambée de violence ? Il est difficile de le dire.

Le gouvernement, qui devait se présenter devant le Parlement, mercredi, n'est sans doute pas responsable collectivement. Mais certains de ses membres n'ont pas caché leur hostilité à l'égard des étudiants et leur sympathie pour l'ancien dictateur.

D'autre part, tout le monde a remarqué l'absence de l'armée pendant cette affaire. Les mili-

taires préfèrent rester à l'écart pour l'instant, mais si n'est pas exclu qu'ils interviennent pour rétablir l'ordre. Il est aussi évident que les anciens dictateurs Prapass et Thanom ne portent guère chance au royaume. Il y a

trois ans, il y eut les massacres d'étudiants. En août 1976, plusieurs personnes avaient trouvé la mort lors de manifestations contre le retour de M. Prapass. Aujourd'hui, la présence de M. Thanom a déjà coûté la vie à plus de vingt personnes, et peut-être aussi à la démocratie thaïlandaise.

PATRICE DE BEER.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

AVANT LE DÉBAT TÉLÉVISÉ DE SAN-FRANCISCO

La publication d'un rapport sur l'opération du « Mayaguez » embarrasse M. Ford

De notre correspondant

Washington. — MM. Ford et Carter se retrouvent ce mercredi au second débat télévisé, consacré aux problèmes de politique étrangère et de défense. Les deux candidats ont préparé ce nouvel affrontement avec beaucoup de soin et avec le souci de stimuler l'intérêt, encore bien sommeillant, du grand public. Le premier débat du 23 septembre, qui portait sur les questions économiques et la politique intérieure en général, a été passablement ennuyeux. Aucun des deux candidats n'avait réussi à s'imposer auprès de la grande masse des électeurs, égarés sous l'avalanche de chiffres contradictoires, cités au cours de la discussion. Les sondages menés au lendemain du débat, indiquaient tous que le nombre des

électeurs indécis et des abstentionnistes potentiels n'avait pratiquement pas diminué. Le débat de San Francisco offre ainsi à MM. Ford et Carter l'occasion d'améliorer leurs performances. Mais, contrairement à ce qu'on avait espéré, le cadre du débat, qui permet difficilement aux deux hommes de briller, n'a pas été modifié. La formule, toujours aussi rigide, empêche toute interruption, toute improvisation, et même tout simplement la conversation entre les deux participants.

D'autre part, la publication, mardi, d'un rapport du General Accounting Office (G.A.O.), qui est un peu l'équivalent de la Cour des comptes française, sur l'opération du « Mayaguez », favorable à l'administration M. Carter, le G.A.O. critique le raid mené le 15 mai 1975 par les « marines », après un bombardement aérien des côtes cambodgiennes, pour récupérer l'équipage du « Mayaguez », un navire marchand américain saisi le 13 mai par les unités navales cambodgiennes.

Le rapport du G.A.O. n'ajoute que très peu d'éléments aux critiques faites à l'époque par un certain nombre de parlementaires, ceux-ci accusant le président Ford d'avoir agi trop rapidement pour des raisons de prestige, et d'avoir ordonné une opération coûteuse en biens et en vies humaines (quarante et un soldats américains furent tués). Le rapport reproche au gouvernement de n'avoir pas attaché plus d'importance aux renseignements des pilotes américains qui affirmaient avoir vu la grande majorité de l'équipage sur un bateau de pêche, et non sur l'île de Koh-Tang. A l'époque, le département d'Etat et le Pentagone avaient déclaré que six ou neuf membres de l'équipage seulement se trouvaient sur le bateau de pêche.

Le G.A.O. estime que le débarquement des « marines » et les bombardements n'ont eu aucune influence sur la décision des autorités cambodgiennes de relâcher l'équipage. Celui-ci a été, en effet, remis en liberté le 15 mai, au moment même où les « marines » attaquaient l'île de Koh-Tang.

La publication de ce rapport est gênante pour M. Ford dans la mesure où elle ravive les doutes sur la sagesse d'une opération qui, à l'époque, lui valut un regain de popularité. La Maison Blanche a immédiatement réagi en contestant les conclusions du rapport, et en suggérant que cette publication était une manœuvre politique inspirée par la majorité démocrate du Congrès.

HENRI PIERRE.

A travers le monde

Irlande du Nord

MANIFESTATION DE SOUTIEN AU MOUVEMENT DES FEMMES POUR LA PAIX. Le Conseil national des femmes françaises, qui regroupe des femmes de diverses tendances politiques de la majorité et de l'opposition, a exprimé « sa solidarité avec les femmes irlandaises qui prouvent leur capacité à s'élever au-dessus de tout sectarisme dans un conflit où le passionnel atteint son paroxysme ». — (A.F.P.)

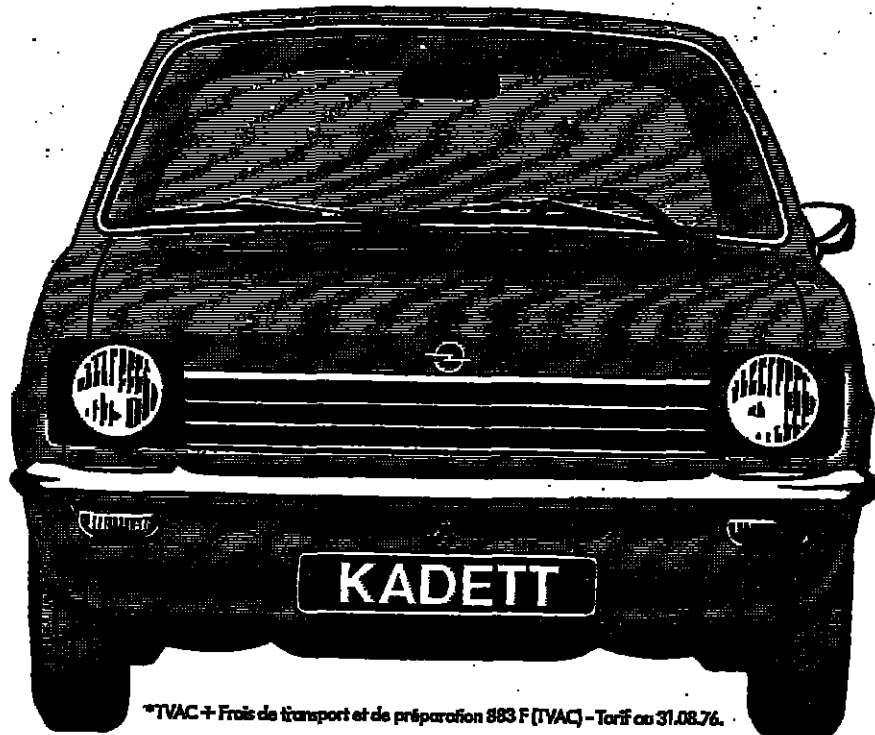
Suisse

VINGT-CINQ MEMBRES DE LA SECTE DU « CENTRE DE LA LUMIÈRE DIVINE » ont été arrêtés mardi 5 octobre par la police, aux environs de Zurich. La police a indiqué que ces personnes, pour la plupart étrangères, seraient reconduites à la frontière et interdites de séjour en Suisse. Les adeptes de cette secte sont accusés d'avoir commis, l'année dernière, des attentats contre des magistrats qui s'étaient opposés à leurs projets immobiliers. — (A.F.P.)

Opel Eurokadett, une vraie 5 places pour 16 850 F*

- ceintures à enrouleurs automatiques
- pare-brise feuilleté
- contenance du coffre : 378 dm³
- pneus à carcasse radiale

- double circuit de freinage
- garantie totale un an, kilométrage illimité, pièces et main-d'œuvre.



*TVA + Frais de transport et de préparation 883 F (TVA) - Tarif au 31.08.76.

Avec Opel, partez tranquille.

Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

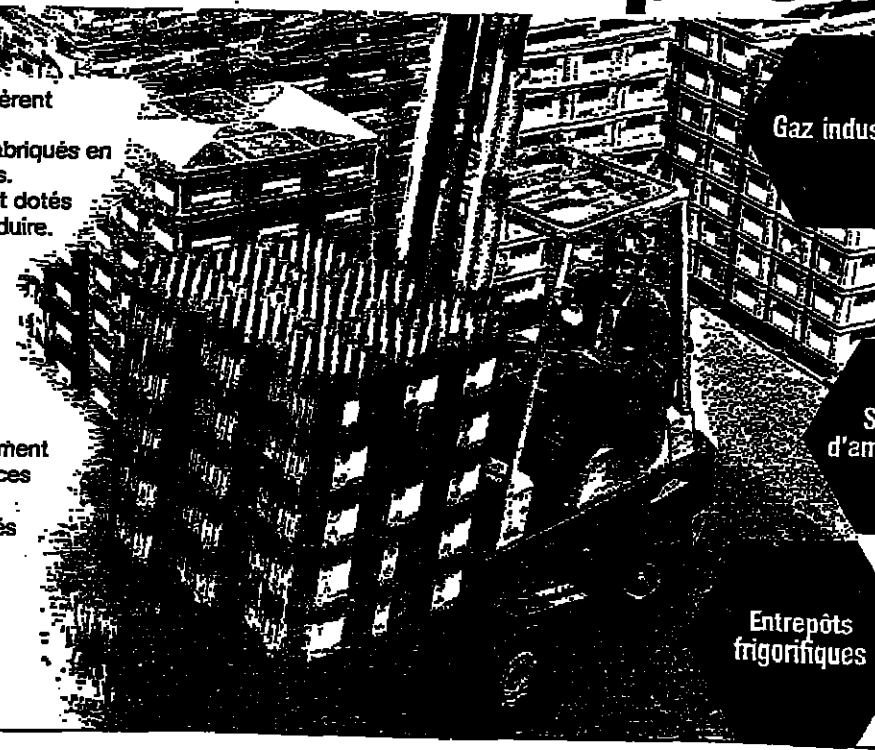
L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Afin que vous calmez votre soif plus rapidement

C'est l'affaire de LINDE. Car les chariots LINDE accélèrent le transbordement des marchandises. Ils transportent les palettes de boissons. Ou les préfabriqués en béton, le bois, les tulles : tous les produits imaginables. Dans l'industrie et le négoce. Les chariots LINDE sont dotés de la technique la plus avancée et sont faciles à conduire. Ils existent dans toutes les versions d'énergie. Dans les capacités allant de 1,0 à 7 tonnes. Les chariots LINDE sont à la pointe du progrès en Europe.

LINDE ne conçoit pas que des chariots élévateurs. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde Manutention
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00



- Chariots Élévateurs
- Basses températures et Techniques de Procédés
- Froid et Climatisation
- Hydraulique
- Machines-outils et outils
- Compresseurs à piston et centrifuges
- Entrepôts frigorifiques
- Systèmes d'aménagement
- Gaz industriels

WMZ 895 M (F)

سكنى من الزماني

Je m'excuse

AMÉRIQUES

VIRAGE A DROITE AU PÉROU ?

(Suite de la première page.)

Le gouvernement parle de « rajustements » nécessaires, de la conciliation des principes avec l'efficacité. Il affirme son souci de dialogue et de pluralisme, son désir de garder les acquis des réformes. Mais ses adversaires ne désistent pas. « Si l'état péruvien, le service du côté des militaires », avait dit un jour Fidel Castro. « Oui, mais il n'est pas péruvien », rétorquent les plus « fidèles » des militaires.

Comment y voir clair ? La révolution « ni communiste ni capitaliste » a toujours été les explications rapides. (Ces explications d'états-majors, elle attire difficilement les sympathies : les militaires n'ont jamais été très populaires au Pérou. Ici comme ailleurs, ils ont fourni plus de coups d'état que de vrais réformateurs. Après avoir refusé, par esprit « anti-totalitaire », de créer un « parti de la révolution », ils continuent de former

un des régimes les plus « kaki » du continent : il a fallu attendre septembre 1975 pour voir entrer le premier civil dans un de leurs gouvernements. Si l'armée a abandonné aujourd'hui les ministères de l'économie et des affaires étrangères, elle occupe à peu près tous les autres postes importants dans le pays.

La répartition s'est faite entre les trois armes, selon des proportions qui n'ont pas beaucoup varié au fil des ans — si l'on excepte une légère progression de la marine. L'armée de terre continue de fournir les présidents et les premiers ministres, et de détenir la majorité des portefeuilles. La marine et l'aviation se partagent les domaines non stratégiques, comme le logement, la santé, le commerce, le travail. Chaque arme est entièrement souveraine dans son secteur : le contre-amiral qui détient le portefeuille du logement n'a dans son entourage que des marins.

L'élimination de leur rôle. Ils ont reconnu par la suite qu'ils voulaient aussi détenir certaines pratiques « immémorables » au sein des forces armées, telles que le trafic sur l'essence. La concession de l'administration est comme de tous. Elle est due, comme c'est souvent le cas dans les pays en développement, aux bas traitements des fonctionnaires.

Si l'on en croit un homme du sérail, l'intérêt personnel des militaires conditionne en partie leur attachement aux réformes. « L'armée a suivi le mouvement révolutionnaire sans avoir l'esprit révolutionnaire », dit-il : par discipline, par goût de son nouveau rôle, par intérêt. Aujourd'hui que la révolution est en difficulté, les militaires commencent à attribuer la baisse de la production agricole à la réforme agraire, et la stagnation de la production industrielle à la réforme de l'entreprise.

Placée au centre du débat, l'APRA semble avoir retrouvé une deuxième jeunesse. Unie par le temps — certains disent aussi par les compromis — l'Alliance reste néanmoins une force civile importante, la première à quatre-vingt-un ans son chef, Victor Raul, comme l'appellent ses « compañeros », n'a perdu ni de son ascendant ni de sa superbe. Tous les soirs, il apparaît à la Maison du peuple, le siège du parti, à Lima. Une maison qui arbore l'étoile rouge — vestige révolutionnaire — et où le peuple mange pour 25 soles (3 francs) et joue aux dames avec des capsules de coca-cola.

Le profil est resté d'acier, les yeux sont vifs, l'esprit est intact. Mais que dit Victor Raul ? Ce qu'il répète depuis près de cinquante ans. « Nous ne sommes pas, au Pérou, à l'étape de la lutte des classes, mais à celle de la conciliation des classes. L'imperialisme, ici, est la première, non la dernière étape du capitalisme ». Trois propositions commandent tout le reste : l'accueil au capital étranger, pourvu qu'il soit contrôlé ; le refus d'une révolution « prolétaire » — faute de prolétaires ; et la volonté de créer un Etat « participatif ». Ce que Haya de la Torre a prêché si longtemps — réforme agraire, intégration de l'indien, nationalisation de l'industrie — a été mis en œuvre à partir de 1968. C'est pourquoi, depuis lors, il est « dans l'opposition, mais ne fait pas opposition ». Tous les ans, le Jour de la Fraternité, la fête du parti, il réclame surtout aux militaires des « droits d'auteur ». Et des élections.

Haya de la Torre appartient déjà à l'histoire, et beaucoup doutent que l'APRA lui survive longtemps. A soixante-trois ans, M. Belaunde Terry, lui, est toujours d'attaque. Mais le président chassé par les militaires, en 1980, l'ex-chef de l'« Apolon popular » parie, lui aussi, d'avantage du

passé que de l'avenir. Son seul projet avoué est la création d'un front commun de l'opposition — que l'APRA a déjà refusé. Après plus de sept ans d'exil, l'ancien président a passé quelques mois à Lima pour tester sa popularité. En janvier, il parait de s'y installer définitivement, en franc-tireur. En septembre, il est reparti enseigner l'architecture à l'université de Washington.

Ni élections, ni retour aux casernes, du moins dans l'immédiat : telles sont, en coulisses, les prévisions du gouvernement. En amorçant ce qu'il a appelé la « deuxième phase » de la révolution, le général Morales Bermudez n'a-t-il pas annoncé qu'elle durerait six ans ? « Il faut le temps de laisser retomber les passions et de former une nouvelle génération », dit M. Luis Jaime Cisneros, directeur du quotidien *la Prensa*, frère du ministre de l'Intérieur. « La révolution sera en danger si elle se soumettrait au verdict populaire », dit M. Cornejo Chavez. « Le peuple n'a pas été initié à l'organisation, il est resté passif, il ne sent pas cette révolution comme la sienne ».

Les militaires péruviens ont fait leurs réformes « depuis le haut », par autoritarisme naturel, mais aussi par refus de « manipuler les masses ». Ils ont ainsi été conduits à bloquer cette « participation » qui est au cœur même de leur philosophie. Ils ont laissé le champ libre à une opposition d'autant plus agressive que, pour 40 %, la population est en chômage, total ou partiel, et qu'un pourcentage presque équivalent est analphabète. Avocats, industriels, commerçants, n'ont jamais été du côté des militaires. Mais le régime se manifeste aussi chez les métallurgistes, les mineurs, les enseignants, et même chez les paysans, travaillés par l'extrême gauche. Sans parler des étudiants, marqués à condamner un régime qu'ils traitent, sur les murs, de « fasciste » ou de « fascisant », apparemment aveugles à ce que de tels mots peuvent désigner chez les pays voisins.

CHARLES VANHECKE

Prochain article :

L'INTROUVABLE AUTOGESTION

Cent colonels par an

Les différents organismes chargés de « mobiliser » la population, de coiffer l'information, de coordonner les entreprises cogérées et autogérées, de contrôler les mines, la pêche, les coopératives agricoles, sont tous sous tutelle militaire. Militaire également le COAP (1), l'instance « législative » du régime. C'est un général de la garde civile — c'est-à-dire de la gendarmerie — qui coordonne les travaux de remise en valeur de la zone de Huancayo, détruite en 1970 par un tremblement de terre. Le responsable du grand projet d'irrigation d'un « pôle » pétrochimique à Bayovar, dans le nord du pays, est un autre général, tout comme le « patron » de l'Institut de planification nationale. L'administration pénitentiaire est dirigée par un colonel ; le « contrôle » du consommateur, aussi. Un commandant de l'armée de terre dirige l'assistance publique, un major de l'aviation la météorologie, un capitaine de frégate le tourisme.

« Les militaires sont la par méfiance à l'égard des civils », déclare M. Victor Villanueva, ancien militaire lui-même, et spécialiste d'une armée classée parmi les plus puissantes du continent. Et

aussi, peut-être, parce qu'ils ont toujours été trop nombreux. Selon M. Villanueva, l'armée de terre compte, proportionnellement, cinq fois plus de généraux qu'aux Etats-Unis, et l'aviation douze fois plus. « Vingt généraux sortent chaque année », dit-il. Il y a eu cent promotions de colonels en 1974. C'est pourquoi on voit des colonels partout, dans les bureaux / Environ 19 % du budget étaient consacrés à la défense en 1967. Plus de 27 % le seront cette année.

Une telle omnipotence suscite des soupçons. L'armée a fait la révolution de 1968 pour en finir, entre autres, avec l'immoralité. Mais elle constate aujourd'hui — comme c'est le cas au Brésil — qu'elle a favorisé une immoralité au moins aussi grande. Les généraux Tantaléon et Valdes sont aujourd'hui sortis de prison. Ils ne sont pas pour autant quittes des accusations de corruption que leur a valu leur gestion au ministère de la pêche et à celui de l'agriculture. Après la démission forcée, le 15 juillet dernier, du premier ministre, le général Fernandez Maldonado, plusieurs officiers de gauche ont été arrêtés pour avoir tenté de protester, par un coup spectaculaire contre

Les officiers les plus influents avant le coup d'Etat de 1976 frappaient par leur sensibilité sociale. Ils parlaient de l'intégration de l'indien en disant « notre indien ». Ils refusaient d'imposer trop de sacrifices au peuple au nom d'un « progrès à venir ». « Tout homme n'a qu'une vie, disaient-ils. C'est de maintenir que les Péruviens doivent profiter de la croissance. A choisir, nous préférons le social à l'économique. Notre révolution a pour fin l'homme et sa dignité (2) ».

Ce sont ces militaires-là qui ont quitté la scène depuis un an : en 1975, les généraux Graham Riquelme et Leonidas Rodriguez, respectivement chef du COAP et de la 1^{re} région militaire ; en juillet dernier, les généraux Fernandez Maldonado, Angel de La Flor, ministre des affaires étrangères, Enrique Gallegos, ministre de l'agriculture, et Luis La Vera Velarde, chef d'état-major de l'armée de terre. La purge a été évidente, mais elle n'a provoqué aucune réaction en chaîne.

(1) COAP : comité des conseillers de la présidence de la République.
(2) Interview du général Graham Riquelme, le Monde, 9 février 1975.

Si vous voulez construire en province, prenez le métro.*

*Les Parisiens avaient tellement de difficultés pour construire en province, que nous sommes allés à Paris.



Maisons Chalet Idéal,
le grand constructeur national, ouvre
à Paris, 43 bd. Malesherbes,
son "Centre National d'Information"
Tél. 265.13.86 742.68.15

Maisons Chalet Idéal :
des maisons
qui ferment de la valeur.

Votre maison est construite avec des matériaux qui défient le temps. La charpente est en bois et les murs sont de vrais murs : en béton cellulaire, le Siporex, un pouvoir d'isolation thermique qui correspond à plusieurs épaisseurs de briques — 50 000 clients l'ont déjà constaté.

Maisons Chalet Idéal :
une région, un style.

Nous sommes implantés dans toute la France. Quelle que soit la région où vous souhaitez construire, vous êtes sûr de nous trouver à proximité. Ainsi vous construisez votre maison avec des artisans du pays dans le style du pays.

Nous respectons nos engagements.

Maisons Chalet Idéal garantit ses délais de construction et ses prix. Ceci est d'autant plus facile que les artisans qui construisent votre maison font tous partie de nos équipes. Nous respectons bien sûr les garanties bien-nales et décennales et nous bénéficions de la garantie bancaire. Nous sommes membre du Syndicat National des Constructeurs de Maisons Individuelles.

Nos clients sont
nos meilleurs ambassadeurs.

Chez nous, un client sur trois est amené par un ancien client. Ceci constitue la plus belle preuve de notre sérieux et de notre souci constant de qualité. Nous sommes toujours là avant, pendant et après.

Membre du Syndicat National des Constructeurs de Maisons Individuelles.

Si vous habitez à Paris et que vous voulez construire hors de Paris, maintenant vous n'êtes plus loin de tout.

Maisons Chalet Idéal s'installe à Paris, 43, bd Malesherbes.

Le Centre National d'Information de Maisons Chalet Idéal est, en un seul lieu, la réunion de 300 agents implantés dans toutes les régions de France. Pour vous permettre de construire où vous voulez, sans avoir à vous lancer dans de longs déplacements, dans des recherches bien fastidieuses et souvent décourageantes.

Nous faisons
votre plan de financement
et nous trouvons l'argent.

Pas de calculs longs et ennuyeux. Pas de multiples démarches, puisque nous nous chargeons aussi des demandes de crédit d'attribution des primes et de prêts d'Etat.

Nous travaillons pour vous
sur le terrain.

Si vous n'avez pas le terrain, Maisons Chalet Idéal vous aide à le trouver et guide votre choix.

Nous vous libérons aussi de toutes les formalités nécessaires à la construction : constitution du dossier, obtention du permis de construire, raccordements, etc.

Nous construisons votre maison
à partir de vos idées.

Chez nous, nous ne vous imposons pas de choisir parmi des modèles. Votre maison est conçue avec vous. Pour vous.

Téléphonez-nous, passez nous voir, ou envoyez ce coupon à : Maisons Chalet Idéal - 43, bd Malesherbes - 75008 Paris
Tél. 265.13.86 742.68.15 (Métro St-Augustin, parking gratuit)

Sans engagement de ma part, je désire être renseigné sur les Maisons Chalet Idéal.



Nom : _____
Adresse : _____
Tél. domicile : _____ Bureau : _____
Je possède un terrain : ☐ oui ☐ non - Revenus : _____
Région de construction envisagée : _____

Maisons Chalet Idéal
Nos clients sont nos meilleurs ambassadeurs.

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

M. Mitterrand met beaucoup plus en cause

Un avocat, un procureur, un solitaire. Trois personnages en quête de confiance qui, mardi 5 octobre à l'Assemblée nationale, ont, devant un hémicycle abondamment garni, donné le coup d'envoi du débat de politique générale.

L'avocat : M. Raymond Barre, premier ministre, massif, tendu, gravissant lentement les marches d'une tribune d'où il souhaite « profondément » mériter et recevoir le concours et le soutien du Parlement. Mais justifiant d'entrée son refus d'engager, à l'occasion de ce débat, la responsabilité du gouvernement — toutes les formations de la majorité n'ont-elles pas déjà manifesté l'intention de lui apporter

une confiance et un soutien sans équivoque ? — Il laisse l'initiative. A l'opposition. Lui se contente d'informer l'Assemblée.

Avocat dans un procès gagné d'avance. Il lit son discours d'un ton monocorde, appliqué. Il affirme premier ministre à part entière, réaffirme la priorité de la lutte contre l'inflation, préalable à toute ambition nationale. Il insiste sur le souci de justice sociale qui l'anime et sur la nécessité d'associer à cette lutte des actions structurelles qui bousculeront privilèges, rigidités, rentes de situation, profits garantis, attitudes corporatistes.

Là, dans ce langage de rigueur comme dans

le diagnostic économique sans complaisance, M. Barre se complait et s'épanouit. Mais il en impose plus qu'il ne s'impose, et ce volet de sa politique ne suscite, dans la majorité, que de timides et polis applaudissements comparés à ceux qu'il déclenche lorsqu'il tance l'opposition et syndicalisme sur « leur bien étrange manière de servir l'intérêt national », ou lorsqu'il cite Platon pour faire l'éloge de l'autorité.

Toujours convaincu, M. Barre sera moins convaincant lorsqu'il parlera, non sans courage, de la nécessité d'assurer le plein emploi, de réduire les inégalités, de développer la vie

associative, de maintenir le pluralisme de l'information (« Hésant ! Hésant ! » scandera l'opposition) ou de réviser la conception du profit (« Dussant ! Dussant ! » répondra l'écho renvoyé par la gauche). « Je comprends certaines réactions à l'égard de certains profits », réplique superbement le premier ministre. Un ange passe.

Certes, M. Michel Debré (U.D.R.) applaudit lorsque M. Barre évoque la crise de la natalité, mais le plaidoyer en faveur de l'élection au suffrage direct de l'Assemblée européenne, l'ancien premier ministre perplexe, sceptique, critique, et la majorité demeurera

En début de séance M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale prononce l'éloge funèbre de Jean-Claude Simon, député de la Haute-Loire, et de Marcel Anthoine, vice-président de l'Assemblée, député de l'Ain, décédés pendant l'intersession. Le premier ministre associe le gouvernement à ces hommages. Puis monte à la tribune et déclare, après avoir affirmé « son attachement et son dévouement » aux grandes orientations qu'ont définies et appliquées les trois présidents de la V^e République :

« Le gouvernement qui se présente devant vous a été désigné conformément à notre Constitution. Il entend informer l'Assemblée nationale des objectifs de son action par une déclaration de politique générale, conformément à l'article 48, alinéa premier de la Constitution. Il n'a pas l'intention de demander un vote, laissant à cet égard l'initiative aux membres de l'Assemblée, et notamment aux membres de l'opposition.

« En adoptant cette attitude, le gouvernement, auquel toutes les formations de la majorité qui soutiennent l'action du président de la République depuis 1974, ont manifesté l'intention d'apporter

une confiance et un soutien sans équivoque, entend confirmer la conception des rapports entre le législatif et l'exécutif qui a prévalu depuis 1958, c'est-à-dire depuis la première élection du président de la République au suffrage universel. (...)

« Le retour à une tradition bien établie n'a d'autre but que de rappeler que le gouvernement est nommé par le chef de l'État, qu'il a le devoir d'informer l'Assemblée et que celle-ci a le droit et le pouvoir de le contrôler.

Nous ne pouvons

nous contenter

d'un succès provisoire

« C'est d'ailleurs dans cet esprit que, conformément à l'article 49, troisième alinéa de la Constitution, le gouvernement accepte d'engager sa responsabilité sur le projet de loi de finances rectificative 1976, qui contient plusieurs dispositions importantes de son programme de lutte contre l'inflation.

« Le gouvernement est prêt à accepter les améliorations qui seraient proposées à son projet.

DANS LES COULOIRS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Un certain M. Barre

Il y a quelques quatorze ans, un certain Georges Pompidou montait pour la première fois à la tribune de l'Assemblée nationale pour prononcer une déclaration de politique générale. Inconnu — ou presque — le nouveau premier ministre d'alors n'avait guère fait impression. Octobre 1976 : M. Raymond Barre, en évoquant son illustre prédécesseur, n'a pas, semble-t-il, craint le rapprochement, au contraire. Mais n'y aurait-il pas songé lui-même d'autres n'auraient pas manqué de le faire.

« Meilleur », « moins bon » que Georges Pompidou ? La référence à l'ancien président de la République a beaucoup servi pour juger cet autre professeur qui voulait — du moins le supposait-on — apparaître à cette occasion aussi comme un homme politique. Y a-t-il réussi ? Pour M. André Bouloche (P.S.), M. Barre « s'est démarqué au minimum de son visage d'économiste compétent ». Quant à M. Jean Faïola (U.D.R.), il assure : « On sent que ce n'est pas un homme politique de tribune... Il le deviendra sans doute ! ».

« La densité d'un commissaire Maigret »

Si M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., se contentait de la sorte de l'hémicycle d'un lapidaire « no comment », accompagné d'un « je n'ai pas d'impression », M. Pierre Bas (U.D.R.) jugeait le ton « un peu professoral », les idées « excellentes » et l'homme « honnête, loyal et de surcroît compétent ». Alors que M. Robert-André Vivien (U.D.R.) accordait au premier ministre « la densité du commissaire Maigret », M. Edouard Ollivro (réformateur) notait : « Il y a du paysan en cet homme-là, solide, déterminé et qui sait qu'il aura besoin d'opiniâtreté pour mener à bien sa tâche ».

Outre l'opiniâtreté, M. Barre aura besoin du soutien de la majorité pour atteindre le but qu'il s'est fixé. Pour M. Faïola, même « si cela ne résout pas les problèmes », les trois groupes de la majorité apporteront leur appui au plan gouvernemental. M. Charles Bignon (U.D.R.) relevait, de son côté, que « la technique employée — fait que le plan de lutte contre l'inflation passera ».

En revanche, l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel est considérée comme une échéance plus risquée. Nombre de députés gaul-

listes auraient préféré que ce sujet ne fut pas abordé par le premier ministre, qui n'a pas réussi sur ce point à entamer leur réserve, voire leur prévention. Reste que M. Barre a répondu à d'autres préoccupations en évoquant la famille, la sécurité, l'université... Il n'a pas pour autant satisfait tous les parlementaires se réclamant de la majorité.

Ainsi, devant les trois groupes de la majorité réunie avant que s'ouvre la séance, M. Barre n'a pas contenté M. Max Lajeune, président du groupe des réformateurs, qui demandait que le gouvernement accepte qu'un vote vienne sanctionner cette déclaration de politique générale. A cette question sur laquelle s'était cristallisée le matin même, en réunion de groupe, une partie de l'amertume ressentie par certains députés contristes, le premier ministre a répondu que, « jusqu'à présent et dans les circonstances présentes, il n'avait pas été prévu de vote ». De ces propos assez prudents, certains députés ont cru comprendre que le premier ministre pourrait, éventuellement, revenir sur cette décision, si la grève du 7 octobre prenait une grande ampleur. Encore faudrait-il qu'un conseil des ministres extraordinaire soit réuni pour autoriser le gouvernement à engager sa responsabilité dès cette semaine !

De même, M. Pierre Baudis (app. R.I.), pour qui « la valse des étiquettes » est inquiétante, n'a pas été rassuré en entendant le premier ministre se déclarer hostile au maintien prolongé du blocage des prix, même s'il a assorti ce refus de l'assurance que les cas de manquements graves seront réprimés. Le maire de Toulouse affirmait peu après, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que « le gouvernement et la majorité seront jugés sur le quotidien, autrement dit sur les prix », devant M. Georges Marchais, qui en convenait volontiers.

« Un discours de politique-fiction »

Dans l'ensemble, les députés, qui étaient présents salle Colbert, ont jugé M. Barre plus « direct », plus « spontané » que dans l'hémicycle. Son appel à la cohésion, condition du succès de la majorité, a été écouté. Surtout, il a été entendu ? Pour beaucoup, cela dépendra de M. Jacques Chirac, est absent dont le nom était sur toutes les lèvres. Certains ont estimé — comme M. Henri Torre (R.I.) — que

l'ancien premier ministre avait été directement visé par son succès lorsqu'il a évoqué les « idées saugrenues » de certains « originaux » en matière fiscale, sous-entendant l'impôt sur le capital.

L'intervention du premier ministre n'aura guère surpris l'opposition : « Le programme de la droite la plus classique », notait M. Pierre Joxe (P.S.), « boy-scoutisme et aphorismes habituels », relevait M. Nicolas Alphonse (rad. de gauche) ; « un inventaire de toutes les banalités », estimait M. Jean Poporen (P.S.) ; « raccroché au classisme, c'est-à-dire au conservatisme », soulignait le président du Mouvement des radicaux de gauche, M. Robert Fabre ; « un discours de politique-fiction », considérait M. André Bouloche (P.S.).

Si les adjectifs « solide », « honnête », « sérieux », étaient les plus souvent utilisés par la majorité pour qualifier la prestation de M. Barre, ceux employés par la gauche pour M. François Mitterrand n'étaient guère différents. Ainsi, M. Roland Leroy (P.G.), qui venait d'entendre la première partie de l'intervention du premier secrétaire du parti socialiste, jugeait « forte l'argumentation » qui y était développée : « Elle rejoint la nôtre », soulignait-il.

Le groupe socialiste et le bureau exécutif du P.S., réunis l'après-midi, ont décidé de déposer une motion de censure. Entre les partisans du dépôt d'une telle motion dès cette semaine qui aurait porté sur la déclaration du gouvernement, et ceux qui préféreraient qu'elle soit déposée sur le projet de loi de finances rectificative pour 1976, le compromis a été proposé par M. Mitterrand : la motion annoncée cette semaine sera déposée la semaine prochaine. Les députés communistes n'ont pas émis d'objection. Ils estimaient, en effet, que la motion de censure devait viser l'« acte concret » du nouveau gouvernement, en l'occurrence le collectif budgétaire.

Pour MM. Bouloche, Dubout et Gau, députés socialistes, « on peut se demander si les prochaines élections seront bien les municipales ». Non pas qu'ils croient que la motion de censure puisse rapprocher cette échéance électorale, mais parce qu'ils voient mal comment le gouvernement « pourra tenir plus de dix-huit mois ». Si ce pronostic se vérifiait, les députés garderaient le souvenir d'une rentrée parlementaire bien dans.

ANNE CHAUSSEBOURG.

EXPORTATIONS : trente-cinq sociétés assurent le tiers des ventes

L'exportation française progresse, comme l'a dit M. Barre, mais elle reste encore l'épave d'une élite. En 1975, mille trois cent quatre-vingt-cinq entreprises seulement, qui vendent à l'étranger chacune pour plus de 10 millions de francs par an, ont assuré 89 % des exportations françaises, soit 193 milliards de francs. Elles ne représentent que 0,4 % des entreprises françaises imposées sur leurs bénéfices réels. D'après une étude publiée par le « MOCI » (« Mouvement du commerce international », organe du C.F.C.M. (Centre français du commerce extérieur), ces mille trois cent quatre-vingt-cinq entreprises réalisent 36 % de leur chiffre d'affaires sur les marchés extérieurs et emploient deux millions cinq cent mille personnes, soit envi-

ron le tiers des effectifs industriels.

D'une année sur l'autre, l'exportation reste concentrée entre les mains d'un nombre à peu près constant d'entreprises, et cette concentration se renforce. S'il y a environ quarante mille firmes exportatrices (8,5 % des entreprises imposées, sur leurs bénéfices réels), trente-cinq sociétés, qui ont réalisé individuellement un chiffre d'affaires à l'exportation d'un moins 1 milliard de francs en 1975, ont assuré à elles seules environ le tiers de l'ensemble des ventes françaises à l'étranger. Ces firmes occupent plus de huit cent mille salariés et leur chiffre d'affaires à l'exportation a atteint globalement 77 milliards de francs en 1975.

Hausmann/Nation/Italie-Galaxie

Printemps

Balance de ménage portée 1,5 kg 50⁰⁰ 29⁰⁰

Série de 5 casseroles émail décoré : 120⁰⁰ 69⁰⁰

Fer vapeur Sunbeam 220 V : 140⁰⁰ 99⁰⁰

Le mois de la maison.
Des prix et le crédit gratuit* sur 12 mois, jusqu'au 30 oct.

*Après acceptation du dossier, sans prospections de service. Les prix barrés sont ceux antérieurement pratiqués. Les prix indiqués sont valables jusqu'à épuisement des stocks.

Je l'ai lu

Journal de l'Est

POLITIQUE

DU GOUVERNEMENT A L'ASSEMBLEE NATIONALE

M. Giscard d'Estaing que M. Barre

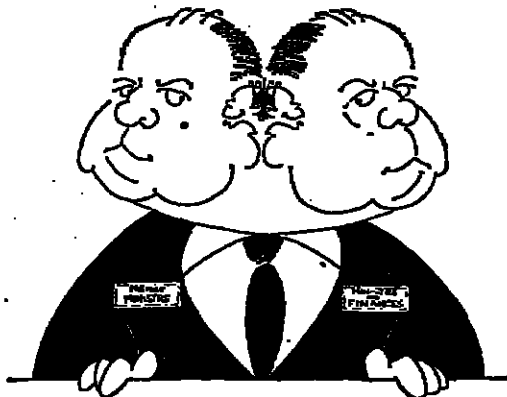
silencieuse. Finalement, elle l'aura plus écouté que soutenu. Le procureur, M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste. M. Barre avait consciencieusement articulé son propos, insistant sur « la logique profonde » de sa politique. Lui s'attache non moins consciencieusement à le désarticuler, à le disséquer, à en faire apparaître une autre logique, toute aussi « profonde », celle de l'échec.

M. Barre lui a laissé l'initiative. Il la prend. Et il censure. Habilement. Car il acquiesce, presque, le premier ministre pour instruire surtout le procès du chef de l'Etat, « responsable depuis 1969 de nos finances publiques ». Il rappelle

« la litane des prophéties contredites par les faits ». Il s'enquiert « d'une telle constance dans l'erreur ». Plus, il relève les divergences d'analyse entre MM. Giscard d'Estaing et Barre, n'hésitant pas à donner la leçon « au meilleur économiste de la société libérale dirigiste ».

Est-ce mimétisme ? Mais il joue moins l'éloquence que la persuasion, la polémique que l'argumentation chiffrée, y compris pour évoquer « les exploités » et dénoncer « les exploités ». En fait, il ne conteste ni la compétence du premier ministre ni sa bonne volonté. Il résume les forces politiques et sociales sur lesquelles il s'appuie. Il condamne la société qu'il sert et qui, dit-il, « a fait son temps ». Évoquant

l'avenir, il appelle au rassemblement de la gauche unie et parle d'appliquer le programme commun. Ce qui plonge M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., dans le ravissement. Le solitaire, M. Jean Royer (N.L.), placé en cet endroit du débat on ne sait pourquoi, on ne sait par qui, faire-valoir involontaire, qui voudrait engager avec M. Barre un dialogue franc et direct, « d'un solitaire à un autre solitaire ». L'image est belle et elle est juste. La séance levée, seuls quelques rares députés de la majorité iront s'entretenir avec le premier ministre. « La solitude », a observé M. Royer, est souvent la compagne de la rigueur. — PATRICK FRANCES.



(Dessin de CHENEZ)

châins mois, car elles ne seraient pas improvisées. (...) S'attaquant aux facteurs structurels de l'inflation, c'est d'abord faire en sorte que le jeu normal de la concurrence puisse faire disparaître les rentes de situation qui sont à l'origine de profits artificiels et abusifs. Il faut que l'apport que représentent les gains de productivité ou le progrès technique soit incorporé dans la formation des prix. Ainsi le

Parlement sera-t-il appelé à examiner le problème de la concurrence sur la base du projet de loi déposé par le précédent gouvernement.

En matière d'emploi, les insuffisances de la formation et de la mobilité des travailleurs, jointes à celles de la répartition régionale des activités économiques, sont, elles aussi, sources de rigidité. (...) Alors que le nombre des demandeurs d'emploi

reste élevé, certaines entreprises connaissent des difficultés à embaucher le personnel dont elles ont besoin. Le gouvernement veille à ce que l'amélioration de la protection des travailleurs, exigence du progrès social que nul n'entend remettre en cause, ne compromette pas les ajustements nécessaires sur le marché du travail.

Le gouvernement a, par ailleurs, annoncé qu'il procéderait dans les six mois à un examen approfondi des interventions économiques de l'Etat. Il entend par là éviter que certains de ses concours ne contribuent indirectement au maintien de situations contraires à l'efficacité de l'économie.

Enfin, la vie sociale elle-même est trop souvent marquée par des tensions, des conflits ou des conflits particuliers et par une tendance à régler par des hausses de salaires des revendications d'ordre qualitatif.

A tous ces problèmes des réponses doivent être apportées dans un esprit libéral mais exigeant, ne tolérant ni privilèges, ni rentes, ni profits garantis. Le Conseil central de planification articlera sous peu les orientations nécessaires.

Le premier ministre répond ensuite aux critiques qui ont été adressées à son programme.

Lorsque j'entends certains af-

firmer que pour lutter contre l'inflation, il est nécessaire de changer le régime social ou de promouvoir des modèles utopiques de société, j'éprouve un sentiment d'inquiétude. Aucun pays industriel ne connaît l'inflation en provoquant des bouleversements économiques et sociaux ou en poursuivant des chimères.

Comment les socialistes allemands luttent-ils contre l'inflation ? Et les républicains américains ? Et les socialistes néerlandais ? Et les démocrates libéraux japonais ? Et les travaillistes britanniques ? Tous ont agi sur les mêmes points : budget, crédit, prix et rémunérations. Ces gouvernements, d'horizons politiques aussi variés, manquent-ils d'imagination avec une telle unanimité ? Ils n'ont pas craint de faire preuve de ce que d'aucuns appellent le « classicisme » : ils en ont retiré le succès.

Encore faudrait-il pour que l'opinion jugât véritablement le programme proposé par le gouvernement, que celui-ci ne soit pas systématiquement déformé par des interprétations tendancieuses et que certaines de ses dispositions les plus importantes, en particulier celles qui expriment une volonté de justice, ne soient pas couvertes par un étrange silence.

L'avenir nous dira si ces

mesures de soutien de l'activité économique. « De plus, ajoute-t-il, le gouvernement entend conduire au cours des prochains mois la revalorisation du travail manuel et plus généralement de l'amélioration des conditions de travail : la simplification et la déconcentration accrue de nos instruments d'intervention en matière d'emploi et de formation professionnelle ; la recherche d'une meilleure insertion dans la vie professionnelle de certaines catégories de demandeurs d'emploi, notamment les jeunes et les cadres ayant perdu leur emploi.

Parallèlement, la formation scolaire et universitaire, ainsi que la formation permanente, doivent être mieux adaptées aux réalités de l'emploi. » Le premier ministre ajoute : « L'Etat doit gagner en clarté et en rigueur. Le secret

sera élaboré par décret. Une liste permanente de documents sera complétée par des listes additionnelles. La commission recevra les demandes de publications nouvelles, étudiera les publications qui seraient utiles, donnera des avis et publiera un rapport annuel d'activité. Le décret énumérera également les domaines dans lesquels le décret devra être maintenu : défense nationale, diplomatie, délibérations du gouvernement, informations concernant les personnes. Ces dispositions devraient s'harmoniser avec celles du projet de loi sur l'informatique et l'utilisation des fichiers élaborés à la suite d'un rapport de M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, et dont la discussion par le Parlement devrait se dérouler au cours de la présente session.

Ainsi, avant la fin de l'année, une « déontologie précise du secret administratif » pourrait être élaborée.

M. Raymond Barre a annoncé dans son discours à l'Assemblée nationale une réforme de la loi de secret administratif. Celui-ci ne doit, en effet, pas « servir d'alibi ou de masque à une déontologie précise du secret administratif ». C'est pourquoi « une déontologie précise du secret administratif » sera élaborée.

Le premier ministre est en possession d'un projet de décret qui avait été élaboré sous le gouvernement de M. Chirac et qui est maintenant prêt à être soumis au Conseil d'Etat (Le Monde du 9 juillet). Le gouvernement avait, en effet, choisi la procédure du décret de présidence à la suite du projet de loi, qui n'aurait pu que poser des principes généraux dont les modalités pratiques auraient été régies par décret.

Ce texte s'inspire à la fois des conclusions d'une commission spéciale présidée par M. François de Broque, conseiller d'Etat, qui avait remis un rapport à M. Chirac en décembre 1974, de suggestions du « médiateur », M. Alain Faquet, et de propositions de loi de MM. Jean-Pierre Cot, député socialiste de Savoie, et Alexandre Bolo, député U.D.R. de Loire-Atlantique. Il prévoit qu'une commission spéciale, composée de hauts fonctionnaires, de parlementaires, d'usagers et de représentants des ministères, établira la liste des documents que les administrations seront tenues de mettre à la disposition du public.

LE PRIX DU « BARRE »

L'ironie n'est pas toujours facile à manier. A la lecture de la dernière phrase d'un petit écho sur l'augmentation du prix du manuel d'Economie politique de M. Barre, des lecteurs ont pu penser que nous accablions d'avoir inspiré à son éditeur dans le choix de la date de déblocage du prix. M. Barre est assez connu pour que nous ne puissions supposer un instant qu'il ait pu tellement s'en préoccuper.

administratif est nécessaire, car il couvre les intérêts de la sécurité de l'Etat en même temps que les droits du citoyen. Il ne doit pas cependant servir d'alibi ou de masque au fondement véritable des décisions publiques. Il convient donc d'éclairer la nation sur les décisions de l'Etat. Une déontologie précise du secret administratif et des moyens d'informer la nation sur les grands choix collectifs sera élaborée. (...) (Lire la suite page 10.)

EMPLOI : une situation dégradée

La situation de l'emploi s'est apparemment améliorée en France au cours du premier semestre de cette année : le nombre de postes non satisfaits est passé de 1 017 400 fin janvier à 813 000 fin juin ; la baisse a été régulière, au rythme de 40 000 à 50 000 demandes de postes chaque mois. Ce mouvement s'est cependant interrompu en juillet et inversé en août (841 500 demandes), avec l'arrivée des jeunes sortant de l'école ou de l'université et recherchant un premier emploi.

L'évolution constatée au cours du premier semestre est, en fait, traditionnelle et correspond pour l'essentiel à un mouvement saisonnier : le nombre des demandes d'emploi augmente chaque année fortement à la fin de l'été et au début de l'automne, avec l'arrivée des jeunes sur le marché du travail ; puis, à peu près, une partie de ces jeunes trouve un emploi, et le stock de demandes se « dégonfle ». A partir de l'hiver pour atteindre son point le plus bas à la fin du printemps.

Deux méthodes permettent de juger de façon plus exacte ces évolutions. La première, pragmatique, consiste à comparer chaque mois au mois correspondant de l'année précédente : on constate ainsi que, malgré une activité économique plus forte au premier semestre 1976 qu'au premier semestre 1975, le nombre de demandes d'emploi est resté très supérieur cette année à ce qu'il était l'an dernier : de 32,9 % en janvier 1976 par rapport à janvier 1975, de 18,4 % en avril, de 10,1 % en juin, de 5,6 % en août.

La deuxième méthode, plus scientifique, consiste à appliquer aux chiffres bruts de demandes non satisfaites un coefficient dit de correction des variations saisonnières. C'est ce que font les services statistiques du ministère du travail. Selon ce mode de calcul, non seulement la situation de l'emploi ne s'est pas améliorée au cours du premier semestre, mais elle n'a cessé, au contraire, de se dégrader. Les demandes d'emploi, en données corrigées, sont passées de 839 000 fin janvier 1976 à 868 700 fin juin (+ 3,5 %), niveau record depuis vingt ans. Il est dès lors bien difficile de parler, comme le fait M. Barre, d'amélioration de la situation. — J.-M. D.

Au Sénat

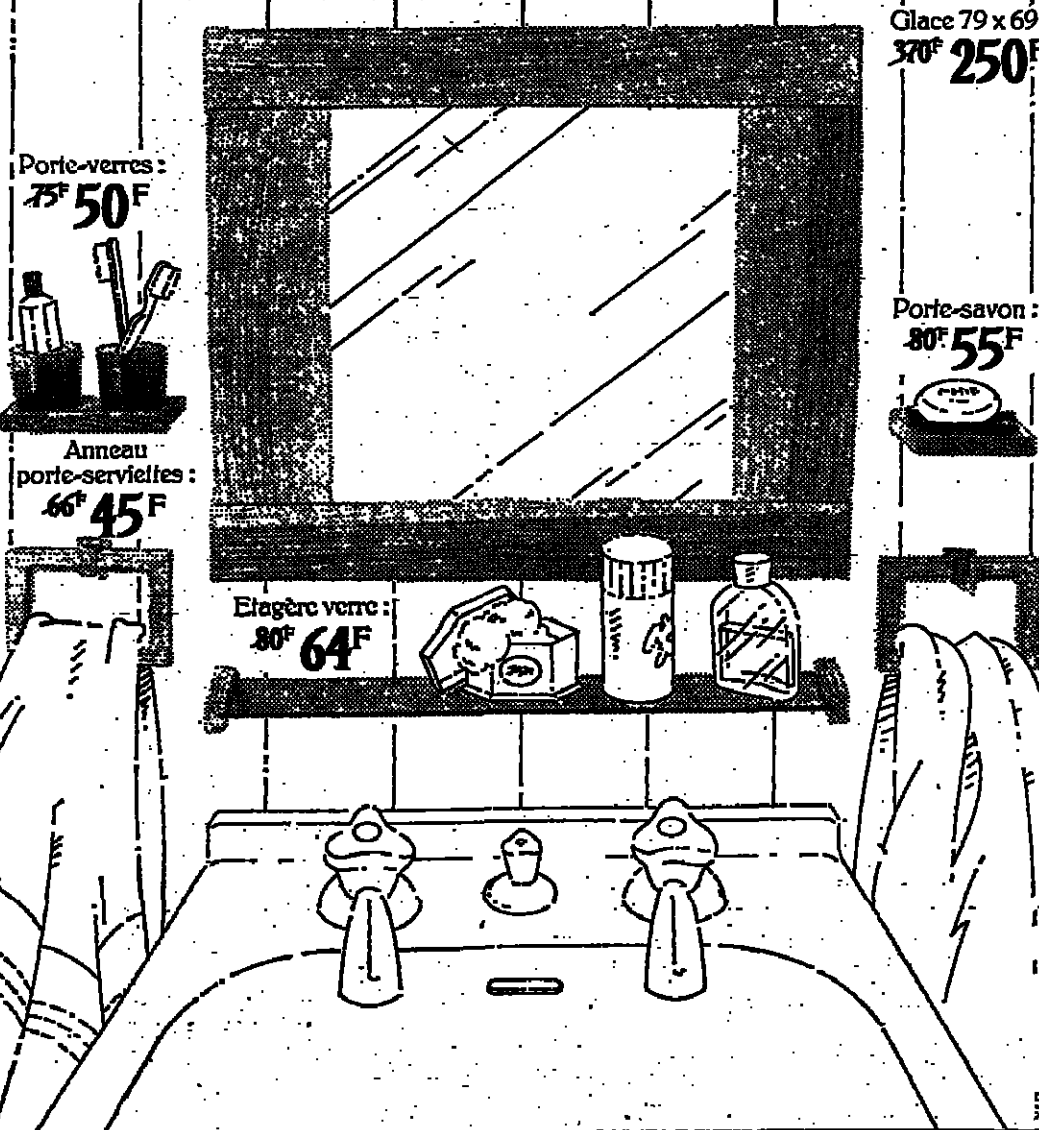
ACCUEIL « MESURE »

Au Sénat, la déclaration gouvernementale, lue par M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, a été accueillie sans enthousiasme ni chaleur par des applaudissements mesurés à droite et à gauche. Seule la citation du texte de l'Etat a provoqué d'assez vives approbations. Des « mouvements divers », murmures ou exclamations, ont ponctué la lecture de quelques passages : ainsi, après l'allusion à « certaines ambitions politiques, avouées ou insouhaitées », on a entendu, venant des travées socialistes ou communistes : « Chirac ! » et « Hérault » ont été prononcés en réponse au paragraphe sur l'attachement gouvernemental au pluralisme de l'information.

Le Sénat a exprimé sa satisfaction lorsque le garde des sceaux a annoncé que le gouvernement « avait décidé d'organiser (au palais du Luxembourg), fin octobre ou début novembre, un débat de politique générale ». Au début de la séance et en présence de plusieurs ministres, notamment Mmes Simone Veil et Christiane Serret, M. Alain Poirer, président du Sénat, a prononcé l'éloge funèbre de Suzanne Crémieux, sénateur du Gard, décédé le 11 juillet. — A. G.

Printemps

Hausmann/Nation/Italie-Galaxie



Le mois de la maison. Des prix et le crédit gratuit* sur 12 mois, jusqu'au 30 oct. *Après acceptation du dossier, sauf prestations de service. Les prix barrés sont ceux antérieurement pratiqués. Les prix indiqués sont valables jusqu'à épuisement des stocks.

5300f le m²

- Double exposition
- Balcon de 1,40 m de large ou jardin privatif
- Studio ou 2 pièces, 3,4 ou 5 pièces
- Prix fixes

Bureau de vente sur place tous les jours
sauf mardi et mercredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h.

saci

CORI

Tél. : 260.38.22

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

L'intervention du premier ministre

(Suite de la page 9.)

La réforme de l'administration, la simplification des procédures, la lutte contre l'anonymat, voire l'indépendance, seront un souci permanent pour le gouvernement.

Le principe de responsabilité doit en second lieu présider à l'organisation des rapports entre l'Etat et les collectivités locales. Dans quelques jours, le rapport de la commission chargée d'étudier les conditions de développement des responsabilités locales sera remis au chef de l'Etat. Ce rapport fera l'objet d'un large débat national.

L'esprit de dialogue ne doit pas conduire à la confusion

Le gouvernement sera conduit à présenter d'importantes réformes qui définiront mieux les compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales et les moyens financiers et humains nécessaires à l'exercice d'attributions renforcées.

Il importe en troisième lieu que soit affirmée la responsabilité de la commission d'Etat. L'esprit d'entreprise, c'est précisément celui qui conduit à l'émancipation et non pas à l'assistance. Il est indispensable à notre pays. C'est lui qui doit nous permettre le renforcement de la capacité de notre économie à offrir des emplois stables et nombreux, mais il ne peut se déployer à la liberté de décision.

(1) La République, livre IV.

des chefs d'entreprise est par trop limitée et si les résultats financiers des entreprises sont insuffisants, il nous faut réviser à ce sujet une conception du profit qui prévaut trop fréquemment dans notre pays. Celui-ci ne saurait être le produit de rentes de situation, de privilèges ou de subventions de l'Etat, mais le fruit des efforts de productivité et d'innovation.

Le premier ministre traite des relations avec les organisations syndicales et professionnelles.

« Il est bon que les améliorations à la situation des salariés proviennent d'accords librement négociés dans les entreprises, les professions, voire au niveau national. De même, les décisions prises par la puissance publique doivent être précédées d'une consultation de toutes les organisations représentatives dans le secteur considéré et à tous les niveaux où elles interviennent. »

Mais l'esprit de dialogue ne doit pas conduire à la confusion. Quelle que soit leur représentativité, les organisations professionnelles ou syndicales traduisent les aspirations particulières de diverses fractions de la population. L'action gouvernementale ne saurait donc être conçue ni conduite du point de vue exclusif de telle ou telle d'entre elles. L'Etat est le garant de l'unité générale. C'est à lui qu'il appartient de décider en dernier ressort.

M. Barre appelle ensuite à l'esprit de responsabilité de tous ceux qui concourent à l'éducation (parents, enseignants, étudiants). Il souligne à ce propos :

« La liberté implique que les universités se sentent responsables devant l'Etat d'un usage raisonnable des ressources mises à leur disposition. Elles doivent aussi sentir responsables devant l'opinion française, qui comprend mal que des lieux de réflexion et de raison deviennent des champs clos où triomphent les passions les plus désordonnées. »

Le premier ministre cite Platon (1) :

« Lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et prêtent les flâchettes, lorsque les parents ne se soucient plus des lois parce qu'ils ne naissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien ni de personne, alors c'est en toute beauté et en toute justice que le tyranisme apparaît. Cette citation est longuement applaudie sur les bancs de la majorité, sauf par M. Servan-Schreiber.

M. Barre a affirmé son attachement au pluralisme de l'information, le premier ministre affirme que « le respect de la justice sociale » sera une « préoccupation nouvelle, le complément familial, qui se substituerait aux allocations familiales actuelles. »

La réforme qui entrerait en application en 1977 consisterait à verser une nouvelle prestation aux mères de famille, qu'elles travaillent ou non dans une entreprise, dans la mesure où deux conditions seraient remplies : avoir un enfant âgé de moins de trois ans ou trois enfants et plus ; disposer de ressources inférieures à un certain plafond. Celui-ci serait suffisamment élevé pour que les deux tiers des familles bénéficiaient actuellement de l'aide ou l'autre allocation soient droit à cette prestation, soit environ un million huit cent mille familles. Le montant de la prestation familiale serait de 15 à 2 millions de francs.

Dans une dizaine de jours, le gouvernement devrait entamer ses consultations, en demandant notamment l'avis du comité consultatif de la famille. — J.-P. D.

recupérés ? L'effort entreprise sera donc poursuivi et développé. Je confirme les instructions données à l'interne en ce point pour que le contrôle critique que les vrais fraudeurs sans risque d'arbitraire et que les procédures contraignantes soient utilisées avec discernement. Mais la prévention et l'information comptent autant que la répression. Les services fiscaux multiplieront les efforts pour aider les contribuables de bonne foi à accomplir leur devoir fiscal. De telles dispositions d'esprit attestent que ce n'est pas seulement par la fermeté et l'arbitraire du fraudeur que le gouvernement entend réconcilier les Français avec l'impôt. En ce sens, il ne fera preuve d'aucune faiblesse à l'égard de ceux qui cherchent à dresser les Français contre le contrôle fiscal.

Abordant les problèmes de la vie quotidienne, le président de la République explique que « le devoir premier du gouvernement est de protéger les citoyens contre les menaces dont ils peuvent être l'objet. » C'est aujourd'hui une des plus fortes aspirations des Français, poursuit-il. Le gouvernement, sur la base des recommandations qui lui seront présentées au terme des études en cours sur la violence et la criminalité, demandera à votre Assemblée que soient renforcés les moyens de lutte contre toutes les formes du crime.

« J'abrite responsabilité, sécurité. Ainsi s'acquiesse un type de société qui s'oppose à celui dont Alexis de Tocqueville redoutait l'avènement lorsqu'il décrivait la nation réduite à « à peine plus qu'un troupeau d'animaux sauvages » et d'industriels dont le gouvernement est le berger. »

C'est ce drame que le président de la République et le gou-

vernement vous convient à éviter par la recherche d'une société où la liberté s'acquiesce et se maintient par la responsabilité de tous.

L'effort nucléaire

Le premier ministre note que le développement de l'économie « met en péril l'indépendance de la nation ». Il précise : « Les grandes orientations de la politique de défense ont été clairement tracées par le président de la République, dans la ligne tracée par le général de Gaulle et le président Georges Pompidou. La France gardera l'autonomie de ses décisions et les moyens de les appliquer. »

Notre armement nucléaire est des plus capables de tenir en respect les plus puissants. Il ne donne plus qu'il faut compter avec lui. Notre effort, pour maintenir la perfection de cet instrument fondamental de notre politique de défense, sera poursuivi. (.)

La sécurité de la France, c'est aussi la sécurité avec les pays de l'Est européen et le maintien de notre alliance avec nos partenaires occidentaux. (.) L'alliance atlantique a été vivante pendant ans d'âge. Elle n'a rien perdu de son utilité. Nous n'entendons pas en sortir plus que nous n'entendons reprendre, au sein du commandement militaire intégré, la place que nous avons quittée voici dix ans. Les raisons qui nous ont fait alors cette décision, dont toutes les valeurs, on ne peut qu'être seul lorsqu'il s'agit de prendre la responsabilité suprême. (.)

La construction européenne répondait à un objectif de sécurité. Il est atteint. En est-il le meilleur illustration que la confiance et la franchise du dialogue franco-

allemand ? Il est un second objectif, qui est de rayonnement. A l'ère des Etats-contingents, nos pays doivent d'unir s'ils veulent maintenir l'exceptionnel foyer de civilisation, de progrès social et de démocratie, qu'est l'Europe. Aussi le gouvernement s'attache-t-il, avec ambition et ténacité, à en pousser la construction. Le progrès devra se faire sur trois fronts. D'une part en consolidant un Marché commun qui n'est que partiellement achevé. D'autre part en mettant en œuvre, dans tous les domaines où l'intérêt est évident, des politiques et des actions définies en commun. Enfin, en poursuivant l'édification progressive d'une union européenne de type confédéral, amorcée par la création du Conseil européen et les décisions qu'il a prises. »

Le Parlement européen

En ce qui concerne l'élection du Parlement européen, le premier ministre déclare :

« Certains craignent que ce changement ne conduise à une sorte de coup de force, la nouvelle Assemblée européenne s'arrogeant des prérogatives indues ; c'est douter de son respect à l'égard des traités. C'est sans nul doute méconnaître la vigilance des Parlements nationaux à l'égard de tout empiètement sur les attributions qui leur ont été confiées. Si l'autorité de l'Etat paraitrait incertaine ou défectueuse, la voie serait alors ouverte à l'intimidation, aux pressions, aux menaces, aux aventures dont notre peuple serait la première victime. »

Aussi le gouvernement se tiendra-t-il solide et déterminé autour du chef de l'Etat. »

M. Mitterrand : vous n'entrez même pas les réformes à votre portée

« Eh bien oui, Monsieur le premier ministre, déclare M. FRANÇOIS MITTERRAND, député de la Nièvre, premier secrétaire du parti socialiste, le vous donne raison sur l'inflation, mais le vous ne la vaincrez pas sans la confiance des Français. Toute la question, précise-t-il, est de savoir si les propositions que vous nous faites d'aujourd'hui sont des propositions qui nous permettent de gagner la confiance des Français. »

Après avoir noté que le plan présenté était « le neuvième plan contre l'inflation », par M. « Chirac », d'ailleurs « depuis 1963 », et « le huitième depuis 1969 », il déclare : « Tant de plans en si peu d'années signifient que vous n'avez pas encore vaincu l'inflation. »

« Quant à votre proposition de la technique indépendante, c'est-à-dire la technique de la confiance, elle est une technique de confiance, qui n'a rien de technique. Elle est une technique de confiance, qui n'a rien de technique. Elle est une technique de confiance, qui n'a rien de technique. »

Le député de la Nièvre passe ensuite à la revue des types de mesures concrètes du plan Barre :

1) Le collectif budgétaire : « Il bouche des trous mais ne fonce pas sur la réforme fiscale. »

2) L'action directe sur les prix : « Vous attendez des effets utiles et vous avez raison. Mais craignez-vous de perdre la confiance des Français ? »

3) La limitation de la demande par une réduction de la hausse des salaires et le freinage du pouvoir d'achat : « Votre analyse de l'inflation me paraît erronée. Selon vous, les Français vivent au-dessus de leurs moyens, mais votre plan vise donc à lutter contre les excès de rémunérations. Toutefois vous évoquez l'inflation par les crédits. Mais de là, vous vous en prenez aux salaires. Pourquoi ne rien dire de l'excès de la demande des plus riches, du passage de l'indépendance à la dépendance ? Vous préférez affirmer que c'est l'immense masse des salariés qui coûte trop cher. (Applaudissements.) En fait, ils sont très pénalisés par les mesures fiscales puisqu'ils sont quasiment les seuls à payer sans contrepartie. De plus leur pouvoir d'achat est en baisse. »

« C'est après avoir franchi l'obstacle du blocage des prix, les entreprises auront droit à 3 milliards de prêts et à d'autres avantages fiscaux et autres. (.) Certes les recommandations salariales sont parfois inflationnistes mais

il ne peut en être ainsi à un moment où existent des réserves de capacité de production et de productivité. Les pays où les salaires sont les plus élevés sont d'ailleurs ceux où il y a le moins d'inflation. (.) De 1969 à 1976, les salaires ont augmenté moins vite que la production et deux fois moins vite que les revenus des entreprises. (Applaudissements.) Faire porter aux salariés la responsabilité de l'inflation ne peut qu'aggraver ces faits. »

M. Mitterrand évoque ensuite les réformes structurelles : « Vous en avez affirmé la nécessité, mais vous les avez renvoyées aux calendes grecques. Combien de discours ont été prononcés sur ce thème du futur, vous avez employé le présent. (.) Pour obtenir tous les renseignements nécessaires, il vous faut d'abord vous adresser à votre prédécesseur. Qu'a-t-on fait entre la lettre de démission, son acceptation, votre désignation et la séance d'aujourd'hui ? (Applaudissements.) Il y a dans votre plan des intentions louables, mais jamais vous ne dépassez le stade des intentions. Nous n'attendons rien de vous, nous nous appuyons sur les grandes traditions de la gauche. Nous en aurons le soin. (Applaudissements.) Mais des rapports très complets ont été établis sur la réforme fiscale, l'impôt sur les grosses fortunes, l'impôt sur le capital, sur la réforme des transports, la réforme de la reconstruction industrielle. En fait, je ne crois pas que ces projets puissent aboutir sans une planification démocratique, la maîtrise du crédit et des gros moyens de production. Mais vous n'entrez même pas les réformes à votre portée, par exemple celle de la Sécurité sociale. »

Après avoir noté que M. Barre est le premier à s'être efforcé de corriger certaines injustices par des dispositions fiscales, il poursuit : « Vous avez lancé un appel à la solidarité nationale. Mais sur quoi le fondez-vous ? Ignorez-vous que des millions de Français sont exploités par quelques milliers d'exploiteurs ? Ne savez-vous pas que 4,5 % des ménages possèdent 50 % des patrimoines, que 10 % perçoivent 30 % des revenus, que 1 % des actionnaires possèdent 62 % du total des actions, que sur cent ménages, les dix plus riches possèdent quinze fois plus que les trente plus pauvres, que les administrateurs de sociétés s'attribuent plus du quart des bénéfices de celles-ci, que la majorité des travailleurs manuels meurent avant d'avoir atteint l'âge de la retraite, que 94 % des enfants des cadres supérieurs entrent en

seconde, contre 40 % des enfants d'ouvriers et 32 % des enfants de salariés agricoles. (Applaudissements de l'opposition.) Les femmes ne sont pas formées pour les métiers à l'avenir, les femmes ne sont pas payées comme des sous-prolétaires ?

VOIX U.D.R. — Démagogie ! M. MITTERRAND. — Toutes les données ont été examinées, toutes les questions ont été posées, toutes les questions ont été posées, toutes les questions ont été posées. (Applaudissements.)

(.) Nombreux sont d'ailleurs dans les groupes de la majorité ceux qui ne supportent pas cette situation, qui la dénoncent hors de cette enceinte, de qui les salaires sont plus élevés que les salaires d'une fausse discipline. La modifier serait d'ailleurs à la portée d'un gouvernement qui oserait, et qui s'adresserait à la nation, ne pas simplement de faire son devoir pour faire jouer la solidarité nationale. (Applaudissements.)

« Votre plan ne crée pas un emploi de plus », constate M. Mitterrand, qui évoque les protestations de nombreuses organisations professionnelles et syndicales et déclare : « Vous les avez tous invités à la gauche. Nous en aurons le soin. (Applaudissements.) Mais des rapports très complets ont été établis sur la réforme fiscale, l'impôt sur les grosses fortunes, l'impôt sur le capital, sur la réforme des transports, la réforme de la reconstruction industrielle. En fait, je ne crois pas que ces projets puissent aboutir sans une planification démocratique, la maîtrise du crédit et des gros moyens de production. Mais vous n'entrez même pas les réformes à votre portée, par exemple celle de la Sécurité sociale. »

Après avoir noté que M. Barre est le premier à s'être efforcé de corriger certaines injustices par des dispositions fiscales, il poursuit : « Vous avez lancé un appel à la solidarité nationale. Mais sur quoi le fondez-vous ? Ignorez-vous que des millions de Français sont exploités par quelques milliers d'exploiteurs ? Ne savez-vous pas que 4,5 % des ménages possèdent 50 % des patrimoines, que 10 % perçoivent 30 % des revenus, que 1 % des actionnaires possèdent 62 % du total des actions, que sur cent ménages, les dix plus riches possèdent quinze fois plus que les trente plus pauvres, que les administrateurs de sociétés s'attribuent plus du quart des bénéfices de celles-ci, que la majorité des travailleurs manuels meurent avant d'avoir atteint l'âge de la retraite, que 94 % des enfants des cadres supérieurs entrent en

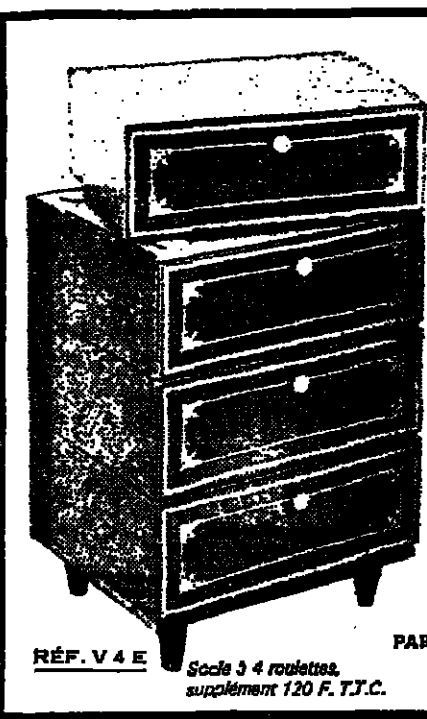
seconde, contre 40 % des enfants d'ouvriers et 32 % des enfants de salariés agricoles. (Applaudissements de l'opposition.) Les femmes ne sont pas formées pour les métiers à l'avenir, les femmes ne sont pas payées comme des sous-prolétaires ?

VOIX U.D.R. — Démagogie ! M. MITTERRAND. — Toutes les données ont été examinées, toutes les questions ont été posées, toutes les questions ont été posées, toutes les questions ont été posées. (Applaudissements.)

(.) Nombreux sont d'ailleurs dans les groupes de la majorité ceux qui ne supportent pas cette situation, qui la dénoncent hors de cette enceinte, de qui les salaires sont plus élevés que les salaires d'une fausse discipline. La modifier serait d'ailleurs à la portée d'un gouvernement qui oserait, et qui s'adresserait à la nation, ne pas simplement de faire son devoir pour faire jouer la solidarité nationale. (Applaudissements.)

« Votre plan ne crée pas un emploi de plus », constate M. Mitterrand, qui évoque les protestations de nombreuses organisations professionnelles et syndicales et déclare : « Vous les avez tous invités à la gauche. Nous en aurons le soin. (Applaudissements.) Mais des rapports très complets ont été établis sur la réforme fiscale, l'impôt sur les grosses fortunes, l'impôt sur le capital, sur la réforme des transports, la réforme de la reconstruction industrielle. En fait, je ne crois pas que ces projets puissent aboutir sans une planification démocratique, la maîtrise du crédit et des gros moyens de production. Mais vous n'entrez même pas les réformes à votre portée, par exemple celle de la Sécurité sociale. »

Après avoir noté que M. Barre est le premier à s'être efforcé de corriger certaines injustices par des dispositions fiscales, il poursuit : « Vous avez lancé un appel à la solidarité nationale. Mais sur quoi le fondez-vous ? Ignorez-vous que des millions de Français sont exploités par quelques milliers d'exploiteurs ? Ne savez-vous pas que 4,5 % des ménages possèdent 50 % des patrimoines, que 10 % perçoivent 30 % des revenus, que 1 % des actionnaires possèdent 62 % du total des actions, que sur cent ménages, les dix plus riches possèdent quinze fois plus que les trente plus pauvres, que les administrateurs de sociétés s'attribuent plus du quart des bénéfices de celles-ci, que la majorité des travailleurs manuels meurent avant d'avoir atteint l'âge de la retraite, que 94 % des enfants des cadres supérieurs entrent en



CHALMETTE CADEAUX

présente

LE MEUBLE ÉVOLUTIF à cartonniers mobiles

gains havane, rouge ou vert ancien avec boutons bronze et décor aux fers à For fin

LE MEUBLE ÉVOLUTIF

sur socle et 4 pieds bois - 4 cartonniers

Hauteur : 66 cm - Largeur : 36 cm - Profondeur : 34 cm
1 cartonnier, Hauteur : 14,5 cm pour dossiers, diques, annuaires, etc.

Prix départ magasin : 598 F. T.T.C.
Le cartonnier supplémentaire : 120 F. T.T.C.

PARIS : 17, Bd. Malesherbes, 265.10-89 55, Bd. Raspail, 548.45-23

24, Cours de Vincennes, 307.99-21

BRUXELLES : 247, Galerie Porta Louisa, 11.44.22

REF. V 4 E

Socle 3 4 roulettes, supplément 120 F. T.T.C.

150

150

POLITIQUE

DU GOUVERNEMENT A L'ASSEMBLEE NATIONALE

La suite du grand dialogue

(Suite de la première page.)
La « majorité présidentielle », ainsi prévenue, a eu droit, en compensation, à maints regards, dont l'U.D.R. était le principal objet. Parlant moins d'une semaine après les « Journées » de Rocamadour et quarante-huit heures à peine après le discours de M. Chirac, à Egletons, M. Barre s'est ingénié à ne rien dire qui puisse déplaire aux « gaullistes » d'aujourd'hui. Ne mentionnant pas une seule fois le nom de M. Valéry Giscard d'Estaing, sauf à se référer au président de la République, il prit soin, en revanche, de citer, à plusieurs reprises, Charles de Gaulle et Georges Pompidou.
Il ne manqua point d'utiliser, pour susciter des applaudissements qui faisaient attendre les bons vieux arguments qui font toujours mouche à droite : il ne faut pas « régler par des hausses de salaires des revendications d'ordre qualitatif », c'est une « étrange manière de servir l'intérêt national » que de multiplier manifestations et cortèges, « l'esprit de dialogue ne doit pas conduire à la conclusion... » la vie sociale est trop souvent marquée par des attitudes corporatistes, les pères ne doivent pas « laisser faire les enfants » pas plus que les maîtres ne doivent « trembler devant leurs élèves », il convient « que les Français puissent vivre en sécurité ».
Quant à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, que M. Debré et ses amis cessent donc de craindre : le gouvernement est résolu à « maintenir les distinctions qui s'imposent entre la plénitude de la souveraineté nationale et les compétences d'attribution confiées par traité aux institutions de la Communauté ».
Il n'en fallait pas moins pour se concilier l'U.D.R. — dont le soutien est d'ailleurs acquis jusqu'à nouvel ordre — mais il en eût fallu bien davantage pour réduire au silence l'opposition. Répondant au débutant qui avait conclu en nous promettant une « République plus efficace et plus fraternelle », le vieux routier François Mitterrand indiqua fort clairement qu'il ne s'en laisserait pas conter. Au demeurant, où donc est la fraternité lorsque l'on affirme que « c'est l'immense masse des salariés qui coûte trop cher » en passant sous silence « l'exode de la demande des plus riches, le gaspillage d'investissements privés et de fonds publics » et en ne disant rien « contre les maîtres du capital et de l'argent » ?
Consécutif tout son propos à la critique du plan anti-inflation, et solennel l'occasion de prouver une nouvelle fois que l'économie n'est plus sa partie faible, le premier secrétaire du parti socialiste commit l'erreur de se référer à certaines

RAYMOND BARRILLON.

LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES SONT DÉÇUES PAR LE PLAN BARRE

« Les petites et moyennes entreprises industrielles sont très inquiètes des mesures qui risquent de compromettre leur existence même. Elles sont réservées sur les dispositions prises préférentiellement en leur faveur et très déçues quant à l'absence d'aboutissement de certaines de leurs suggestions », a déclaré le mardi 5 octobre M. Gaudin, président du Syndicat national des P.M.I. (Petites et Moyennes Industries), commentant le plan Barre.
« Les P.M.I. estiment être pénalisées en cascade », a-t-il affirmé, citant le supplément de 4 % de l'impôt sur les sociétés, le 5 % supplémentaire sur les revenus, les nouvelles restrictions de crédit, le blocage des prix tandis qu'au plan (...) de l'évolution des salaires rien de sérieux n'est entrepris, la « rampe en place de la scierie », en fin de la solidarité envers les agriculteurs. « En conclusion, les P.M.I. sont déçues », a déclaré M. Gaudin, mais « elles ne se désolent pas contre le plan Barre, comme certains irresponsables ».

Le parent pauvre

(Suite de la première page.)
Le propos rappelle, par son orientation, les critiques de M. Chaban-Delemas, il y a sept ans, contre la « société bloquée » et, par ses solutions, la thérapeutique chère à M. Pinay, qui l'avait fait consigner dans le rapport Rueff-Armand. Il souffre d'un défaut majeur, qu'a opportunément souligné M. Mitterrand dans sa réplique : le retard à plus tard des mesures à prendre, en attendant que des études précises les données du choix. Est-il vraiment nécessaire d'attendre encore des mois ou des années pour commencer — puisque telle est l'intention du premier ministre — à lutter contre les inégalités excessives, les professions castellées, les réglementations malthusiennes, les subventions budgétaires peu justifiées, les débordements de productivité nationale à des fins privées ?
On comprend mal qu'en des domaines où les rapports officiels sont pléthoriques, M. Barre diffère l'action. Le premier ministre n'aime pas qu'on lui prête des intentions électorales. Soit. Mais pourquoi tant de délais et de retards en commission, avant de recourir aux remèdes durables, pour lutter contre un mal qui hypothèque, dit-il, « toute ambition nationale » ?

Erreur d'analyse sur l'emploi

La déception sur les solutions apportées au chômage n'est pas sans grande. M. Barre, fustigeant ceux qui attendent le plein emploi d'une « répartition de la charge de travail entre un plus grand nombre de parties prenantes », préfère la « conception selon laquelle seul le progrès économique assure l'emploi ». C'est d'ailleurs pour cela, dit-il, que le gouvernement a pris quelques mesures de soutien de l'activité. Penser de la sorte, c'est prendre pour suffisante une condition qui n'est que nécessaire. Plusieurs rapports d'experts nationaux ou internationaux — pour la préparation du VII^e Plan ou pour la C.E.E. (1), — ont clairement montré, depuis dix ans, que si une croissance rapide était indispen-

sable pour limiter le chômage, elle était loin d'y suffire. Pour quatre raisons principales :
1) Les gains de productivité (tellement appréciables dans la lutte contre l'inflation) permettent à un nombre croissant de travailleurs de produire davantage d'années en années : + 5 % en France en moyenne par an (et même - 0,8 % cette année, selon les comptes nationaux, compte tenu du rattrapage consécutif à la crise). Une croissance honorable peut donc être assurée sans progrès de l'emploi. C'est tellement vrai qu'en un an les effectifs salariés au travail n'ont pas augmenté en France. Les demandes d'emploi progressent même de cinquante mille : 6 %, alors que l'expansion de la production nationale approbait 5 %. Pour cette même raison, les experts officiels — et le ministre du travail — s'attendent à une nouvelle progression du chômage, bien que la croissance nationale doive être, selon eux, de 4,8 % l'an prochain ;
2) La tendance patronale — renforcée depuis 1968 — à donner de plus en plus la préférence à la machine, au coût de la main-d'œuvre, n'est pas sans lien avec ces constatations. Aujourd'hui, les gains de production sont assurés, beaucoup plus qu'autrefois — et que seulement en France — par l'investissement. Cela a souvent un aspect positif : réduire la peine de l'homme au travail en utilisant la machine. Mais, d'un autre côté, l'aspect négatif est que le nombre d'emplois supplémentaires offerts diminue, ce qui empêche un grand nombre de jeunes de trouver du travail ;
3) La croissance ne crée pas nécessairement les emplois correspondants à la qualification de la main-d'œuvre disponible. C'est ainsi que, alors que le chômage s'aggrave en France, les offres d'emploi des entreprises augmentent, elles aussi, du tiers en un an. Inadaptations professionnelles, technique, régionale, s'ajoutent pour garder le stock des salariés incapables d'assurer le travail que veulent leur confier des chefs d'entreprise ;
4) Enfin, le changement de mœurs et de société fait qu'un nombre croissant de jeunes ne souhaitent, pour des raisons di-

GILBERT MATHIEU.
(1) Voir notamment le « Monde » des 30 mars, 11-12 avril et 10 août 1976. Lire aussi : « L'aggravation structurelle du chômage », par Pierre Drouin, dans l'Année économique et sociale 1975, page 116.

LA COMMISSION DES FINANCES REPOUSSE LE BUDGET DE LA CULTURE

La commission des finances de l'Assemblée nationale, réunie mardi matin 5 octobre, a commencé l'examen du projet de loi de finances pour 1977. Elle a tout d'abord adopté les crédits du secrétariat d'Etat au Tourisme, ainsi que cinq observations proposées par le rapporteur, M. Alain Bonnet (rad. de gauche), soulignant notamment la dispersion des crédits consacrés aux équipements de tourisme social, qui ne permet pas d'apprécier l'effort réel de l'Etat en ce domaine.
De même, la commission a approuvé les crédits du secrétariat d'Etat aux transports et les observations du rapporteur, M. Pierre Cornet (app. R.I.), qui recommandait notamment qu'à l'intérieur d'une norme nationale moyenne de hausse des tarifs publics en 1977 les entreprises déficitaires (S.N.C.F., R.A.T.P.) puissent bénéficier de relèvements supérieurs à la moyenne.
Après avoir adopté les crédits de la direction des journaux officiels, du Conseil économique et social et des budgets annexes de la Région d'honneur et de l'ordre de la Libération sur le rapport de M. Philippe Madrelle (P.S.), les commissaires ont repoussé par 12 voix contre 4 le budget du secrétariat d'Etat à la culture, comme le proposait le rapporteur, M. Charles Josselin (P.S.), pour atténuer l'augmentation des pouvoirs publics sur la situation très préoccupante des services chargés de la conservation du patrimoine.

Les commentaires de la presse

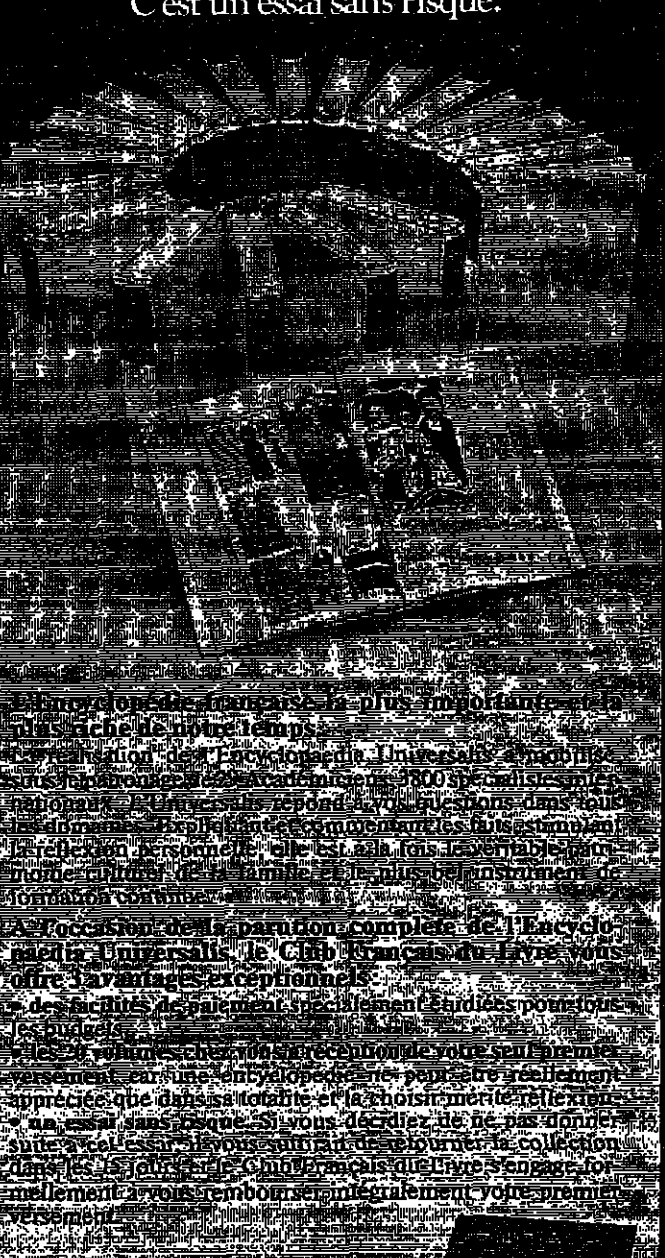
LE FIGARO : un fait nouveau.
« Un fait nouveau est apparu hier. Le chef de l'opposition (en tant qu'adversaire de trop) a fait référence à l'union de la gauche. S'est presque constamment adressé, non au premier ministre, mais au président de la République. Pour lui imputer à charge et des échecs successifs dans la conduite de l'économie et une incapacité notoire à réduire les inégalités. La critique était quelque peu forte. Mais elle indiquait un souci de stratégie : l'opposition ne désespère pas de voir se dissoudre une majorité parlementaire trouble, mal tenue de l'extérieur des plus-values et qui parait, par moments, prête à la fronde contre l'Elysée. (...) »
« Raymond Barre bénéficie toujours d'un prestige favorable. Son plan, en revanche, passe toujours mal. Le Parlement va le triturer. Peut-être faudra-t-il engager la responsabilité gouvernementale pour empêcher qu'on le dénature au fil des séances. Toute difficulté majeure, ou tout désaveu significatif, créerait l'impression que la majorité ne tient plus. (...) »
(XAVIER MARCHETTI).

LE QUOTIDIEN DE PARIS : démythification mais pas d'estocade.
« Aux yeux du chef du P.S., ce n'est pas M. Barre et son équipe, c'est la nature même du pouvoir qu'il a pour tâche de consolider. (...) M. Barre a de la bonne volonté, mais il n'a pas la volonté politique ; et s'il est vrai que le gouvernement, sous la pression des événements, en arrive à gâcher le programme de gauche au moins de la pensée sinon à celui de l'action, il n'est pas en mesure de le mettre en œuvre. M. Barre, en quelque sorte, serait un bon ministre des finances dans un gouvernement (...) »
(J.-P. VILAR).

Labbe, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, pour lui dire que l'« accueil » qui lui a été réservé aux Journées parlementaires, à Rocamadour, a constitué un grand encouragement pour mener à bien la tâche qui lui a été confiée. Le premier ministre a ajouté : « L'attention et parfois même la gravité avec lesquelles vous avez accueilli des propos souvent assez secs m'ont fait sentir combien vous êtes attachés à notre réussite, et j'ai été très sensible à votre réponse m'assurant de votre confiance et de votre soutien. »

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, qui s'est réuni mardi 5 octobre, a demandé une rencontre avec les dirigeants socialistes en vue de rechercher les possibilités de candidatures communes lors des élections législatives partielles prévues pour le mois de novembre.

Ne vous trompez pas d'encyclopédie.
Le Club Français du Livre vous confie les 20 volumes de l'Encyclopædia Universalis.
C'est un essai sans risque.



Encyclopædia Universalis est l'ouvrage le plus important de notre époque. Elle rassemble 2000 spécialistes internationaux pour vous offrir une œuvre de référence unique. Elle est la seule encyclopédie qui vous donne la réponse à toutes vos questions, dans tous les domaines de la connaissance humaine. Elle est la seule encyclopédie qui vous offre une méthode de recherche personnelle, elle est la seule encyclopédie qui vous donne la réponse à toutes vos questions, dans tous les domaines de la connaissance humaine. Elle est la seule encyclopédie qui vous offre une méthode de recherche personnelle.

Pour recevoir le magnifique Dossier Universalis en cadeau

- appelez le 734 02 31 (répondeur automatique même la nuit et les jours fériés)
- ou renvoyez ce bon.

Je vous remercie de m'adresser, sans engagement de ma part, le Dossier Universalis et de me donner tous les détails sur les 3 avantages exceptionnels réservés aux amis du Club Français du Livre.

Nom et prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____

à retourner au Club Français du Livre 7, rue Armand Moisant - 75754 Paris Cedex 15

linguaphone

NOUVEAU!

CETTE CASSETTE GRATUITE

vous montre comment apprendre, chez vous, l'anglais en 3 mois.

Linguaphone : une nouvelle méthode audio-visuelle active, basée sur le dialogue.

Grâce aux disques ou aux cassettes, des Anglais viennent chez vous, pour parler et vous faire parler. Lentement au début.

En participant aux dialogues, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent.

Et dans 3 mois, vous commencerez déjà à parler couramment...

Sur le même principe, 28 langues à votre disposition : allemand, anglais/américain, espagnol, chinois, hébreu, italien, japonais, néerlandais, russe...

En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration.

GRATUIT

Langue choisie : _____ Nom : _____ Prénom : _____ Age : _____ Profession : _____ No. : _____ Rue : _____ Code postal : _____ Localité : _____

linguaphone 12, rue Lincoln - 75006 Paris (pour la Belgique, rue du Midi, 64 - 1000 Bruxelles) 11/2493 (pour la Suisse, place Longemalle, 10 - 1211 Genève 3)

marché immobilier des notaires PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet
12, avenue victoria, paris 1^{er} - 231.88.02

A VENDRE LE MARDI 12 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

APARTEMENT ET JARDIN

2 CHAMBRES DE SERVICE PARIS 18^e

2 PIÈCES ET TERRAIN LIBRE
• Sur cave, rue de Châteaufort - Rez-de-chaussée : cuisine, cave et jardin de 157 m².
• Mise à prix : 250 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage LIBRE
• Mise à prix : 36 000 F • Consignation pour enchérir : 8 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage LIBRE
• Mise à prix : 43 000 F • Consignation pour enchérir : 8 500 F.
2 PIÈCES ET BALCON - LIBRE PARIS 6^e

2, rue des Bains-Arts - Immeuble ancien.
• Cinquième étage : deux chambres - Sixième étage : débarras, cave.
• Mise à prix : 128 000 F • Consignation pour enchérir : 25 000 F.
Visites : sur place mercredi de 10 à 12 h - Vendredi de 15 à 17 h.
M^{rs} J. MAHOT de la QUERANTONNAIS, G. BELLANGER, J. LIEVRE, 14, rue des Pyramides, 75001 Paris - Tél. : 250.37.02.

IMMEUBLE COMMERCIAL - LIBRE

PARIS 2^e

39 et 41, passage Choiseul et 36, 38, rue Delavray
• Sur cave, rue de Châteaufort - Rez-de-chaussée : deux étages de deux pièces chacun. Cof-cuisine. Troisième étage habité. Superficie 120 m². Construction 1850.
• Mise à prix : 441 100 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.
Visites : mardi et vendredi de 14 h à 17 h.
M^{rs} PICHON, 6, boulevard de Sébastopol, Paris 4^e - Tél. : 277.76.10.

13 APPARTEMENTS PARIS 20^e

153-151, rue Pajol - Immeuble rénové - Bon aspect.
3 PIÈCES LOUE
• Rez-de-chaussée - 51 m² - Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 1 267 F.
• Mise à prix : 51 000 F.

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

DROIT AU BAIL - PROPRIÉTÉ - FONTENAY-SOUS-JOUY - 27120

Localité : L'ALMAVIVE
Ancien Moulin - Droits de pêche et de chasse.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIÈCES, sanitaires, grenier, annexes, remises, écuries, fournil, etc., jardin, cour.
TOTAL : 5 180 m².
• Mise à prix : 23 500 F.

DROIT AU BAIL - PROPRIÉTÉ CAILLY 27490

Le Moulin des Sources.
Ancien Moulin - Droits de pêche.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIÈCES, sanitaires, grenier, annexes, écuries, atelier et 2 bâtiments, etc., jardin, cour.
TOTAL : 5 373 m².
• Mise à prix : 200 000 F.
Visites : M. LEBIEU - Tél. : 277.15.40, route 49-72, M^{rs} Y. GONNIN, 78, bd Maillot, 75008 PARIS - Tél. : 387.25.10.

11 APPARTEMENTS - 2 BOUTIQUES - PARIS 5^e

1, rue Ecole Polytechnique, angle rue Montagne Ste-Geneviève - Immeuble rénové - Gros œuvre en bon état - Quartier Latin.
BOUTIQUE ET STUDIO LOUE
• Boutique - 22 m² - à usage de café avec cave communicante.
• Premier étage : STUDIO - 22 m² - cave.
• Loyer : 24 000 F • Mise à prix : 190 000 F.

BOUTIQUE - 35 m² - à usage de restaurant avec cave.

LOUE
• Loyer : 16 254 F • Mise à prix : 125 000 F.

2 PIÈCES - 40 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 190 000 F.

2 PIÈCES - 36 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 170 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

APARTEMENT ET JARDIN

2 CHAMBRES DE SERVICE PARIS 18^e

2 PIÈCES ET TERRAIN LIBRE
• Sur cave, rue de Châteaufort - Rez-de-chaussée : cuisine, cave et jardin de 157 m².
• Mise à prix : 250 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage LIBRE
• Mise à prix : 36 000 F • Consignation pour enchérir : 8 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage LIBRE
• Mise à prix : 43 000 F • Consignation pour enchérir : 8 500 F.
2 PIÈCES ET BALCON - LIBRE PARIS 6^e

2, rue des Bains-Arts - Immeuble ancien.
• Cinquième étage : deux chambres - Sixième étage : débarras, cave.
• Mise à prix : 128 000 F • Consignation pour enchérir : 25 000 F.
Visites : sur place mercredi de 10 à 12 h - Vendredi de 15 à 17 h.
M^{rs} J. MAHOT de la QUERANTONNAIS, G. BELLANGER, J. LIEVRE, 14, rue des Pyramides, 75001 Paris - Tél. : 250.37.02.

IMMEUBLE COMMERCIAL - LIBRE

PARIS 2^e

39 et 41, passage Choiseul et 36, 38, rue Delavray
• Sur cave, rue de Châteaufort - Rez-de-chaussée : deux étages de deux pièces chacun. Cof-cuisine. Troisième étage habité. Superficie 120 m². Construction 1850.
• Mise à prix : 441 100 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.
Visites : mardi et vendredi de 14 h à 17 h.
M^{rs} PICHON, 6, boulevard de Sébastopol, Paris 4^e - Tél. : 277.76.10.

13 APPARTEMENTS PARIS 20^e

153-151, rue Pajol - Immeuble rénové - Bon aspect.
3 PIÈCES LOUE
• Rez-de-chaussée - 51 m² - Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 1 267 F.
• Mise à prix : 51 000 F.

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

DROIT AU BAIL - PROPRIÉTÉ - FONTENAY-SOUS-JOUY - 27120

Localité : L'ALMAVIVE
Ancien Moulin - Droits de pêche et de chasse.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIÈCES, sanitaires, grenier, annexes, remises, écuries, fournil, etc., jardin, cour.
TOTAL : 5 180 m².
• Mise à prix : 23 500 F.

DROIT AU BAIL - PROPRIÉTÉ CAILLY 27490

Le Moulin des Sources.
Ancien Moulin - Droits de pêche.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIÈCES, sanitaires, grenier, annexes, écuries, atelier et 2 bâtiments, etc., jardin, cour.
TOTAL : 5 373 m².
• Mise à prix : 200 000 F.
Visites : M. LEBIEU - Tél. : 277.15.40, route 49-72, M^{rs} Y. GONNIN, 78, bd Maillot, 75008 PARIS - Tél. : 387.25.10.

11 APPARTEMENTS - 2 BOUTIQUES - PARIS 5^e

1, rue Ecole Polytechnique, angle rue Montagne Ste-Geneviève - Immeuble rénové - Gros œuvre en bon état - Quartier Latin.
BOUTIQUE ET STUDIO LOUE
• Boutique - 22 m² - à usage de café avec cave communicante.
• Premier étage : STUDIO - 22 m² - cave.
• Loyer : 24 000 F • Mise à prix : 190 000 F.

BOUTIQUE - 35 m² - à usage de restaurant avec cave.

LOUE
• Loyer : 16 254 F • Mise à prix : 125 000 F.

2 PIÈCES - 40 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 190 000 F.

2 PIÈCES - 36 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 170 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

2 PIÈCES - 33 m² - Entrée, séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 160 000 F.

2 PIÈCES - 31 m² - Séjour, chambre.

LIBRE
• Mise à prix : 145 000 F.

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

APARTEMENT ET JARDIN

2 CHAMBRES DE SERVICE PARIS 18^e

2 PIÈCES ET TERRAIN LIBRE
• Sur cave, rue de Châteaufort - Rez-de-chaussée : cuisine, cave et jardin de 157 m².
• Mise à prix : 250 000 F • Consignation pour enchérir : 50 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage LIBRE
• Mise à prix : 36 000 F • Consignation pour enchérir : 8 000 F.
CHAMBRE DE SERVICE au deuxième étage LIBRE
• Mise à prix : 43 000 F • Consignation pour enchérir : 8 500 F.
2 PIÈCES ET BALCON - LIBRE PARIS 6^e

2, rue des Bains-Arts - Immeuble ancien.
• Cinquième étage : deux chambres - Sixième étage : débarras, cave.
• Mise à prix : 128 000 F • Consignation pour enchérir : 25 000 F.
Visites : sur place mercredi de 10 à 12 h - Vendredi de 15 à 17 h.
M^{rs} J. MAHOT de la QUERANTONNAIS, G. BELLANGER, J. LIEVRE, 14, rue des Pyramides, 75001 Paris - Tél. : 250.37.02.

IMMEUBLE COMMERCIAL - LIBRE

PARIS 2^e

39 et 41, passage Choiseul et 36, 38, rue Delavray
• Sur cave, rue de Châteaufort - Rez-de-chaussée : deux étages de deux pièces chacun. Cof-cuisine. Troisième étage habité. Superficie 120 m². Construction 1850.
• Mise à prix : 441 100 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.
Visites : mardi et vendredi de 14 h à 17 h.
M^{rs} PICHON, 6, boulevard de Sébastopol, Paris 4^e - Tél. : 277.76.10.

13 APPARTEMENTS PARIS 20^e

153-151, rue Pajol - Immeuble rénové - Bon aspect.
3 PIÈCES LOUE
• Rez-de-chaussée - 51 m² - Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 1 267 F.
• Mise à prix : 51 000 F.

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

DROIT AU BAIL - PROPRIÉTÉ - FONTENAY-SOUS-JOUY - 27120

Localité : L'ALMAVIVE
Ancien Moulin - Droits de pêche et de chasse.
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIÈCES, sanitaires, grenier, annexes, remises, écuries, fournil, etc., jardin, cour.

Hommage à Louise Weiss

Cet inventaire, fort incomplet, et auquel il faut ajoute, un médaillon miniature de la taille d'une pièce d'un franc où est gravée, en entier, la Marseillaise, jadis offert à l'aîné-grand-père de Mme Weiss, n'est nullement le reflet d'un éclectisme. Il résume toute une vie mêlée à son époque, et dont il est l'illustration. — J.-M. D.

MORT DE LARS ONSAGER

Prix Nobel de chimie 1968

Le 27 novembre 1903, Oslo, Norvège. Lars Onsager, 23 ans, étudie en Norvège puis en Suisse. En 1922, il s'installe aux Etats-Unis et travaille à partir de 1930 à l'université de Yale, où il fera l'essentiel de son œuvre. Il est élu docteur en 1933 et y deviendra professeur de chimie théorique en 1945. La même année, il est naturalisé américain. Titulaire de nombreuses distinctions honorifiques, il est élu à l'Académie américaine des sciences ainsi que des Académies norvégienne et suédoise. Lars Onsager reçoit en 1968 le prix Nobel de chimie. Ces dernières années de sa vie, il se consacre à la poursuite de ses recherches à l'université de Miami.]

Avec les 128 tableaux historiques, gravés au burin et à l'eau forte,
imprimés en l'an XIII^e de la République. (*)

Tout l'ouvrage est réuni en sept volumes in-octavo (14x21 cm), parfaitement reliés à l'ancienne : chaque reliure taillée d'une seule pièce dans une pleine peau de mouton, sans défaut, est décorée de fers originaux d'époque révolutionnaire dont les motifs s'intègrent à l'or fin des carats sur fond jadis opus. Le texte intégral nous est parvenu d'après l'édition originale est imprimé avec une belle écriture en un à la fois très riche en chiffres et, tel que dans la masse, dont les amateurs qui ne sont fidèles savent qu'il est spécialement fabriqué sur mes indications.

Chaque volume est « truffé » d'illustrations rares de l'époque révolutionnaire. Au total 128-tableaux historiques de l'an XIII de la Révolution. Le ne dérogerai pas à mes principes habituels en vous proposant de livrer gratuitement, à votre examen, pour 8 jours, le premier volume. Il vous suffira de me le demander en communication en remplissant le bon à découper, ci-dessous. Si le vous plaît pas, vous me le renvoyez, à mes frais, sous 8 jours, et si vous le tenez, au contraire, si vous désirez garder ce premier tome, vous m'en réglez, par chèque ou mandat, la somme de 1.450,- francs, plus 100,- francs de port. Vous recevrez, avec les six autres volumes à la cadence d'un par mois et au même prix, formellement garantis par votre souscription, quelles que soient les hausses en cours.

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Signature
 (Signature des parents ou du tuteur pour les mineurs).

hôtel Concorde Palm-Beach Marseille

- RÉSERVATION
A PARIS
 Concorde Supranational réserv.
 Tél.: 758.12.25 - Télex 650.990.
A MARSEILLE
 Concorde Palm Beach
 2, promenade de la Plage
 Tél.: (91) 76.20.00
 Télex 401.894.

C Chaîne des Hôtels Concorde - MARSEILLE - CANNES - NICE - TOULOUSE - ANGERS - LE MANS - METZ - NANCY - LILLE - MELUN - PARIS: Collon - Concorde La Fayette - Louvre Concorde - Lutetia Concorde - Terminus St-Lazare Concorde

DÉFENSE

AVANT LA FIN DE L'ANNÉE PROCHAINE

La France va rapatrier dix mille de ses soldats stationnés en Allemagne fédérale

Le ministère de la défense prépare actuellement les modalités pratiques du rapatriement en France de dix mille hommes environ des forces françaises d'Allemagne fédérale. Le mouvement, commencé en fait, cet été, avec le retrait de trois régiments d'artillerie (« Le Monde » du 28 juillet 1976). Ce retour d'un système des effectifs militaires français stationnés outre-Rhin devrait s'achever avant la fin de l'année prochaine, au terme d'une décision

de principe approuvée par le gouvernement, de réorganiser l'ensemble des unités de manœuvre et du territoire de l'armée de terre. Avant la présentation au Parlement, au début de novembre, du projet de budget militaire pour 1977, le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, a prévu d'arrêter les mesures d'application du retour en France, échelonné dans le temps — de plusieurs régiments d'outre-Rhin.

L'an dernier, à la même époque, l'armée de terre française entretenait en République fédérale d'Allemagne environ soixante mille hommes, dont quarante-cinq mille appelés du contingent, et quinze mille employés civils pour servir près de deux mille véhicules chenillés ou blindés et plus de vingt mille véhicules divers à roues. Pour l'essentiel, ces forces étaient stationnées le long de la frontière franco-allemande, sur le territoire de trois Länder : Rhénanie-Palatinat, Sarre et Bade-Wurtemberg. Le commandement de ces troupes relevait directement du chef d'état-major de l'armée de terre, pour tout ce qui concerne les questions territoriales, et du chef d'état-major des armées, pour la disponibilité et le commandement opérationnel.

Dans le cadre de la réorganisation de l'armée de terre qui instituait huit nouvelles divisions blindées et six nouvelles divisions d'infanterie auxquelles s'ajoutent une division alpine et une division parachutiste (le Monde du 25 avril), l'état-major a prévu de dissoudre certaines unités, d'en créer d'autres et de déplacer plusieurs régiments. C'est ainsi qu'ont été transférés, récemment, le 1^{er} régiment d'artillerie de Villingen, en Forêt-Noire, à Leon (Alsace) ; le 32^e régiment d'artillerie de Weingarten, sur le lac de Constance, à Oberhofen (Bavière) ; le 68^e régiment d'artillerie, de Landau, en Rhénanie-Palatinat, à Phalsbourg, en Moselle. D'autres unités regagneront le territoire national.

Au ministère de la défense, on explique généralement que le retour d'une partie des troupes françaises est moins lié à des considérations politiques qu'à des raisons financières. Le gouvernement ouest-allemand refusant de payer longtemps de prendre la part qui lui revient dans la reconstruction ou l'entretien des casernes attribuées aux troupes françaises. On ajoute que la priorité financière doit être donnée à des investissements d'infrastructure du domaine fondamental et immobilier des armées en France. Néanmoins, on laisse entendre, de source proche du ministre de la défense, que, si la décision n'avait été que du seul ressort de M. Bourges, le retour en France de toutes les unités d'Allemagne aurait été un fait acquis de longue date. On se souvient, du reste, que, du temps où il présidait la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Alexandre Sanguinetti avait déjà réclamé, en 1972, une telle mesure, qui, dans son esprit, aurait illustré la volonté de la France de marquer son indépendance vis-à-vis de ses alliés.

La réduction des forces en Europe centrale

Plus récemment, M. Jos Le Thiec, préparant son rapport sur le projet de budget militaire au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale (le Monde du 22 septembre), a interrogé le ministre de la défense sur la compatibilité qui peut ou non exister entre l'état de l'armement des troupes françaises d'Allemagne, l'éventualité de leur repli sur le sol national et l'hypothèse d'une participation de la France à la « bataille de l'océan », aux frontières orientales de la République fédérale d'Allemagne. Et le député U.D.R. de la Sarthe a notamment demandé : « Quels sont les effectifs et les matériels que les moyens de transport actuels pourraient permettre d'envoyer en renfort, et dans quel délai ? » Les autorités ouest-allemandes se sont toujours montrées préoccupées par les conséquences que le départ d'unités alliées, quelle que soit leur nationalité, pouvait avoir sur la consistance du dispositif occidental en République fédérale d'Allemagne face à l'Est.

A plusieurs reprises, dans le

passé, les États-Unis ont réduit leur présence militaire et fait valoir que le maintien, outre-Rhin, d'armements nucléaires tactiques pouvait contrebalancer la perte de puissance classique, après le départ de certaines de leurs unités. Ces arguments n'ont pas du goût du gouvernement ouest-allemand. Bonn considère, en règle générale, que tout amoindrissement de l'armement classique allié contribue à mettre la Bundeswehr en première ligne ou à découvrir, et qu'il contraindrait les Occidentaux à menacer d'utiliser leurs moyens nucléaires dès « la montée en puissance » d'une crise grave.

Dans le cas particulier des relations franco-allemandes, la situation se complique du fait que les troupes françaises stationnées outre-Rhin demeurent officiellement en réserve du dispositif militaire de l'Organisation atlantique, sous commandement national non intégré.

Certes, le gouvernement de Bonn a apprécié, en son temps, le discours, en mars dernier, de l'institut des hautes études de défense nationale, du chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, sur la stratégie française en Europe. Et il est de fait que bien des obstacles à la coopération militaire de la France avec ses alliés de l'Otan ont été aplatis par le prédécesseur de

général Méry, le général François Maurin, sur les consignes de Georges Pompidou. Mais d'autres incertitudes demeurent sur l'attitude française.

Le départ de plusieurs unités d'Allemagne, même si l'on s'interdit dans les milieux militaires de lui attribuer des motifs d'ordre politique, s'accompagne du refus réitéré de la France de se plier à certains des souhaits exprimés par des délégations occidentales qui participent, à Vienne, à la conférence sur la réduction des forces en Europe centrale.

À ce jour, la France ne participe pas à cette réunion. Mais, désireux de faciliter leurs discussions avec les Soviétiques, les Américains auraient voulu être en mesure de pouvoir communiquer à leurs partenaires des informations précises sur le volume ou l'équipement des forces françaises et, éventuellement, de pouvoir compter ces mêmes effectifs dans les calculs de « plafonnement » de différentes forces présentes en Europe. La France s'est, une nouvelle fois, refusée à une telle entreprise et sa décision de diminuer d'un système ses troupes d'outre-Rhin montre — il en était besoin — qu'elle entend maintenir quelque distance par rapport à ses principaux alliés de l'Organisation atlantique.

JACQUES ISNARD.

ÉDUCATION

M. Haby se déclare

« TOUCHÉ PERSONNELLEMENT » PAR LE MALAISE DES PROFESSEURS

Les professeurs sont mal dans leur peau. Telle est la conclusion d'un sondage de la SORFES publié dans l'Express du 4 octobre. Ce malaise « touche personnellement » M. René Haby, ministre de l'éducation, qui a affirmé, ce mercredi 6 octobre, à l'Assemblée nationale, que le malaise des professeurs n'est pas encore très près d'être réglé.

Si 20 % des professeurs du second degré interrogés déclarent qu'ils « souffrent » de leur métier, et si 30 % des enseignants déclarent qu'ils ne sont pas satisfaits de leur situation, 50 % des enseignants déclarent qu'ils ne sont pas satisfaits de leur situation, 33 % jugent l'action de M. Haby plutôt négative, et 23 % très négative.

M. Haby a reconnu que le niveau des salaires n'était pas étranger à ce malaise, mais, à-t-il constaté, sur la grille de la fonction publique, c'est un problème gouvernemental. Bien sûr, a-t-il ajouté, « cela me préoccupe beaucoup, et il n'est pas exclu que l'on trouve des solutions, mais j'aimerais savoir si les instituteurs sont prêts à travailler dix semaines de plus pour une augmentation de salaire de 50 % ».

De son côté, M. Louis Merxand, délégué national du parti socialiste pour l'éducation, a déclaré, le 5 octobre, à Menden (Hauts-de-Seine), que le sondage de « l'Express » était « une échec sanglant pour M. Haby » et que « les millions engouffrés dans le Courrier de l'éducation » n'ont pas permis de convaincre plus de 10 % des enseignants de la valeur de son projet.

LA SÉCURITÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Un lycée dangereux à La Celle-Saint-Cloud ?

Rapport et contre-rapport de la commission de sécurité de la protection civile n'y ont rien fait. Malgré les dangers d'incendie qui pourraient provoquer, en quelques minutes, l'effondrement de l'établissement, près de sept cents élèves continuent à fréquenter les locaux « industriels » du lycée Cornille de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines). Tous les éléments susceptibles d'enrayer la fermeture du bâtiment ont pourtant été relevés par le colonel des pompiers, le directeur de la protection civile et les représentants de l'académie de la Seine-Saint-Denis, de la police, de la gendarmerie et de l'équipement. Le premier rapport alarmiste date du 4 juin 1975, et rien — ou presque — n'a été fait depuis cette date.

« Nous refusons de courir le risque d'un nouveau Fulda », affirme Mme Michèle Fouchard, secrétaire générale du comité de sécurité créé par le conseil local des parents d'élèves affilié à la fédération Cornée.

La situation est pourtant apparue si grave aux autorités que les quinze classes du troisième étage du lycée Cornille sont fermées depuis la rentrée scolaire, et leurs élèves transférés au groupe scolaire Jules-Ferry.

Hésitations et indignation

Mais les vingt classes du premier et du deuxième étage sont occupées. Le comité de sécurité a refusé de se prononcer sur la stabilité et la résistance au feu du bâtiment. L'établissement ne dispose d'aucune cloison coupe-feu. Il n'y a aucune ventilation, et les installations de gaz ne sont pas réglementaires. En outre, les rideaux sont combustibles et le chauffage de sécurité de même que le système d'alarme presque inexistant. Lors de leur première visite, les pompiers ont même découvert que les sorties de secours étaient verrouillées.

Pour mettre le lycée en conformité, il faut réaliser des travaux très importants sur le gros œuvre,

les planchers, les charpentes, la couverture et même sur la façade. L'addition démesurée du prix de la construction. En conséquence, l'administration et la municipalité hésitent. La commission de sécurité a jugé indispensable de réaliser des mesures compensatoires pour assurer une évacuation rapide des élèves. Les architectes ont évalué à 8 millions de francs le coût de ces travaux et ils ont souligné que « en raison du type même de la construction (assemblage par vis) », il serait, malgré tous ces travaux, à craindre au minimum un effondrement local, même si le bâtiment pouvait être rapidement arrêté. Les architectes refusent d'envoyer l'exécution des travaux par tranches, puisque ceux-ci doivent être considérés comme un minimum pour permettre l'évacuation du bâtiment en huit minutes, c'est-à-dire en évitant toute panique de la part des sept cents élèves.

La construction de deux escaliers extérieurs, la révision de l'éclairage de sécurité et l'installation du système de détection d'incendie avec alarme sonore, ont été décidées pour une somme de 300 000 francs. En procédant aux travaux par petites touches, contre l'avis des architectes, on joue avec la vie de nos enfants », s'indignent les parents d'élèves. « De plus, ajoutent-ils, le terrain est trop faible pour recevoir les deux escaliers extérieurs dont le projet est donc stoppé ».

Pour Mlle Guérin, directrice du lycée Cornille, les dix-sept points d'infraction relevés par la commission de sécurité ne paraissent pas très graves, semble-t-il. Dans une note écrite aux parents, elle estime que le danger principal est l'effondrement des esprits, générateur d'accidents ».

DAMIEN REGIS.

M. RENÉ HABY RÉPOND AUX DÉCLARATIONS DES PARENTS DES VICTIMES DU C.E.S. PAILLERON

À un moment où s'ouvre à huit mois du procès des deux enfants qui sont à l'origine de l'incendie du C.E.S. Edouard-Pailleron à Paris, le ministre de l'éducation a répondu aux prises de position de l'Association des familles des victimes de la Celle-Saint-Cloud. Celle-ci avait demandé que le procès des mineurs soit reporté afin qu'ils soient jugés en même temps que les adultes inculpés pour leurs responsabilités dans la construction de l'établissement.

Dans un communiqué, le ministre de l'éducation considère que ces « prises de position font bon marché de la patience recherchée de la vérité. (...) Seule l'instruction permettra d'établir sérieusement et clairement les véritables responsabilités. Je m'en tiens donc que pour certains la cause soit déjà entendue et qu'à l'appui de leurs alléguations soient déposés des fragments de documents d'experts séparés de leur contexte et par conséquent dépourvus de signification. De telles attitudes sont difficilement compatibles avec la conception de la justice qui est celle de nos institutions démocratiques et à laquelle les Français sont attachés ».

PCEM - PHARMACIE encadrement régulier en PHYSIQUE-CHIMIE

GROUPE DE 3 à 8

CENTRE EPSILON
9, rue Lolo, 75016 PARIS
704-40-60

APPRENEZ L'ANGLAIS

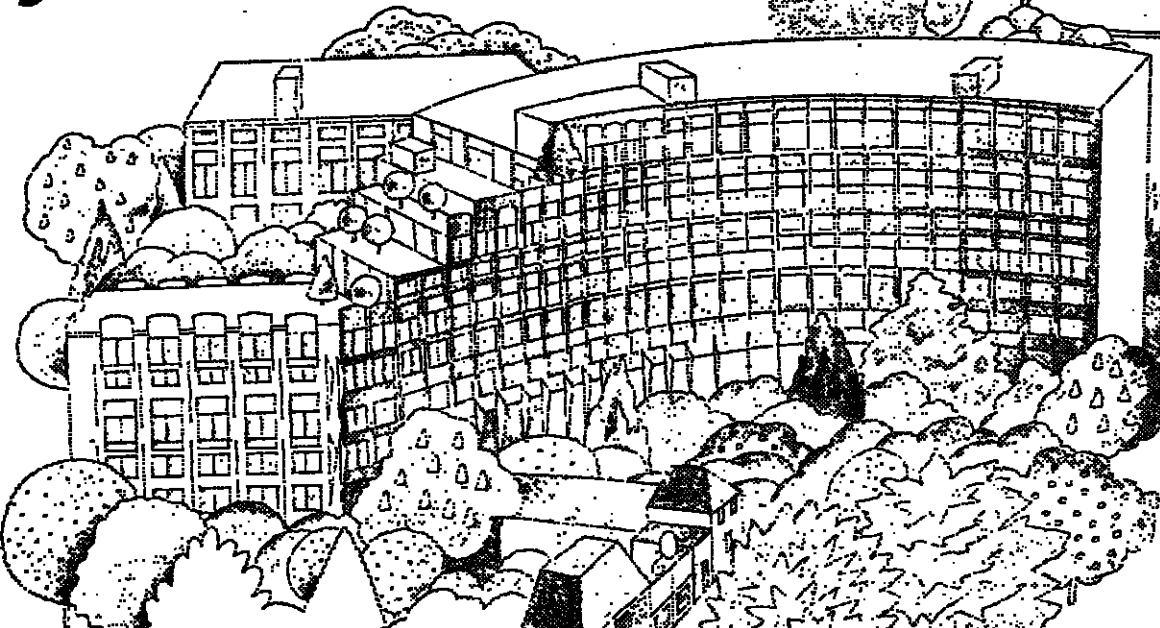
EN UN TEMPS RECORD
REGENCY
Méthode de l'anglais
Méthode de l'anglais

- Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.
- Ouvert toute l'année.
- Pas de limite d'âge.
- Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.
- École reconnue par le ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.
- Dossiers de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.
- Sauna, piscine couverte, discothèque.

REGENCY, RAMSGATE
KEN, GB.
Tél. THANEY 512-12
ou Mme BOUILLON
4, rue de la Persévérance
95 EAUBONNE - FRANCE
Tél. 959-26-33 en soirée.



le Jardin des Gobelins.



Le Jardin des Gobelins, c'est vivre à Paris dans une rue calme d'un quartier agréable et vivant. Le Jardin des Gobelins, c'est vivre à Paris tout près des 3 hectares d'espaces verts du square Le Gall, sans avoir à traverser de rue.

Le Jardin des Gobelins, immeuble au confort tout électrique offre un grand choix de studios et d'appartements du 2 au 4 pièces. Prix fermes et définitifs à la réservation. Livraisons 1^{er} trimestre 77.

Visite de l'appartement témoin sur place, 19, rue des Cordelières, 75013 Paris (métro Les Gobelins), les lundi, mardi, vendredi de 14 à 19 h, samedi et dimanche de 10 h à 19 h ou GEFIC ALM. 98-98.

REUNION SEMPO LA HEVIN
GECIC ALM. 98-98

SC.POL

Préparation annuelle sur place ou par correspondance :
• Examen d'entrée 1^{re} année ;
• Procédure admission 2^e année ;
• Soutien en cours d'A.P. ;
• Concours E.N.A.

Maillet - Nation
Saint-Pères

3 CENTRES CEPES

Groupe de professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 93 Neuilly
753-24-34 ou 743-65-19

السلامة

150

ÉDUCATION

La retraite obligatoire

De notre correspondant

Brest. — Depuis vingt-trois mois, une institutrice du Morbihan, Mme Micheline Lescop, cinquante et un ans, n'a pas reçu un centime parce qu'elle refuse sa mise à la retraite. L'administration considère qu'en raison de son état de santé elle n'est plus en mesure d'exercer son métier. Jusqu'en 1971, Mme Lescop enseignait à l'école de filles de la Nouvelle-Ville, à Lorient. Au terme d'un congé de maladie, elle était placée automatiquement en position de retraite pour invalidité, à compter du 25 mai 1972, par le recteur de l'académie. Entre-temps, Mme Lescop, ayant fait appel de cette procédure exceptionnelle, obtenait satisfaction le 12 avril 1973.

Mais, le 14 mars 1975, le recteur de l'académie de Rennes la mettait à nouveau à la retraite d'office. La recours introduit par Mme Lescop devant le tribunal administratif est cette fois rejeté; le comité médical supérieur auquel elle a aussi fait appel entérine les conclusions de la commission de réforme, sur lesquelles s'appuyait l'arrêté recteur. Mme Lescop, niant son incapacité, à faire la classe, refuse de prendre sa retraite. A son obstination, l'administration répond avec un égal entêtement: elle refuse de lui verser sa pension tant qu'elle n'aura pas accepté de « faire valoir ses droits à la retraite ».

Mme Lescop est actuellement sans ressources: quelques heures de ménage faites clandestinement — elle ne peut ni s'inscrire au chômage ni rechercher un emploi — lui rapportent 120 F par mois. Retirée chez sa mère, une veuve de guerre demeurant à Brest, elle attend. Son loyer impayé, le propriétaire de son appartement obtient, le 5 août 1975, du tribunal de grande instance de Lorient la vente de ses meubles. Désespérée, elle écrit à plusieurs reprises au président de la République, au ministre de l'éducation, de la justice et des finances pour attirer leur attention sur son sort.

En vain. Le seul geste d'humanité à son égard est venu du trésorier-payeur général du Morbihan, qui a accablé le report du paiement de sa taxe d'habitation.

En désespoir de cause, Mme Lescop vient de s'adresser à la section du Morbihan du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.). Celui-ci, embarrassé, estime l'affaire « pénible et délicate ». Mais il juge « scandaleux » que l'administration ne fasse pas un geste pour débiter la situation. « On se joue avec une grande légèreté de la situation dans laquelle se trouve Mme Lescop. On semble vouloir attendre sa disparition », dit M. Le Goude, secrétaire départemental du S.N.I. Si l'administration a jugé que l'état de santé de cette femme était incompatible avec l'exercice de son métier, elle devait prendre des dispositions pour qu'elle ne reste pas sans ressources.

Pour l'inspecteur académique du Morbihan, « la mise à la retraite d'office de Mme Lescop était la solution la plus humaine au regard de son état de santé ». Certes, reconnaît-on, nous avons bû le dossier sur pièces, sans le consentement de l'intéressée, mais nous ne pouvions pas faire autrement: toute correspondance que nous adressions à Mme Lescop nous était retournée automatiquement. L'affaire en est là. Le dossier de Mme Lescop reste en instance au service des pensions. Il ne manque qu'une signature. L'inspection académique espère toujours l'obtenir.

Faut-il s'en tenir à l'application rigoureuse du règlement? Une circulaire vient pourtant de rappeler à l'administration que « l'amélioration des relations entre les fonctionnaires et les administrés tient une place de premier rang dans les préoccupations du gouvernement ». (1)

JEAN DE ROSIERE.

(1) Circulaire n° 76-184 et 76-179 du 25 mai 1976 publiée au Bulletin officiel du ministère de l'éducation du 3 juin 1976.

● L'Union des femmes françaises demande une prime de rentière. Une centaine de femmes se sont rendues à l'hôtel Matignon, mardi après-midi 5 octobre, à l'appel de l'Union des femmes françaises pour demander notamment le versement d'une prime de rentière de 300 francs par enfant. Elles ont déposé des pétitions, mais aucune délégation n'a été reçue. Dans un grand nombre de départements, des démarches semblables ont été faites auprès des préfets et des sous-préfets.

MÉDECINE

A L'ACADÉMIE

La prévention d'hier et de demain

La médecine préventive et l'éducation sanitaire, que Mme Veil a l'intention de privilégier fortement en 1977 et au cours du VII^e Plan, ne sont pas, en réalité, des nouveautés pour le monde médical.

Pour sa première séance de la saison, l'Académie de médecine a, en effet, entendu le mardi 5 octobre la communication du professeur Xavier Lecolniche (Paris), sur les origines fort anciennes de la médecine préventive, et celle du professeur André Meyer (Paris) sur les concepts actuels et les perspectives d'avenir de la prévention.

déjà chez les Égyptiens, « les règles concernant l'hygiène individuelle, alimentaire, corporelle et sexuelle sont codifiées et largement répandues », les Levites, qui édictent contre les maladies contagieuses des mesures d'isolement, de désinfection et de prévention, dont l'Europe médiévale devait s'inspirer, sont aussi des pionniers: au temps des Grecs, Héracclide — que l'on peut considérer comme l'un des ancêtres des hygiénistes — assainit la vallée de l'Alphée et les marais d'Argolide en venant à bout de l'Hydre de Lerne; pour sa part, Empédocle restera un auteur de grandes réalisations d'urbanisme social et d'hygiène collective: ainsi les exemples ne manquent pas d'une médecine préventive qui ne dit pas encore son nom.

et parasitaires, ainsi que celles des lois de la biologie et de l'immunité, se sont développées, ou a vu s'organiser et s'étendre la prophylaxie des maladies.

Pour le professeur Meyer, la prévention se hisse aujourd'hui peu à peu au premier rang des préoccupations médicales. Il rappelle qu'elle n'est pas seulement l'affaire des médecins, mais, par essence pluridisciplinaire et concerne notamment urbanistes, nutritionnistes, enseignants. Dans le cadre de la médecine, les médecins de santé publique, de par leur formation et leur statut, devraient jouer un rôle prépondérant, associés aux médecins scolaires et du travail. L'hôpital devrait avoir aussi un rôle majeur qu'il ne joue nullement aujourd'hui, quant à l'enseignement médical. Il devrait être transformé: des départements de médecine sociale devraient être créés, selon le docteur Meyer, dans les C.E.U. et l'économie de la santé et l'administration de la santé devraient y être enseignées.

La prévention médicale se présenterait alors « sous forme d'une institution bien structurée, dirigée et coordonnée par un organisme central dépendant du ministère de la santé: un budget, ajoute en conclusion le docteur Meyer, devrait donc être prévu en conséquence ».

RELIGION

Au premier rang des préoccupations médicales

« Les hommes ont eu la préoccupation de protéger leur santé individuelle et leur santé collective », dit le docteur Lecolniche, « mais qu'il soit toutefois possible de déceler le moment où la notion d'une prévention organisée et systématique est née dans leur esprit. Au fur et à mesure que les populations ont cessé de considérer la maladie comme un tribut obligatoire à payer à la divinité, des tentatives plus ou moins isolées et fragmentaires ont été accomplies avant l'imagination des philosophes, la perspicacité des médecins et le degré de développement des sociétés. Ces tentatives et ces incertitudes s'expliquent, tout au long des périodes étudiées, par l'ignorance dans laquelle on se trouvait de la genèse et des véritables causes des maladies. Au contraire, au fur et à mesure que les connaissances fondamentales concernant d'abord l'anatomie et la physiologie du corps humain, et ensuite et surtout, celles des agents microbiens

Mgr KERVENNIC
NOUVEL ÉVÊQUE
DE SAINT-BRIEUC

Paul VI, ayant accepté la démission de Mgr François Kervennic pour raison de santé, a nommé le chanoine Pierre Kervennic, curé de Landivisiau (Finistère), évêque de Saint-Brieuc.

(Né à Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère) en 1922, Mgr Kervennic a terminé ses études théologiques à l'Institut catholique d'Angers en 1948. Il est licencié en théologie. Il a été de 1948 à 1954 vicaire à Saint-Pierre-de-Léon, de 1954 à 1956 professeur de philosophie et directeur spirituel au séminaire de Quimper, de 1956 à 1957 aumônier diocésain des J.A.C.F. de 1957 à 1963 aumônier national des J.A.C.F. de 1963 à 1975. Il est titulaire du diocèse de Quimper et délégué diocésain de la mission ouvrière. Depuis 1975, il est curé de Landivisiau.)

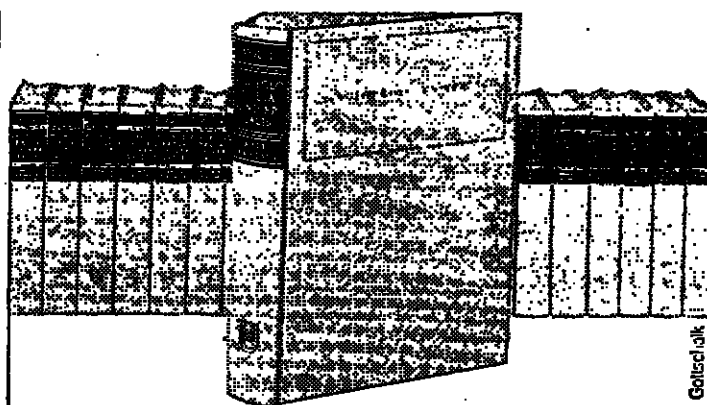
Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles: flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez:
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél.: 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
francophones et étrangers sur demande.



● Parce qu'elle apporte la réponse immédiate à toutes vos questions, dans tous les domaines,
● parce qu'elle met à votre disposition 3800 spécialistes mondiaux parmi les plus éminents de notre époque,
● parce qu'elle ne se contente pas de définir mais qu'elle explique, comment et stimule la réflexion personnelle,
● parce qu'elle est le complément indispensable à l'enseignement secondaire et supérieur que reçoivent vos enfants et qu'elle suscite des vocations.

offrez à votre famille L'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS la nouvelle grande encyclopédie française

20 volumes • 21 760 pages • 5 500 articles principaux • 13 500 articles de complément
20 681 illustrations en noir et en couleur • élégante reliure brochée à la française

Pour en savoir plus demandez, sans engagement, le Dossier Universalis en couleur, GRATUIT
■ en appelant le 734.02.31 (répondeur automatique même la nuit et les jours fériés)
■ ou en renvoyant ce bon après l'avoir rempli.

Nom et prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____ 5651

Bon à retourner au Club Français du Livre,
7, r. Armand Moisan, 75754 Paris Cedex 15
Offre valable seulement pour la France métropolitaine.

Roneo: des machines à reprographie simples qui rendent la vie facile.

Pour s'adapter au développement du besoin de communication dans les entreprises, les machines à reproduire se sont sophistiquées. Leur complexité s'est accrue en même temps que leurs performances. Alors leur maniement est devenu problématique et les employés y perdent un temps précieux sans pour autant exploiter toutes leurs possibilités, ni même parvenir à un résultat acceptable.

Depuis la légendaire Roneotype, qui a aujourd'hui sa place dans le dictionnaire, Roneo a une conception bien particulière de la reprographie.

— D'abord, répondre à tous les besoins, avec une gamme complète d'appareils: duplicateurs à stencils, copieurs électrostatiques, copieurs à papier non traité, duplicateurs offset.

— Ensuite, proposer non pas seulement des machines, mais des systèmes complets: par exemple, duplicateur à stencils associé à un graveur électronique de stencils.

— Et enfin, quel que soit le matériel, rechercher la simplicité d'emploi. Même pour le plus perfectionné des duplicateurs offset, le RV 2000.

La simplicité pour gagner du temps. Et de l'argent.

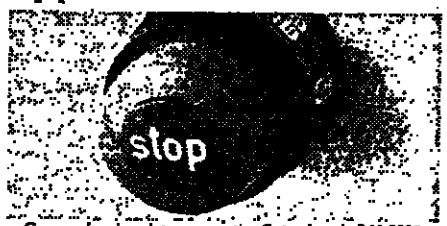
Le RV 2000 est automatique. Une commande unique programme électriquement les opérations successives: mouillage, encrage, et jusqu'au nettoyage et au retour à zéro en fin de cycle: la réutilisation est immédiate, le changement de couleur instantané. La facilité et la rapidité d'emploi atteignent un degré de perfection inconnu jusqu'alors.

En offset, il y a plusieurs façons de gagner de l'argent: d'abord en gagnant du temps, puis en moey, mais également en réalisant soi-même le maximum d'opérations. C'est pour cela que le duplicateur offset Roneo ce n'est pas seulement le RV 2000, mais aussi des matériels complémentaires avec lesquels on peut réaliser tous les types de plaque.

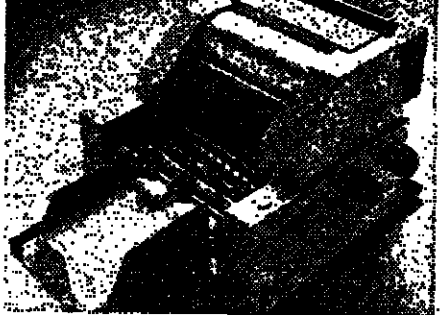
Et pour les travaux particuliers, toute une gamme d'accessoires tel que le 2^e rouleau toucheur pour l'impression parfaite des aplats. En créant le RV 2000, Roneo a pensé à ceux qui vont s'en servir. Mais aussi à ceux qui vont le payer: il ne coûte que 16.200 F. (Prix au 15.5.76)

La simplicité pour mieux travailler. C'est en couvrant l'ensemble des activités

de bureau (reprographie, mobilier, classement, aménagement d'espace) que Roneo peut mieux comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail. Et y répondre par des solutions simples. C'est avec des solutions simples que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.



Commande unique de programmation électronique du RV 2000



Duplicateur offset RV 2000

Si vous désirez recevoir une documentation ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo, mettez une croix dans la case correspondante et envoyez ce bon après l'avoir complété, à Roneo - 74, bd du Général-Leclerc 93260 Les Lilas, ou téléphonez au 843.6101 poste 409.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____

Tél. _____ LMD 6/10

Roneo. N°1 européen de l'équipement de bureau.

C'est beau le progrès!

(PUBLICITÉ)

BALMAIN
Harmonies
sablées

Ouverte depuis presque un an, la première boutique pour hommes de Balmain se distingue par la coupe de ses chemises qui, avec les cravates et les vestes de sport forment le décor des best-sellers. En collaboration avec le styliste danois Svend Gravesend, il a mis au point une forme à pile dans le dos et aux poignets, se continuant sur la manche. Ainsi peut-on passer d'un même geste du bureau à la pratique du golf en chambre. Cette notion sportive se retrouve en vestes de week-end au corps de daim et aux manches de tricot.

**CARDIN**
À travers un fil
et une aiguille

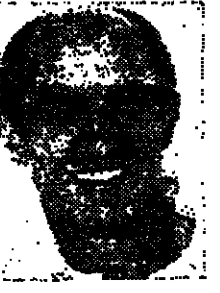
Pierre Cardin, le père et le prestigieux promoteur de la mode masculine française, est fils de tailleur. C'est à travers un fil et une aiguille qu'il a conquis ses marchés et jusqu'à l'Espace Cardin, son entreprise de spectacles. Si les industriels se disputent sa griffe — des bicyclettes au vin de Bordeaux — il reste fidèle au côté artisanal de sa « nouvelle élégance négligée », avec des tissus plus souples et légers, des formes conçues pour la vie moderne. Le temps des minets est passé. Devenus pères de famille, ils cherchent le confort des vestes blousantes, des chemises paysannes au foulard de coton noué en Ascol dans l'encolure.

**CARVEN**
À la ville

Carven, fine, petite et parisienne jusqu'au bout des ongles, a été l'un des premiers couturiers à lancer une gamme de tricot pour hommes, en plus de ses cravates. Avec la collaboration de son tailleur Cyprien, c'est en 1974 qu'elle se lance dans les costumes de ville et les tenues discrètement rustiques pour le soir, notamment avec des blazers en velours imprimés à grands ramages. Autrement, son goût est classique : belles qualités de draperies et costumes trois-pièces.

**CERRUTI**
Le costume
désacralisé

Parmi les couturiers parisiens, Nino Cerruti a derrière lui plusieurs générations de fileurs milanais et donc des tissus d'une recherche exclusive et discrète. Créée par Lucien Foncei, sa ligne d'hiver est savamment désaccablée, de coupe sobre, complètement souple, aux détails raffinés comme les boutons de vestes qui s'ouvrent vraiment, ou les cols doublés du même tissu pour pouvoir se porter relevés. Sa nouvelle veste est « tous terrains », en subtil tweeds à contrastes doux de violet, brun et bleu vert, ou de deux tons de brun et de bols de rose.

**COURRÈGES**
Le canari parmi
les croque-morts

André Courrèges est resté le pilier de mûsse du lycée de Pau qui se faisait coller le lendemain du match. Alors il fonce, dribble, perd la balle un moment, mais la rattrape au dernier moment, tout cela, chaussé de bottes vernies au mollet sur des knickers en coton lavable bleu ciel, une chemise blanche comme ses bretelles élastiques, qu'il couvre d'une parka de popeline jaune canari, bleu ciel, rose, voire beige et fourrée pour l'hiver. Pas de cravate, mais une casquette de base-ball à visière étirée. Accoutré de la sorte, il fait évidemment sensation sur le vol d'Alér Inter pour Pau et Biarritz.

**DIOR**
Du croisé
à toute heure

Marc Bohan, chez Christian Dior, travaille les formes croisées, mais sans contraintes, en gilets,

EN MODE MASCULINE**Les têtes d'affiche de la couture**

DÉCIDÉMENT le secteur de la mode masculine chez les couturiers est en plein boom depuis un an. En effet, aux seize membres de l'Institut qui ont participé à la création de cette partie de la Fédération de la couture française, présidée par Pierre Cardin, se sont joints Louis Féraud, Emmanuel Ungaro et Nina Ricci, en attendant l'arrivée vraisemblable du groupement des grands tailleurs de Paris, présidé par Jacques Portes.

Ainsi la preuve est-elle donnée en trois ans que Paris est maintenant considéré comme la capitale de la mode masculine, succédant au Londres d'avant-guerre, à la Rome des années 60. Les statistiques sont éloquentes à cet égard. En 1975, les couturiers ont réalisé, dans le domaine vestimentaire « made in France », un chiffre d'affaires de 767 millions de francs, dont 27,03 % pour l'homme, soit 207 300 000 francs.

Ce montant, à équivalence de 60 %, est exporté, marquant de 1974 à 1975 un accroissement de 16 %. Encore, ce chiffre ne couvre-t-il que la part du dilemme des licences contractées, notamment avec les États-Unis et le Japon pour une production locale. Parmi les noms les plus souvent cités sur les marchés extérieurs, Pierre Cardin, Cerruti, Ted Lapidus et Yves Saint-Laurent se taillent la part du lion.

Mais les griffes des couturiers marquent encore plus de points sur le marché intérieur, où depuis cinq ans le Français a pris conscience de la nécessité de rester jeune, donc de s'habiller autrement qu'en bleu marine ou gris anthracite, cravate unie et chemise blanche, mentalement assujettis et peu à l'aise que son grand-père laïcal se demandait en redingote et gants blancs tristes.

La jeunesse, c'est le mouvement, la faculté de s'adapter aux conditions du moment, souvent régies par des nécessités économiques. Le président de la République, pendant son ancrage ministériel en mars 1967, n'avait fait part de sa surprise, au cours d'une réunion monétaire à Washington, pendant les années 60, d'avoir été reçu par son collègue américain, un samedi

matin, en blue-jeans, chemise, veste de sport, chaussures de couleur et mocassins, au jour de détente comportant son parcours de golf habituel.

La réalisation du carcan vestimentaire de l'établissement parisien a amené des réactions discrètes mais rapides dans le milieu des « énarques » au pouvoir. Le thème du « jeune P.-D.G. dynamique » en découle, et le Français s'est pris au jeu des recherches pour mettre sa silhouette en valeur, dans des costumes plus légers et des ensembles de sport, portant sur le choix des couleurs et du dessin de sa cravate ou des rayures de sa chemise. La généralisation de la télévision en couleur a joué un rôle non négligeable, avec les innombrables émissions politiques où chacun cherche à rassurer et... à séduire.

La création de la clientèle idéale pour les couturiers se situe au niveau de l'« homme arrivé », sans âge bien défini, mais ambitieux et plein d'élégance. C'est à lui qu'il apporte l'écoulement d'une griffe connue qui fait partie du standing (avec des costumes de ville de 1 000 à 1 800 F.). En même temps, l'évolution vers la souplesse dans les coupes, l'adjonction de tricot coordonné, des chemises et des accessoires ajoutant des possibilités de garde-robe complètes, passant sans heurts de la ville aux loisirs.

L'évolution du port du blazer est symptomatique à cet égard. De la veste à grandes rayures dont les couturiers distinguaient les élèves des différents collèges d'Oxford et de Cambridge au siècle dernier, avant et après les épreuves sportives, il a pris des couleurs plus neutres, d'abord marqué des blasons universitaires ou militaires brodés sur la poche de poitrine, avant de se « banaliser » jusqu'à faire partie, avec des pantalons de flanelle, des costumes de ville.

Si le blazer nous vient du terrain de cricket des écoliers et universitaires anglais, le jean, le tee-shirt, les mocassins et les chaussures de couleur ont traversé l'Atlantique, mélange pragmatique de vêtements de travail et de détente dans le contexte « il fait bon vivre », vers lequel nous tendons.

T. O. P.

en velours « Amant de Lady Chatterley », en nattes qu'il couvre d'ailleurs de « duffel-coats », décidément sa forme favorite de manteau, en loden, en tweed, ou en toile de coton. Les blousons suivent cette tendance comme les vestes-chemises qui prennent une place croissante dans les placards masculins. A l'inverse, les costumes du soir sont droits, à gilets de velours noir, en flanelle foncée ou en strict grain de caviar, encore sous des duffel-coats, cette fois de velours côtelé.

**ESTEREL**
Le désert à Paris

Jean Antoine Bernal prend chez Jacques Esterel la succession de Christian Gangs, qui avait été le plus proche collaborateur du couturier. Celui-ci, en effet, faisait partie dès le départ des couturiers cherchant à faire sortir de son cadre bourgeois la mode masculine. D'où toutes sortes d'effets à coté roulés, en jersey bicolores pour remplacer la cravate, des kilts, à la fois farfelus et sensés, enfin des djellabas d'intérieur, bien avant que les couturiers n'aient leur château au Maroc.

Les premières ébauches de Bernal en toiles belges ne sont pas sans rappeler les sabatines militaires, avec leurs poches surpluées, leurs chemises ouvertes sur le col et leurs pantalons droits.

**GIVENCHY**
Cachemires
et jeans

2,03 mètres, blond, un rien grisonnant, les yeux bleu-gris, Hubert de Givenchy est peut-être un des plus secrets et timides couturiers parisiens. C'est en 1969 qu'il signe son premier contrat de tricot, suivis de draps de bain et de robes de chambre, à offrir aux maris de ses clientes. Il ouvre une boutique « Givenchy Gentleman » en face de sa maison de couture de l'avenue George-V, où il traduit en costumes et en imperméables le style britannique qu'il affectionne, sans ostentation, un peu « rasé », déjà fait au corps. Lui-même s'habille de chemises bleues, de pantalons de flanelle, de pulls de cachemire et de jeans pour le voyage.

**FÉRAUD**
L'Arlésien

Louis Féraud, peintre et auteur, apporte de sa Camargue natale le goût de l'aisance et du mouvement, en vêtements noirs ou gris sous le soleil. Il porte de cotons froissés et crépés pour le

printemps. Mais son humeur est réjouie et son collaborateur Per Spook a élaboré un style à la Bruand, avec une veste un rien cintrée, portée largement ouverte sur une chemise rayée, un foulard de coton autour du cou et un pantalon, le tout en tons sombres, rehaussés de taches de couleurs vives.

**LANVIN**
Retour du gilet

Patrick Lavoix chez Lanvin, à trente-cinq ans, est un homme du cuir ayant débuté comme stylistique dans une tannerie, ce qui l'a amené aux accessoires et aux chaussures, comme nous le verrons par la suite. Ses recherches le poussent vers une synthèse de formes qui puissent passer du bureau aux loisirs. Il effectue des essais sur les petites pièces, comme les chemises et les gilets, pour faire évoluer la façon de s'habiller. Ainsi prépare-t-il des séries de vestes-chemises, de sarraus de meunier, des gilets de piqué de coton lavables, pour remplacer les vestes d'été.

**LAPIDUS**
La coupe
sur ordinateur

Ted Lapidus, un des premiers couturiers à lancer des costumes pour hommes et à présenter des coupes de coupe au Japon, diversifie légèrement son style de veste cintrée à deux boutons par des jeux de pattes aux manches, des poches plaquées et fermées en trompe-l'œil qui, en fait, s'ouvrent sur les côtés. En dehors des fourrures, il oriente ses créations vers une mode « beau fixe » de vêtements légers.

**RENOMA**
Les anciens
de Janson

Michel et Maurice Renoma sont les créateurs de « White House », la boutique de la rue de la Pompe qui a habillé tout Janson-de-Sailly depuis 1962. Jeunes et dynamiques, ils avaient tout de suite suivi l'élégance sportive du président Kennedy, au moment où la confection française en était encore au costume raidi d'entourage. Ils lancent le modèle à deux boutons, importent les chemises en fil-à-fil dont les pointes de col se boutonnent, les mocassins et les chaussures vives. Aujourd'hui, ils se sont assagis comme leurs clients, ont pignon sur rue, avenue Maignon, et considèrent que l'idéal pour lancer un style est une avance d'un an.

**LAROCHE**
Style champion

Guy Laroche ouvre sa première boutique pour hommes en 1966, avec des ensembles de « blouson-pantalons » qu'il avait créés pour son propre usage, ne trouvant pas pour s'habiller « de vêtements décontractés qui sortent de la tradition ». Il les coupe en tissus classiques comme la flanelle. Bientôt, il étend cette recherche à toute la garde-robe masculine, réussissant, entre autres, à apporter des variantes au smoking.

**SIGNORICCI**
Nouvel horizon

« Signor Ricci », nom de la ligne de produits de toilette pour hommes de Nina Ricci, s'étend maintenant à sa toute nouvelle société de mode masculine que Robert Ricci préside avec James Mitchell, son gendre, comme directeur artistique. Ce jeune acteur de trente-quatre ans, que le public français a pu apprécier dans la Femme de Jean, allie une aisance californienne dans le choix de ses tissus avec le bon goût français, d'où des costumes aux proportions naturelles, aux revers modérés, dans des tweeds discrets.

**SAINT-LAURENT**
Atout
Rive Gauche

Dans le cadre de ses boutiques « rive gauche » qui comptent cent dix points de vente à travers le monde, Yves Saint-Laurent ouvre en mai 1968, 17, rue de Tournon, un petit local de vêtements d'été : chemises, marinières et vestes sur des pantalons de plage, le tout en teintes claires. Puis il diversifie ses ensembles, lance des superbes tricotés et des imperméables avant le costume qui représente maintenant le principal de ses ventes. Ses tendances pour l'hiver comprennent de nombreux velours côtelés de différentes grosseurs en classiques trois-pièces auxquels s'ajoutent des combinaisons, des canadiennes et des blouses paysannes.

**SMALTO**
La veste-chandail

Francesco Smalto assure toujours en France la diffusion de son prêt-à-porter, qu'il soit fabriqué en France ou en Italie. Il est le type du grand tailleur créateur, habillant comme il le fait les vedettes du cinéma, du théâtre et de la chanson, ainsi que des personnalités politiques françaises et étrangères, voire des chefs d'Etat. Son usine milanaise lui exécute maintenant des vestes aussi confortables que des chandails, dans un style sobre et discret, de la tenue de golf au smoking de soie ou d'alpaga.

**TORRENTE**
Camaïeux
de bruns

Rosette Malt de Torrente a signé son premier contrat de costumes en 1973, après s'être essayé aux accessoires. Elle aime les formes classiques et souples pour le jour « avec le moins de fioritures possible ». Beaucoup de gilets, assortis ou non, dans des harmonies de brun et de miel.

**UNGARO**
Superpositions
en mille-feuilles

Chez Emmanuel Ungaro, le thème des superpositions en mille-feuilles se retrouve dans le choix des matières douces, tels la soie et le cachemire, qui s'appuient sur des lignes plus rigides : laine tissée, cuir, mouton retourné. Ainsi, peut-on voyager avec toute sa garde-robe sur le dos, enlevant ou rajoutant les différents éléments selon le climat : chemise, « sur-blouse », accompagnés à leur tour d'un blouson ou d'une veste large, d'un manteau ou d'un imperméable.

T.-O. PHILE.

Handwritten signature: *Handwritten signature*

150

JUSTICE

FAITS DIVERS

M. Pierre Goldman a été libéré

Bénéficiant d'une mesure de libération conditionnelle, après avoir subi plus de la moitié de sa peine, Pierre Goldman a été libéré, mardi 5 octobre, de la prison de Fresnes. Incarcéré depuis le mois d'avril 1970, Pierre Goldman avait été condamné le 4 mai dernier par la cour d'assises de la Somme à douze ans de réclusion criminelle pour trois ag-

sions à main armée dont il s'était toujours reconnu coupable. Mais il avait été acquitté d'un double meurtre commis à Paris dans une pharmacie du boulevard Richard-Lenoir, en 1969, dont il s'était toujours dit innocent.

Au cours d'un premier procès devant la cour d'assises de Paris, du 8 au 14 décembre 1974, Pierre Goldman avait été déclaré coupable de ce double meurtre et condamné à la réclusion criminelle à vie. Cet arrêt avait été cassé le 20 novembre 1975.

Après une erreur de procédure, seul l'arrêt pénal a été annulé. Le premier arrêt civil, prononcé seulement le 8 janvier 1976, qui n'était pas visé par le pourvoi, a acquis autorité de chose jugée. Il condamnait Pierre Goldman à près de 100 000 francs de dommages et intérêts et à 20 000 francs à titre de *præstium doloris* en faveur d'un gardien de la paix, M. Qui-

net, grièvement blessé par l'attentat du crime du boulevard Richard-Lenoir. Le Trésor public et la Sécurité sociale s'étaient vu allouer 30 913,18 francs. Pierre Goldman reste donc aujourd'hui condamné à la réclusion d'un crime dont il a été innocenté.

En prison, Pierre Goldman a écrit un livre : « Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France » (1).

(1) Le Seuil, 280 pages, 35 F.

Le système de freinage des Opel Manta recèle-t-il un vice de conception ?

Un accident survenu, le 26 octobre 1971, sur route nationale 24 bis, dans l'Eure, entraînera-t-il la modification de toute une série de voitures ? L'affaire a été débattue, mardi 5 octobre, à la dix-septième chambre de la cour d'appel de Paris, qui doit se prononcer le 9 novembre prochain.

Un industriel, M. Edouard Pourtalé, qui conduisait sa voiture Opel Manta, voulu freiner pour éviter une autre automobile arrivant en sens inverse. Il en résulta un tête-à-queue et une collision, les occupants des deux véhicules furent blessés.

M. Pourtalé demanda l'avis d'un expert sur les causes de l'accident. Ce dernier, après avoir examiné l'avis, conclut à un vice, non de construction mais de conception même du véhicule et mit en cause une petite entorse limitant le jeu des mâchoires de frein : celle-ci était prévue par le constructeur pour éviter le frottement des plaquettes sur le disque, mais elle avait l'inconvénient, selon les experts, de libérer brusquement la roue lorsque l'usure des plaquettes atteint un certain degré, ce qui est évidemment de nature à provoquer une brutale embardée.

Deux experts judiciaires ayant

confirmé que l'accident était dû à une défaillance du système de freinage, M. Pourtalé, déféré au tribunal d'Evreux pour blessures involontaires, fut relaxé. L'industriel et les autres victimes assignèrent alors devant le tribunal civil de Paris la General Motors France, société qui importe de la République fédérale d'Allemagne les véhicules Opel.

Mais la sixième chambre les débouta le 17 mars de l'année dernière en faisant remarquer que ce type de voitures avait reçu, en 1970, l'agrément des Mines.

En appel, M. Bernard Lotron, avocat de M. Pourtalé, s'est appuyé, ainsi que M. Brazier, conseil

TROIS PARACHUTISTES PÉRISSENT NOYÉS DANS UN ÉTANG LORS DE MANŒUVRES EN PROVENCE

De notre correspondant

Marseille. — C'est finalement trois appelés du contingent, âgés de dix-huit à dix-neuf ans, qui ont trouvé la mort en sautant en parachute dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 octobre dans le cadre des manœuvres « Provence 76 » (Le Monde du 6 octobre).

Le site choisi pour le saut, situé sur les aérodromes de Salon-Syguettes et du Vallon, dans les Bouches-du-Rhône, avait été reconnu et photographié avant le largage. Malheureusement, les violents orages de la veille ont remis en eau un étang, sec en temps ordinaire,

et large de quelques hectares, dont la profondeur dépasse un mètre quarante, au sud-est du lieu d'atterrissage. Une cinquantaine de parachutistes du 2^e régiment de chasseurs parachutistes, dont le colonel du régiment, déportés par le fort vent qui s'était levé dans la nuit, ont atterri dans l'étang, à mille mètres au sud de la zone initialement prévue. Empêtrés dans leur harnachement, alourdis par les armes et les trois jours de vivres qu'ils portaient, les trois appelés ont été dans l'impossibilité de se dégager.

Seize prostituées marseillaises ont pénétré, pendant la nuit du 4 au 5 octobre, dans l'hôtel de police de Marseille, pour protester contre l'attitude du service de protection et de prévention sociale à leur égard.

Parvenues dans la cour, elles se sont rassemblées puis ont occupé pacifiquement les bureaux du service, avant d'être expulsées. Leurs quilles entendaient ainsi attirer l'attention sur les gardes à vue pour vérification d'identité auxquelles elles sont encore soumises, malgré les assurances qu'on leur aurait faites. — (Corr.)



L'IMPOSTURE DE L'ART MODERNE INDUSTRIALISÉ
par la cote au mètre carré de signature
(Une fausse monnaie d'inflation)
N.E.L., 1, rue Palatine - 28 francs

BIBLIOGRAPHIE

« L'HOMME QUI EST ENTRÉ DANS LA LOI »

de Vladimir Rabi

Magistrat honoraire, spécialiste incontesté des problèmes de responsabilité en matière d'accidents survenus en montagne, Vladimir Rabi, verra bien souvent Pierre Goldman après qu'il eut été arrêté en avril 1970 — mais sans que les faits reprochés au jeune homme entraînaient à ces rencontres.

Le texte que signe « Rabi », l'homme qui est entré dans la loi, le procès d'innocence l'ayant innocenté, fait suite à une étude du même auteur, *L'homme qui voulait entrer dans la loi*, publié en février 1976, deux mois après que la cour d'assises de Paris eut refusé à Pierre Goldman cette innocence qu'il proclamait.

La seconde étude est, au fond, très largement un travail de journaliste. Vladimir Rabi fait réellement revivre longuement, profondément, pour qui a suivi l'un et l'autre, les deux procès, antagonistes dans leur essence, de Pierre Goldman.

On trouvera, en annexe de l'ouvrage, un écrit de Pierre Goldman alors qu'il était étudiant, « De l'Étre, de l'Être, et de quelques autres jérémyes ». Ph. B.

« L'homme qui est entré dans la loi, Pierre Goldman », par Vladimir Rabi. Supplément à la revue Les Temps modernes, éditions La Pensée sauvage, 222 pages.

M. FRANÇOIS FÉRIEL A PORTÉ PLAINTE CONTRE X

Cannes. — M. François Fériel, l'homme d'affaires victime d'un enlèvement à Cannes et libéré par ses ravisseurs, le lundi 4 octobre, a déposé plainte contre X avec constitution de partie civile par l'intermédiaire de son avocat, M. Hervé de Fontmichel, pour vol avec violence, menaces, enlèvement, arrestation illégale et séquestration de personne.

M. Fériel et ses amis, le compositeur Francis Lopez et son épouse Ana, qui ont également déposé plainte en se constituant partie civile pour vol avec violence et menaces (Le Monde du 6 octobre), devaient être entendus ce mercredi 6 octobre par le doyen des juges d'instruction du tribunal de Grasse chargé du dossier, M. Pierre Bois.

RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ POUR L'AUTEUR D'UN RAPT

La cour d'assises de la Moselle a condamné, mardi 5 octobre, à la réclusion criminelle à perpétuité, Jean-Claude Lambert, trente-cinq ans, auteur principal du rapt, le 30 septembre 1975, à Hagondange (Moselle), de la petite Valérie Ruppert, heureusement retrouvée vivante (Le Monde du 1^{er} au 4 octobre 1975). Véronique Bell, vingt-quatre ans, maîtresse de Jean-Claude Lambert, a été condamnée à une peine de vingt années de réclusion criminelle. Renée Lambert, trente-quatre ans, épouse de l'accusé, s'est vu infliger, elle, pour complicité d'enlèvement, une peine de six années de réclusion criminelle.

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

Par décrets publiés au Journal officiel du 6 octobre, sont nommés : M.M. Pierre Guiphe, avocat général à la Cour de cassation ; Henri Escutin, procureur général à Rouen. M. Escutin est maintenu en position de détachement comme chef de service à l'administration centrale du ministère de la justice. M. Jean Masoyer est nommé procureur général à Rouen.

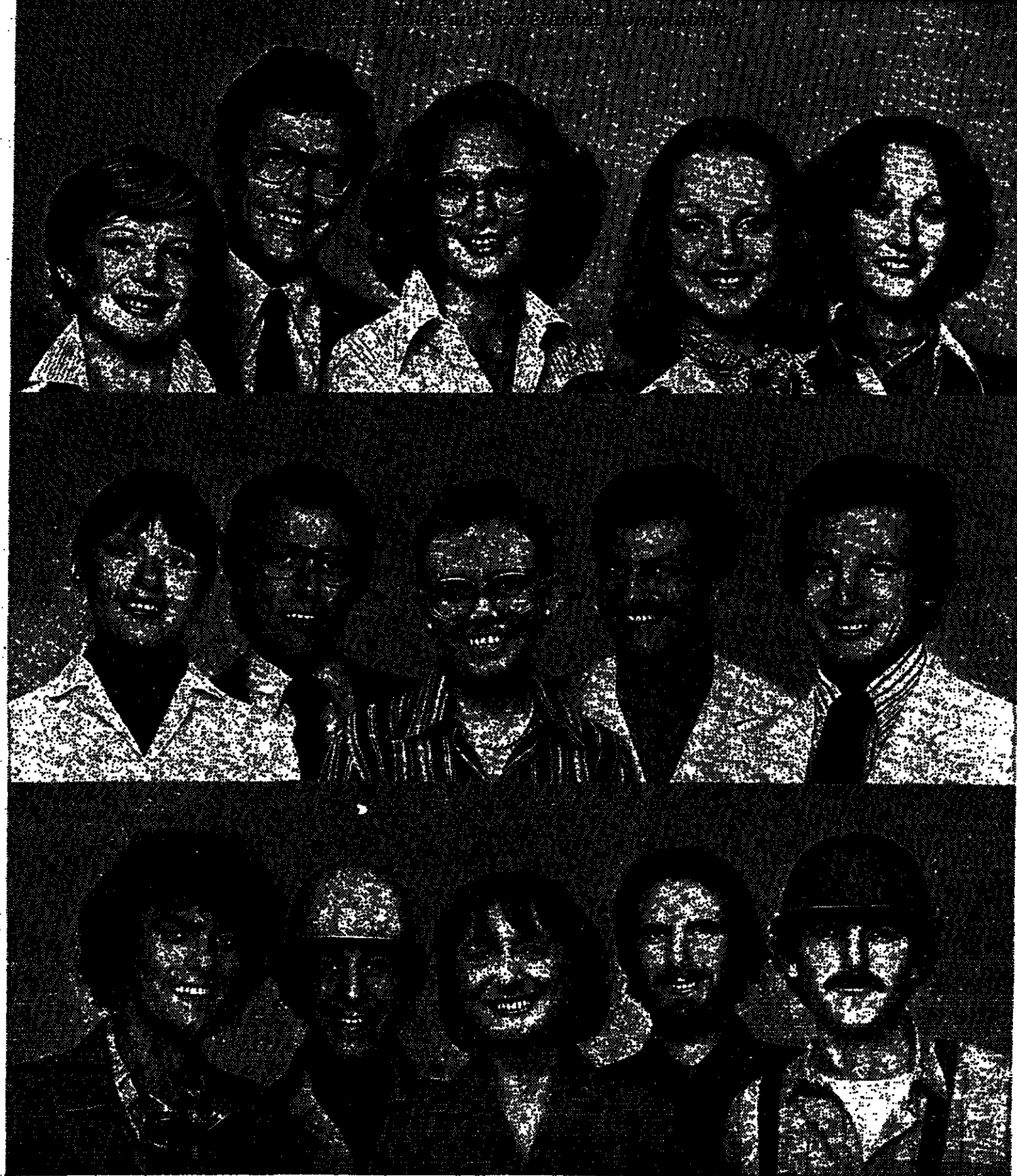
Son inamovible procureur de la République : M.M. Robert Barbat à Versailles, en remplacement de M. Bézio, nommé procureur général à Bobigny ; Jean Brun à Fontenay ; Albert Vilatte à Marseille ; Antoine Petit à Bordeaux ; Jean Reynaud à Mulhouse ; Pierre Fabre à Grenoble ; Louis Manché à Colmar.

M^{re} ALAIN BOURDEL EST ÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU NOTARIAT

Réunis mardi 5 octobre les délégués du notariat émanant des chambres départementales et des conseils régionaux de cours d'appel ont procédé au renouvellement du bureau du conseil supérieur du notariat.

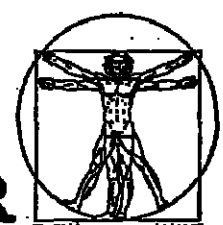
M^{re} Alain Bourdel, notaire associé à Paris, âgé de cinquante et un ans, devient président du conseil supérieur du notariat en remplacement de M. Louis Chaline.

UN REMPLACEMENT ? DU RENFORT ? NOUS ARRIVONS !



...ET NOUS PARTONS QUAND LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



Colin Gifford/Phot

POLICE

Le mécontentement des policiers

(Suite de la première page.)

La rentrée sociale se traduit dans une fois de plus au sein des organisations syndicales policières par une grande effervescence. Celle-ci exprime la déception, celle-ci exprime l'annulation, par le ministère de l'Intérieur, des mesures financières en faveur de la police qui sont bien loin de correspondre aux promesses. Dans une lettre de décembre 1974, M. Michel Poniatowski promettait aux syndicats d'appliquer à la police une parité de traitement avec la gendarmerie qui, à la faveur de la revalorisation de la condition militaire, devait se traduire par des améliorations sensibles. L'entreprise était d'envergure : l'effort financier pour réaliser un tel projet relevant à 485 millions de francs. Les gendarmes ayant obtenu satisfaction en juillet dernier, les policiers avaient quelques raisons d'optimisme.

Une véritable rétrogradation

Or, le 23 septembre dernier, devant le comité technique paritaire de la police — qui accueille que les syndicats majoritaires de la fonction — M. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale, annonçait à ses interlocuteurs que les négociations entre les administrations de l'Intérieur, des finances, de la fonction publique et de Matignon ne s'étaient pas déroulées favorablement, que la divulgation par la presse des mesures arrêtées le 7 mai précédent au comité technique paritaire avait contrarié les négociations et qu'enfin la police nationale ne vivait pas dans un monde à part et que la conjonction s'appliquait à elle comme aux autres catégories sociales ; suivait la présentation d'un plan retouché prévoyant l'engagement de 283 millions de francs en deux ans.

Si les grades (brigadiers et brigadiers-chefs) obtiennent à peu de chose près satisfaction —

sauf, toutefois, la création d'un échelon correspondant au grade d'adjudant-major de l'armée — les gardiens de la paix voient leur déroulement de carrière allongé de deux ans (de vingt ans et demi à vingt-deux ans et demi) alors que celui des gendarmes est réduit d'une durée égale (de vingt-trois ans et demi à vingt et un ans et demi), tandis que la réforme va se traduire à certains échelons par une véritable rétrogradation.

Les officiers de paix n'obtiennent pas les reclassements individuels qu'ils attendaient quant aux inspecteurs et aux commissaires, ils ne reçoivent qu'une « prime annuelle de commandement » variable de 2 400 à 4 800 F, payable à compter du 1^{er} janvier 1977, une indemnité qui, selon la C.G.T., pourrait bien apparaître comme une « prime de fidélité » en certaines circonstances.

L'agitation dans la police n'a pas pour seule raison l'insatisfaction matérielle du personnel. De plus en plus nombreux sont les fonctionnaires qui croient que, sous couvert de réforme, le pouvoir commence à remettre en cause les conceptions du service de la police qui ont prévalu jusqu'ici en France par une modification de l'équilibre en vigueur entre la police d'essence militaire (la gendarmerie nationale) et la police nationale, civile. « On est en train d'opposer une police « civile » sans droit d'expression à une police « militaire » qui n'a que des garanties limitées au régime », déclarait récemment M. Bernard Deleplace, secrétaire général adjoint de la F.S.P.F.

Le tract remis ce mercredi à la population par les inspecteurs insiste sur ces « soucis à l'égard des institutions » en précisant que « l'équilibre des institutions ne permet pas d'opposer les charges de sauvegarder la paix publique par rapport à celles des missions de la gendarmerie, ou bien l'épave primaire du tout et l'échec, ce qui n'est pas dans la tradition républicaine. Notre combat est donc également celui des citoyens soucieux de préserver les fondements de la démocratie ».

Cette « infériorisation » par rapport aux « rivaux » militaires renforce, chez beaucoup, le sentiment que la police est abandonnée par un régime qu'elle a pourtant beaucoup servi. La perspective de réunion prochaine d'une commission interministérielle (finances, justice, fonction publique, intérieur) destinée à reformer les structures et les corps de la police n'est pas pour les rassurer, principalement les fonctionnaires civils menacés d'une « sectorisation » de la qualification d'officier de police judiciaire aboutissant à terme, à travers un élargissement des effectifs, à une véritable hiérarchisation des carrières, contrairement aux prescriptions du code de procédure pénale. Toutes ces incertitudes ont engendré une profonde amertume chez les policiers jusqu'à des velléités de jacquérie.

Un groupe anonyme d'inspecteurs et d'enquêteurs a envoyé, le 2 octobre, au ministre de l'Intérieur, une lettre dans laquelle, s'estimant « trahis par les pouvoirs publics », ils expliquent qu'ils ont « décidé d'arrêter les formations de la gauche dans leur marche d'approche pour le pouvoir ». « Pour ce faire, écrivent-ils, nous utiliserons le canal des renseignements généraux et nous nous proposons de nommer nos collègues partisans notre point de vue. Le processus mis en œuvre consistera à transmettre anonymement aux partis de gauche les notes d'information, synthèses et études élaborées par les services centraux, régionaux et départementaux, ainsi que les directives, instructions et décisions émanant du ministère de l'Intérieur et des préfets. Dans le même temps, une collaboration étroite sera établie avec les partis de la majorité. »

À la détermination du personnel répond celle de l'administration. M. Pandraud, à adressé aux directeurs des services régionaux de police judiciaire, aux directeurs régionaux et départementaux des renseignements généraux, aux directeurs départementaux des polices urbaines et au chef du service de la police de l'air et des frontières deux télégrammes relatifs l'un à la « four-née de réflexion » des inspecteurs et l'autre à la participation des policiers à la manifestation parisienne du 7 octobre. Dans le premier, M. Pandraud rappelle aux fonctionnaires « le sens de la mission de la police nationale et leurs obligations professionnelles » : concours au maintien de l'ordre public, devoir d'aide à toute personne en danger. Et il ajoute : « Le fonctionnaire de service actif de la police nationale doit en tout temps, qu'il soit ou non en service, s'abstenir de porter la moindre considération sur le corps auquel il appartient ou de troubler l'ordre public. En conséquence, le 6 octobre prochain, aucune défiance envers les besoins urgents et nécessaires de sécurité de la population ne sera admise. » Et M. Pandraud demande aux destinataires de lui faire connaître « tout cas précis de refus caractérisé des obligations professionnelles ci-dessus ».

Envers les éventuels participants à la manifestation du 7 octobre, le directeur général de la police nationale est encore plus

menaçant : « La plupart de ces actions ont un caractère contraire aux obligations du statut régissant les fonctionnaires des services actifs de la police nationale. Au cas où des fonctionnaires de vos services participeraient à ces actions, vous me ferez parvenir par télégramme, le soir du 7 octobre, les noms, numéros de matricule et adresses des fonctionnaires intéressés. » Prenant connaissance de cette consigne, la Fédération générale des syndicats de la police nationale (F.G.S.P.N.) a protesté contre cette mise en garde qui porte gravement atteinte au droit syndical des policiers, la seule réponse à cette tentative d'intimidation du ministère de l'Intérieur étant la participation massive des policiers à la journée du 7 octobre, dans des formes compatibles avec les règles statutaires existantes. Quant à M. Jean Chaurand, secrétaire général de la F.S.P.F., il a déclaré, le 5 octobre : « Nous défendons les policiers revendiquant et manifestant à des policiers proxénètes et membres d'officiers parallèles douteux ».

Briser le front syndical

La fermeté de l'administration dissuade-t-elle une volonté d'aller jusqu'à l'épreuve de force, ou moins un désir de briser le front syndical qui, malgré les restrictions de droits en vigueur dans la police, représente toujours un obstacle non négligeable aux vives dimensions (plus de cinquante mille adhérents) et par ses options souvent dures. On cache à peine, place Beauvau, que la disparition de la F.A.S.P. renforcera singulièrement la position de l'administration face aux syndicats.

Dans le plan présenté le 23 septembre dernier par M. Pandraud, le dossier des « journaux » apparaît trop subtil pour être le simple fruit du hasard. Jouant sur les demi-satisfactions et les demi-désappointements, le « syndicat » de l'administration a fatalement conduit le personnel à la bataille en ordre dispersé. Le mouvement des inspecteurs n'a pas lieu le même jour que celui des gardiens de la paix et il revêt une forme différente : au sein même de la Fédération autonome, des divergences sont apparues sur l'opportunité d'un « syndicat » des policiers parisiens à seul donné la consigne de participation à la manifestation ouverte du 7 octobre. Les syndicats des personnels de province (Syndicat national des personnels en tenue) et des C.R.S. (Syndicat national indépendant et professionnel), tout en se déclarant « solidaires » des autres catégories de travailleurs des secteurs publics et privés, ne s'associent pas à un mouvement qui jugent politique. Quant aux officiers et commandants, ils préfèrent mener une action catégorielle avec l'organisation corporative (Syndicat des commandants et officiers) qu'il est difficile pourtant sans aménager il y a encore peu de temps. Les intérêts sectoriels semblent primer les préoccupations communes menaçant une unité qui a toujours souffert d'une grande fragilité. En présentant son plan amorce de réforme des carrières de la police, l'administration ne cherchait-elle pas à faire des économies.

JAMES SARAZIN.

LETTRES

LE PREMIER CHOIX DES GONCOURT : TROIS TITRES DISTINGUÉS

Les membres de l'Académie Goncourt, réunis le 5 octobre, ont rendu publique la première liste de romans qui ont déjà retenu leur attention avant l'attribution du prix, dont la date reste fixée au 15 novembre prochain.

Avec treize titres, cette liste est nettement plus restreinte que celle qui avait été établie en 1975 à la même époque, et qui comportait vingt-cinq romans. Les treize distingués de 1976 sont, par ordre alphabétique des auteurs : *Le Fou d'Amérique*, d'Yves Berger (Grasset) ; *Les Déclassés*, de Jean-François Staut (Le Seuil) ; *Une journée dans la vie d'Henri*, d'Henri Bonnier ; *Génie la Folie*, d'Inès Cagnat (Denoël) ; *Les États du désert*, de Marc Chénouillet (Laffont) ; *Le Loup-Cervier*, de Guy Croussy (Julliard) ; *Fontaine obscure*, de Raymond Jean (Seuil) ; *Le Point des lites*, de Max Gallo (Laffont) ; *Maria Republica*, d'Augustin Gomez-Arcos (Stock) ; *Les Flamboyants*, de Patrick Chabalier (Seuil) ; *Il servait jadis*, de Didier Martin (Gallimard) ; *Un crime de notre temps*, de Pierre Moustiers (Seuil) ; *Romansonge*, d'André Stil (Julliard).

Une sélection de ces sélectionnés sera encore effectuée avant l'annonce du prix, lors du prochain déjeuner des membres de l'Académie, le 2 novembre.

RADIO-TÉLÉVISION

Radioscopie 2 000

Ce qui a le plus étonné, mardi soir, les appareils de la Maison de la radio, ce fut de voir en chair, en os et en civil, le général Massu. « Les autres », disaient-ils — acteurs, personnalités du spectacle et de la presse, gens de lettres et du music-hall, tous les « radioscopistes » de Jacques Chancel réunis ce soir-là pour fêter la deuxième édition de l'émission, — « Les autres sont misés en scène », disait le général Massu, s'adressant à leur admiration. « Mon général », saluèrent-ils en tenant la porte pour laisser passer la haute silhouette, toujours droite.

De l'automne 1968 au mois d'octobre 1976, en huit années d'interviews quotidiennes (interrompues pendant les vacances), deux mille hommes et femmes, pas toujours célèbres mais toujours choisis « hors du commun », se sont racontés, de 17 heures à 18 heures, sur France-Inter. Ils n'avaient pas dû l'oublier pour venir si nombreux, à l'invitation de Radio-France, signer le Livre d'or et écouter ensemble du studio 102, en aveugles, la « radioscopie », au jour : un beau parler pour une opération de charme et de publicité, très encadrée

par les services d'ordre, mais non dépourvue de malice. À quelle célébrité internationale allait-on, en effet, tendre le micro en ce grand jour ? A Pascal, treize ans, et à Virginie, douze ans, Jacques Chancel) aurait une escapade. Histoire de rappeler, à qui savait l'entendre, que la radio reste encore l'un des moyens de faire parler, et les lieux où l'on se parle, y compris entre générations. — A. R.

★ Le quatrième tome des Radioscopies (Maurice Genevoix, Régis Debray, Roland Barthes, Pierre Mondy, France, etc.) vient de paraître chez Laffont.

MERCREDI 6 OCTOBRE

CHAÎNE 1 : TF 1

20 h. 30. Jeu : L'inspecteur mène l'enquête, de M. Pavaux et Luc Godevalis ; 22 h. Théâtre de B. Sobel.

Nous vous aidons à mieux vous loger.



Écrivez-nous : R.P. 65, PARIS CEDEX 08.

musical : « Le Pavillon au bord de la rivière », de Kuan Han-chin et B. Jolas, par la troupe du Théâtre de Cennevilliers, mise en scène et réal. B. Sobel.

La dramaturgie chinoise revue par une élite de Szechouan et un metteur en scène breton, dans un spectacle présenté en juillet 1975 au Festival d'Avignon.

23 h. 25. Journal.

CHAÎNE 2 : A 2

20 h. 30. Série : Kojak ; 21 h. 30. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada ; 22 h. 50. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma 18 : « Les Divercés », de J. Jacquini, réal. D. Moosmann, avec A. Karina, P. Vaneck, A. Deschamps. Une adolescente dont les parents sont séparés, vit chez son père et s'en porte bien. Arrive sa mère, revenue la chercher.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Carnet de voyage aux Antilles », par René Jentet, en coproduction avec FR 3 ; 21 h. 30. Musique de chambre (Schubert, Max Regner) ; 22 h. 30. Entretiens avec Jacques Roubaud, par J. Guggenheim ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées. Orchestre national, direction M. Rosenthal, avec J. Barrie, J.-C. Peneliter. « Les nobles et sentimentales » ; « Concerto pour la main gauche » ; « Histoires naturelles » (Ravel) ; « Le Temple de mémoire » (Rosenthal) ; 22 h. 35. Histoire d'une fête, par D. Wachs ; 23 h. La nouvelle musique américaine : Phil Glass, Steve Reich, R. Ashley ; 24 h. Les interprètes américains à Paris.

JEUDI 7 OCTOBRE

En raison du mot d'ordre de grève, le programme minimum suivant est prévu :

CHAÎNE 1 : TF 1

13 h. Journal ; 19 h. 20. Actualités régionales ; 19 h. 40. Eh bien ! raconte ; 20 h. Journal.

Boldoflorine

bonne infusion pour le foie et la constipation

20 h. 20. Série : La vie de Marianne (troisième partie). Une inépuisable à Paris ; 21 h. 30. Document : Si le fouille, à Jérusalem I, de D. Resnikoff.

CHAÎNE 2 : A 2

19 h. 20. Actualités régionales ; 20 h. Journal ; 20 h. 30. Messieurs les jurés : L'affaire ; 20 h. 40. Actualités régionales ; 20 h. 50. Journal ; 21 h. 30. Film : « Taza, fils de Cochise », western de D. Sirk.

FRANCE-CULTURE

20 h. 5. Itinéraire : Carnet de voyage aux Antilles, par R. Jentet ; 22 h. 35. Entretiens avec Jacques Roubaud.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Festival de Vienne 1976. Orchestre philharmonique de Vienne, direction Z. Mehta : « Concerto brandebourgeois n° 1 » (Bach) ; « Concerto pour piano et orchestre » (Mozart) ; « Symphonie n° 1 opus 38 » (Schumann).

VENDREDI 8 OCTOBRE

CHAÎNE 1 : TF 1

De 11 h. 45 à 13 h. 45. Programme de la mi-journée (reprise à 14 h.). 20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Week-end », de N. Coward avec J. Marsau, M. Dalmès.

Une famille étrange, réunie autour d'une agnition étrange. 22 h. 20. Arcades : Musique et informatique, par M. Le Roux ; 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE 2 : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50. Aujourd'hui magazine). 20 h. 30. Feuilleton : La poupée sanglante ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Les communiens français changent-ils ?).

Après MM. Pierre Dais (J'ai cru au matin) et Jean Eliezer (Le P.O.). 22 h. 45. Ciné-club : « L'île du héros », de L. Stevens (1982), avec J. Mason.

Au dix-huitième siècle, une famille d'immigrés et une famille de pêcheurs se disputent la possession d'une île de la côte de

Caroline. Les immigrants recueillent un mystérieux personnage. A découvrir. Le film est inédit en France.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi (faits divers) ; L'oubli et le pardon. Que sont devenus dans la mémoire collective la guerre d'Espagne, le second conflit mondial et les événements d'Algérie ?

21 h. 30. Les grandes batailles du passé : Morat (1476), réal. R. Burckhart ; 22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. (S.), Itinéraire : Carnet d'un voyage aux Antilles, par R. Jentet ; 21 h. 5. (R.), Théâtre musical : « Le Pavillon au bord de la rivière », de K. Hanhlin et B. Jolas, par le Théâtre de Cennevilliers ; 22 h. 35. Entretiens avec Jacques Roubaud ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Echemans franco-allemands. Orchestre radio-symphonique de Stuttgart, direction M. Glaser, avec Y. Minon, soprano ; « San Francisco Polyphonie » (Ligeti), les Nuits d'été opus 7 (Berlioz) ; « Venklatte Nacht opus 4 » (Schoenberg) ; 23 h. Jazz forum ; 24 h. Instruments bizarres.

D'une chaîne à l'autre

PANNE SUR ANTENNE 2

Plusieurs milliers de téléspectateurs de l'ouest et du nord de Paris, dont les récepteurs sont desservis par l'émetteur de Sannois, n'ont pas reçu les émissions d'Antenne 2 le mardi 5 octobre, à partir de 18 heures, en raison d'une panne dont les causes exactes n'ont pas été déterminées.

TRIBUNES ET DEBATS

MERCREDI 6 OCTOBRE

— M. René Baby, ministre de l'éducation, est l'invité d'Europe 1. — Les Scouts de France s'expriment à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

— MM. Maurice Coude de Murville, ancien premier ministre, et Gaston Defferre, secrétaire national du parti socialiste, débattent pour « C'est à dire » sur Antenne 2 à 21 h. 30.

VENDREDI 8 OCTOBRE

— M. Jean Lecanuet, ministre de l'éducation, est l'invité du Plan et de l'aménagement du territoire, est l'invité de France-Inter à 13 heures.

— Les Mormons s'expriment à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40. — MM. Pierre Dais et Jean Eliezer participent à « Apostrophes » sur Antenne 2 à 21 h. 30.

La nouvelle ligne Roset est arrivée.

Hausmann Printemps

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75487 PARIS CEDEX 08
C.C.P. 687-23

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
33 F 175 F 232 F 330 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
188 F 355 F 523 F 690 F

ÉTRANGER
(par messageries)
L. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 230 F 335 F 440 F

IL - TUNISIE
162 F 305 F 448 F 590 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements)
vont bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse (donner
l'ancien et le nouveau) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
référer tous les virements et
cancellations d'impression.

Je t'aime 150

Journal de l'ISO

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

L'EXPOSITION DU QUATRIÈME CENTENAIRE A VENISE

Les initiatives graphiques de Titien

par ANDRÉ CHASTEL

On assiste au redressement d'une vieille légende, ou plutôt d'une demi-vérité. Les Florentins du seizième siècle, qui avaient en main la théorie et l'histoire de l'art, n'ont cessé de le répéter : quel dommage que les Vénitiens, et donc pour la couleur, n'aient pas le sens du dessin et ne le pratiquent pas en due forme. Quand Titien, invité par Paul III Farnèse, se rendit à Rome, en 1546, il ne peignit pas seulement le prodigieux portrait de la famille pontificale (aujourd'hui à Naples), il sut aussi l'occasion de montrer sa *Danaé*, toute ruisselante d'or et de pourpre, à Michel-Ange, qui lui fit mille compliments mais, derrière son dos, exprima le regret habituel sur l'insuffisance du dessin et l'ignorance de l'antique. Et déjà on rapportait qu'avec Giorgione les Vénitiens s'étaient mis paradoxalement à peindre directement sur la toile. En fait d'antiques, Titien a certainement regardé de près « les merveilleuses pierres » de Rome, comme il disait lui-même, mais le fait est qu'il n'en a pas rapporté la moindre étude. A Venise, on préférait travailler d'après des statues, des réductions, des médailles, voire des gravures. Et, mieux encore, on réalisait énergiquement au premier de la sculpture et l'on répétait obstinément que le vrai dessin n'est pas le modèle, l'affirmation plastique. Titien était devenu le chef de file de l'opposition au *Toscane-Romains*. Aussi tout ce qui concerne sa pratique graphique a une certaine importance.

Il y a un dessin vénitien

Bien entendu, on dessinait à Venise, comme partout. Mais une incroyable confusion a longtemps régné et règne encore sur cette production. Si l'on songe à l'immense dossier graphique qui subsiste de Michel-Ange (malgré ses destructions massives) ou de Raphaël, sans parler de Léonard, le corpus des dessins de Titien paraît faible : à peine une cinquantaine pour quelques soixante-dix ans d'activité. Les circonstances pénibles de sa mort, en temps de peste, et la négligence du fils Orazio ont dû entraîner beaucoup de pertes. Mais on reste sur l'impression justifiée que le dessin n'a, de toute façon, pas joué ici le même rôle dominant qu'à Rome ou à Florence. Le docteur Konrad Oberhuber, grand spécialiste de ces questions, passé de l'antiquité à l'université Harvard, a affronté hardiment et lucidement la situation. « Tranchant dans le vil et l'aisant frocer bien des sourcils, il avance des propositions dignes d'attention, dont voici l'essentiel.

Les études de Titien pour ses tableaux sont rares, mais soignées. Une feuille célèbre, datée de 1520 environ (à Berlin), contient plusieurs esquisses fortement accentuées pour le *Saint Sébastien* de profil d'un rebelle qui se trouve à Brescia. Pour le tableau (disparu dans un incendie au siècle dernier) de *Saint Pierre martyr*, il y a à Lille et au Louvre plusieurs

esquisses — que l'on trouve à l'exposition — dont le mouvement tourbillonnant répond à une attaque nerveuse et impatiente de la composition. Un dessin modeste (Oxford) prépare la mise en page d'un retable très calme avec la Madone trônant, chose rare pour Titien. Un incroyable dessin au fusain, *l'Étréne* (à Cambridge) des années 1550, a dû également correspondre à un tableau dont on a maintenant repéré la trace et qui a dû avoir une place de choix dans les *eroticos* du peintre. Tout cela a souvent fait l'objet de copies, qui ont circulé au dix-septième siècle et dont le classement n'est pas trop difficile. Ce qui reste très étonnant, c'est que chez ce peintre, qui a broché des dizaines et des dizaines de portraits, on n'a pas conservé d'études de ses modèles.

Le problème défilait est ailleurs et concerne les paysages, où nous avons, en revanche, des quantités de compositions, proches les unes des autres, où les feuillages, les groupements de maisons rustiques, l'ondulation du sol vers l'horizon, sont l'essentiel : un pasteur dormant auprès de moutons et de chèvres distribués en frise (au Louvre) et l'évocation d'un *Saint Théodore* devant le dragon-crocodile vaincu (Coll. « New-York ») en sont des exemples célèbres. On a cherché en vain des tableaux correspondants. Mais ces modèles de paysages ont eu un écho considérable dans la gravure et, à travers l'estampe, ont alimenté la peinture classique. Certains de ces modèles ont intéressé les Carrache et Claude Lorrain, par exemple, mais, ce qui est très remarquable et maintenant bien établi, également les artistes du Nord, Bruegel lui-même, et même Rembrandt : on peut voir le copié qu'il a fait à Amsterdam d'après un de ces paysages à la fois équilibrés et folloissants (coll. « Lugt », Paris).

L'exploitation par la gravure

On aperçoit donc la solution avancée par le docteur Oberhuber. Titien a eu deux desseins, l'un pour son propre usage, et l'on peut dire, l'autre pour fournir des compositions au graveur, et ces compositions sont naturellement plus fouillées, plus fines, et, parfois, d'une minutie qui peut surprendre. Le personnage-clé de la situation est Domenico Campagnola, qui travaillait à Padoue ou à Venise en liaison avec Titien. Et c'est à lui qu'est donnée maintenant une grande partie des pièces où l'on a vu autrefois et où certains verront encore la main de Titien. Une sorte de glissement se fait ainsi du maître à son ami Domenico, qui reproduit les modèles, pour répondre à la demande croissante en faveur du paysage. Il y aurait là tout un prolongement de l'activité de Titien : dans un domaine où les Italiens n'avaient jamais brillé autant que les Nordiques, il démontre ainsi les ressources de son art en songeant davantage à l'exploitation par la gra-

veure qu'à la peinture même. Et, comme on vient de le dire, l'opération a été réussie, grâce au carrefour commercial européen qu'était toujours Venise.

La bataille des xylographies

La difficulté — car il en subsiste bien quelques-unes — est qu'il faut admettre qu'à une date avancée, vers 1560, à un moment où il ne devait plus guère dessiner pour ses tableaux, Titien aurait encore mis au point des paysages souples et détaillés comme ceux de Chabworth. L'association avec Domenico a engendré, en tout cas, une formule titanessque de pastorale charmante ou dramatique, dont un recueil gravé, comme celui de Lefèvre paru à Paris en 1882, atteste l'ampleur et la séduction au temps classiques. Ainsi l'attention est attirée sur ce qu'on pourrait appeler la « politique artistique » de Titien, grand « manager » de son talent et infiniment habile à gérer sa renommée.

Une exposition des gravures sur cuivre de Campagnola et des autres aurait dû compléter la démonstration. Celle-ci resta partielle avec l'ensemble des gravures sur bois qui ont du moins le mérite de révéler toute une activité trop peu connue du milieu vénitien. Le professeur D. Rosand (de l'université Columbia) et le professeur M.A. Murano (de Venise) ont su réunir des pièces impressionnantes par leur format, et la publication qui accompagne la présentation à l'île Saint-Georges fera date. Il n'est pas douteux que Titien, jeune encore, la trentaine à peine passée, a réussi un coup de force en « édifiant » une vaste composition dite *le Triomphe de la foi*, dans le meilleur usage, prêt par la Bibliothèque nationale de Paris, on obtient une sorte de corbeille en frise à partir de dix blocs de bois sculptés. Cette suite de personnages de l'Ancien et du Nouveau Testament défilant, avec Adam et Eve en tête, a eu un immense succès : Emile Mâle a observé autrefois qu'elle a même servi de modèle aux vitraux de Brou. Titien a ainsi imposé son autorité avant même d'être célèbre comme peintre. Et il a récidivé avec d'autres assemblages aussi paradoxaux : *le Passage de la mer Rouge*, avec une singulière onction de traits serrés au centre de la composition, et *le Sacrifice d'Abraham*. On passait un peu trop vite sur toute cette production.

Répondre au défi de Dürer

Il reste à mieux identifier les collaborateurs de Titien. La seule et unique d'organisateur a dû être grande. Pour l'Abraham, qui comporte des détails d'arbres dont on a les dessins, l'exécutant a été Ugo de Carpi. Ce même Ugo a gravé un peu plus tard en *chiaroscuro*, c'est-à-dire en noir et brun, un *Saint Jérôme* où apparaît le nom de Titien : l'accent puissant du visage indique clairement que le graveur a suivi un dessin explicite du peintre. Il n'y a ici aucun



TITIANUS
Saint Jérôme (détail), xylographie par Titien et Ugo de Carpi

doute sur ce qu'ils cherchent l'un et l'autre : c'est de répondre au défi de l'art de Dürer.

Celui-ci avait résidé à Venise tout au long de l'année 1506 : il était — raconte Vasari — venu défendre le *copyright* de ses séries gravées dont les contrefaçons se multipliaient. La découverte de son œuvre a été une grande secousse pour les ateliers vénitiens. Titien a donc voulu s'emparer, lui aussi, de la gravure : la xylographie où le trait est plus visible semble lui avoir plu plus réserve. Et, quelques années plus tard, vers 1525, quand il donna à Campagnola ses modèles de paysages, il n'oublia pas d'en recommander le version xylographique, et l'on eut, d'un graveur malheureusement inconnu, la grande feuille, établie sur un bois de plus de 80 centimètres, de *la Traite des vaches* (Offices) : une pastorale qui a dû, par son ampleur, étonner les Flamands eux-mêmes.

Le sens des besoins

Les équipes utilisées par Titien ne sont pas parfaitement identifiées. L'exposition pose la question pour des images de dévotion oubliées, pour des vignettes de livres à l'origine desquelles on soupçonne, peut-être un peu vite, un dessin du maître. Pour les admirables planches de l'anatomie de Vésale (1543), ces squelettes aux poses éloquentes, la question reste ouverte. La tradition veut qu'elles soient dues à un Flamand, Calcar, qui a travaillé auprès de Titien. Est-ce assez pour imaginer que celui-ci, réalisant ce que Michel-Ange et Léonard n'avaient fait que rêver, aurait donné l'impulsion à cette extraordinaire initiative ? On ne sait pas : il en était capable. Mais on prête parfois trop aux riches. En tout cas, la personnalité de Titien, son sens du besoin artistique, culturel et commercial, sont admirablement mis en valeur par la réunion de San-Giorgio. Cette solution répondait peut-être à notre époque de pauvreté : elle aurait été plus complète si, au même moment, ne s'était tenue à Florence une présentation parallèle (organisée par le professeur Rensick) des dessins vénitiens. Mais, enfin, l'éclairage ainsi apporté sur l'artiste dynamique par excellence de Venise est neuf et frappant. Le public qui assiste la Fondation Giorgio-Cini ne s'y est pas trompé.

REPRISE DE « L'AMANTE ANGLAISE » AU THÉÂTRE D'ORSAY

MARGUERITE DURAS a vécu en Asie son enfance. Elle n'est plus dans l'enfance, ni dans l'Asie. Chaque jour elle tourne dans ses doigts, poise des lèvres, aspire et expire par un dénoué serré de mots ce qu'elle a latente dans ce dénuement.

Les mots de Marguerite Duras peuvent être écoutés avec soin parce qu'elle tire sur deux grandes nasses, celle de l'enfance, qui est de toujours, et une autre, qui est de notre siècle : celle des colonies.

L'information par les journaux est un filet de pêcheur aux mailles lâches qui ramassent les crabes, les grosses coquilles, et qui laisserait sur le fond quelques choses comme le plancton, — le tout du pays immergé.

C'est ce plancton resté en place qui incube, habite et, à coup sûr, détermine les vies des femmes et des hommes, prises une à une. Les nasses de Marguerite Duras, aux mailles si fines, puisent le plancton essentiel dont personne ne parle parce qu'il est copricieux : il s'emballe malaisément dans les idées politiques.

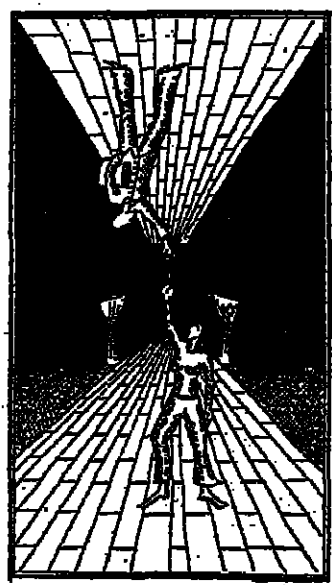
Un pays tropical, l'Indochine par exemple, n'est pas affaire publique seulement. Il est senteurs de l'air, goût des légumes et de la soupe, jeu particulier que mène, aux yeux des gens et dans leur tête, le règne végétal. Il est chant du ciel ou des animaux. Autant de manières qui touchent la peau des enfants, surtout des enfants qui, de par leur lignée, n'ont rien à voir dans ce pays : l'ère Éloge, de Saint-John Perse.

Le goût d'un légume ou la carresse d'un vent orientent un être dans sa vie autant que les allées et venues d'une maison, d'une armée, d'un père, d'une patrie. Au moins autant. Irréparable est en Marguerite Duras ce drainage complet, sans oublis, d'un champ total qui a été quitté, rendu à son histoire première : Marguerite Duras dit tout, mais par réserve : fait scandale par scrupule.

Une soupe aux poireaux

D'autres jours, Marguerite Duras laisse l'enfance-colonne s'endormir dans ses bras, ou sur son épaule, pour témoigner de la vie d'une femme au milieu des autres, de sa maison, son jardin, sa cuisine, ses hommes, l'amour. Et de nouveau la nasse indissolublement ramène

LA PÊCHE DE MARGUERITE



sur le sable une moisson de choses vivantes. Levains essentiels et secrets.

Depuis quelque temps paraît une revue bimestrielle conduite et écrite par des femmes, qui s'appelle *Sourcilles*. Dans le premier numéro de cette revue ont été publiés trois textes de Marguerite Duras : un sur la soupe aux poireaux, un sur l'enfance en Indochine avec son frère, un autre, non signé, plus ancien, sur un homme qui rentre de déportation et auquel l'amour permet de survivre, de retrouver l'usage des aliments. L'ensemble de ces trois textes constitue un recueil étonnant. La bande-son du film *Son nom de Venise* dans Calcutta, désert appartient à la même famille de pages, il faut l'avoir entendue.

Des pièges composés

La se trouvent la source vive de l'œuvre de Marguerite Duras, l'âme de son *jeu* : dans cette exploration douce, têtue, d'une vie réelle : enfance, départ des colonies, femmes, hommes, amour, nourriture, maison, nature — via réelle prise par la main et sortie du trou.

Par quelles confluences les paroles de Marguerite Duras dérivent-elles parfois dans des pièges composés qui n'ont pas la simplicité des pages que nous venons de lire ?

Vers les deux tiers du parcours de *L'Amante anglaise*, Claire Lévassier se laisse aller, parle de sa maison, de son jardin, et du soudain conflit de sa cuisine : qui semble l'avoir opposée à Marie-Thérèse Bousquet, et l'on retrouve aussitôt la voix de Marguerite Duras, celle que nous autres, humains ordinaires, entendons sans difficulté.

Partie remise

En revanche, l'architecture d'ensemble de cette *Amante anglaise*, les intertextes à double fond, l'emploi du fait divers, un maniérisme de demi-mot, une façon de berner le mystère comme pour faire cesser des cris plus profonds, restent, à certains d'entre nous, peu accessibles.

A la lecture, ce n'est pas trop contraindre : nous sommes comme des gens qui aiment en main, par erreur, un dossier dont ils ne savent pas l'emploi, mais l'emploi existe ailleurs, ce n'est que partie remise. Tandis qu'un théâtre nous sommes dans le bain, nous devons

répondre sur-le-champ : spectateur et auteur sont ce soir-là ensemble, ils l'ont cherché, et cela ne va pas, ils ne s'entendent pas.

Le chas d'une aiguille

Il faut toujours prendre pour pierre de touche les heures où nous avons entendu un écrivain, où nous avons été atteints d'évidence par sa dimension personnelle. Chaque œuvre de Marguerite Duras a ses ondes d'écho. Le lecteur les trouve tôt ou tard.

Ce qui arrive chez Barrault, c'est que la mise en scène, la distribution, la direction d'acteurs, n'ont peut-être pas été placées sur la bonne onde d'écho. Il y a eu des années tout de même de grands changements dans la vie du pays et dans celle du théâtre. Et la manière de Claude Régy a été projetée en arrière. On sent là une bizarrerie volontariste, pas facile à cerner, comme si la scène du théâtre était seulement, ou surtout, un lieu de conflits psychodramatiques aux gestes et aux voix desquels on aurait mis, par style, des caches.

C'est par méprise que les semblants raffinisés de Claude Régy recourent les impasses où est prise parfois Marguerite Duras. Marguerite Duras est beaucoup trop « vraie » pour Régy. Au théâtre en tout cas.

Madeleine Renaud est une diseuse, et fine. Elle fait passer le fleuve du texte par le petit chas d'une aiguille, et il sort un fil très ténu, aussi n'est-ce pas le propos de l'auteur que nous percevons, mais cette minceur du fil, sa clarté, sa jeunesse de timbre.

Claude Dauphin, nous l'aimions déjà quand nous étions enfants. Le voici aujourd'hui moins costaud sur ses jambes. C'est très beau, un vieux acteur. Et c'est très beau qu'il joue.

Seul Michel Lonsdale donne une vérité seconde aux illusions de Régy et des harmoniques à la diction atone.

Cette reprise de *L'Amante anglaise* a de l'allure mais peu de fond. Le Théâtre d'Orsay a établi une belle affiche qui fera venir le beau monde. Le théâtre a lieu ailleurs, mais il a la vie dure.

Marguerite Duras était bien présente dans une pièce jouée l'année dernière au Théâtre, Abrahm Babana David, et personne n'était venu.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre d'Orsay, 20 h. 30.

« RORSCHACH 2 »

Composition vivante pour voix corps de femmes et instruments divers

DEUX actrices sont également les auteurs de ce jeu « improvisé » : Françoise Achard et Tania.

La scène est nue, sauf quelques instruments à même le sol : cloches, sonnettes, xylophone, récipients métalliques, à la fois objets et fétiches. Sur le pupitre un miroir tient lieu de partition ; il s'agit pour ces deux femmes de jouer leur propre jeu, de s'y prendre et de ne pas le lâcher avant d'être allées au bout.

Au début, des cris qui ne viennent pas, un silence rythmé seulement par le mouvement des corps qui découpent l'espace et se répondent : elles sont bien miroir à nouveau l'une de l'autre, mais également dualité irréductible.

Les sons arrivent après : râles, chuchotements, perquisitions, avec toujours quelque chose d'irréel, ou plutôt venu d'un « ailleurs » rêvé — indissociable du geste qui est déjà musique. Ce ne sont pas ces cascades de notes que dispensent avec une prodigalité capable la plupart des virtuoses ; on sent au contraire un souci d'économie, de retenue, rendant irréductibles les rares éclats, très vite réfrénés.

Les scènes, les actions, les climats s'enchaînent librement par le jeu des contrastes et des affinités. Il n'est pas possible de dissocier les éléments d'un spectacle où se nouent des relations si étroites entre le sonore et le visuel. Mais c'est justement pour cela qu'il s'agit à chacun de choisir entre une démarche musicale ou surtout théâtrale.

Il resterait à dire que Françoise Achard et Tania sont peut-être femmes avant tout, mais elles savent l'exprimer si naturellement qu'on s'y perd : qui sont-elles, que font-elles, pourquoi ?

GÉRARD CONDE.

* Studio Galliera tous les soirs à 20 h. 30 jusqu'au samedi 9 octobre (retransmission sur France-Musique le 12 octobre, à 23 h.).

EN BREF

Octobre sud-américain à Marseille

Durant tout le mois d'octobre, Marseille va vivre à l'heure de la culture latino-américaine. Des expositions, du théâtre, des films, de la musique, offriront aux Marseillais un large panorama de ce qui se passe en Amérique latine et au dehors. La ville aura une place prépondérante, avec trois films sur différentes époques de son histoire : *Actes de Marseille* de Miguel Littin, le *Spirale* de Chris Marker et un document de Bruno Muel et Théo Robichet, *Septembre chilien*. Maurice Vincon, un des organisateurs de la manifestation, mettra en scène la *Mort du président*, création de Lazare Kohnstein. Il y aura également des expositions-ventes de livres politiques et d'objets artistiques, des montages audiovisuels, des débats, etc. — (Corresp.)

Théâtre, orgue et cinéma en Picardie

Le deuxième Festival des cathédrales, qui a commencé le 18 septembre en Picardie, reste cette année limité au département de la Somme. Mme Mariette, présidente de l'AD.C.P. (Association pour le développement culturel en Picardie), espère néanmoins élargir cette manifestation à l'ensemble de la région.

Le Théâtre de l'Utopie a donné deux représentations de *la Piété du diable*, mystère ayant pour thème le pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle, écrit et mis en scène par Patrick Collet. Le samedi 9 octobre, à 21 heures, dans la cathédrale de Noyon, Jacques Charpentier accompagnera à l'orgue la projection du film de Carl Dreyer : *la Passion de Jeanne d'Arc*. — (Corresp.)

Des Américains au Marais

Le Centre culturel du Marais a axé les programmes de sa deuxième saison sur la création contemporaine. Une place importante est faite aux artistes américains, avec notamment : une exposition d'un jeune peintre Raphaël Mahdavi (1^{er} au 26 octobre) ; « Les post-modernes américains », série de lectures dramatiques et de spectacles de danse ou de musique (du 27 octobre au 25 novembre), et deux créations en France du groupe Solaris, dirigé par Henry Smith, ancien élève de Merce Cunningham (du 22 décembre au 1^{er} janvier). Trois créations théâtrales sont également prévues : *le Sauvage*, de Maurice Guillaud (jusqu'au 23 octobre), *Vita nuova*, de Jean-Pascal Guenichon (du 12 au 27 novembre) et *Ecoute le bruit de la mer*, par la compagnie le Fil d'Arlane (du 17 février au 19 mars). En collaboration avec le Festival d'Automne, la création française des Deux hommes-orchestres, de Maurizio Kagel (du 1^{er} au 11 décembre). Enfin des concerts Mozart, sous la direction de Devy Erlin (les 16, 17, 23 et 24 janvier), la présentation d'*Exposition accoustique*, de François Bayle (les 14 et 15 décembre), précéderont une exposition *Naissance d'un art* ou comment Louis Lumière a ouvert les portes du cinéma (du 1^{er} avril au 31 août).

* Bens, Centre culturel du Marais, 26-28, rue des Francs-Bourgeois, Paris 75002. Tél. : 278-06-05.

Le marché du disque se porte bien

Le SNEPA (Syndicat national de l'édition phonographique et audiovisuelle) a publié, comme chaque année, ses résultats statistiques concernant la France. Les chiffres portent sur quatre-vingt-dix-huit entreprises. Il en ressort que le marché du disque et de la mini-cassette a été nettement plus actif en 1975 qu'en 1974. Le montant des achats au détail de disques, cassettes et cartouches enregistrés a été d'environ 21,5 millions de francs. Quant au nombre total de disques vendus, il a augmenté de quinze millions et celui des cassettes, cartouches, bandes pré-enregistrées, de près de 2 millions.

Témoignage

L'impossible ministère de la culture

par ROGER QUILLIOT (*)

On s'étonne parfois de la progne des élus locaux à l'endroit des services ministériels ; on en situe généralement les causes au seul niveau de la fiscalité, ou oublie que l'essentiel de nos reproches vise, au travers de la fiscalité, l'impuissance ministérielle et la paralysie qu'elle entraîne pour les collectivités.

J'en donnerai un exemple : voici près de vingt ans, M. Montpiéd, mon prédécesseur à la mairie de Clermont-Ferrand, élaborait un projet de Maison des congrès et de la culture — congrès, 1964 ; spectacles, le reste du temps ; on tendait ainsi au plein emploi.

Vinrent 1968 et Maitreux, qui imagina les « cathédrales » de la culture. Ses services s'intéressèrent tout naturellement au projet clermontois. Mais ils exclurent catégoriquement la polyvalence, jugèrent le terrain trop petit, imposèrent un nouveau architecte. D'où un roman feuilleton épistolaire de trois à quatre cents pages où les exigences ministérielles allaient grandissant, tandis qu'enfilait l'addition et que croissait la réserve suzeraine devant un projet aussi lourd en équipement que dispendieux en fonctionnement. Tout était au point pourtant, ou presque, en 1969, quand de Gaulle quitta les affaires. Maitreux sortit sur ses talons. On fut fait des cathédrales de la culture.

Sitôt réélu la liste qu'il conduisait, M. Montpiéd relança le projet initial, polyvalent ; sur une assiette plus large, il fallait élaborer un projet nouveau — le troisième — que je suivis comme adjoint d'abord, puis comme maire. Une fois le projet clairement élaboré, je pris contact avec M. Guy, qui venait d'accéder au secrétariat d'Etat. Je lui tins ce propos simple : « Je ne vous demande aucune subvention, mais la possibilité d'emprunter à la Caisse des dépôts. » Il s'exclama devant tant de modestie, approuva le principe de la polyvalence et, devant les réserves du contrô-

leur financier qui rappelait le sacro-saint principe : « pas d'emprunts sans subventions », me proposa une charte culturelle assez vaste, incluant et subventionnant notre projet.

C'était en octobre 1974. Depuis, ses services et la ville de Clermont-Ferrand ont signé, à la virgule près, ladite charte culturelle, après débats entassés à différents niveaux. En janvier 1976 encore, un représentant des affaires culturelles et une déléguée de la délégation à l'aménagement du territoire « descendirent » jusqu'à nous. Je leur fis observer que, ayant engagé sur l'opération les crédits « de retard », je ne devais d'entamer les travaux au printemps. Je crus comprendre que les directives imposées par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, aux collectivités locales étaient ignorées — sinon négligées — jusque dans le propre ministère. Une chape de plomb tomba sur l'affaire.

Les crédits de Clermont dans le « trou » de l'Opéra

Par coups de téléphone successifs, j'appris que le directeur du cabinet avait démissionné ; que l'administrateur civil chargé de notre affaire avait été muté. Enfin, ô ironie, quelques jours après sa disparition de l'équipe ministérielle, je reçus de M. Guy une lettre où il reconnaissait qu'un 5 décembre 1975 il avait donné son accord pour que la charte culturelle — et les projets qu'elle englobait — aboutissent au printemps 1976, ce qui impliquait que son projet de budget pour 1976 les couvrirait ; il concluait curieusement que « les perspectives budgétaires pour 1977 n'étaient pas déterminées, il lui était impossible de s'engager sur ce document ». On croit rêver !

On s'interroge alors. S'agit-il d'une opération politique ? Mon expérience de secrétaire adjoint de l'Association des maires de grandes villes m'a même à penser qu'il n'en est rien. Les mêmes mésaventures ont frappé bien des collègues de la majorité. Pesant sur l'administrative aussi courtoise que naïve ? Assurément. Instabilité des directions et cabinets ministériels ? Sans aucun doute. Peut-être même les crédits prévus pour Clermont et d'autres villes ont-ils été « troués » de l'Opéra ! Mais il y a pire. Le secrétariat aux affaires culturelles, entre autres, ne dispose que d'un budget dérisoire. Sauf à bluffer, il est condamné à la paralysie : d'un côté, chartes, contrats en tous genres, qu'on propose aux collectivités ; à charge pour celles-ci de s'engager pour l'avenir contre quelques modestes subventions permettant les premières dépenses. Malheureusement, la modicité des crédits ne permet de signer ou d'honorer que quelques contrats ; pour le reste, on amuse la galerie jusqu'à l'élimination du ministre et du mode de contrat qu'il avait lancé. Au suivant de jouer son numéro de prestidigitateur. Quant aux collectivités, elles font les frais de l'inflation qui, entre-temps, a rongé les crédits qu'elles avaient prévus.

Peut-être faudrait-il tout simplement, comme me le disait un collègue de la majorité, que les ministères sachent tenir leurs comptes et leurs engagements. C'est ce que nous faisons dans nos ministères. Trop de démagogie verbale, distillée par nos exécutives, crée d'insurmontables méfiances.

Et surtout, qu'on accorde aux collectivités locales une véritable autonomie par une meilleure répartition des responsabilités et des moyens. Mais ceci est une autre histoire. Ce serait du moins, le début d'une autre histoire pour une France décentralisée !

(*) Sénateur, maire (P.S.) de Clermont-Ferrand.

L'inauguration des Prémontrés

UNE ABBAYE POUR LA DANSE

LES 1^{er}, 2 et 3 octobre : trois jours d'inauguration et de fête ont mis le point final à la rénovation de l'abbaye des Prémontrés à Pont-a-Mousson. Les seize années de démarches, de travail, de soutien financier de l'Etat, des monuments historiques, de la ville, du département, puis des régions, ont permis de sauver ce remarquable ensemble de l'architecture lorraine du dix-huitième siècle.

Cadée par la municipalité à une association régie par la loi de 1901 qui regroupe deux cent cinquante orchestres professionnels, l'abbaye des Prémontrés est devenue une des structures d'accueil les plus importantes de France. Vaste lieu de formation continue, lieu de rencontres et de colloques et, par la volonté

obstinée de son directeur, Jean Moritz, un foyer de création artistique. D'où la transformation de la grande chapelle en une salle de spectacles dotée d'une infrastructure sophistiquée à l'extrême de Flocco Campanone.

Un hasard a voulu que cette vocation culturelle soit placée sous le signe de la danse : voilà trois ans, Rosella Hightower, alors chargée de réorganiser le ballet de Nancy a découvert l'endroit. Elle a été séduite. Depuis, les Prémontrés apportent un prolongement au concours des jeunes chorégraphes de Bagnolet en proposant aux lauréats un stage de quinze jours à Pâques. Rien de plus réjouissant que de voir à cette occasion les couleurs et les vastes salles du vénérable édifice salués par la danse.

L'inauguration des Prémontrés coïncidait avec la première visite en province du nouveau secrétaire d'Etat à la culture, M. Moreau, président du centre, n'a pas manqué de rappeler dans son discours d'ouverture les récentes déclarations de Mme Françoise Giroud, à propos de la réorganisation de la danse. Il a souligné vivement que soient associées à cette action les Prémontrés, « objet de l'affection de toute la région », et en passe de devenir, selon l'expression du député de Meurthe-et-Moselle, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, « le phare de la vie culturelle lorraine ».

Les chorégraphes de trois jeunes compagnies, Jane Honor (Paris), Suzan Linke (Essen), George Caciopanu (ballet de Nancy), ont été créés spécialement pour cette inauguration. Mme Françoise Giroud n'a pas eu l'occasion de les voir. Elle a visité les lieux au pas de chasseur, saluée par les sirènes des péniches regroupées sur le plan d'eau, et s'est retirée pendant le souper aux chandelles avec un dossier où elle a pu prendre connaissance des projets élaborés aux Prémontrés. Ils portent sur le développement de plusieurs actions ponctuelles et notamment sur l'accueil, pendant les grandes vacances, d'une école d'été de Madras.

MARCELLE MICHEL.

GALERIE RAYMOND DUNCAN

31, rue de Seine - PARIS (8^e) - DAN. 59-35

J. BARDEAU

Peintures et sculptures - Jusqu'au 15 octobre

GOUACHES

12-30 octobre

BORÈS

31, rue de Miromesnil - Tél. 265-16-08

GALERIE SAPIRO

GALERIE DROUANT

52, faubourg Saint-Honoré (8^e) - 265-79-45

BAJÉN

du 5 au 23 octobre

GALERIE PAUL FETTERIDES

53, rue La Boétie - 75008 PARIS - 225-36-51

E. BELLINI

Du 6 au 25 octobre

GALERIE PRINCIPES

12, r. de la Ferronnerie, Paris (1^{er})

LEWIGUE

Du 30 sept. au 25 oct. - 12 à 19 h.

AVARO

DU 30 SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE 1976

ARTCURIAIL

LE SOLCEL DANS LA TÊTE

10, rue de Valenciennes (9^e)

IGOR DELMAS

6 au 23 octobre 1976

JENNETT LAM

JOAQUIN FERRER

LOUIS PONS

FABIAN SANCHEZ

LE POINT CARDINAL

vernissage le mercredi 6 octobre

avami

peintures récentes

exposition jusqu'au 12 novembre

GALERIE MAEGHT

13, rue de Valenciennes - 75002 Paris

VIII^e Biennale internationale des Antiquaires

Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h, et le dimanche de 10 h à 20 h

Métro : Champs-Élysées-Clémenceau

Au Grand Palais à Paris

du 23 septembre au 10 octobre 1976

150

Jeudi 12.50

LA SCHAUBÜHNE AU FESTIVAL D'AUTOMNE

Peter Stein, Klaus Grüber, grands timoniers

TREIZE personnes venues de la Maison de la culture de Nanterre, se disputent, se séparent, dans leur automne nonchalant, les gestes, les comportements, les symboles d'un mal dont l'intelligence russe du début du siècle n'a pas su voir le remède.

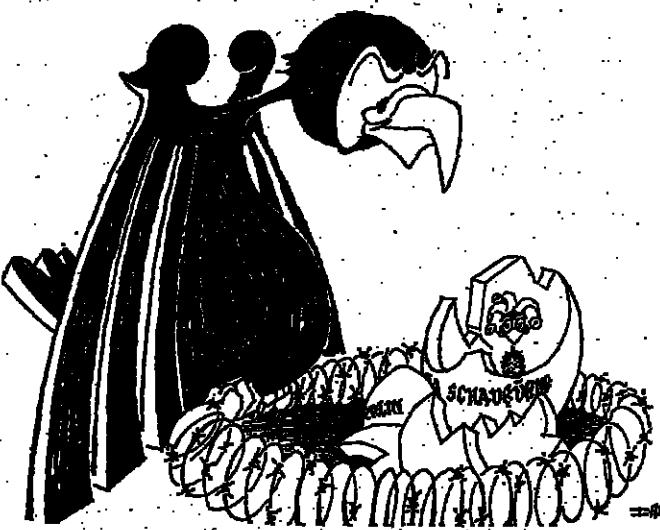
Sur un quai de gare, des personnages intemporels pris dans un mur de lumière laissent agir la parole, le chant grave d'un poème désenchanté où le choix de la solitude précède celui de la mort.

La Schaubühne de Berlin, invitée par le Festival d'automne à la Maison de la culture de Nanterre, présente les *Estivants* de Peter Stein, et *Empédocle*, titre d'Eric Rohmer, en collaboration avec des acteurs de cette troupe, la densité d'un jeu qui est plutôt une manière d'être. Si on a vu le *Faust* Salpêtrier de Klaus Grüber, on connaît les deux spectacles de Peter Stein. *Torquato*, l'asso, alors passé inaperçu, et le *Prince de Hombourg*, venu pour deux soirs à l'Odéon, une révélation.

Berlin, mémoire vivante

La Schaubühne est installée à Berlin dans une salle trop petite, inconfortable, et se déplace rarement. « Le but réel d'un travail de théâtre », dit Peter Stein, « est de Paris pour préparer la Tétralogie, dont il assure la mise en scène avec Grüber à l'Opéra. Une manière d'échapper un temps à la catastrophe berlinoise : « Là-bas, après sept ans, on se sent en prison. J'ai soigné des tentations touristiques, dit Stein. Mais je ne veux pas quitter la ville. Notre situation est tout à fait privilégiée. Nous sommes un théâtre privé, subventionné à 65 % par le Sénat. »

Il existe en Allemagne fédérale des théâtres municipaux très riches, mais dont le cahier des charges et l'organisation sont très contraignants, ou des troupes in-



(Dessin de CHENEZ.)

dépendantes qui reçoivent très peu d'argent. A Berlin, la culture est favorisée. Aucun élément de prestige, aucun attrait, ne peut être négligé pour attirer la population dans cette ville-vitrine du capitalisme, isolée au milieu d'un pays socialiste.

Nous, traditions, dit Stein, à un point névralgique de l'Allemagne. Tout y est plus clair qu'ailleurs. Ailleurs, les tensions peuvent être cachées sous une sorte de planification social-démocratique. A Berlin, elles sont visibles, concrétisées jusqu'à deux systèmes de société prend la forme d'un monument sur lequel on ne peut pas fermer les yeux. L'environnement ne se laisse pas oublier, non plus que les champs de tension économiques et politiques qui nous enlacent. Berlin est une mémoire vivante.

Les programmes de la Schaubühne prospectent méthodiquement le patrimoine théâtral dans toutes ses implications. L'analyse des classiques conduit à la critique de l'héritage culturel des classes dirigeantes. Le retour à la tragédie grecque, à la naissance du geste et de la parole dramatiques conduit à déterminer la place et la fonction des rites et de leur théâtralisation, à souligner les failles d'une civilisation scientifique à l'excès.

Le choix des *Estivants* s'inscrit dans une étude du jeu naturaliste qui conduit à la radiographie d'une société malade : « Les symboles dérivés ne s'appliquent pas exactement à nous, dit Peter Stein, mais l'épique qui ronge la petite-bourgeoisie se développe, s'étend dans

le secteur tertiaire et même chez les ouvriers. Je parle de ce qui se passe en Allemagne de l'Ouest, dans le monde occidental industrialisé. Il s'agit pour nous de définir ce qui nous éloigne et ce qui nous rapproche des Estivants, de ces déracinés, de ce groupe d'intellectuels coupés de leurs origines paysannes et qui reviennent vivants à la campagne pour une sorte de retour illusoire à l'innocence.

Contrastement à ce qu'on dit habituellement, Grüber était très attaché à ces gens, même s'il était plein de fureur, même s'il vitupérait contre eux, s'il les combattait. Quand on sait, par exemple, que les petits poèmes « kitsch » de la pièce ne sont pas des parodies, mais des essais de Grüber lui-même, qui se savait très mauvais poète et le regrettaient tant, on comprend mieux ses relations avec ses créatures. Elles perdent le schématisme et généralement on les enlève. Grüber exprime son estime pour la force et les possibilités de l'intellectuel : dans cette mesure il est un réaliste.

Les acteurs ont rejoint les personnages à travers leurs motivations complexes, leurs espoirs utopiques, leurs faiblesses infantiles, les tensions de leur affectivité, en creusant ce champ nébuleux, incertain, mais essentiel. Nous avons étudié les écrits et la vie de Grüber, les écrits de Stanislas, qui sont anciens, éloignés de nous, qui nous sont des énigmes, pour entrer dans le théâtre de l'époque, pour déterminer ce qui nous en reste, et pour tenter de trouver une manière de se comporter sur scène appropriée

aux acteurs et au moment présent.

Dans la pratique, l'interprétation s'attache avant tout aux motivations des paroles et des gestes, aux moments qui les précèdent. Le battlement de paupiers qui annonce une décision est plus important que l'accomplissement ou le rejet de cette décision. Le travail qui a été fait sur les Estivants représente l'achèvement d'une recherche qui s'est poursuivie pendant sept ans. Actuellement, nous préparons un montage sur Shakespeare, selon des modalités tout à fait différentes. Mais ce travail n'aurait pas été possible sans cette équipe particulière de comédiens réunis dans une ligne commune.

Il n'y a pas d'allemand plus beau

Sans cette équipe particulière, le travail de Klaus Grüber sur *Empédocle* aurait été totalement impossible. « Apparemment, dit-il, la pièce — qui d'ailleurs n'est pas une pièce, mais un poème — est une hyperconcentration, quelque chose de très hermétique, froid, et fermé comme une porte de marbre. Le plus dur a été de convaincre les comédiens de la nécessité de la monter, de leur prouver que ce n'était pas une œuvre élitiste. Il n'y a pas un allemand plus beau que celui de Grüber. C'est un chant naturel, même si, au premier moment, on ne peut parler les mots ni en tirer une image théâtrale. Mais je sentais que cet hermétisme même était une ouverture. Grüber est l'expression d'un déshébergement.

Les retombées de la Révolution française ont marqué notre pays, c'est une longue histoire, mais très importante, entièrement falsifiée par les livres. Ce pays n'a pas de mémoire juste. Poète et révolutionnaire maudit, rejeté par le monde politique et littéraire, Grüber enfoncé dans sa solitude a été poussé jusqu'à la folie. *Empédocle*, c'est ça : l'homme politique et intellectuel (physicien), il s'est retiré de la vie, s'est jeté dans un volcan. C'est une image utopique et politiquement juste. *Empédocle* comprend que, « grand timonier » d'une révolution, il risque d'en devenir le fétiche. Il choisit de s'abîmer lui-même, pour redonner au peuple la possibilité de continuer le processus révolutionnaire. L'*Empédocle* de Grüber, c'est un homme au milieu du peuple. Celui dont je parle est né d'Grüber, l'homme d'action poétique et révo-

lutionnaire. Une action radicalement subversive et si violente qu'elle ne peut être récupérée. Le nom d'*Empédocle* reste au Panthéon des grands hommes classiques ; son œuvre est ignorée. Son langage, ce langage révolutionnaire, n'est pas explicatif. Le parler représente une conquête. Derrière cette porte de marbre froide et fermée, on trouve une fenêtre après l'autre. On lit derrière les phrases énigmatiques aux ruptures étranges, on cherche l'humus de cette poésie, tout ce qui l'a nourri, et on trouve un terrain d'une telle simplicité politique, historique, humaine, que la phrase devient naturelle. Naturelle et folle comme certaines chansons de pêcheurs sicili-

ens. Et si c'était le langage du peuple ?

C'est ce naturel et non l'étrangeté que l'on doit arriver à traduire sur scène pour transmettre aux spectateurs à travers ce chant insolite l'humus qui l'a nourri.

« Pour moi, dit Peter Stein, la preuve la plus importante du succès de la Schaubühne n'est pas que la troupe soit invitée dans les festivals, c'est que *Empédocle* ait été représenté cinquante-cinq fois de suite à Berlin, devant des salles pleines. »

COLETTE GODARD.

* Les Estivants, les 10, 11, 15 et 16 à 20 h. 30, Empédocle, les 12, 14 et 17, à 20 h. 30, Maison de la culture de Nanterre.

EN BEAUJOLAIS

Des gueux au château

DANS le pays beaujolais, il y a des châteaux forts. On les achète pour quelques bouchées de pain, il reste ensuite à les restaurer. Un architecte lyonnais, Jérôme Durant-Vital, propriétaire d'un donjon médiéval flanqué de bâtiments où se retrouvent toute l'histoire, ou presque, de l'urbanisme français — y compris des fragments de style Viollet-le-Duc, — s'est attaqué à cette tâche dantesque et a invité Ligeon-Ligeonnet, directeur d'une jeune troupe, le Théâtre des Gueux, à venir voir.

Ligeon-Ligeonnet, qui est un baroque et qui travaille habituellement dans une petite salle, a été pris de vertige devant la pierre des murailles, les cheminées monumentales, les boiseries, les plafonds, les galeries, les escaliers raides comme des échelles, les trappes, devant la réalité brute des matériaux et il a décidé de monter *Macbeth*, avec une distribution entièrement féminine : « A cause de la violence, dit-il. Quand des hommes se battent, déjà c'est effrayant. Quand ce sont des femmes, c'est inhabituel et encore plus choquant. »

Il a réuni treize comédiennes, pas d'acteurs, et déjà c'est miraculeux, car il n'a absolument pas d'argent. Elles ont fait leurs costumes dans des tombes de tissus et de fourrures, qui composent des patchworks barbares. Elles s'occupent de la règle, des lumières, interprètent, pour la plupart, plusieurs personnages, avec

une violence criarde qui finit par détruire la violence, mais peu importe. Le public est entraîné dans une sorte de cérémonial à la fois grave et bon enfant, proche, peut-être, des représentations données ici même aux seigneurs de la guerre par des comédiens pauvres.

D'une pièce à l'autre, d'une grange à une salle de réception en passant par un jardin, par un couloir aux murs en papier peint, Ligeon-Ligeonnet, un magnéto portatif au bras, mène le public en pressant le mouvement, l'intègre au spectacle, le fait participer au banquet, un vrai banquet servi dans des assiettes de bois, et, dehors, dans la nuit, bougent les feuillages.

Des images ténues surgissent : têtes découpées en médallions sur des rideaux noirs au-dessus des spectateurs, masques livides glissant derrière les fenêtres, lady Macbeth peignant d'un geste machinal sa tête rasée, le couple criminel recroquevillé dans un curieux double siège blanc, les voix et les pas qui vibrent dans des chambres intimes... Le *Macbeth* de Ligeon-Ligeonnet explose par à-coups dans l'insolente pauvreté des ruines nobles, et, mêlant la naïveté et le grandiose, il atteint la force carnassière et triviale du théâtre shakespearien. — C. G.

* Renseignements : FNAC - Lyon.

Sotheby Parke Bernet

a le plaisir d'annoncer la visite de ses spécialistes de Londres

Julien Stock
DESSINS ANCIENS
Timothy Llewellyn
TABLEAUX ANCIENS

Paul Thomson
TABLEAUX EUROPEENS ET ANGLAIS
DES XVIII^e ET XIX^e SIECLES

Marc Rosen et Libby Howie
GRAVURES DE MAÎTRES
ANCIENS ET MODERNES
A Paris les 11 et 12 octobre

Les collectionneurs qui souhaitent prendre contact avec eux sont priés de contacter : Sotheby Parke Bernet (France) 3, rue de Miromesnil 75008 Paris - Tél. : 265.32.20 - 266.40.60

A. LEBOURG

Les possesseurs de tableaux pouvant figurer dans cette manifestation de très haute qualité sont priés de bien vouloir s'adresser à la GALLERIE ART-BOIS, 11, quai Voltaire, Paris (7^e). Tél. : 311-28-79.

CATALOGUE ILLUSTRÉ

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne, PARIS (7^e)
Rodin et les écrivains
de son temps
Sculptures, dessins, lettres
et livres du fonds Rodin
Jusqu'au 18 octobre

SALON D'HIVER

Du 2 au 31 octobre 1976
VERNISSAGE
Mercredi 6 octobre à 11 h. au
MUSÉE POSTAL
34, boulevard de Vaugirard (15^e)
de 10 h. à 17 h. (sauf jeudi).

GALERIE DES EDITIONS DE L'HERMITAGE

COUDRAIN
gravures récentes
33, r. H.-Barbouse (9^e) - 033-71-44
T.J.J. (et dimanche) de 10 à 19 h.
Jusqu'au 15 novembre

sculptures

7-23 octobre 1976
ANDOLFATTO
KRIEGLER
34, av. Maignon - Tél. : 859-17-88

THEATRE D'ORSAY

GIE RENAUD-BARRAULT

Madeleine Renaud
Claude Dauphin
Michael Lonsdale
L'AMANTE
ANGLAISE

Marguerite Duras
mise en scène
Claude Régy

PETITORSAY

à partir de vendredi 8
Chryssothémis
Yannis Ritsos
avec Catherine Sellers
mise en scène
Pierre Tabard

en alternance
à partir de mardi 12
Portrait de Dora
Hélène Cixous
mise en scène
Simone Benmussa

7, quai Anatole France - 848.38.53

à partir du 8 octobre

MÈRE COURAGE

Bertolt Brecht
mise en scène
José Valverde.

8 et 9 octobre
après la représentation
récitale exceptionnelle
GISELA MAY
chante Brecht.

THEATRE GERARD PHILIPPE
DE SAINT-DENIS
59, Bd Jules Guesde - 243.00.53
10, rue de la Chapelle - 46.74.00

Théâtre de la Commune
centre dramatique national
93 Aubervilliers

Jusqu'au 9 octobre
Les Tréteaux de France
présentent
LORENZACCIO
d'A. de MUSSET
M.B. de P. VIELBESCAZE
Réservation : 833.16.16
et Agences

THÉATRE MONTPARNASSE

31, rue de la Gaîté - 326-66-00 - 633-41-77
du 5 au 22 octobre
relâche Dimanche et Lundi

MERCEDES SOSA
Chants de la terre et du peuple argentin

Jacques Massol
SIMIAN
7 au 30 octobre 1976
13, rue La Boétie

NANE STERN
25, avenue de Tourville (7^e)
Du 5 octobre au 5 novembre
TAILLES DIRECTES et
TRACÉS SANS REPENTIR de
RUGGERO PAZZI

Galerie VERCAMER
3 bis, r. des Beaux-Arts - 633-18-40
HESELBARTH
PEINTURES ET DESSINS
du 7 au 23 octobre

JEANNE BUCHER
53, rue de la Harpe - Paris 5
AMADO

GALLERIE VENDOME
12, rue de la Paix - 261-12-91
LE GUEN
œuvres récentes
Du 5 au 30 octobre 1976

GALLERIE CAMILLE BENAULT
233, Bd Haussmann (8^e) - 225-90-25
PAHR-IVERSEN
Jusqu'au 23 octobre

LA HUNE
14, rue de l'Abbaye (9^e)
328-50-34
DORNY
A partir du 7 octobre

30 Septembre
30 Octobre 1976
ARNALDO POMODORO
Sculptures, Reliefs, Objets

AIRCURIAL

L'AMOUR BLESSÉ

de Jean-Pierre Lefebvre

Au Québec, où « vivre en ce pays c'est comme vivre aux Etats-Unis, une femme et les médias, radio, téléphone, écoute à travers les cloisons : le viol collectif d'une solitude. L'angoisse non démobilisatrice d'un « under-dog » (sous-chien) nord-américain.

de René Vautier
Licenciés, vendeurs, rucheux puis licenciés de nouveau, des ouvriers de Trignac, près de Saint-Nazaire, se battent en grève, occupent leur usine, multiplient manifestations et démarches. Ensemble, René Vautier et les ouvriers ont réalisé le film de cette lutte : vibrant, et, en fait, c'est un repérage didactique. (Lire page 23 notre entretien avec les responsables de l'U.P.C.B.)

de Jean-Jacques Annaud
Ce premier film de Jean-Jacques Annaud (d'après un scénario de Georges Conchon) est une douzaine de sarcasme, d'ironie, d'humour, de bellicisme, du racisme, du colonialisme et ce qu'on n'appellait pas encore le fascisme. On rit beaucoup, même si l'on regrette certaines facilités de mise en scène et de dialogue.

(All the President's Men)
d'Alan J. Pakula
Deux journalistes du Washington Post cherchent à mettre au jour les tenants et les aboutissants politiques d'un fait divers. Plus qu'un « dossier » sur les rapports des pouvoirs et de l'information, une reconstitution minutieuse des conditions de travail dans un grand quotidien américain. Et l'occasion de performances d'acteurs pour Dustin Hoffman et Robert Redford.

Inspiré d'un fait divers qui causa une vive émotion au Japon, en 1936, ce film est une sorte de corrida de l'amour-passion — l'amour sexuel — entre une servante d'auberge et son patron. Les images d'un cérémonial érotique et funèbre mises en scène avec une impressionnante rigueur géométrique.

Entre eux ça ne va pas... Et tous les deux comprennent bien ce qui, justement, ne va plus. Alors ils cherchent, ils restent ensemble, ils se parlent, ils se posent des questions

avec l'acuité qu'ont les amants de Martouze derrière leur langage. L'auteur de Brigitte et Brigitte transforme en création ce que prosaïquement on nomme la vie. Il choisit des moments, décrit des faits; il regarde avec humour. Quand le cinéma est ouvertement autobiographique...

— ET AUSSI : *Duelle*, de Jacques Rivette (les images d'un rêve). *Ici et ailleurs*, de Jean-Luc Godard (une remise en question radicale de l'information). *Une vie difficile* et *La Carrière d'une femme de chambre*, de Dino Risì (comédies de mœurs à l'italienne).

FESTIVAL D'AUTOMNE :
ANTON
à Vincennes...

Traverser les douves vertes du fort de Vincennes, tomber dans le vertige noir du silence, face à un Dieu jeune, qui joue avec des créatures faites à son image, entrer avec elles dans la mesure du microcosme, écouter, regarder...

— et LES ESTIVANTS
à Nanterre par la Schaubühne
— Lire notre article page 21.

L'AMANTE ANGLAISE
au Théâtre d'Orsay
— Lire notre article page 19.

Dans un blanc immatériel, la Certsae au grand large peut chanter tout ce qu'elle veut. Giorgio Strehler et Damiani (son décorateur) tissent des liens profonds entre la lumière et les personnages. Ils débloquent l'espace théâtral, lui donnent pureté, fraîcheur. (Jusqu'au 12.)

— ET AUSSI : Pour cent briques au La Bruyère (*Un après-midi de chien à la manière de Diderot-Kaminka*). Les Amoureux au Sorano de Vincennes (Patrick Chesnais, Brigitte Rouan, Jacques Canseller, Ariette Vardes, Caroline Enppert et, plus loin, Goldoni) ; Lucienne et le Boucher au Saint-Germain (trente ans après, Marcel Aymé milite pour les femmes).

PIRANESE ET LES FRANÇAIS 1740-1790

à l'hôtel de Sully

Auteur de douze dessins et quinze gravures de Piranesi, des œuvres d'une cinquantaine de peintres et d'architectes français, parmi lesquels Hubert Robert, Clerisseau, Challe, Le Geay, Boullée et Ledoux. Pour évoquer un demi-siècle de dessin architectural où l'on retrouve ruines, décors de fêtes, palais gigantesques, fantastiques et visionnaires. L'exposition, organisée par l'Académie de France à Rome, a été présentée à la Villa Médicis au printemps, à Dijon cet été.

A MAGASIN 1070-1081

sur le majestueux Bon Marché
à l'occasion de la biennale de l'art contemporain, la Paris
thumoustrée par les défaits de l'ère
industrielle. L'époque du fer, des gares
des expositions universelles, des grands
magasins, des abattoirs, et des premiers
grands immeubles édifiés par une
nouvelle génération d'architectes, celle
de Sauvage et Ferret.

- ET AUSSI : L'Amérique vus par
l'Europe et Rametz, au Grand Palais ;
Action, terre, Amérique, à la Grande
Galerie nationale ; les peintures
du Louvre, Pompidou, au musée d'
art moderne de la Ville de Paris ; Carls-
volants, images pour le ciel, 11 rue
Beyrout, Empressment... Les Latitudes,
à la Grande Galerie nationale ; les
Matakovitch, l'emploi de la peinture, et
Brunon, à Grenoble. De profits à César
(Marseille), du système au premier
siècle), à Marseille. La restauration
des peintures de Saint-Sauveur, à Pol-

IVAN LE TERRIBLE à l'Opéra

La musique écrite par Prokofiev pour Ivan le Terrible, le célèbre film d'Eisenstein, avait été agencée en oratorio après sa mort. Elle sert aujourd'hui de support à un vaste ballet de Iouri Grigorovitch, créé au Bolchoï l'an passé, où utilise aussi d'autres

pages de Prokofiev : l'Ouverture russe, trois mouvements de la 3^e Symphonie et même un fragment d'Alexandre Newsky... Ce cocktail d'œuvres appartenant à diverses époques servira-t-il convaincant ? Il y avait dans le film des pages fascinantes, d'un lyrisme surréaliste (Opéra de Paris, les 13, 14, 15. 16. 18 octobre, etc.).

Le très beau Turandot, monté par Jean-Pierre Ponnelle à Strasbourg, vient d'ouvrir la saison de l'Opéra de Lyon avec Nancystunt sous la direction d'Alain Lombard (du 12 octobre au 7 novembre), marquant ainsi le début de la collaboration artistique entre les deux théâtres. Lyon présente d'ailleurs une programmation riche, qui comprend ensuite Lulu, Don Rodrigo (Orchestra di Giunastara), les Noces de Figaro, l'Élixir d'amour, Parsifal, le Couronnement de Poppée, ainsi que trois spectacles du Ballet de Lyon.

— ET AUSSI : Opéra-théâtre National d'Élysées, dir. M. Chénier (Opéra National de France, dir. M. Chénier) : le groupe japonais Gendeko-Sa Drummers (Espace Cardin, du 7 au 10) ; Wagner, par l'Orchestre des Pays de la Loire, dir. P. Dervaux, avec R. Crespin et K. W. Boehm (Nantes, le 7 ; Angers, le 9) ; Théâtre des Champs-Élysées, le 11) ; Concert Honneger, Louvier, Méfano, pour la remise du 12 novembre (maison de la Musique, le 8) ; Ballets du Théâtre de Syrie (musée Galliera, du 12 au 16) ; la Damnation de Faust, mise en scène L. Erlo (Genève, du 12 au 23) ; L. Perlman et P. Zukerman (Champs-Élysées, le 12).

JOHNNY HALLYDAY

Trois étonnantes heures au Palais des Sports dans un show très élaboré où les chansons et le « je » mêlés défilent comme dans une chanson de geste.

Une grani: rentrée au cours de laquelle Béart chante une douzaine de chansons nouvelles et d'autres, anciennes, qui se sont déjà « jolliorisées », qui sont entrées dans le patrimoine.

BAR ALEXANDRE
Ambiance Piano de 18 à 2 h. mat.
FROID BUFFET CHAUD
et la gamme des
COCKTAILS de son **BARMAN**
13, av. George-V (8^e) - 729-13-88

DOUCET-EST
— PARKING GARE DE L'EST —
Rue de Charonne. BRASSERIE
1^{er} étage RESTAURANT
Tous les jours de 11 à 34 heures
Sa CHOUCROUTE FERMIERE
avec JARRET
8, r. du 8-Mai (anc. r. Strasbourg)
204.40.62.

CADRE ANCIEN DE REPUTATION MONDIALE

Lapérouse

DEJEUNERS service compris DINERS

60 F **GRANDE CARTE** 90 F

51, quai des Grands-Augustins (6^e)

Réserve. 328-88-04 - F. dim.

**Le restaurant
le plus haut de Paris.**

Déjeuner, dîner, souper
avec Paris à vos pieds
au Ciel de Paris,
le restaurant du 56^e étage
de la tour Montparnasse.
Ouvrez jusqu'à 2 h du matin.
Parking sous le toit.

Réceptions jusqu'à 250
personnes sur l'étage

538.52.35

Le Ciel de Paris

Aux Champs-Élysées

COTE de BŒUF

GÉANTE 23.30

LE GUME
Bière ou Café
Service compris

60, rue F.-Charron (8^e) WESTERN STEAK
dans un cadre agréable

**BON
BEAU
BOFINGER**

DEJEUNERS . DINERS
SOUPEs jusqu'à 2h
ses spécialités
Banc d'Ouîtres
(PÊCHE EN BASSIN)

5, RUE DE LA BASTILLE (4^e)
ARC: 87-82, Parking facile au place
OUVERT DIMANCHE

VOIRE TABLE CE SOIR

ASSIETTE AU BEUF-POCARDARD
9, bd des Italiens, 2^e. T.l.j.s. •

LES BATELLES DU PONT-NEUF
14-16, r. du Pont-Neuf. T.l.j.s. •

BOFINGER
3, rue de la Bastille, 4^e. 272-87-82

LA GRILLERIE
533-06-32 •
5, rue du Petit-Pont, 5^e. T.l.j.s.

ASSIETTE AU BEUF
T.l.j.s. •
Face église St-Germain-des-Près, 6^e

LAPEROUSE
328-66-04
81, quai des-Augustins, 6^e. T.l.j.s.

ASSIETTE AU BEUF
T.l.j.s. •
122, Champs-Élysées, 8^e.

FLORA DANICA
ELY. 20-41
142, Champs-Élysées, 8^e. T.l.j.s.

LE WESTERN STRAK
60, rue Pierre-Charon, 8^e.

FLO
FBO. 15-59
63, r. St-Faint-Denis, 10^e. F.t.j.s.

LE BOCK LOBBAIN
208-17-28
61, bd Magenta, 10^e. 333-33-44

L'ŒUVRE D'ARTISTE
344-32-19
4, pl. de la Bastille, 12^e. 344-32-32

LES VIEUX MEYERS
888-90-13
13, bd Auguste-Bianqui, 13^e. F./m.j.

LA PATERNE ALSACIENNE
166, r. de Vaugrand, 19^e. 828-80-60

JEAN-PIERRE
ETO. 01-41
6, Place Favier, 19^e.

BAUMANN
ETO. 16-66 • 734-01-13
64, av. Terraz, 17^e. F./Dim.-lun. midi

MICHEL OLIVIER propose une formule Beuf pour 22 F a.p.m. le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.

Jusqu'à 2 h. - De la grillade 8 F à ses 20 grillades de 16 à 34 F. Son pub, ses salles de rest., dont une avec piste de danse pr' banquette.

Déjeuner, dîner, souper. La plus ancienne et la plus belle brasserie de Paris Park, facile sur la place. Banc d'œuvres. Ouvert dimanche.

Jusqu'à 2 h. 30, cadre médiéval, 64^e. Dîners aux chand. Sa formule à 21 F : Salade aux noix, pavé de charolais, pom. alimettées. As carte.

MICHEL OLIVIER propose une formule Beuf pour 22 F a.p.m. le midi et le soir jusqu'à 1 h. 30 du matin, avec ambiance musicale.

On sert jusqu'à 23 h. Cadre ancien de réputation mondiale. 64^e, 60 F et Dîners 50 F, services compris. Grande Carte. Salons particuliers.

MICHEL OLIVIER propose une formule Beuf pour 22 F a.p.m. le midi et le soir jusqu'à 1 h. 30 du matin.

De midi à minuit. Sur jardin fleuris et ombragé. Spécialités Danoises et Scandinaves. Bord-d'œuvres danois. Festival de saumon. Mignon de venaison. Omelette 12 F.

Aux Champs-Élysées, COTE DE BEUF géante 23,50 F, légumes, blanc ou café, service compris. Dans un cadre agréable.

La plus pittoresque brasserie de Paris. Ouverte jusqu'à 3 heures du matin. Ses spécialités, fois gras fraie, 18 F. Banc d'œuvres.

Spécialités Lorraines - MENU gastronomique à 23 F. Vin et services compris. Grillades au feu de bois. Salons de 15 à 100 couverts.

Jusqu'à 1 h. 15 du matin, dans un cadre élégant et confortable. A la carte : Grillades et plats ouïnés.

Ecrevisses flambées, Langoustes grillées, Fougistes mousserons, Canard caille, Pâtisseries maison, Sancerre Roland Salmon, Bourgogne Michel, Cordon Rouge, Chateaubriand, Soupes et casseroles à 22 F.

Dans sa nouvelle brasserie aux décors et costumes alsaciens, vous seront servis : la meilleure Choucroute de Paris et les Pondlandes de sa ferme. M^e Vaugrand. Ouvert tous les jours et toute l'année.

Soupe du Fêcher à 1 F. Pluet de Barbus à l'œuf 25 F. Ris de veau à la bordelaise 15 F. Salade aux herbes 15 F. SA FORMULE à 21 F.

Tous gamme incomparable de choucroutes. Son banc d'œuvres, ses spés. d'Alsace. On sert jusq. minuit. Nos choucroutes classiques à exporter.


LA
RENCONTRE
DEJEUNERS
DINERS-SOUPERS
AMBIANCE 1930
19, R. BUFFAULT - 75009 PARIS - 280.27.27

UNIQUE A PARIS - aux Champs-Élysées

LA MAISON QUÉBÉGOISE

SON STEAK HOUSE
Two (ex-Château)
TBONE - STEAK & L'OS
GRILLADES servis
sur plancha d'érable
sans oublier Le véritable Smoked meat et la bière LARATT

22, rue Quentin-Bauchant PARIS (8^e) - Tél. 750-30-14
Service Quinca 22 h. 45, 4^e étage d'été

22, BRASSERIE
(sous-sol)
RAGOUT de BOULETTES
Frites au LARD - TOUJOURS
et la bière LARATT

COPENHAGUE

Spécialités DANOISES et SCANDINAVES

142, Champs-Élysées, 1^{er} étage, F. DIM. Tél. : 742.20.41

AU CHARBON DE BOIS
LA GRILLADE DEVIENT GASTRONOMIE
16, rue du Dragon (6^e) — 10, rue Guichard (16^e)
LIT. 57-04 AIT. 37-49

La BELLE EPOQUE
SEUL DISTRIBUTEUR CAMPESINO EN
DINER SPECTACLE DANSANT 90¢
(COLLATION ET SERVICE EN VAS)

Setres animées par **CARLO NELL**
HENRI GENES
CORINNE MARCHAND
CHRISTIAN MERY
JACKIE ROLLIN SARDOU
ALBERT RAISNER

**BAL DU
MOULIN
ROUGE**

505 2074 12 02
ET AGENCES

LISEITE MALIDOR
FORÉMENT
20 H 30 DIVER-CHAMP - NEUVIE
163F par pers.
22 H 30 CHAMP - NEUVIE
105F par pers.
SERVICE COMPRIS

LIDO

20 à 20H00 DANCING
avec
1/2 champagne
Revenu 22 à 30 **165 F**

22 à 30 | Champagne
et 45 | Revenu **105 F**

358-41.61/72-23
et agencés

Service 60 F

TSAREVITCH
1, rue des Colonnades-Beaux. 734-72-93.
DINERS ET SOUPERS. SPECTACLE à partir de 20 h. 30
V. POLIAKOFF • DJAN TATLAN
KOSTIA KOTLAROW • KATIA D'ALBIEZE • CRISTINA
G. BORODO • J. MALVAUT et ses troupes avec
les véritables **cygnes**
P. SANDOR

Une Nouveauté...



LA BOULANGERIE

159, r. St-Henri (1^{er})

ERIC VINCENT
DANIELE BORANO
Auteur-Compositeur

CLAUDE AYRENS
Illusionniste

Le Quatuor Jazz Raphaël JAYS

258-51-57

DINERS-SPECTACLES		
BARCELONA 8, rue Vincent-Marie, 9. T.J.S.	224-47-68	Jusqu'à 2 h. du mat. Spéc. espagnoles : Paella Valencienne, Zarzuela, Cambas à la Plancha, Calamars à la Romana. Spectacle de chants et de danses espagnoles. Après minuit à 114-00-11, danses et guitares.
CUEZ VINCENT 4, rue Saint-Laurent, 10. F/ven.	NOR. 21-27	Attractions avec LOS MUCHACHOS et NINO de MUECA Dîners dansants aux chandelles. Spécialité espagnoles et françaises.

RESTAURANTS OUVERTS APRES MINUIT		
LA CLOSERIE DES LILAS 171, bd du Montparnasse, 326-70-50, 633-21-63. Au piano Yvan Mseyer.	LE LOUIS XIV 5, bd St-Denis 228-56-58 Huîtres - Fruits de Mer - Gibiers Fertile. Fermé lundi et mardi.	GUY 6, rue Mabillon. 633-97-61 Saint-Germain-des-Près SOUPES BREILLON VELJODA - GOURASCOS CAMAROS
TERMINUS NORD T.J.J. Boulevard 1923. Spéc. alsaciennes 24, rue de Dankeberg, 10.	JULIEN Tous les soirs Jusqu'à 1 h. 30 (et dim.) 18, rue de Fg-St-Jacques, 10. 77-12-06.	DESSIRIER T.J.J. - 754-74-14, 9, pl. Péreire (17e). Spécialités de l'Yonne Poissons - Spécialités - Grillades.

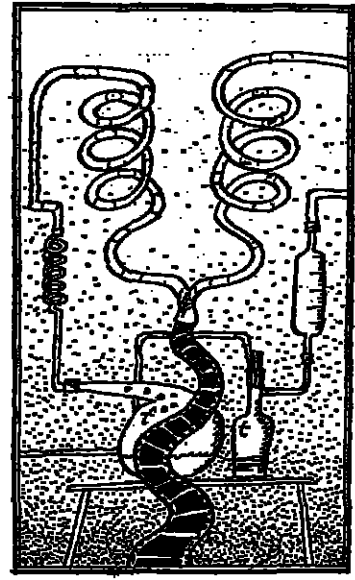
• Ambiance musicale ■ Orchestre P.M.R. : Prix moyen du repas

on sera fa
par ce fi
au charny
et amiti
qui sut
qui ent

1976-1977

A propos de
« Quand tu disais
Valéry »

L'UNITÉ DE PRODUCTION CINÉMA BRETAGNE : « DU COLONIALISME AU SOCIALISME »



QUAND tu disais, Valéry, de René Vautier et Nicole Le Garrec, est programmé depuis deux semaines au Studio Saint-Séverin, à Paris (il a été projeté aussi au Théâtre de la Comédie, à Aubervilliers, où s'est tenu un débat). Cette nouvelle expérience de long métrage a été conçue et réalisée au sein d'un groupe : l'Unité de Production Cinéma Bretagne.

Parallèlement aux vingt collectifs qui, la plus souvent en marge du système de production-distribution, développent un cinéma d'intervention sociale et politique, l'U.P.C.B. se distingue par plusieurs traits originaux. Par exemple, alors que la plupart des formations analogues sont des « enfants de mai 68 », l'esprit qui inspire ce groupe breton doit beaucoup aux luttes sociales et anti-coloniales auxquelles a été fortement participé depuis 1946 l'un de ses principaux animateurs : René Vautier. N'a-t-on pas écrit de son œuvre qu'elle illustre, par sa thématique, tout ce que le cinéma français aurait dû dire et faire depuis trente ans, et que, pour l'essentiel, il n'a pas dit de plus pas fait ? C'est ainsi que l'on doit à René Vautier les premiers films anticolonialistes : *Afrique 50, Une nation : l'Algérie, l'Algérie en flammes* (celui-ci tourné dans les maquis du Constantinois en 1957-1958 avec l'A.L.N. algérienne), et plusieurs des rares films militantes anticolonialistes à la « transmission » de 1968, consacrés aux combats de la classe ouvrière.

C'est en 1973 qu'il tourne son premier long métrage, *Avant vingt ans dans les Aurès* : dix ans après, c'était l'un des tout premiers films français à évoquer — enfin — le chachemmar du continent en Algérie. Une récente statistique du C.N.C. établit qu'il vient en tête de la fréquentation dans les ciné-clubs pour la période 1974-1975, bien avant des films apparemment plus commer-

ciaux : au total, il a été vu aujourd'hui par un million de spectateurs, dont la moitié dans le circuit dit « parallèle ».

La même année est fondée l'Unité de Production Cinéma Bretagne : « C'est sur le plateau de « Z », à Alger, dit René Vautier, que l'idée nous est venue, à Nicole et Félix Le Garrec et à moi, de créer ce collectif. Nous nous sommes dit qu'il était temps que nous rentrions en France, en Bretagne, pour y tourner des films sur notre propre réalité. Nous avons créé une S.A.R.L. avec un capital de 100 000 F (mais c'est pour la commodité juridique, car, en fait, nous fonctionnons sur le mode coopératif) ».

« Un haut-parleur »

Nicole Le Garrec ajoute : « René a apporté à l'U.P.C.B. ses connaissances techniques et son expérience professionnelle de cinéaste militant. Moi, j'ai apporté ma connaissance du milieu breton, avec lequel il avait été coupé du fait de sa longue absence du pays. Nous avons voulu d'emblée constituer un collectif de cinéma militant breton parce que nous nous sentons des liens particuliers avec les gens de notre terroir et qu'il nous faut parler d'abord de ce que l'on connaît, mais nous ne sommes pas fermés pour autant aux autres problèmes. Nous avons d'ailleurs intitulé notre catalogue : « Du colonialisme au socialisme » : on y trouve des films sur le tiers-monde (Ujamaa, sur la Tanzanie, le Glas, sur la Rhodésie, la Guerre de pacification en Amazonie), sur l'immigration étrangère en France (Les Trois Couleurs, les Aïeux, Ou Mohammed, ou Mahdi), sur les problèmes d'autres régions qui, comme la Bretagne, souffrent d'une exploitation particulière (Gardarem lo Iarnac, Terra

corra, etc.), sur des questions sociales (Épulsions, Impulsions, Liberté au féminin, Transmission d'expérience ouvrière, etc.). »

Certains de ces films (en majorité des courts métrages) ont été produits par l'U.P.C.B. d'autres ont été réalisés par des auteurs extérieurs et ont simplement été pris en diffusion. La structure de l'U.P.C.B., comme celle de presque tous les collectifs, est simple. Actuellement, six personnes en font partie, mais ce nombre peut varier demain. Les revenus de chacun avoisinent le SMIC : ils proviennent essentiellement des présentations-débats organisés avec les films du catalogue. René Vautier en assure jusqu'à quatre par semaine. Félix Le Garrec, lui, agence et diffuse des montages-déclapés sur des sujets tels que les problèmes de la pêche en Bretagne. Outre le cinéma et l'audio-visuel, l'U.P.C.B. pratique aussi la magnétophone : c'est ainsi que le parti P.L.N. lui a demandé d'installer trente-deux centres vidéo en Algérie.

Quelle est l'orientation politique du collectif ? « Moi, je ne suis pas membre d'un parti », déclare Nicole Le Garrec. Ce que je veux, c'est donner la parole aux gens, leur permettre de s'exprimer. « D'ailleurs, précise René Vautier, membre du parti communiste, que l'U.P.C.B. a pour objectif d'être le haut-parleur des masses organisées. » Des divergences peuvent surgir parfois : c'est ainsi que Nicole Le Garrec conteste l'utilité de certaines scènes dans le long métrage *Le Fils de Torgone*, une vaste « fresque ardo-bretonne » qu'elle a réalisée avec René Vautier, et qu'elle aurait aimé « laisser parler davantage les gens » dans *Quand tu disais, Valéry*. Mais ces nuances ne mettent pas en cause l'unité de l'U.P.C.B. : « Un vieux fossile comme moi, dit Vautier avec

NOUVEAUX CINÉMAS

humour, a besoin de quelqu'un comme Nicole, qui lui permet d'être en relation concrète avec les gens. À l'inverse, je pense aussi que Nicole a besoin de quelqu'un comme moi. C'est ça l'U.P.C.B. C'est le doute en images, mais à condition que le doute soit de gauche ! » « Disons que ce qui nous intéresse, c'est de dénoncer ce qui ne va pas, en mettant l'accent sur le vécu des gens », conclut Nicole Le Garrec.

Outre ces différents traits (origines anticolonialistes, insertion en Bretagne, éventail politique relativement ouvert, intérêt à tous les médias...), ce qui caractérise encore l'U.P.C.B., c'est le souci de pérenniser les structures commerciales de diffusion pour toucher le maximum de gens, et pas seulement une minorité de convaincus. C'est pourquoi ce collectif a, l'un des premiers, recouru aux attraits de la fiction et du cinéma-spectacle (1), sans négliger pour autant le reportage et le cinéma direct, qui garantissent sans doute dans une plus large mesure la restitution de l'authenticité du vécu, ainsi qu'en témoigne largement *Quand tu disais, Valéry*, qui a été réalisé

avec le concours quotidien des mille ouvriers de l'usine de caravanes Semm-Sotrimac, à Trignac, près de Saint-Nazaire (qui l'ont aussi financé en partie).

René Vautier voudrait prolonger l'action de l'U.P.C.B. dans deux directions : en Bretagne, mettre sur pied un atelier de réalisation breton audio-visuel (ARBAV, association 1901) qui dispenserait une formation technique à ceux qui, dans cette région, les médias intéressent (d'autre part, on sait qu'il appelle inlassablement de ses vœux une « déparisienisation » du cinéma français par la création de centres provinciaux), à Paris forcer l'accès de la télévision pour certains films occidentaux ou du tiers-monde, qui s'en trouvent de facto bannis parce qu'ils ne correspondent pas à l'échelle dominante des valeurs. Il fait remarquer que les deux ciné-clubs existants (celui du vendredi sur l'A2 et celui du dimanche sur l'E3) n'accueillent que des œuvres de type cinéphilique.

Du cinéma à la télévision... on peut rêver. Mais le passé a montré que les rêves de Vautier avaient tendance à se réaliser.

GUY HENNEBELLE
* L'U.P.C.B. a deux adresses : l'une à Plouzeau (Morbihan, Bretagne), l'autre au 35 rue Singer, 75016 Paris. Tél. 24-74-94.

Festival ou ghetto ? CENT VINGT-CINQ FILMS DE FEMMES A BROADWAY

EST-IL nécessaire, et même souhaitable, en 1976, d'organiser un festival exclusivement réservé à des films faits par des femmes, ou pour des femmes ? N'est-ce pas les enfermer dans un ghetto culturel institutionnel ? Accueillies avec un certain scepticisme par l'ensemble de la presse new-yorkaise, le deuxième Festival américain des films de femmes a néanmoins été un succès, si l'on en juge par le nombre des spectateurs qui ont assisté aux projections. Pendant deux semaines, près de cinq cents personnes sont venues chaque jour au Studio Cinema, à Broadway, pour voir une sélection de cent vingt-cinq films, dont beaucoup n'avaient jamais été montrés aux États-Unis.

L'initiative de cette manifestation revient à deux Américaines d'une trentaine d'années, Leah Laiman et Kristina Nordstrom, qui avaient déjà organisé, en 1972, le tout premier festival de ce genre. « À l'époque, il était nécessaire de montrer que les femmes, aussi, pouvaient faire des films, différentes. C'était une idée neuve. Nous pensions que cela suffirait à ouvrir un marché aux films de femmes, en attirant l'attention des distributeurs. Nous nous étions trompées. Il fallait aussi prouver aux producteurs et aux distributeurs qu'il y a un public pour ces films, quand ils sont intéressants. C'est la fonction de ce deuxième festival. »

Dans cette perspective, c'est moins le caractère féministe et

militant des films qui a été retenu comme critère de choix que la qualité de la mise en scène et de l'image. La porte n'était pas fermée aux hommes, puisque sept courts métrages, consacrés aux problèmes féminins, étaient l'œuvre de réalisateurs de sexe masculin, et l'auteur d'un des films les plus remarqués, the White Wall — une journée dans la vie d'une femme divorcée — est un metteur en scène suédois, Stig Björkman.

La France occupait une place importante dans la sélection, avec six films présentés pour la première fois aux États-Unis, et généralement bien accueillis par le public et par la presse : *Aloties*, de Liliane de Kermadec ; *Nathalie Granger*, de Marguerite Duras ; *Daguerotypes*, d'Agnès Varda ; *Lumière*, écrit, dirigé et joué par Jeanne Moreau, l'événement du Festival, dont elle fut elle-même la vedette ; *Femmes au soleil*, de Liliane Dreyfus, retenu par le New York Times comme le « meilleur film du Festival » ; et *Histoires du Triangle d'or*, de Catherine et Marianna Lamour, un documentaire inédit en France et aux États-Unis sur le trafic de la drogue en Asie du Sud-Est, qui, selon le New York Times, est « un ciné-ganglisme à tous ceux qui continuent de prétendre que l'aventure est réservée aux hommes et que aux seuls sont capables d'entreprendre et d'arriver au bout de voyages périlleux et physiquement très durs pour pénétrer les coins les plus reculés du monde ».

Dans l'Amérique des années 60

Les New-Yorkais ont pu voir aussi des films américains encore inconnus aux États-Unis. C'est le cas de *Riding Target*, un long métrage de Barbara Frank, dans le genre « thriller », sur l'assassinat de Robert Kennedy ; politique, show-business, idéalisme et meurtre dans l'Amérique des années 60. Terminé depuis plus de deux ans, il n'a pas encore trouvé de distributeur. Martha Collidge a présenté *Not a pretty picture*, un film courageux et dur sur le viol, le sien, qu'elle a subi quand elle avait seize ans. Et Suzan Sontag, son film sur Israël, *Promised Land*. Les Scandinaves ont apporté deux films satiriques et tendres sur la condition féminine : *Take it like a man*, Madam, produit et réalisé par trois Danoises, Mette Knudsen, Li Vilstrup et Elisabeth Rygaard, qui imaginent ce que serait la vie au foyer d'une femme de quarante ans si, tout à coup, les rôles hommes-femmes dans la vie sexuelle étaient renversés. Et Willes, de la Norvégienne Anja Bræn, un film spirituel dont les personnages — trois épouses ébriées et déjà débauchées, d'une trentaine d'années — oublient mari et enfants le temps d'une escapade qui fait plus d'une fois penser à celle des quatre « copains » d'Alain Cavalier dans le *Plaisir* de super.

Deux tendances se sont nettement dessinées, aussi bien parmi les spectateurs que parmi les réalisatrices de films présentés au

Festival. La première regroupait tous ceux qui souhaitent voir ou faire des films militants, réalisés par des femmes pour des femmes, dans une perspective politique et non commerciale, de manière à « se dégarer d'un système de production capitaliste et contrôlé par les hommes ». De l'autre côté, ceux ou celles qui estiment que les films réalisés par des femmes doivent être vus par tout le monde, et de ce fait trouver la place qui leur revient, en droit sinon en fait, dans le réseau de production et de distribution commerciale classique. Ce qui critique implicitement le principe d'une réunion cinématographique exclusivement réservée aux femmes. Le deuxième Festival américain des films de femmes ne pouvait satisfaire vraiment ni l'une ni l'autre de ces deux tendances. Les organisatrices en conviennent.

« Une telle manifestation était cependant nécessaire, disent-elles, parce qu'elle permet aux femmes cinéastes de se rencontrer, de se connaître, et de rompre leur isolement en voyant ce que font les autres. Et parce que, tant que les commissions de sélection des autres festivals seront monopolisées par les hommes, comme c'est actuellement le cas, les femmes ne pourront pas vraiment se sentir chez elles dans ces festivals. Autre manière d'être « dans un ghetto ».

LOUIS WINITZER.

BAITE MONTPARNASSE

ne manquez pas l'événement comique d'agents les de la saison ! **CHARLIE BROWN**

TU ES UN CHIC TYPE

© UES, Inc.

Voici que je ne suis comment en rendre les multiples agréments, comment se exprimer la gaieté, le chœur, le mouvement... Devrait faire courir Paris.

François CHALAS (France-Sol).

Snoopy insolite et irrésistible.

Mathieu GALEY (Le Quotidien).

Demi-tarif étudiants

MAISON POPULAIRE

9 bis, r. Dombasle, 93100 Montreuil (Tél. 287-08-08)

M. Mériaux de Montreuil

DE GAULLE

Une personnalité décisive dans l'histoire contemporaine de notre pays.

Deux anciens ministres du général F. G. (R.C.), Léo HAMON (gaulliste) en débat.

Samedi 9 octobre à 20 h. 30 après la projection du film « Général nous voilà ».

THEATRE DES BOUFFES PARISIENS

La Belle Hélène

Jacques Offenbach

3 RUE MONSIGNY 75002 Paris. 0738794

De bouche à oreille le monde dit... VOIR

NU A L'ÈRE NUE MAYOL

16h. 15 - 21h. 15

RÉSERVATION : 770-95-08

MARIGNAN (vo) - QUINTETTE (vo) - HAUTEFEUILLE (vo) - GAUMONT THÉÂTRE (vf) - MONTPARNASSE 83 (vf) - LA FAUVETTE (vf) - ATHENA (vf) - CLICHY PATHÉ (vf) - C 2 L Saint-Germain (vf) - ARTEL Rosny (vf) - FRANÇAIS Enghien (vf) - PARINOR Aulnoy (vf)

UN FILM DE BERNARDO BERTOLUCCI

1900

ROBERT DE NIRO GERARD DEPARDIEU DOMINIQUE SANDA

PARAMOUNT ÉLYSÉES vo - STUDIO ALPHA vo - PARAMOUNT OPÉRA vf - PARAMOUNT MAILLOT vf - PARAMOUNT GALAXIE vf - ARLEQUIN vf

on sera fasciné par ce film au charme aigu et ambigu, qui submerge, qui enfièvre.

JOSÉ BESCO

PARISCOP

Beau, érotique, profondément choquant, tiré du célèbre roman de YUKIO KISHIMOTO (nommé trois fois pour le PRIX NOBEL)

Sarah Miles / Kris Kristofferson

le Marin qui abandonna la Mer

étés

BON BEAU FINGER

BÉGOIS

GUE

BOIS

GASTRONOMIE

0

BOUCHON

BOUCHON

BOUCHON

150

150

Théâtres

Les salles subventionnées

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)
OPERA, salle Favart (073-35-20). Relâche jusqu'au 12. A partir du 13 à 19 h. 30 (de 14 à 20 h.).
COMEDIE-FRANÇAISE, au Palais des congrès (742-27-31) (D. soir.). 20 h. mat. dim. 14 h. et dim. 15 h.
CYRANO DE BERGERAC (jusqu'au 10).
ODON (325-70-23) (D. soir.). 20 h. 30. mat. dim. à 15 h. : La Carrière (jusqu'au 12).
PETIT-ODON (L.), à 18 h. 30 : La nuit... les clowns.
CHAILLOT (727-81-187) (D. L.). 20 h. 30 : L'Amour... la mort.
COMEDIE-FRANÇAISE, au Palais des congrès (742-27-31) (D. soir.). 20 h. mat. dim. 14 h. et dim. 15 h.
CYRANO DE BERGERAC (jusqu'au 10).
ODON (325-70-23) (D. soir.). 20 h. 30. mat. dim. à 15 h. : La Carrière (jusqu'au 12).
PETIT-ODON (L.), à 18 h. 30 : La nuit... les clowns.
CHAILLOT (727-81-187) (D. L.). 20 h. 30 : L'Amour... la mort.

Les autres salles

ATELIER (305-49-24) (D. soir. L.). 21 h. mat. dim. à 15 h. : Monsieur Chama.
ATRENE (073-83-23) (D. soir. L.). 21 h. mat. dim. à 15 h. : La Servante.
BIOTHEATRE (261-44-16) (D. soir. L.). 21 h. mat. dim. à 15 h. et 19 h. 30 : La Servante.
CARTOUCHE DE VINCENTS. Atelier de l'Épée-de-Bols (734-95-31). mercredi, vendredi et samedi à 21 h. : Turo (Spectacle L.).
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (778-86-45) (D. L.). 21 h. : Sauvage.
COMEDIE-CAUMARTIN (073-42-41) (D. L.). 21 h. : Boeuf-Boeuf.
EDOUARD-VII (073-87-90) (D. soir. L.). 21 h. mat. dim. à 15 h. : Du-moi Siam.
ESSAÏON (778-46-22) (D. soir. L.). 20 h. 30. mat. dim. à 15 h. : Notes.
FONTAINE (874-74-40) (D. L.). 20 h. 30. mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Comme avant.
GAYE-MONTFARNASSE (523-16-18) (D. soir. L.). 20 h. 30. mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : T'es un chic type Charles Brune.
GAUCHE-DE (325-43-51) (D. soir. L.). 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Volpone.
GUYON MARIE HELL (770-16-15) (D. L.). 21 h. mat. dim. à 15 h. : Une aspirine pour deux.
HUCHETTE (325-46-22) (D. L.). 20 h. 45 : La Carrière d'Or.
LA BRUYERE (874-74-40) (D. soir. L.). 21 h. mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Pour cent briques, j'ai plus rien maintenant.
LA NICKODIE (742-85-22) (D. soir. L.). 20 h. 45. mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Acropolis Madame.

Les théâtres de banlieue

AUBERVILLIERS, Th. de la Comédie (323-16-18). Les 8, 9 et 12 à 20 h. 30 : Quatre à quatre. Trépo de France. Les 7 à 14 h. 30. Les 8 et 9 à 20 h. 30 : L'Orchestre.
BOULOGNE-BILLANCOURT, T.S.E. (093-90-44). Les 8, 9 et 10 à 20 h. 30. Les 10 à 15 h. 30 : Marcel Marceau. Les 12 à 20 h. 30 : Signé Boris Vian.
CHARENTON-LEZ-MAZARIN, C.C.M. (093-01-07). Les 9 à 21 h. : Folle-écue. Les 10 à 15 h. : Orson Group. Les 11 à 21 h. : Atelier Serge Kauten. Les 12 à 21 h. : Journal d'un fou.
CERGY-POISSY, C.A.C. (030-42-00). Les 9 à 21 h. : Pin de paradis.
COLOMBES, M.C.C. - Théâtre (783-42-70). Les 8 à 20 h. 30 : Sylvester.
EVRY, Agor. (077-82-30). Les 8 à 21 h. : Guy Bedos.
FONTENAY-LE-FLEURY, centre Pabst-Werdy (740-99-55). Les 9 à 21 h. : Mallecorne.
ISY-LES-MOULINEUX, Th. municipal (643-70-97). Les 9 à 21 h. : La Sagittaire.

Concerts

MERCREDI 6 OCTOBRE

Théâtre des Champs-Élysées (225-00-15). 20 h. 30 : Orchestre national de France, direction : M. Boulez. 21 h. : J. Berlioz, J.-C. Schmittier (Ravel, Roussel).
Eglise St-Séverin, à 21 h. : Quatuor Vio Novis (Schubert).
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, à 20 h. 30 : Toccata et Fugue de Bach (Liszt).

JEUDI 7 OCTOBRE

Hotel Mandet, à 18 h. : M. Berghmans et D. Brunsch (Schumann, Debussy, Britten).
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, à 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Paris, direction : J.-C. Schmittier (Ravel, Roussel).
Théâtre des Champs-Élysées, à 17 h. 45 : Choral de J.M.F. dir. G. Devos (Stravinski, Beethoven).
Théâtre de la Ville, à 17 h. 45 : J.-L. Lecomte (Franck, Tournemire, Villa-Lobos).

LES OPERETTES

BOBINO (325-30-70) (D. soir. L.). 20 h. 30. mat. dim. à 17 h. : Croisade d'amour.
BOUFFES-PARISIENS (073-87-94) (D. soir. L.). 20 h. 45. mat. dim. et dim. à 15 h. : La Belle Hélène.
HENRI VARENA-MOGADOË (262-28-30). V. M. M. 20 h. 30. mat. dim. à 15 h. : Les Femmes de Paris.

LUNDI 11 OCTOBRE

Radio France, Od. Aud. à 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. L. Lohmann. Quintette Ars Nova (Handel, Schumann, Chopin).
Théâtre des Champs-Élysées, à 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Paris, direction : J.-C. Schmittier (Ravel, Roussel).
Théâtre de la Ville, à 17 h. 45 : J.-L. Lecomte (Franck, Tournemire, Villa-Lobos).

MARDI 12 OCTOBRE

Radio France, Od. Aud. à 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. L. Lohmann. Quintette Ars Nova (Handel, Schumann, Chopin).
Théâtre des Champs-Élysées, à 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Paris, direction : J.-C. Schmittier (Ravel, Roussel).
Théâtre de la Ville, à 17 h. 45 : J.-L. Lecomte (Franck, Tournemire, Villa-Lobos).

LES OPERETTES

BOBINO (325-30-70) (D. soir. L.). 20 h. 30. mat. dim. à 17 h. : Croisade d'amour.
BOUFFES-PARISIENS (073-87-94) (D. soir. L.). 20 h. 45. mat. dim. et dim. à 15 h. : La Belle Hélène.
HENRI VARENA-MOGADOË (262-28-30). V. M. M. 20 h. 30. mat. dim. à 15 h. : Les Femmes de Paris.

THEATRE DE LA VILLE

ouverture 19 octobre

18 h 30 une heure sans entracte 12,50 F

Nicolas Peyrac

20 h 30 dimanche 14 h 30 16,50 F et 29 F

la visite de la vieille dame

DÜRRENMAT mise en scène JEAN MERCURE

avec dans le rôle de Claire Zaharassian EDWIGE FEUILLERE

Location ouverte 2, place du Châtelet tél. 887.35.39



BARRY LYNDON

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VO

GAUMONT SUD VO HAUTEUILLE I VO

HAUTEUILLE II VO 12 h - 15 h 30 - 18 h - 22 h 30

HAUTEUILLE III VO 13 h 30 - 17 h 10 - 20 h 30

MONTE-CARLO - QUINTETTE FRANÇAIS - MONTFARNASSE

PATHE - LES NATION

vous n'avez pas encore asticoté votre petite bistouquette ?

alors courez voir

Mes Chers Amis

LA CINÉMATHEQUE DE PARIS

66, 80 MALESHERBES - PARIS 8

TELEPHONE 522.22.36

location de films muets et sonores 8 mm - super 8 - 9,5 - 16 mm

catalogue gratuit sur demande

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

CENTRES CULTURELS

ETRANGERS

CENTRE CULTUREL CANADIEN

5 rue de Constantine - 7^e

Mardi 12 octobre, 18 h.

RENCONTRE AVEC JEAN-PAUL FILION

auteur de « Le premier des hommes » (Gallimard, 42.)

Tél. 531-35-73 - Métro Invalides

CENTRE CULTUREL ITALIEN

50 rue de Valenciennes - 7^e

Mardi 12 octobre, 21 h.

CONFERENCE de M. Piero Ottone, directeur de « Il Corriere della Sera »

LA PRESSE ITALIENNE ET SES PROBLEMES

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS

11 rue Payenne - 3^e

ERNST JOSEPHSON

Peintures et dessins (1886-1969)

Jusqu'au 29 novembre

Tous les jours de 14 h. à 18 h.

Entrée libre

LES CONSEQUENCES DE LA GREVE DU 7

En raison de la journée nationale de grève, les théâtres subventionnés et municipaux de Paris, de banlieue et de provinces ne donneront pas de représentation le jeudi 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Parallèlement, les théâtres privés et les salles de concert de Paris, seront fermés à partir du 7 octobre.

Théâtre SAINT-GEORGES

DANIELLE DARRIEUX GEORGES GERET

Lucienne et le Boucher

Comédie de MARCEL AYMÉ

avec DENISE PROVENCE et ALAIN MOTTET

Loc. : TRU. 63-47

DANS LES MEILLEURES SALLES

L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE NAGISA OSHIMA

... L'un des plus grands succès du Festival de Cannes...

... Qui va jusqu'aux plus extrêmes conséquences du parérotique... C'est un très grand film...

... Ce film d'une beauté formelle, admirable et d'une audace fatale...

... Exemple unique au cinéma de l'expression d'une passion érotique absolue...

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT OPERA - MAX LINDBER - PARAMOUNT HASTILLE - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MONTFARNASSE

PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT GODELINS - BOUL WICH - PARAMOUNT GDEON - PARAMOUNT MAILLOT - PASSY

PARIS-CLUB - PARAMOUNT ÉLYSÉE - CLOUET - PUBLICIS DÉFENSE - PARAMOUNT LA VARENNE - PARAMOUNT ORY - CYRANO VERSAILLES

BOUY VOT - HÉLÈS MONTROUILL - ALPHIA Argenteuil - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - ULIS H. Gony - STUDIO Ruch - CLUB Les Marais

Toutes les fascinations et les mystères de l'érotisme en Extrême-Orient associés à la jouissance et à la souffrance révélés par

Le Jardin des Supplices

le film de CHRISTIAN GION d'après le roman d'OCTAVE MIRBEAU • Adaptation et dialogue de PASCAL LAINE PRIX GONCOURT

ADAPTATION ET DIALOGUES DE PASCAL LAINE D'APRÈS LE ROMAN D'OCTAVE MIRBEAU • LE JARDIN DES SUPPLICES UN FILM DE CHRISTIAN GION

ROGER VAN HOOL JACQUELINE KERRY-TONI TAFIN • LE JARDIN DES SUPPLICES UN FILM DE CHRISTIAN GION

LE 63^e SALON DE L'AUTOMOBILE ET DU MOTOCYCLE

Panorama d'une exposition

A nouveau une certaine morosité s'est emparée des constructeurs français alors que le 63^e Salon de l'automobile de Paris ouvre ses portes. La reprise tant attendue depuis 1973 s'est, tout au long de l'année, confirmée, mais le plan Barre est venu refroidir les enthousiasmes. Comble de malheur, le président de la République ne visitera pas en principe

le Salon comme il est de tradition, et une grève nationale perturbera jeudi l'activité du pays. Un « bon Salon » selon les professionnels prédisait généralement une bonne saison commerciale. Qu'en sera-t-il ?

L'année 1976 n'a pas moins été exceptionnelle dans la présentation et la production de nouvelles voitures. Huit cents exposants, dont trois cent cinquante étrangers, attendent curieux, acheteurs ou amoureux de la mécanique.

Après la crise et la reprise, l'expectative

DEPUIS trois ans, l'industrie automobile est soumise au régime de la douche écossaise et chaque automne apporte sa moisson d'incertitude. Octobre 1973 : la crise de l'énergie. Les marchés étrangers s'effondrent, en France les acheteurs se précipitent sur les petites voitures. Automne 1974, après le plan de refroidissement de l'économie et la limitation du crédit, le marché français s'enfonça à son tour dans un marasme qui durera plus d'un an. Septembre 1975 : le plan de relance. Déjouant tous les pronostics, les ventes reprirent brutalement, gonflées par le rattrapage des achats différés pendant la crise. Septembre 1976 : M. Barre annonce son plan de lutte contre l'inflation, et c'est à nouveau l'anxiété. La reprise si vite amorcée va-t-elle être brutalement cassée ? Nul n'en sait encore rien.

CITROËN LN (3 CV)

Un bicyclette bien faible dans une coque bien lourde. Les inconvénients de la « Dyane » et de la « 2 CV » sont réapparus dans le passé tant cet « accident » assure mal de l'avenir. La LN n'offre que deux places pour les adultes (d'autant plus pour les coupés 104 dont elle reprend la carrosserie), des strapontins arrière spacieux et un coffre peu soigné, à la fois sur les plans de l'esthétique et du confort sonore. Quant au prix...

TOYOTA 1000 (6 CV)

Trop longue pour être une « petite », elle n'en a pas moins la vocation d'une seconde voiture : parce qu'elle est complète et sûre, sur ce plan, la 1000 est imbattable en ville grâce à une sobriété surprenante. 47 ch. DIN à 5 500 tr/m. Couple maxi : 6,7 mkg à 3 000 tr/m. Deux portes, quatre places. L : 3,80 m ; l : 1,45 m ; h : 1,38 m. Biseau arrière rigide, propulsion arrière. Disques à l'avant. Coffre : 285 dm³. Consommations UTAC : 7,6 ; 6,6 ; 5,4.

ALFA ROMEO ALFAUD SPRINT (7 CV)

Nul doute qu'en dépit de son prix nettement plus élevé que ceux demandés jusqu'ici pour les modèles Alfaud la « Sprint » séduira. D'abord pour sa ligne qui rappelle celle de l'Alfetta GT 1600 construite par la même firme italienne dans le nord du pays, ensuite pour sa qualité de routière indéfectible, enfin pour son silence de fonctionnement. Mais les nostalgiques regretteront que son moteur ait été délibérément assourdi. C'est en quelque sorte une famille de sport qui, pour l'instant, ne connaît pas réellement de concurrence.

AUSTIN ALLEGRO II TROIS PORTES (7 CV)

Un break à la ligne originale, présentant le meilleur volume intérieur par rapport à l'encombrement général du véhicule. La plate-forme de chargement est exceptionnellement large (grâce à la suspension Hydragas) et il y a même de la place dessous ! Mais l'Allegro II trois portes, tout comme la berlina, révèle quelques lacunes dans la finition.

RENAULT 5 GTL (7 CV)

Un cocktail structuré de R5 TL et de R5 TS : la GTL est une 7 CV « dégonflée » qui consomme moins que la 5 CV, dont elle reprend l'équipement en l'abaissant notablement. Destinée avant tout aux conducteurs soucieux de rentabilité, elle satisfait aussi bien les grands voyageurs (son moteur tourne moins vite) que les citadins (ses « protections latérales » sont efficaces).

SKODA 120 LS (7 CV)

La tradition Skoda du tout à l'arrière est respectée. Mais le radiateur, le moteur, le volant, à l'avant. En attendant la commercialisation, au printemps prochain, de sa 7 CV, Skoda conserve avec son modèle S 100 son titre de champion de France pour la voiture la moins chère.

SKODA 120 LS (7 CV)

La tradition Skoda du tout à l'arrière est respectée. Mais le radiateur, le moteur, le volant, à l'avant. En attendant la commercialisation, au printemps prochain, de sa 7 CV, Skoda conserve avec son modèle S 100 son titre de champion de France pour la voiture la moins chère.

SKODA 120 LS (7 CV)

La tradition Skoda du tout à l'arrière est respectée. Mais le radiateur, le moteur, le volant, à l'avant. En attendant la commercialisation, au printemps prochain, de sa 7 CV, Skoda conserve avec son modèle S 100 son titre de champion de France pour la voiture la moins chère.

FORD FIESTA 1.5 (5 CV)

Fin septembre, quinze jours après la commercialisation officielle de la Fiesta en France, les ventes réalisées par les concessionnaires ont dépassé les deux mille unités. En Europe, plus de quarante mille de ces petites Ford (sur soixante mille commandes) rouleraient déjà. C'est dire que l'accueil du public a été chaleureux.

FORD FIESTA 1.5 (5 CV)

Traction avant, 3,56 mètres de long, silhouette dans la ligne des petites voitures européennes, la Fiesta est plaisante et les prix de vente sont raisonnables. Son atout principal consiste dans le soin qu'on lui a donné : la marque américaine a conçu et réalisé l'habitacle. Le conducteur et les passagers, compte tenu du gabarit de la voiture, sont fort bien installés, et la conduite n'en est que plus aisée. Mais les freins sont un peu faibles.

VOLKSWAGEN GOLF DIESEL (6 CV)

Elle sera vraisemblablement l'élément automobile de l'année : la Golf est déjà une réussite, mais la petite dernière a un coût d'utilisation deux fois moins élevé que la 5 CV à essence. De quoi vous convertir définitivement au diesel, d'autant plus que son prix est, lui aussi, un avantage. Mais attention aux délais de livraison : les chaînes viennent seulement de démarrer.

VOLKSWAGEN GOLF DIESEL (6 CV)

Elle sera vraisemblablement l'élément automobile de l'année : la Golf est déjà une réussite, mais la petite dernière a un coût d'utilisation deux fois moins élevé que la 5 CV à essence. De quoi vous convertir définitivement au diesel, d'autant plus que son prix est, lui aussi, un avantage. Mais attention aux délais de livraison : les chaînes viennent seulement de démarrer.

FIAT 128 L (5 CV)

Le symbole de Fiat à l'heure de l'austérité : l'innovation, ce n'est pas nécessairement la présentation d'un nouveau modèle, mais plutôt l'amélioration de ceux qui existent. En ce sens, la nouvelle 128 n'a pas cessé de faire des progrès. Et, désormais, ravivée, elle fait pour durer, elle présente un des meilleurs rapports coût/performance/habitabilité du moment.

FIAT 128 L (5 CV)

Le symbole de Fiat à l'heure de l'austérité : l'innovation, ce n'est pas nécessairement la présentation d'un nouveau modèle, mais plutôt l'amélioration de ceux qui existent. En ce sens, la nouvelle 128 n'a pas cessé de faire des progrès. Et, désormais, ravivée, elle fait pour durer, elle présente un des meilleurs rapports coût/performance/habitabilité du moment.

CONSOUMATIONS UTAC

Nous précisons cette année les consommations conventionnelles qui figurent obligatoirement sur la notice descriptive de tous les véhicules neufs.

Expérimentés en circuit sur route aux 100 km, ces consommations, mesurées par le laboratoire de l'UTAC (Union technique de l'automobile et du cycle), concernent dans l'ordre :

1. Le cycle Europe, c'est-à-dire la vitesse moyenne de 90 km/h.
2. La vitesse stabilisée à 90 km/h.
3. La vitesse stabilisée à 120 km/h. (Cependant et la vitesse maximale du véhicule est supérieure à 130 km/h.)

LES ÉCONOMIES DE CARBURANT

M. Charles Deutsch : mission possible

M. Charles Deutsch a été chargé en août dernier par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, d'une mission de réflexion sur la conception des véhicules automobiles : il s'agit de les rendre plus économiques. Un rapport sera remis à l'issue de ces réflexions au ministre le 1^{er} décembre prochain. Ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur général des ponts et chaussées, M. Charles Deutsch a été, notamment, de 1957 à 1963, directeur général

adjoint de la Société du transport pétrolier par pipeline (STP). Président du Groupement français pour l'équipement des industries du pétrole, du gaz naturel et de la pétrochimie depuis 1964, il est également gérant de la Société d'étude et de réalisation automobile et de la Société d'étude pétrolière marine. En 1971, M. Charles Deutsch a été porté à la présidence de la Société des ingénieurs de l'automobile. Dans l'interview qu'il nous a accordée, il définit la nature de sa mission.

« Quelle est la nature de votre mission ?
— Ma mission est orientée vers la conception des véhicules, dans l'avenir, avec le souci de concevoir des véhicules qui consomment moins. Ce n'est pas une tâche facile, car il ne s'agit pas de proposer des mesures telles que limitation de vitesse ou interdiction de circuler le dimanche. Elle vise une évolution des véhicules en deux étapes. La première, celle des années 1975-1980, est celle que j'ai réalisée au moins ce qui a été prévu par le conseil de planification du printemps 1976, et, si possible plus. Il avait été admis alors que la France devrait essayer de consommer à peu près 15 % de moins qu'il n'avait été prévu avant 1973 et il se trouve — je n'ai pas eu jusqu'ici l'occasion d'examiner en détail tous les postes — qu'on a retenu pour le déplacement des automobiles une économie du même ordre, 15 %. Bien sûr il s'agit d'un chiffre global où il serait ridicule de dire qu'il y a 2 % pour ceci, 1 % pour cela. On peut quand même retenir que, dans ces 15 %, les pouvoirs publics ont espéré que l'évolution quasi normale de la technique apportera une contribution de l'ordre de 5 %, car tout le monde a conscience, l'administration comme le reste du pays, que l'évolution va vers l'économie : C'est une règle

mondiale, banale. Si je pouvais simplifier la mission qui m'est confiée, je dirais : il faut chercher dans quelle mesure il est possible que ces 5 % deviennent plus de 5 % ! Ce qui ne semble pas irréalisable. La mission comporte une deuxième étape : définir dans quelle mesure on peut dès à présent faire quelque chose pour que les voitures d'après 1985 soient encore plus « performantes » que celles qui sortent d'ici là. Il y a donc deux parties : une sorte de moyen terme et une préparation du long terme. Pour en croquer la portée, disons que ceux qui travaillent avec moi envisagent, en raison du délai assez court, de concentrer leurs efforts sur la voiture particulière en attendant pour l'instant qu'une attention limitée aux poids lourds, sur deux roues ou à la voiture électrique. Les pouvoirs publics ont bien conscience de l'industrie automobile est un des grands secteurs de l'activité économique française et que cette industrie travaille dans un contexte international. L'autonomie de la puissance publique française est donc restreinte : les règles générales de conception qui touchent le bruit, la pollution, la sécurité, etc., ont un caractère international. Encore une remarque : le souci de l'économie existe partout, aussi

Renseignements pratiques

Le 63^e Salon de l'automobile et du motocycle est ouvert du jeudi 7 octobre à 13 heures au dimanche 17 octobre à 20 heures au Parc des Expositions, porte de Versailles, à Paris.

Co Salons comprendra :
— Les voitures particulières et carrosseries (bâtiment 1 Victor est et Renan ouest).

— Les équipements et pièces pour automobiles (bâtiment 1 Victor est et Renan ouest).

— Les motos (à l'exclusion des cycles et cyclomoteurs) (bâtiment 1 Victor ouest).

— Quelques équipements spécialisés pour motos (bâtiment 2 Renan ouest).

L'exposition nationale des automobiles d'occasion aura lieu en même temps que le Salon de l'automobile (bâtiment 3 Grenelle).

Une deuxième édition du Salon des industries d'équipement et d'entretien de l'automobile (Equip'Auto) aura lieu du 8 au 17 octobre au bâtiment 2 Renan ouest 1. Dans ce Salon réservé aux professionnels sont exposés les outillages et matériels de garage ainsi que des produits intéressant l'équipement de l'automobile.

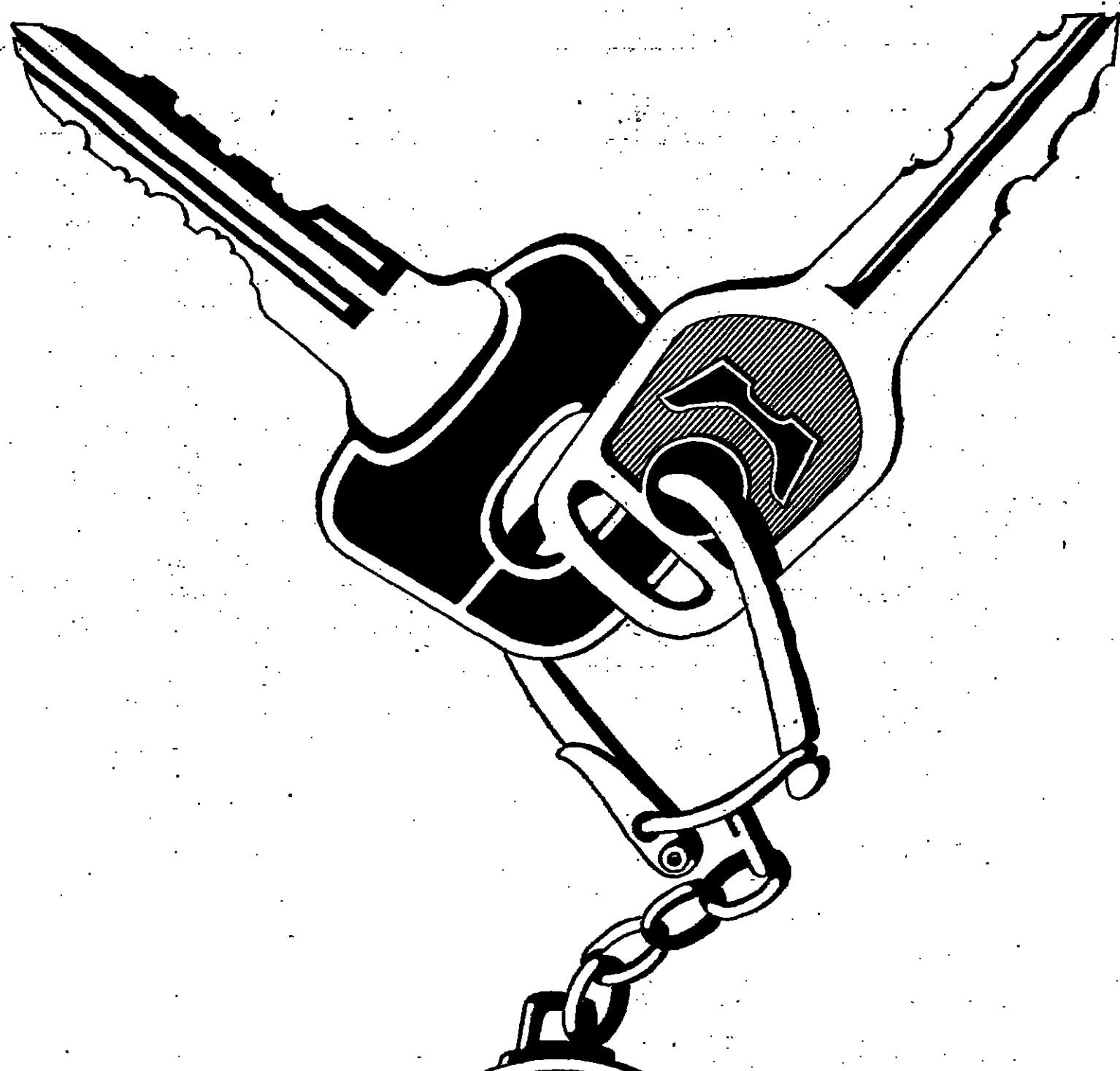
● JOURS ET HEURES D'OUVERTURE. — Le jeudi 7 octobre à 13 heures. Les autres jours à 10 heures, sauf les samedis et dimanches à 9 heures. Fermeture à 20 heures sauf les mercredis, vendredis et samedis à 22 heures.

● PRIX D'ENTRÉE. — Tous les jours sauf les vendredis : 5 francs. Les vendredis : 10 francs.

Ces prix donnent droit également à l'entrée à l'exposition nationale des automobiles d'occasion.

Pour les visiteurs étrangers, sur justification de leur nationalité, le vendredi 15 octobre, entrée gratuite.

150



**Vous achetez
une marque
ou
une voiture ?**

Avant tout vous achetez une voiture.
Qui vous plaît. Esthétiquement. Mécaniquement. Intérieurement.

Les Civic, en l'occurrence, se vendent de plus en plus. Les 1200 comme les 1500.

Les 1200 : 3,54 m de long, 7 cv, 4 places, 2 portes plus une porte à l'arrière pour les transformer facilement en break en escamotant la banquette. Les 1500 : 3,70 m, 9 cv, 4 places, 4 portes et un coffre isolé.

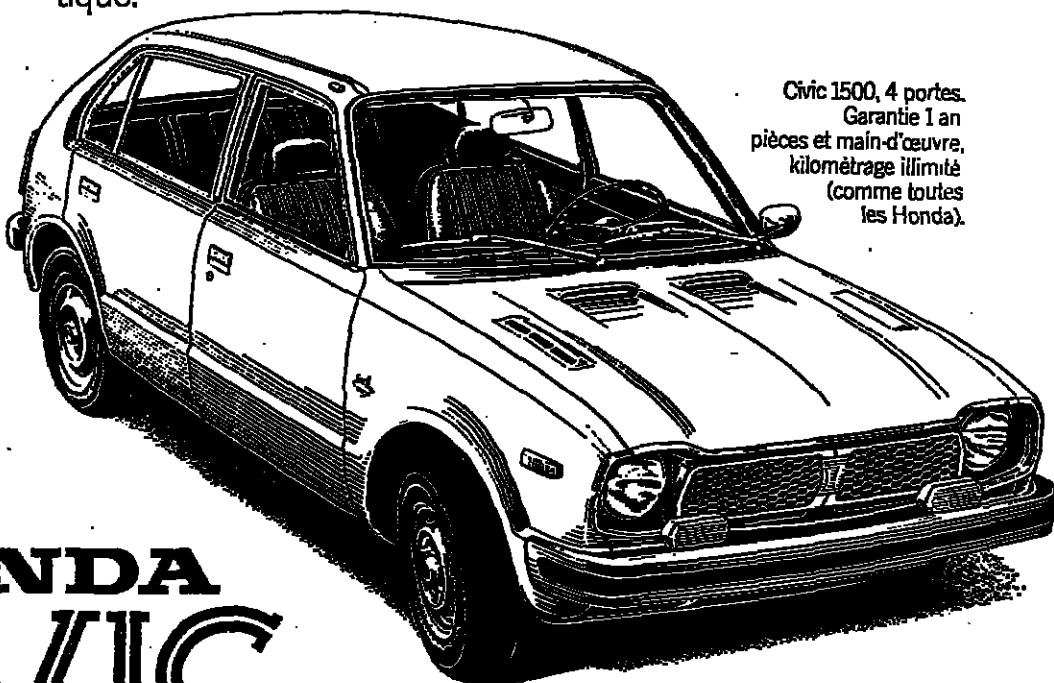
Tractions avant à 4 roues indépendantes, équipées d'un servo-frein, les Civic 1200 et 1500 existent chacune en deux versions de série : Hondamatic à transmission automatique, ou à boîte 4 vitesses synchro au plancher.

Aussi vives en ville qu'infatigables sur route, les Civic sont aujourd'hui un des grands succès de la marque HONDA. Cette marque HONDA, plus connue en France pour ses motos et qui figure pourtant parmi les grands construc-

teurs automobiles mondiaux. La Civic n'est-elle pas l'une des voitures les plus fabriquées dans le monde (328.000 en 1975) et l'une des "étrangères" les plus vendues aux États-Unis...

En France, on commence à en voir. On en verra de plus en plus.

Civic 1200 : 18.985 F, Civic 1500 : 22.625 F. Prix au 1^{er} septembre 1976, clés en main. Ajoutez seulement 1000 F pour connaître le prix des Civic à transmission automatique.



Civic 1500, 4 portes.
Garantie 1 an
pièces et main-d'œuvre,
kilométrage illimité
(comme toutes
les Honda).

**HONDA
CIVIC**

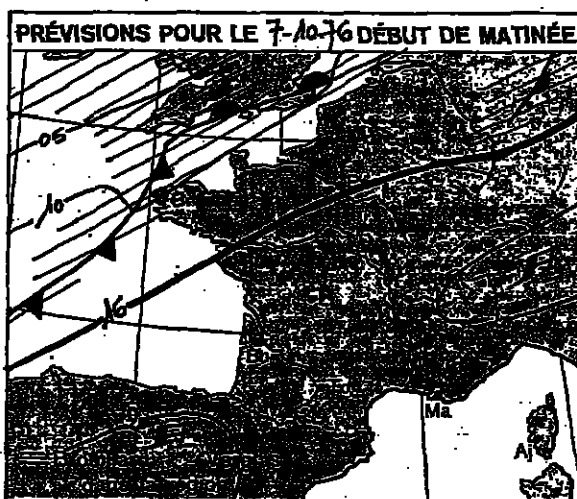
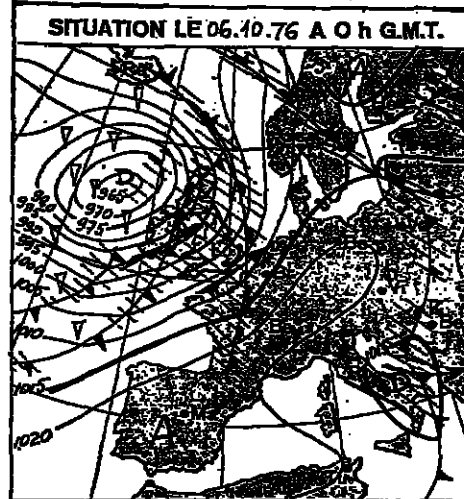
Honda-France, 20, rue Pierre Curie, 93170 Bagnollet. Tél. 360.0100

75. PARIS • Japauto (75016) 27, av. de la Grande-Armée - Tél. 553.76.90 • Acautos (75005) 28, bd de l'Hôpital (expo-vente) - Tél. 707.73.33 • Sté du Garage Alhambra (75011) 5, av. de la République - Tél. 805.78.07 • Cambrome Automobiles (75015) 26, Villa Croix-Nivert - Tél. 306.91.90 & 567.64.19 • Sté des Garages Paris-Asnières (75017) 11, av. de la Porte d'Asnières - Tél. 754.44.66 • 77. SEINE-ET-MARNE • AVON (77210) : Avon Auto Sport 9, rue de la République - Tél. 422.17.15 • MEAUX (77100) : Villenaveul Autos 11, av. Durant - Tél. 433.30.31 • MELUN (77000) : Melun Auto Sport 19, bd Chamblain - Tél. 439.07.36 • 78. YVELINES • COGNIERES-MAISON-BLANCHE (78310) : Soraco 217, rue Nationale - Tél. 050.36.07 & 050.31.53 • MANTES-LE-JUIE (78200) : Sté Nlle Mantes Sport Service 82, bd Roger Salengro - Tél. 477.17.21 • PORT-MAIRY (78560) : Marly Station Auto 39, rue de Paris - Tél. 958.50.14 • SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) : Els Fabris 41, rue de Poissy - Tél. 963.15.29 & 963.24.78 • 91. ESSONNE • PARAY-VIELLE-POSTE (91550) : Garage Bellanger 37, route de Fontainebleau - Tél. 921.53.61 • SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91700) : Garage Lechelle 51, av. Régiment Normandie-Niemen - Tél. 595.31.46 • VILLEBON-SUR-YVETTE (91661) : Motor Service Val d'Yvette 45 bis, av. du Général-de-Gaulle - Tél. 590.29.85 • 92. HAUTS-DE-SEINE • BOULVALLOIS (92300) : Garage du Parc 63/69, rue de Blancourt - Tél. 825.00.01 & 805.91.00 • CHATENAY-MALABRY (92250) : Carrosserie Prudent 27, av. de la Division Lederc - Tél. 702.42.42 • LEVALLOIS (92300) : Japauto 91/93, rue Paul-Vaillant-Couturier - Tél. 737.52.94 • 93. SEINE-SAINT-DENIS • AULNAY-SOUS-BOIS (93600) : 1000 Voitures • Garage Aulnay-Parinor III, route de Gonesse - Tél. 929.91.32 • MONTREUIL (93100) : Garage Baudin 20, rue Baudin - Tél. 287.06.17 & 858.19.61 • LES PAVILLONS-SOUS-BOIS (93320) : Auto Moto Service 73, av. Aristide-Briand - Tél. 848.61.90 • ROSNY-SOUS-BOIS (93000) : Garage de l'Avenue 34, av. de la République - Tél. 875.22.21 • 94. VAL-DE-MARNE • VILLEJUIF (94800) : Marmel Auto 124/131, bd Maxime-Gorki - Tél. 677.11.60 • 95. VAL-D'OISE • ARGENTEUIL (95100) : Garage Marques 50, route de Pontoise - Tél. 982.63.20 • BEZONS (95870) : Garage du Grand Cerf 52, rue Emile-Zola - Tél. 982.76.76 • MONTMORENCY (95160) : Garage Del Greco 12, av. Georges-Clemenceau - Tél. 964.21.93 • SANNIIS (95110) : Garage Bernard Bussion 21, rue du Chepeau-Rouge - Tél. 981.43.27.

1500

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 octobre à 6 heures et le jeudi 7 octobre à 24 heures :

La profonde dépression centrée sur l'Atlantique continuera à diriger sur l'Europe occidentale un flux d'air maritime doux, de secteur sud-ouest, qui maintiendra un temps médiocre, avec quelques pluies, et le nord de la France.

Jeudi 7 octobre, le ciel sera très nuageux ou couvert de la Bretagne et de la Vendée à la frontière belge, et il pleuvra sans cesse. Les vents, de sud-ouest, seront encore

forts en mer et près des côtes, modérés et irréguliers dans l'intérieur. Les températures varieront peu par rapport à celles de la veille.

Sur la rive de la France, il y aura des nuages passagers, mais le temps sera généralement ensoleillé, surtout dans le Midi. Les vents, de sud-ouest, seront faibles et les températures s'éleveront.

Mardi 6 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris-Le Bourget, de 1015,5 millibars, soit 760,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 20 et 9 degrés ; Biarritz, 19 et 13 ; Bordeaux, 17 et 12 ; Brest, 16 et 10 ; Caen, 16 et 10 ; Cherbourg, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 17 et 8 ; Dijon, 16 et 7 ; Grenoble, 14 et 5 ; Lille, 16 et 12 ; Lyon, 15 et 7 ; Marseille, 19 et 9 ; Nancy, 15 et 5 ; Nantes, 18 et 16 ; Nice, 22 et 14 ; Paris - Le Bourget, 17 et 10 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 22 et 16 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 17 et 10 ; Toulouse, 20 et 13 ; Poitiers-Puy, 21 et 24.

Températures relevées à l'étranger :

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 6 octobre 1976 :

UN ARRETE

Portant autorisation de la création de la Société d'économie mixte pour l'aménagement du périmètre d'irrigation du Sud-Est de la Martinique.

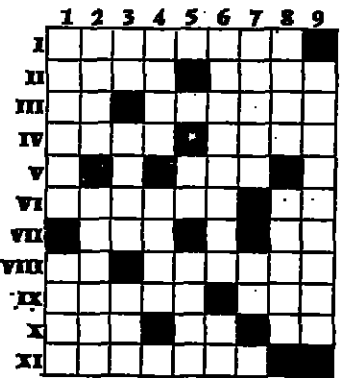
UN DECRET

Portant promotions et nominations dans l'armée active.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 6 octobre a publié un décret conférant la médaille pénitentiaire à M. Jacques Mégrét, directeur de l'administration pénitentiaire, récemment décédé ; des arrêtés portant attribution de la médaille d'honneur des postes et télécommunications, des citations à l'ordre de l'armée.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1580



HORIZONTALEMENT

I. Sans doute croqués par Poulet. II. Buveurs d'eau ; Vol présumé. III. Solaire. IV. Commence à partir avant une chute. V. Dans le nom d'une localité du Pas-de-Calais ; Laisse des traces. VI. Obésité au hasard. VII. Sous les ponts de Lourdes ; Ne peut guère se comparer au talent. VIII. Le : Chance de couleur. IX. Mouvement perpétuel ; Voué à des tâches obscures. X. Abréviations des personnes pieuses ; Ses fils sont brillants. XI. Abréviations d'un jugement.

VERTICALEMENT

1. Renvois impitoyablement les traits qui le frappent ; Prédom. 2. Vieux père ; Ne connaît pas de préférence. 3. Démontre ; Un tube pour Nicole Croisille ; Il est

tout à fait d'avis qu'il ne faut pas révéler le chat qui dort. — 4. Figure biblique ; Sa place est à l'office. — 5. Préfixe ; Au Mexique. — 6. Étude qui comporte des hauts et des bas ; Abréviations. 7. On ne saurait leur reprocher d'avoir la folie des grandeurs ; Possessif. — 8. Garde-manger ; Bataille avec joie. — 9. Jettent des regards sur des palais plus ou moins déserts.

Solution du problème n° 1579

Horizontalement

I. Faust ; Pus. — II. Altrapas. — III. D. ; Rode. — IV. Ténacité. — V. Se ; Sata. — VI. Si ; On. — VII. Tuas ; Res. — VIII. Gourmet. — IX. Paule ; RES. — X. Ené ; Od.

Verticalement

1. Fala ; Taper. — 2. Atrée ; Ans. — 3. Ut ; Bag. — 4. ER. — 5. Soles. — 6. Tarbes ; De. — 7. Fortier ; Or. — 8. Pesce ; Emme. — 9. Usés ; Ose. — 10. An ; Tsar.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie de "le Monde", 5, rue de Valenciennes, PARIS-18.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57427.

PISTAL
LE 1^{ER} INSECTICIDE
100% NON TOXIQUE!
CERTAINS LE DISENT, PISTAL LE PROUVE!

Fin les blattes, moustiques, araignées et autres indésirables. PISTAL les extermine radicalement. Eux et leurs larves. Un insecticide à usage vraiment domestique qu'on utilise sans crainte dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre de bébé. L'insecticide sans D.D.T., ni D.D.V.P., aux essences naturelles pour la santé de la maison (et de ses occupants). PISTAL est vendu en aérosol ou en bidon. Demandez PISTAL à votre droguiste ou à votre détaillant habituel, ou écrivez à : Laboratoires ALIO SPRAY, 5, rue Nicolas-Chauquet - 75017 PARIS.

*Rapport de la Société de Recherches Biologiques en date du 3.05.76, après 3 mois d'essai sur divers animaux à sang chaud.

Pistal

SPORTS

FOOTBALL

Grandeur et décadence des clubs français

Le football professionnel français, c'est l'Association sportive de Saint-Etienne. Du moins pourrait-on le penser. Nul n'ignore plus rien des structures modèles de ce club, de son centre d'apprentissage ni de l'environnement des champions de France. Mais le football professionnel, c'est aussi une trentaine d'autres clubs implantés dans des villes de grande ou de moyenne importance.

Des clubs qui sont loin d'avoir les moyens financiers et l'organisation des Stéphanois, mais qui compensent souvent ce handicap par un enthousiasme et une bonne volonté de tous les instants. Des clubs qui reposent parfois

sur la compétence d'un président ou d'un entraîneur.

Ainsi Laval avec son président mascotte, son entraîneur embarrasé de l'être et des joueurs transformés par l'ambiance du club, comme Raymond Kérouad, hier banni de Rennes et aujourd'hui appelé en équipe de France. Laval le tonneur successeur de Paris-Saint-Germain, de Lyon, de Marseille, de Rennes, redouté par les meilleurs comme l'état Sedan, Laval et Sedan, grandeur et décadence des clubs français dont l'avenir, souvent trop lié au sort d'un homme, ainsi que le montre l'enquête menée dans ces deux villes par Pierre-Marie Douterlout.

I. — Allez Laval !

De notre envoyé spécial

P.-M. DOUTERLOUT

Laval. — Il court, il court, M. Bisson, le président mascotte du Stade lavallois. Le vieux monsieur indigne que voilà ! Substantiellement, il passe son temps à courir, à la première division professionnelle, la foule de Bisson passe dans la balance.

Les dirigeants du stade étaient divisés en trois camps. Schématiquement : les « jusqu'au-boutistes », comme le président, décidés à tenter la belle aventure ; les « financiers », persuadés que Laval, ville moyenne de cinquante-cinq mille habitants, ne pouvait entretenir des footballeurs de luxe ; enfin, les « institutionnels », convaincus que, si un club devait refuser le professionnalisme, c'était le Stade lavallois, l'adversaire de filiation, puisque adhérent à l'UFOLEP.

Au dernier moment, la pression des supporters et l'appui financier d'une marque de fromage convainquirent les « financiers » de rallier les « jusqu'au-boutistes ». L'Autour du Stade lavallois est septième du championnat. Ses caisses sont pleines, tandis que Paris-Saint-Germain et bien d'autres clubs s'efforcent de défrayer leurs dépenses. Laval, le club populaire (un autre pays), très populaire.

avec eux de la composition de l'équipe, et succès ou échec, fait corps avec celle-ci. Bref par les temps qui courent, un homme bien attaché dans ce football français voué à l'entraîneur éjectable. La question de la viabilité du football professionnel dans une ville moyenne reste tout de même posée, tempère l'intérêt. Les succès de l'automne n'ont levé ni les doutes, ni les oppositions de l'été dernier. A Laval, les supporters de la presse ne suscitent encore qu'une attention goguenarde. « Bien sûr, toute cette publicité est excellente », admet M. Pinquart, maître socialiste de Laval. « C'est tout de même secondaire. Nous avons bien d'autres priorités en tête que le maintien du Stade lavallois en première division. »

La municipalité a tout de même porté de 300 000 à 400 000 francs sa subvention au club. Le conseil général avait aussi contribué à l'amélioration des installations du stade, car, dit son président, M. Ballyer, « La réussite de Laval stimule l'esprit sportif de toute la jeunesse mayennaise, ce qui est une véritable réussite dans notre société égarée. »

Instituteurs contre financiers

Ces concours et les recettes du stade permettent au club de boucler aisément son budget pour 1976-1977. Mais à l'avenir ? Tout nouveau, tout beau. Une partie du public pourrait se lasser et les joueurs se montrer gorgués. Il faudra trouver des recettes nouvelles. « Déjà l'argent est partout dans le club », accuse M. Peller, vice-président de celui-ci, chef de file de la tendance laïque, avant de donner des exemples : « Déjà le prix des places a été augmenté, ce qui écarte une partie de notre ancienne public populaire. On vient aussi de décider de faire payer tous nos frais de déplacement par des entreprises lavalloises. Bien sûr moyennant une publicité étonnante. »

« Institutionnels » et « financiers », les deux clans n'ont pas fini de s'affronter au sein du stade. D'accord sur un seul point : le professionnalisme coûtera de plus en plus cher, même à Laval. Ils divergent sur les conséquences à en tirer. « L'argent n'a pas d'odeur. Il faut ouvrir aux industriels la porte du club », affirme M. Leprieux, l'autre vice-président, banquier de profession et syndicaliste pathétique giscardien. « Jamais et, réplique M. Peller, la droite lavalloise, jalouse du succès de notre club laïque, n'attend que cette occasion pour s'en emparer. Abandonnons plutôt le professionnalisme. »

Pour l'instant, les deux camps se ménagent sous la surveillance du président Bisson. Celui-ci tranche : « Jamais, je ne me rends, ni j'y aurai de soutien politique ou semi du stade lavallois. » Il ajoute, plus cabot et attendrissant que jamais : « L'après-Bisson ? Pas pressé, je suis en bonne santé, j'ai gardé ma verve de quarante ans. Alors, on se tait et on m'écoute. » Il s'empêche que la majorité socialiste et l'opposition giscardienne devraient bientôt partir à la bataille des municipalités avec chacune un ou deux dirigeants du stade comme fleurons de leurs listes. Allez Laval !

Prochain article :

LA RETRAITE DE SEDAN

TENNIS

Au National

QUALIFICATIONS

SANS SURPRISES

DANS LE SIMPLE DAMES

La troisième journée du National de tennis, qui se dispute à Marseille, a été consacrée, le mardi 5 octobre, aux simples dames et aux doubles messieurs.

En simples dames, Nathalie Fréchet, Brigitte Simon, Françoise Guédy et Gail Lopera ont passé avec succès le premier tour et seront opposées en demi-finales.

Il n'y a pas davantage de surprise dans les doubles messieurs. René Courtois, Hubert-Patry et N'Goué-Paul n'ont pas eu de problèmes pour se qualifier. Ils disputeront les demi-finales en compagnie de Goven-Deblieck, qui n'ont pas eu besoin de jouer pour se qualifier.

OFFRE EXCEPTIONNELLE

VIENT D'ARRIVER

300 ROULEAUX

MOQUETTE ANGLAISE

à un seul prix

29 F le M²

GRANDE LARGEUR

fin de série

et toujours

PRIX CHOIX STOCK

LIVRAISONS POSES ASSURÉES

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
Face à la gare d'Austerlitz
Tél. : 584.72.38

PARIS 19^e : 144, pl. de la Villette, M^o Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 203.00.79

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc - R.N. 16
Tél. : 950.00.77

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan
50 m pte d'Orléans. 539.38.62
Fermé le dimanche

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5 mn Pte des Lilas
Tél. : 958.16.46

COIGNIERES (N. 10), près Trappes : route du Pont d'Aulneux. Tél. : 481.70.12

MAISONNAIS-ALFORT : 129, rue Jean-Baptiste - R.N. 5
Tél. : 368.44.70

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820.92.93
Fermé le dimanche à 13 h

PARIS 18^e : 114 rue DAMREMOY
Tél. : 606.05.73

150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés".	28,00	32,89
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Entreprise Exploitation Maritime en plein développement (Nord Bretagne)

recherche

1. Son futur : Directeur Administratif
(Réf. 75524)

Le Candidat :

- très dynamique et ayant les responsabilités d'un homme d'innovation;
- a une solide expérience des problèmes de gestion dans des entreprises moyennes;
- sait concevoir et appliquer des solutions pratiques;
- a, de préférence, l'expérience des produits périssables;
- a des aptitudes solides sur les questions financières et en informatique.

La Fonction :

- ordonnancement, gestion des stocks;
- administration commerciale : suivi des commandes, de facturation...
- liaison entre clientèle et administration commerciale;
- gestion du personnel;
- débouché sur une position de coordination au plus haut niveau.

Les conditions :

- statut cadre et avantages;
- rémunération élevée selon compétences avec forte évolution obligatoire en fonction des responsabilités acquises.

2. Responsable Comptabilité
(Réf. 75525)

Le Candidat :

- a un niveau équivalent au BTS/DECS;
- a une expérience minimum de 3 années dans un emploi similaire;
- très méthodique et précis, mais non routinier;
- est disponible d'esprit et en temps.

La Fonction :

- suivi de la C.G. et élaboration des documents comptables;
- mise en place de procédures d'exploitation informatique (en temps réel) pour C.A., gestion comptes clients, etc.;
- préparer les éléments de la gestion financière.

Les conditions :

- activité sous la responsabilité du Dr Adm.;
- statut et rémunération - devant évoluer - à l'avenir selon compétences et expérience.

Envoyer C.V. photo, prétentions sous pli recommandé à :

ROLAND BERGER & G.R.E.P. Ass.
International Management Consultants,
S.A. E.P.F., 7, rue M. Allégot MEUDON (92190).

directeur des ventes france sud

Lyon

Un grand nom de la maison individuelle (programmes groupés en sites résidentiels) doit renforcer son équipe en raison de ses brillants résultats et de l'accroissement considérable de sa pénétration.

Ayant promu son Directeur des Ventes France Sud, cette société souhaite le remplacer par un homme ambitieux, créatif et dynamique qui prendra en charge l'action commerciale sur le sud de la France. Le candidat idéal est un commercial éprouvé disposant de plusieurs années d'expérience en marketing ventes, de préférence dans l'immobilier. Outre de bonnes connaissances du marketing et de l'animation des vendeurs, il est apte à négocier avec les organismes bancaires et sait concevoir et gérer son budget. Parler anglais lui serait utile.

La rémunération de départ sera de l'ordre de 90-000 F et nettement plus s'il réussit.

Adresser C.V. avec courte lettre manuscrite s/réf. 2025/M à :

sema selection Centre Metra
16, rue Barbès - 92126 Montrouge

FRUHEAU FRANCE
Filiale du leader mondial de la semencerie et du grand combineur recherche pour son agence de CLEMONT-FERRAND.

1 INSPECTEUR VENDEUR

pour les départements du PUY DE DOME et de l'ALLIER.

Préférence sera donnée à candidat établi dans la région considérée.

Bonne connaissance technique et expérience de la vente de produits industriels.

Env. C.V. détaillé et prétentions au service du personnel - 2, avenue de l'Armée - 63000 CLERMONT-FERRAND 91130.

Adolphe Lafont S.A.
La première marque française de vêtements de travail, recherche

DIRECTEUR DES VENTES pour les collectivités

IL FAUT :

- 3 ans minimum d'expérience dans un poste de Chef des ventes avec animation d'un minimum 10 représentants;
- être rompu à la négociation au plus haut niveau dans les entreprises;
- savoir ce qu'est le marketing en action;
- accepter d'habiter la SECON LYON-NAISE et de se déplacer continuellement en France.

IL EST OFFERT :

- un poste de grandes responsabilités sous l'autorité du Directeur Commercial;
- une participation effective à la politique commerciale de la Société.

Env. C.V. photo et prét. sous n° 482158 M. photo et numéro de téléphone à :

FORMATION CREATIVITE
8, rue de Turin - 75006 PARIS.

ENTREPRISE T.P. BRETAGNE
FILIALE D'UN GROUPE REGIONAL IMPORTANT

recherche

1) INGÉNIEUR E.T.P. POUR SA DIRECTION

2) INGÉNIEUR CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Les candidats devront posséder :

- Sérieuses références de chantiers de terrassements, travaux routiers, V.T.P., assainissements.
- Expériences de la direction et de la gestion des chantiers, sans de l'organisation.
- Connaissance approfondie des études de marchés.

Age minimum 35 ans.

Env. C.V. photo et prétentions sous n° 482158 M. photo et numéro de téléphone à :

REXIS-PRESS, 50 bis, rue Sébastien, 75002 Paris, qui transmettra.

MARQUINERIE LE TANNEUR ET TANNERIES DU BUGEY

recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE INFORMATIQUE

MISSIONS :

- démarrage d'un IBM 3/15;
- formation et animation de l'équipe informatique;
- promotion de l'informatique dans l'entreprise.

PROFIL :

- expérience récente dans les applications de gestion commerciale et si possible industrielle;
- expérience T.P. appréciée.

Lieu de travail : Région agréable Rhône-Alpes.

Env. C.V. et prétentions sous réf. JER, LE TANNEUR, 01300 BELLEY.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Division semi-conducteurs recherche :

1) POUR OCCUPER LES FONCTIONS : d'INGÉNIEURS COMMERCIAUX à l'exportation
(Réf. SC/ME 6.10.76.81)

DES CANDIDATS DYNAMIQUES, AMBITIEUX, TRÈS MOTIVÉS PAR LA VENTE

Ces postes conviendront à des ingénieurs-électroniciens ou de formation générale, ayant de très solides connaissances en électronique.

Ils seront responsables de la couverture des pays méditerranéens, Moyen-Orient et de l'Afrique.

Ils auront à promouvoir nos produits, à assurer le suivi des affaires, à résoudre les problèmes d'applications des clients.

Une expérience du domaine « Grand Public » serait souhaitée.

Exigences du poste :

- Anglais indispensable (langue de travail)
- 50 % du temps en déplacements.

Ce poste est basé à VILLENEUVE-LOUBET (près de Nice).

2) Pour ses centres de développement de circuits intégrés M.O.S. à NICE (France) et HOUSTON (U.S.A.) des INGÉNIEURS d'ETUDES M.O.S.
(Réf. SC/LR 6.10.76.101)

Les candidats doivent avoir une expérience en intégration de circuits logiques et systèmes électroniques en technologie M.O.S. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable dans le cas d'emploi aux Etats-Unis.

Les candidatures sont à adresser avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité (en maintenant la réf. du poste souhaité) à Mme LE GUET, T.I.P., boîte postale n° 5 - 06270 Villeneuve-Loubet.

ANALYSTE DE CONCEPTION

Profil :

- Formation : école d'ingénieur option informatique ou M.I.A.G.E.
- Pratique de la fonction : deux ans minimum.
- Expérience de conduite de groupe de travail.
- Lieu de travail : DIJON.

Candidat, prêt et C.V. à adr. au n° 7635 « Le Monde » Pub., 3, r. des Italiens 75427 Paris-9^e, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE A SUCCURSALES MULTIPLES
proposé poste de :

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ

Il est demandé :

- un âge minimum de 30 ans;
- une formation comptable supérieure (D.E.S. ou I.P. ancien régime);
- une expérience similaire dans société importante;
- une connaissance de la gestion comptable dans le cadre d'un système informatique;
- des qualités d'animation et de commandement.

Il est proposé :

- l'animation et la coordination des services comptables du siège et de toutes;
- le contrôle interne de la société (bilan trimestriel, contrôle budgétaire mensuel).

Envoyer curriculum vitae, photo, prétentions, n° 3749, RAVAS 37000 CEDEX. Réception assurée.

Cerci SOCIÉTÉ D'ETUDES ET REALISATION DES SYSTEMES EN INFORMATIQUE

recherche

1) INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Diplômés d'une grande école, ils ont acquis 5 ans d'expérience dans la vente de systèmes d'automatisme et d'informatique industrielle. Des interventions dans les milieux de l'industrie mécanique seront appréciées.

2) INGÉNIEURS CHEF DE PROJET

Informatique industrielle temps réel (3 à 5 ans d'expérience avec mini-calculateurs : SOLAS, PDP 11, MTR 128...).

Industries concernées : automobile, aéronautique, pétrole (expéditions), presse, applications de télé-informatique.

3) INGÉNIEURS

Diplômés, possédant une expérience de 3 à 5 ans en informatique temps réel, pour la réalisation de logiciels d'application.

La connaissance des logiciels de base DEC, PDP 11 sera appréciée.

Pour tous les postes à pourvoir, le lieu de travail est PARIS avec des déplacements de courte et moyenne durée.

Réponses seront faites à tous les C.V. manuscrits et détaillés accompagnés d'une photo et mentionnant la référence du poste choisi, adressés au :

SERVICES DU PERSONNEL - CERC
24, rue de Charonne, 75011 PARIS.

amri

Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion

recherche

pour sa direction informatique UN ANALYSTE

Il participera au sein d'une équipe jeune, au développement du système de gestion de production. De formation ingénieur, il aura une expérience d'environ 2 ans en informatique de gestion.

Le poste est situé à PARIS.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

A.M.R.I. - Service du Personnel
50, av. Daumesnil - PARIS 12^e

BUREAU D'ETUDES

recherche

INGÉNIEURS SIDERURGIE

toutes spécialités pour études et chantiers

Anglais apprécié.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à :

CONTEXTE Publications, sous la référence 7807, 20, avenue de l'Opéra - 75001 Paris, Cedex 01.

S.T.C.

PREMIER FOURNISSEUR INDEPENDANT DE PERIPHERIQUES DE TOUTES PERFORMANCES SOUS SYSTEME DE BANDES ET DISQUES

EXTENSION MEMOIRE

recherche

INSPECTEURS MAINTENANCE CONFIRMES

Région Parisienne.

- Connaissances ordinateur I.B.M. souhaitées;
- Salaire selon aptitude et expérience.

Env. C.V., téléphone à :

STORAGE TECHNOLOGIE COOPERATION S.A. (S.T.C.), 5, allée du Bourdonnais, 75001 MAUREPAS. Téléphone : 651-61-64.

L'une des grandes Entreprises Françaises de Bâtiment et Travaux Publics

(siège PARIS)

recherche pour utiliser des techniques de pointe

cherche pour son département

TRAVAUX PUBLICS

RESPONSABLE METHODES

Ingénieur de formation, c'est un homme d'expérience, qui maîtrise parfaitement les études de prix et les méthodes d'exécution de chantier. Il prend en charge une équipe de techniciens et d'ingénieurs et a un rôle de coordination avec les Services Commerciaux et les Services Travaux.

Adresser un curriculum vitae sous référence 78213, CONTEXTE Publications, 20, av. Opéra, 75001 PARIS, Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société de préfabrication lourde en expansion recherche pour son service commercial Expert

ingénieur

CENTRALE, E.T.P. ou équivalent, ayant l'expérience du bâtiment, la pratique de la gestion et du suivi des affaires, le goût des négociations.

Il aura à assister le Directeur de l'exportation dans l'administration des affaires, puis à en prendre entièrement la responsabilité.

Anglais indispensable. Espagnol souhaité.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par Information Carrière

SVP.11.11

SVP.11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 880

65, avenue de Wagram 75017 Paris

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PARIBAINES

PAR GROUPE BANCAIRE IMPORTANT

MAISON EXCELENTE

PETITE ÉQUIPE TRÈS SPÉCIALISÉE

recherche

POUR SIÈGE PARIS

JEUNE COMPTABLE H. ou F.

BONNE FORMATION DE BASE

Il ou elle sera chargé :

- de l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, jusqu'à établis. PRE-MILAN.

Adresser lettre manuscrite, photo, cur. vitas et prétentions sous n° T 93.006 M. REQUIS-PRESS, 25 bis, rue Sébastien, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOI	1 ^{re} ligne	2 ^e ligne	3 ^e ligne	4 ^e ligne	5 ^e ligne
"Placards encadrés" 2 col. et + (à ligne colonne)	40,00	46,70			
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04			
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33			
	70,00	61,78			

ANNONCES CLASSEES

LIAMMOBILIER	1 ^{re} ligne	2 ^e ligne
"Placards encadrés"	28,00	32,68
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

BANQUE D'AFFAIRES
Quartier Champs-Élysées
recherche

un organisateur expérimenté

Statut Cadre

Le poste :
Renforcer le service organisation et méthodes
15 personnes dont la vocation est la conception,
la mise en place et la maintenance des différents
circuits et procédures administratives, en liaison,
dans certains cas, avec le Département Informatique.

Le candidat :
- Formation supérieure.
- Expérience professionnelle de 2 ans minimum,
acquise de préférence en secteur tertiaire et,
si possible, dans la banque.
- Bonnes connaissances de l'informatique
mais spécialisation informatique pas nécessaire.
- Surtout qualités personnelles pour mener à bien
les contacts et les négociations inhérentes
à la fonction.

La carrière du candidat pourra se développer au sein
du service mais aussi, à terme, s'il le souhaite,
dans un autre secteur de la Banque.

Ecrire avec CV, détails, photo et prétentions à
HAWAS-CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS,
sous réf. 72305.

AGENCE DE PUBLICITÉ

(Groupe important)

Recherche pour Gestion Budget de Publicité
d'un des leaders
du Secteur DISTRIBUTION
(Produits grande consommation)

- 1 DIRECTEUR DE CLIENTÈLE

Il aura à animer une équipe opérationnelle
et assurer les contacts
au plus haut niveau
(National et Régional)

- 1 CONCEPTEUR RÉDACTEUR
- 1 ART DIRECTOR

TÉLÉPHONER :
704.66.16 ou 976.17.89

ATTACHÉS COMMERCIAUX

recherche :

Pour ces postes, qui sont à pourvoir à Paris et
en Province, nous souhaiterions rencontrer des
hommes jeunes ayant quelques années d'expé-
rience de la vente, après leur sortie d'une école
supérieure de commerce, par exemple.

Il sera répondu à toutes les lettres.
Discrétion totale assurée.

Si vous êtes intéressés, transmettez-nous votre
C.V. et une photo avec une lettre manuscrite
précisant la rémunération souhaitée et votre date
de disponibilité. Nous vous en remercions.

MERCEDES BENZ France
Direction des Relations Humaines
B.P. 486 - 17 - 75839 PARIS CEDEX 17.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Premier fabricant mondial de semi-conducteurs
recherche pour OCCUPER LES FONCTIONS

d'INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DES CANDIDATS DYNAMIQUES, AMBITIEUX,
TRÈS MOTIVÉS PAR LA VENTE

Ces postes conduisent à des ingénieurs électro-
nicistes ou de formation générale et ayant de très
solides connaissances en électronique.

Ils seront responsables de clients importants chez
lesquels ils auront à :

- assurer les contacts à tous les niveaux hiérar-
chiques, pour mener à bien les négociations
commerciales ;
- définir et promouvoir les produits nouveaux ;
- développer les stratégies commerciales ;
- établir les prévisions de vente à court et moyen
terme.

Les candidatures des candidats
ne seront pas écartées.
Permis de conduire exigé.

CES POSTES SONT À POURVOIR À PARIS.

Pour plus de détails de candidature, écrire avec C.V.,
prétentions, photo et date de disponibilité, sous
référence S.C.I.F. 6 - 10 - 78 - 81, à Mme LE GUEST,
T.I.F., Boite Postale 5, 95670 Villeneuve-Loubet.

CINCOM SYSTEMS

le professionnel des systèmes
de gestion de bases de données
et de télétraitement
recherche :

Ingénieurs Commerciaux
Ayant une connaissance approfondie du matériel et du logiciel IBM.
Une formation complète sur nos produits leur sera donnée.
Rémunération importante, promotion basée sur les résultats.

Technico-Commerciaux
Diplômés de l'enseignement supérieur et ayant une expérience de SGBD
et de système de télétraitement.
Rémunération importante + primes en fonction des réalisations.

Analystes-Programmeurs
Ayant une connaissance approfondie du matériel et du logiciel IBM,
et si possible de l'Assembleur IBM.
Rémunération intéressante + primes en fonction des réalisations.

Tous ces postes sont à pourvoir à Paris. Des déplacements fréquents en
France et en Europe sont à prévoir. La connaissance de l'Anglais
sera un atout important.

Nous offrons
Des produits mondialement connus, choisis en connaissance de cause
par les professionnels les plus avertis.
TOTAL, avec quelque 1500 utilisateurs, est le SGBD
le plus diffusé au monde.
ENVIRON/1, depuis la version ENTRY jusqu'à la version la plus évoluée,
est un moniteur de télétraitement puissant et simple à mettre en œuvre.
ENVIRON/1 et TOTAL constituent ensemble un système unique
intégrant la gestion des bases de données au télétraitement.
Être professionnel, c'est mettre l'expérience au service de l'efficacité.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions à :

Cincom Systems France
Tour Maine Montparnasse - 83, Avenue du Maine,
75755 Paris Cedex 15 - Tél. : 533.11.47

NIXDORF COMPUTER

Société INTERNATIONALE qui a acquis une
place de leader sur le marché de l'INFORMATIQUE
recherche pour sa division terminaux et
GRANDS SYSTÈMES

COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Si vous avez :

- Une formation supérieure.
- Le goût des contacts à niveau élevé.
- Un tempérament dynamique et ambitieux.

Si vous aimez travailler en commun dans une
société en pleine expansion, venez participer au
développement de la force de vente NIXDORF.

Ecrivez-nous (examen confidentiel des candidatures) :

NIXDORF COMPUTER (réf. 88)
7-13, boulevard de Courbevoie, 92200 NEUILLY.

ENGINEERING IMPORTANT
recherche pour MOYEN-ORIENT

- Ingénieur Chef de Zone

pour réalisation UNITE - URKE - AMMONIAQUE

Expérience exigée :

- génie civil, levage, matériel ;
- mécanique fluides, tuyauterie.

Connaissances particulières de l'Arabe.

- Directeur Génie Civil

Expérience T.P., ouvrage d'art, barrage.

Envoyer C.V. + photo à SOCIÉTÉ GESTION 2305,
102, rue La Fayette, 75010 PARIS.

Important groupe de sociétés,
secteur tertiaire,
recherche un

audit

placé sous l'autorité du Directeur Financier, ce
spécialiste, de 25 ans minimum, devra assurer toutes
les fonctions de contrôle interne du groupe, ainsi
que le contrôle budgétaire.

La mise au courant sera assurée par le titulaire
actuel du poste appelé à des responsabilités plus
importantes dans l'entreprise.

Une formation HEC, ESSEC, SUP. de CO., et une
expérience d'audit d'au moins 3 ans sont
indispensables.

La pratique du contrôle budgétaire en entreprise
serait d'autre part très appréciée.

Ce poste est essentiellement basé à PARIS.

Veuillez écrire sous référence 11.231 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue de la Harpe, 75005 PARIS

Société NEUILLY-SUR-SEINE
recherche

SECRÉTAIRE-COMPTABLE

(HOMME ou FEMME)

Très bonne connaissance langue anglaise
pour assurer gestion services importations.
Salaire annuel de départ : 60.000 francs.

Env. demande manusc. C.V. dét. prêt. n° 79.033,
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Très importante Société internationale
recherche pour

PARIS - PROVINCE

JEUNES DIPLOMÉS D'ETUDES SUPERIEURES

Grandes Ecoles et Facultés. HOMMES ou FEMMES

et leur propose :

- 60 à 75.000 F/an 1^{ère} année selon formation.
- 75 à 120.000 F/an 2^{ème} année selon résultats.
- 9 mois de formation rémunérée de haut niveau.
- une carrière réellement évolutive faisant appel
au goût de la conquête et de l'action comportant
l'utilisation de techniques de pointe et faisant la
plus large place à l'initiative personnelle.

Tous renseignements sur cette offre vous seront
communiqués par INFORMATION-CARRIÈRE SVP
que nous avons chargé de vous informer et d'accélérer
notre recrutement. Appelez SVP 33-33 Service INFOR-
MATION-CARRIÈRE de 9 h à 20 h du Lundi au
Vendredi et le Samedi matin
jusqu'à 12 h 30.

SVP 33.33 Référence : 900

On peut également envoyer
son dossier : 65, av. de Wagram
75017 PARIS.

CAMP SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION D'APPAREILS MÉCANIQUES DE PRÉCISION
recherche

INGÉNIEUR D'ETUDES MÉCANICIEN ou ELECTROMÉCANICIEN

(Arts et Métiers, Mécatronique Bessière
ou équivalent)

Ayant si possible quelques années d'expérience
dans une industrie de machines enregistrées
ou comptables.

Des connaissances en électronique sont désirables.
Incorporé dans l'équipe du bureau d'études à
Paris, il aura à contribuer aux essais, études,
mises au point de prototypes et de séries
d'appareils nouveaux.

Adresser CV sous référence 887 à :

GEDEV SÉLECTION
65, avenue de WAGRAM 75017 PARIS

Très important

GROUPE FRANÇAIS MULTINATIONAL
recherche

directeur

pour Société Commerciale en
TUNISIE

distribuant des biens
de consommation durables

Ce poste de haut niveau sera proposé à un
homme expérimenté ayant au moins 32 ans,
de NATIONALITÉ TUNISIENNE
(condition impérative)

Formation de base acquise dans de Grandes
Ecoles Françaises (HEC, ESSEC, ISA, ESCP, IEP,
X, ECP, Mines...).

La responsabilité complète du poste lui sera
confiée après la période de formation nécessaire.

Adresser le dossier de candidature sous référence
TUN. n° 451-923 à SECTE-PROSSE, 85 bis, rue
Béaumont, 75001 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ 70 KM NORD DE PARIS

recherche pour son Laboratoire de Recherches

UN TECHNICIEN SUPERIEUR MESURES PHYSIQUES

- Titulaire d'un D.U.T. Mesures Physiques
ou niveau de formation scientifique équiva-
lent
- Expérience dans le domaine de l'acou-
stique et de la métrologie
- Anglais et Indispensable - Allemand
souhaité

Adresser C.V. manuscrit, prétentions,
photo à n° 359 SPERAR, 12, rue Jean-
Jours 92807 PUTEAUX qui transmettra.

Vous avez une formation supérieure (R.S.C.P. - E.S.C.A.E. D.E.C.S.)
et cinq années d'expérience en comptabilité générale.
Vous êtes familiarisé avec l'informatique de gestion.
Vous vous proposez de devenir :

RESPONSABLE de la COMPTABILITÉ DES FILIALES 100.000 F +

Rattaché directement au chef du Service Comptabilité, vous super-
viserez, de PARIS, la comptabilité de nos filiales belges et italiennes,
de nos bureaux et chantiers étrangers, et établirez les résultats
intégrés Marché Commun.

الرجاء الى

ANNONCES CLASSES


REPRODUCTION INTERDITE
es d'emploi

offres d'emploi**offres d'emploi****offres d'emploi**

offres d'emploi

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU		
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

	La Rive	La Rive T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,89
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	68,00	79,00

ROUSSELOT & A. 

Groupe Chimique français
leader mondial dans sa spécialité
recherche pour la direction technique
de l'une de ses divisions
SAINTE-DENIS (Carrefour PLEYEL)

INGENIEUR

Adjoind un chef de bureau d'études.

Âgé de 30 ans au moins, de formation mécanique
ou électromécanique ayant de solides connaissances
en Anglaise et quelques années d'expérience
d'étude et de réalisation de travaux positifs, en particulier
en matière de fluides et de services généraux.

Toutes Informations sur cette offre seront données
confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi
5h à 12h 30 - 13 h 30 à 19 h **SVP 11.11** qui donnera
un rendez-vous aux
candidats concernés.
Références 830.

On peut également
adresser son dossier,
65, avenue de Wagram
75117 Paris

FRUEHAUF FRANCE
Filiale du leader mondial de la semi-remorque
et du grand constructeur rattaché pour Rb-Cramps

COORDINATEUR
D'EXPORTATION CADRE

Ces candidats possèdent bilinguisme anglais, aura une formation commerciale spécialisée et une connaissance parfaite de l'export de l'Europe, ne sera pas responsable d'opérations courantes.

Il aura la responsabilité de l'administration commerciale, gestion des contrats, gestion et sélections du coût des transports.

Il sera partie du petit nombre de collaborateurs directement rattachés au directeur de l'exportation. Ce poste leur qui administrer, pourra être l'objet de quelques courts déplacements.

Rue C.V. défilé et prétendons un service
du personnel - 2, avenue de l'Amazette
NIE-ORANGES 91150

SOCIÉTÉ DE CONSEILS
recherche pour son service Engineering
et Architecture

UN INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

Le candidat, ingénieur de formation (ECN, Ponts, T.P., A.M., etc...) doit avoir une grande expérience des problèmes du bâtiment et de commercialisation pour montage d'affaires et négociations de contacts au plus haut niveau.

Age minimum 32 ans.

Envoyer C.V., photo, prétentions à No 7902
CONTESSÉ Publicité 20, Avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

**INGÉNIEURS
SYSTÈMES**
connaissant parfaitement
la mise en œuvre de
TDS - IDS sous GCOS

Envoyer C.V., photo, prêts
A.T.S., 38, rue de Maubeuge,
École privée sous contrat
RECHERCHE D'URGENCE
PROFESS. MATH.
PROFESS. ESPAGNOL
Ecr. n° 2 93,71 M Rôle-Press
85 bis, rue Réaumur, Paris

CCR
Branch médicale du Groupe
THOMSON-BRANDT

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TRANSPORTS**
cherche
pour son département groupage

CHEF COMPTABLE

- Minimum 35 ans.
- Libre, rapidement.
- Connaissance transports et comptabilité analytique d'exploitation.
- Esprit porté vers la gestion.
- Avoir expérience 3 à 5 ans.

Ec. avec C.V. et présentations,
n° 2246, Publicités Réunies
112, bd Voltaire, 75011 Paris

ATLAS COPCO
FRANCE
« L'air comprimé au
travail dans le
monde entier »
slogan :
ESCAF - ENI
Pour prendre la position de
chefs de ligne au département
« approvisionnement et adminis-
tration des ventes ».
Ces postes sont destinés à de
jeunes gestionnaires ayant
acquis une expérience
effective de 2 ans au moins

Il est nécessaire d'être
méthodique, rigoureux,
à la fois ferme et diplomate
de manière à pouvoir
prendre sous 2 à 3 ans des
responsabilités de commande-
ment et d'animation plus impor-
tantes, au sein d'un groupe
international en constante
expansion.

Anglais parlé abso-
lument
indispensable.

Lieu de travail :
93-FRANCONVILLE

Adr. C.V. man., photo et prêt.
à A.C.F.V. Boite Postale 11
93120 FRANCONVILLE

2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
COBOL
plusieurs années d'expérience
D'APPLICATION DE GESTION
DE BASES DE DONNEES
Envoyer C.V., photo, prétentions
A.T.S., 38, rue de Mantebeuge, 9

**ÉTABLISSEMENT
FINANCIER**
recherche

Homme ou Femme

FORMATION : Diplôme d'enseignement supérieur économique ou commercial.
Anglais courant souhaité.

EXPERIENCE :
3 à 5 ans de responsabilités.

**MARKETING
INDUSTRIEL**

exercés dans une agence
de publicité ou un groupe
industriel, si possible dans
le domaine des biens
d'équipement

PROFIL :

- Esprit méthodique,
- Imagination,
- Persuasion,
- Sens du contact.

LE POSTE :

- Sous l'autorité du P.-D.G. et dans le cadre d'une stratégie d'ensemble
- à long terme ;
- Recherche des opportunités d'action commerciale,
- analyse des "points faibles" des "hommes de terrain" ;
- Elabore des plans d'action commerciale qu'il propose à la structure de vente.

Adresser C.V. manuscrit, photo et références à M. 7924, COTTESSÉ, Pub., 20 avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmet.

Discrétion assurée

nires

SOIR
Service Publicité
-ASSISTANTE
Assistance d'exécution de

SECRÉTAIRE/DACTYLO
anglais, bilingue anglais.
Adresser C.V. manuscrit en
anglais et préférences à :
Société AFFILIATED FM
Direction du Personnel
c/o rue de Marmottan, Paris-8^e
(sous pli confidentiel).

**ASSOCIATION
LOISIRS ET CULTURE
recherche**
**SECRÉTAIRES
ANIMATRICE**
des jeunes au troisième âge)
PLUS AVANTAGES SOCIAUX.
critère avec C.V. et prétentions
M.A. 29, rue de la Tombe-
Issoire, PARIS (14^e).

Immobilier
Publiques
6 et 37

DATA GENERAL
UN GRAND DE LA MINI-INFORMATIQUE
AMERICAINE
recherche
pour son bureau européen à PARIS (16^e)
UN ANALYSTE FINANCIER
qui assistera le contrôleur européen dans les fonctions suivantes :
- analyses financières générales ;
- budgets ;
- procédures comptables ;
- profits spéciaux ;
Qualifications demandées :
- expertise ou pratique professionnelle des méthodes comptables anglo-saxonnes ;
- ans de pratique de cabinet ou d'industrie ;
- anglais courant, pratique du français et de l'allemand ;
ENVOYER CURRICULUM VITAE A D. SUGARO,
DATA GENERAL, 11, RUE DE

**UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
TRAITANT DES MARCHÉS
du MOYEN-ORIENT**

cherche des

CHEFS DE BASE

pour un personnel expérimenté nombreux : Ingénieurs, Techniciens, Ouvriers, ils reglèrent tous les aspects d'une base vie à l'étranger : accueil, logement, animation, socio-culturelle, relation avec les autorités et les administrations, voyages, etc.

Ce sont des hommes d'expérience, habitués à la vie à l'étranger.

Ils peuvent venir d'horizons divers : Pétroliers, Bâtiment et Travaux Publics, Armée, etc.

La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Adressez C.V. sous réf. 78382, CONFESSE Publicité

13, RUE LE SUDON, 75015 PARIS.

Société secteur de pointe -
développement des services
informatique **TRÈS URGENT**

1) RESPONSABLE
ANALYSTE-PROGRAMMEUR.

2) ANALYSTE-PROGRAMMEUR.

3) PROGRAMMEURS
ASSEMBLAGEUR
TESTEUR
SUR IBM 370 VS

4) PERFORATICES
QUALIFIÉES S/IBM 329

let. lettres manusc. avec C.V.
pr. présentations **VP. 47.000.**
RD 35, rue de l'Arcade,
Paris 9^e, qui transm.

archivistes **MUSICOGRAPHIE**
pour enregistrement musical.

SOCIÉTÉ (S), recherche
AIDE-COMPTABLE

HOMME expérimenté, 18, rue
de la République, Enghien
photo SECRÉTAIRE DU
PERSONNEL, 1, r. Thénard.

VOUS SOUHAITEZ

- Une situation stable.
- un salaire lucratif.
- Avoir des contacts humains.
- Connaître les secrets de la vie.

VOUS POSSEDEZ

- De la volonté, l'ambition
- Un bon niveau culturel.
- Une voiture.

VOUS VOUS OFFRONS

- Une formation pratique
- Une technique de vente
- des produits de très grande
- et des clients de votre région.

26, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui trans.

**La Société Financière
d'Organisation
et d'Expenses-Comptables
TOUT GAMMA A**
73, rue de Berck,
75002 Paris, Cedex 12.
TEL. : 346-00-82.

Recherches
pour **SNF** groupe de révision

EXPERT COMPT. STAG.
Titulaire du D.E.C.S. complet
en comptabilité générale,
cabiné, d'expériences-comptables,
Env. C.V. photo et présentations.

SNF de Distribution rect. pour
son Service Informatique stg.
sur Chelles

UN PROGRAMMEUR
Cv. Camille, Assemblée.
Env. C.V. et photo. A.D.
C. 100.000.000.

BUREAU VERITAS
recherche

**UN INGÉNIEUR
DE BUREAU
D'ÉTUDES**
ou TRÈS BON
TECHNICIEN
Résistance des matériaux
appliquée

Pour examen plans, notes
calcul matériaux classiques
mécaniques.
Matériaux courts français et
étrangers comme ASME, etc.
Devrait pouvoir lire textes
anglais et allemands.
De préférence de tradition
LEVALLON-PERRET
Env. C.V. et photo. 7/8/81

un nouveau service conçu

Le Monde INFORMATIQUE

Dresse chaque semaine
offres d'emplois encadrées
concernant chacune des
professions.

C'est le moyen, pour
l'individu, d'acquiescer
libre dans l'entreprise, com-

SAU S.A., 10, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

31, rue Henri-Rochefort
75017 PARIS

**veau
nant l'emploi**

ATION-PROFESSIONS

le tableau récapitulatif des
parues dans "Le Monde"
incipales fonctions ou pro-

ux qui ont une responsabi-
e pour ceux qui exercent

bon de commande
Le Monde INFORMATIQUE

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de :

1) Mettre une croix dans les cases correspondantes :

- ☐ Direction générale, fonctions multipostes.
- ☐ Marketing relations publiques publicités
- ☐ Informatique.
- ☐ Production entretien.
- ☐ Ingénieurs.
- ☐ Etudes organisation et recherche.

Mode à découper
mon-profession

Indiquer de la ou les fonctions suivantes :
indépendant aux fonctions retenues :

- ☐ Direction financière et administrative.
- ☐ Comptabilité.
- ☐ Personnel formation relations
humaines et sociales.
- ☐ Direction commerciale vente.
- ☐ Ingénieurs commerciaux et
technico-commerciaux.

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le tarif de votre choix.

TARIF				
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4
6 semaines	20	30	57	74
13 semaines	40	78	114	148
25 semaines	70	136	199	268
52 semaines	120	234	342	444

Le tarif de l'abonnement est la correspondance du nombre de semaines demandé.

INFORMATION PROFESSIONNELLE

nombre de semaines retenu ;						
ABONNEMENTS (en France)						
6	7	8	9	10	11	
105	119	132	144	155	165	
210	238	264	288	310	330	
368	416	462	504	542	577	
630	714	792	864	930	990	

SIEGE de la Société de l'abonné.
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires

"LE MONDE" INFORMATION PROFESSIONNELLE

NOM : _____

ADRESSE : _____

ous par les uns ou les autres ou au
ne suivant celle de la réception du bon
es, téléphoner au 574.72.03, ou écrire :
IONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS
ou SOCIETE : _____
TEL : _____

ENTREPRISE GÉNÉRALE FRANÇAISE
A VOCATION INTERNATIONALE

recherche **LIN**

DIRECTEUR GÉNÉRAL

En contact avec la Société Mère à PARIS, ce cadre supérieur sera chargé d'organiser la construction de grands chantiers (Bâtiments, Commerces) clés en main, dans LES PAYS DE L'EST. Il sera responsable du planning, du déroulement des travaux, du coût de l'Opération.

Le candidat titulaire d'un diplôme d'Ingénieur-Grande Ecole doit disposer d'une solide expérience, acquise dans une entreprise du bâtiment ou travaux publics, avoir un sens aigu de la diplomatie, une forte personnalité, être rompu aux négociations à l'échelon international.

Ce poste implique une expatriation pour la durée des travaux, soit trois années environ.

Le salaire d'un niveau très élevé s'accroît en fonction de l'ancienneté et de la complexité des chantiers ainsi que des conditions d'expatriation.

Adresser C.V. sous le N° 1602 à COMPTES Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

Pour un important groupe de prestations
industrielles (2000 personnes)
sous recherches

**un(e) responsable
des relations sociales**

85.000


Dans le cadre d'une politique de personnel
fixée par la Direction générale, il (elle) forme,
conseille, assiste, contrôle et responsabilise
d'unités en matière d'application de la légis-
lation du travail et d'animation des relations
particulières.

La poste intègre :

- soit une) Juriste confirmé(e) dans l'exercice
de responsabilités similaires;
- soit un cadre 32 ou 33 minimum, ayant une
formation de base universitaire. Son expé-
rience professionnelle, couvrant au moins
un anneau du profil d'emploi, lui a permis de
développer ses qualités de négociateur et
d'animateur.

Déplacements de courtes durées à partir de
Paris à prévoir.

Adresser lettre, C.V. et rémunération actuelle

centor  **DEPARTEMENT
EMPLOI**
13 bis, rue Henri-Monnier 75009 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
(5 usines, 1.200 personnes, 165 millions de C.A.,
SIÈGE PARIS), recherche son futur
DIRECTEUR TECHNIQUE
Formation **INGÉNIEUR CENTRALE, A.M.**
ou équivalent
Ayant déjà dirigé usine, ou ayant été responsable
activités et travaux nous dans une importante
société.
Très bonne connaissance de la fonderie (Toute et
surtout indépendante)
Connaissances en électromécanique souhaitables.
Adresser curriculum vitae, photo, présent, n° 73-56
COTTESSER, P.O. 20, av. Opéra, Paris (2^e), qui te.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
recherche pour secondar sa
Direction Technique à PARIS

**INGÉNIEUR EN CHAUFFAGE
ET CLIMATISATION**

28 ans minimum
Il aura la responsabilité des études et de leur
exécution.
Situation stable dans la société en réelle
expansion.

Adresse: CV détaillé et prétentions
sous référence 983 à :

GEDEV SÉLECTION
86, avenue de WAGRAM 75017 PARIS

secrétaires

FRANCE-SOIR
recherche pour son Service Publicité
une SECRÉTAIRE-ASSISTANTE
ayant si possible une expérience d'encadrement de
publicité presse, disponible immédiatement.
Envoyer avec curriculum vitae et présentations à :
Gérard MORAY, Secrétaire-Président, 109, rue Beaunur.

75002 PARIS, ou tél. au 232-85-82.

Secrétaires
de direction

Société Porte-de-Saint-Cloud

Société sociale rech. d'urgence
SECRÉTAIRE/DACTYLO
audio bilingue anglais.
Adresser C.V. manuscrit en
anglais et préférences à :
Société AFFILIATED FM

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Parfaitement bilingue français-
américain, ayant pratiqué
des contacts à haut niveau.

La candidate devra avoir acquis
son expérience au sein d'une
direction générale ou commerciale.

**SECRÉTAIRES
ANIMATRICE**

Age souhaité 28 ans min.
Adr. lettre manuscrite et
présentons, S/n° 49.023, à
JRP 35, rue de l'Arcade,
Paris 8, qui transm.

ANIMATROL
(des jeunes au troisième âge)
TOUS AVANTAGES SOCIAUX.
Ecrire avec CV, et présentons
F.N.A. 22, rue de la Tombé-
Issoire, PARIS (14).

**Voir notre immobilier
et autres rubriques
en pages 36 et 37**

VOL DIRECT
PARIS-BAHREIN-MASCATE
TOUS LES LUNDIS.

UTA
Le spécialiste longues distances

BAHREIN
MASCATE

UTA. LA ROUTE DIRECTE VERS LES ETATS DU GOLFE.

autofocus prestinox... un projecteur universel

Projecteur Prestinox 624 APT. Le modèle le plus prestigieux. Le préféré des utilisateurs les plus exigeants, des clubs, etc. "Autofocus" comme le 624 AP, il possède une télécommande pour le marche avant et arrière et il est équipé pour le fondu enchaîné. D'autres caractéristiques en font un appareil très complet : touches digitales lumineuses à effleurlement pour la commande de la marche avant et arrière du magasin — timer incorporé réglable de 5 à 25 secondes qui change les vues à votre place. Témoins lumineux de fonctionnement du dispositif "Autofocus". Enfin, et c'est très important, son groupe condensateur à très haut rendement lumineux lui permet des projections de vues 24x36 sur des écrans allant jusqu'à 2 m de large en ambiance claire et 5 m de large en ambiance sombre. Malgré tout cela, la modestie de son prix vous étonnera.

Prix relevé à Paris en septembre 1976 : 750 F. TVA incluse.

Bon à découper pour recevoir une documentation gratuite. Demandez à adresser à Prestinox S.P.A., route de Tremblay - 93420 VILLEPINTE

prestinox

nom _____
adresse _____

TROIS FOIS PAR SEMAINE
PARIS-LAGOS
SANS CHANGER D'AVION

UTA
Le spécialiste longues distances

LAGOS

36 VOLS PAR SEMAINE SUR L'AFRIQUE

LA VIE ÉCONOMIQUE

La comptabilité nationale fait peau neuve

L'un des outils d'appréciation du dispositif gouvernemental vient d'être modifié. La publication du plan Barre consacre en effet l'application effective en France pour la description des données économiques, rétrospectives ou prospectives, d'un nouveau système de comptabilité nationale. Le « système élargi de comptabilité

nationale » (SECN), dont la mise en chantier remonte à plusieurs années, constitue la variante française du système européen de comptes économiques intégrés (SEC) adopté en 1968 et lui-même rattaché au nouveau système de comptabilité nationale des Nations unies (dit système révisé).

A PROPOS D'UN CHANGEMENT DE BASE

Il a fallu plusieurs années pour mettre au point les cadres et les méthodes de comptabilité du nouveau système, les appliquer à l'année de référence (l'année 1971) et constituer une première série de comptes (1970 à 1975). La prévision française officielle, depuis les travaux engagés en 1974 pour actualiser les perspectives 1976 et établir la projection 1977, s'exprime désormais dans le cadre du nouveau système.

par
YVES BERNARD (*)

1. — Apparition de nouveaux concepts

A l'ancienne notion d'« agent économique », est substituée celle, d'ailleurs voisine, d'« unité économique ». Celle-ci est ou bien une unité de production homogène, définie par une activité exclusive sur un produit ou groupe de produits (pour la description des flux intéressant la production), ou bien une unité ins-

ciée, il en va aujourd'hui différemment. La production se décompose : — en production marchande de biens et services, étendue aux fonctions d'assurance et de financement ; — et en production non marchande, qui concerne les services

Accessoirement, leur évaluation est modifiée dans la mesure où la base territoriale du SECN fait référence non plus à la présence sur le territoire métropolitain mais au critère de la résidence.

● Autre différence non négligeable : dans la présentation des « emplois » du produit national, la formation brute de capital fixe des sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles ne comprend plus les opérations de leasing, désormais imputées aux institutions de crédit.

3. — Novations dans le mode d'évaluation des opérations

Des changements propres comptables sont opérés. Les opérations sur biens et services sont désormais évaluées hors T.V.A. déductible. Les comptes de secteurs sont présentés hors appréciation des stocks. La notion de rémunération des salariés est désormais plus vaste que celle des salaires bruts puisqu'elle inclut des cotisations sociales correspondant aux prestations sociales directement versées par les employeurs ou les administrations. Le traitement des opérations d'assurance est modifié dans la mesure où les institutions spécialisées ont désormais la qualité de producteurs de services. La description des circuits financiers confirme la pratique d'une distinction entre l'opérateur de la distribution des crédits et celle de leur financement.

D'autre part, la nouvelle base retenue bénéficie de progrès dans l'information et le traitement statistiques, concernant, notamment, les entreprises.

Ces différences — on s'est bémol aux plus notables — interdisent tout rapprochement entre les séries du nouveau et de l'ancien système. Si certaines évolutions, pour des grandeurs synthétiques (production intérieure brute et PIB marchand), apparaissent comparables, il serait erroné de procéder à des assimilations simplistes.

Cette mutation devrait au moins introduire un élément de rigueur en même temps qu'un réflexe d'humilité. L'outil utilisé, quel qu'il soit, fournit une image simplifiée et non rigoureusement exacte de la réalité ; il privilégie en plus un angle d'observation.

Ce qui importe, au niveau de l'analyse, c'est d'étudier les résultats proposés par le même outil, car seuls comptent les raisonnements et les enseignements qui s'appuient sur l'examen d'observations comparables. Ce qui importe aussi, au plan de l'action, c'est sans doute de le fonder, au moins pour partie, sur ces enseignements, en fonction des objectifs que l'on s'assigne ; mais c'est aussi d'éviter de l'enfermer dans des références comptables, dont les changements de base et de système révèlent la fragilité.

Un exemple, pour illustrer cette remarque : pour apprécier le caractère inflationniste ou déflationniste de la croissance des dépenses publiques ou de la masse monétaire, doit-on faire le rapprochement avec le taux de progression de notre vieille production intérieure brute, ou celui du produit intérieur brut marchand, ou encore celui du produit intérieur brut total ? Il y a plus d'un point d'écarter — c'est-à-dire le dixième de la variation étudiée — selon la façon de procéder (3).

(1) On pourra se reporter, à ce sujet, au volume des méthodes publiées par l'INSEE, n° 190-199 des collections de l'INSEE, série C n° 44-45, mai 1976.

(2) Revenu et utilisation du revenu étaient confondus jusqu'à maintenant dans le « compte d'allocation ».

(3) La première aura augmenté en valeur de 12,5 % environ en 1976, la seconde de 11,7 %, la troisième de 12,8 %. Pour être complet, la valeur ajoutée brute marchande aura été de 12,1 % et la valeur ajoutée brute totale de 12,8 %.

TROIS ANNÉES DE COMPTES NATIONAUX (nouveau système élargi de comptabilité)

	1975	1976	1977
	Évaluations de mai 1976 (en %)	Prévisions rectifiées (août 1976) (en %)	Prévisions (en %)
● RESSOURCES DE LA NATION			
Produit intérieur brut marchand...	1,3	+ 5	+ 4,8
Importations	7	+ 27,1	+ 7,1
● EMPLOI DE CES RESSOURCES			
Consommation des ménages...	+ 3,3	+ 4,3	+ 4,1
Investissements (sociétés et quasi-sociétés non financières + entreprises individuelles)	7	+ 3,5	+ 3,1
Exportations	2,7	+ 10,3	+ 9,3
● Somme des prix à la consommation (en moyenne annuelle)...	11,4	9,5	8
● Accroissement du PIB en valeur...	12,7	15	13,2

tionnelle, définie par la disposition d'une comptabilité complète et de l'autonomie de dépense dans l'exercice d'une fonction principale. Les unités institutionnelles ayant un comportement économique analogue sont regroupées en secteurs institutionnels : sociétés et quasi-sociétés ; ménages (auxquels sont rattachés les entrepreneurs individuels) ; administrations publiques ; administrations privées ; institutions de crédit, entreprises d'assurance, reste du monde. Innovation fondamentale, la notion de production est considérablement élargie. Alors que l'ancien système ne reconnaissait la qualité de producteur qu'aux entreprises non financières (et dans une faible mesure aux ménages), mais la refusait aux administrations et institutions finan-

rendus à titre gratuit par les administrations et les ménages.

L'activité économique est synthétisée désormais par le produit intérieur brut (composant le PIB marchand et le PIB non marchand). Le PIB marchand se distingue de l'ancienne production intérieure brute par l'inclusion des productions marchandes des administrations (8 milliards en 1975) et d'une partie de la valeur ajoutée des institutions de crédit et des organismes d'assurance (13 milliards en 1975). Il s'en distingue aussi au niveau de la comptabilisation : le PIB était calculé toutes taxes comprises, alors que le PIB marchand est calculé hors T.V.A. déductible et ne retient que la T.V.A. effectivement perçue par les administrations.

2. — Présentation et concepts différents

● Les emplois et ressources des différents secteurs sont désormais répartis en six comptes : production, revenu, utilisation du revenu (2), capital et financier. Cette nouvelle structure s'accompagne d'un recensement des opérations, qui dégage des soldes dont certains sont

différent de celui des sociétés du système antérieur, du fait du transfert de certains organismes assimilés aux entreprises (ex. le C.E.A.) dans les branches marchandes des administrations.

● Importations et exportations in-

PASSAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT A LA PRODUCTION INTÉRIÈRE BRUTE (hors T.V.A. déductible)

	1975 (en millions de F)
● PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	1 433 982
— Produit intérieur brut non marchand	171 585
● PRODUIT INTÉRIEUR BRUT MARCHAND	1 262 397
+ Production imputée de services bancaires	59 294
+ Valeur ajoutée marchande des administrations publiques	7 235
+ Valeur ajoutée marchande des institutions de crédit et des assurances	1 473
● PRODUCTION INTÉRIÈRE BRUTE (hors T.V.A. déductible)	1 231 424
dont :	
— Droits de douane	2 932
— T.V.A. grevant les produits	124 581
— Valeur ajoutée des ménages (hors entreprises individuelles)	78 152
— Valeur ajoutée des entreprises non financières	1 048 079

nouveaux : excédent brut d'exploitation, revenu disponible brut, épargne brute, capacité et besoin de financement.

comportent désormais les échanges effectifs de services avec l'étranger.

(*) Économiste.

● Les entrepreneurs individuels sont désormais classés avec les ménages, même s'il existe une distinction de leurs opérations : certains flux fiscaux rattachés dans l'ancien système, tels que le revenu brut des entrepreneurs individuels, disparaissent. Le champ couvert par les sociétés et quasi-sociétés est un peu

SC. PO.
Plusieurs cycles de préparation. Entrée en année préparatoire. Admission en 2^e année. Prof. de Fac. et Enseignants I.E.P. Résultats performants. Groupes de 15 étudiants maximum. Nombre limité de places. Préparation par correspondance. Possibilité d'inscription conditionnelle.

I.P.E.C. 45 Bd St-Michel 633.81.23 035.45.67

الطريق إلى

150

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

Les Neuf décident de dévaluer de 10 % la « livre verte » irlandaise

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). Les ministres de l'agriculture des Neuf, réunis lundi 4 et mardi 5 octobre à Luxembourg, se sont séparés sans être parvenus à s'entendre sur la manière d'aménager le système des montants compensatoires qui sont appliqués dans les échanges de produits agricoles, afin d'annuler les effets de variations de change.

Pour tenir compte de la chute continue de la livre sterling, M. John Silkin, le nouveau ministre anglais — qui appartient à l'alle du Labour la plus hostile à la Communauté — s'est résolu à opposer aux solutions préconisées par M. Pierre Lardinois, commissaire européen chargé des affaires agricoles, pour tenter d'apporter un remède partiel à la situation actuelle. Il a été entendu que M. Lardinois s'efforcera, au cours des prochains jours, de convaincre le gouvernement britannique. En cas d'échec, il a été décidé que les ministres des finances seraient appelés à donner leur arbitrage, au cours d'une session commune agriculture-finances, qui se tiendrait fin octobre.

Les Neuf sont conscients que leur débat sur les montants compensatoires dépasse la simple gestion des marchés et que l'enjeu est politique. En fait, c'est l'existence du Marché commun agricole qui est gravement menacée.

Un éclair

Le conseil s'est achevé dans un climat de malaise et sur des décisions qui vont exactement à l'encontre de l'objectif qui était recherché : réaliser des économies ! Les montants compensatoires jouent comme des subventions à l'importation au Royaume-Uni, lesquelles sont prises en charge par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA). Leur coût devient intolérable pour le FEOGA dès lors que les montants compensatoires atteignent un niveau élevé (35 %, la semaine prochaine, dans le cas du Royaume-Uni). Pour réduire les montants compensatoires, M. Lardinois avait suggéré que la « livre verte » anglaise soit dévaluée de 4,5 % et la « livre verte » irlandaise de 7,5 %. Ce qui se traduirait par une réduction des montants compensatoires de, respectivement, 6 et 10 %, mais entraînerait corrélativement une hausse des prix agricoles irlandais et anglais.

L'Irlande approuvait pleinement les propositions de la Commission. La dévaluation de la « livre verte » irlandaise présente pour elle un double avantage : assurer à ses agriculteurs un revenu plus élevé et faciliter ses exportations. Dans les pays dont la monnaie se déprécie, les montants compensatoires jouent en effet comme une taxe à l'exportation. Les réductions reviennent à alléger cette taxe. Toutefois, du fait de l'opposition de M. Silkin, M. Lardinois a retiré ses propositions, y compris celles intéressant l'Irlande.

Pourquoi risquer ainsi de déplaire à Dublin ? Augmenter les prix agricoles irlandais sans augmenter en même temps les prix anglais revient à accroître automatiquement la subvention accordée au Royaume-Uni sous forme de montants compensatoires lorsqu'il achète à l'Irlande. Autrement dit, la charge pour le FEOGA serait du même coup alourdie, comme le souligne M. Silkin, l'existence de prix agricoles sensiblement plus élevés en République irlandaise que dans l'Ulster risquant en outre de devenir un facteur supplémentaire de malaise dans cette zone déjà troublée.

Le ministre irlandais, M. Clifton, furieux de l'attitude de M. Lardinois, quitta alors la salle avec éclat, s'indignant que l'Irlande soit traitée comme un État membre de seconde zone et fasse les frais de l'obstruction britannique. Pour éviter que l'incident ne dégénère, le conseil décida de lui donner satisfaction, autrement dit approuva la dévaluation de la « livre verte » irlandaise de 7,5 % (soit une réduction des montants compensatoires de 10 %, assortie d'une hausse des prix agricoles irlandais de 10 %), bien que le taux représentatif de la livre verte anglaise demeurât inchangé. L'opération signifie, sur une base annuelle, un coût supplémentaire de plusieurs dizaines de millions d'unités de compte pour le FEOGA.

PHILIPPE LEMAITRE.

AFFAIRES

LE CONGRÈS DES EXPERTS COMPTABLES

Inflation et entreprise

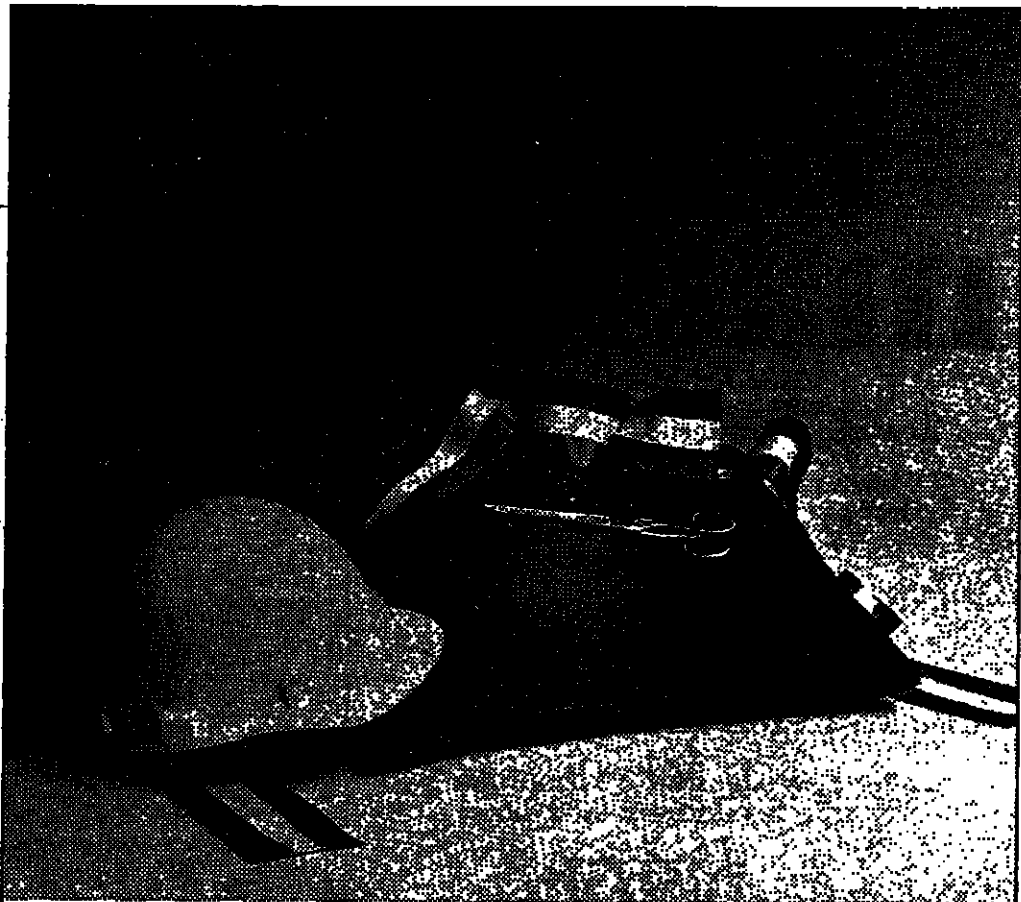
Près de cinq cents experts-comptables et comptables agréés français, ainsi qu'une centaine de leurs confrères étrangers, tiennent à Strasbourg, du 7 au 10 octobre, leur trente et unième congrès dont le thème est « Inflation et Entreprise ». Le rapport général de ce congrès, placé sous le haut patronage de M. Giscard d'Estaing, sera présenté, après deux ans de travaux, par M. Flied, membre du Conseil supérieur de l'Ordre et professeur à l'université de Paris-X, qui sera également chargé de la synthèse finale.

Deux journées seront consacrées à l'étude du thème « Inflation et Entreprise ». Les intervenants, au cours desquelles interviendront notamment MM. Albertini, directeur du laboratoire du C.N.R.S., Attali, Uri, ainsi que de nombreux experts venus du Crédit national, de l'université, du patronat français, de la direction générale des impôts et des Communautés européennes. M. Delmas-Marsalet, chef du service du Trésor au Commissariat général au Plan, chargé par le gouvernement, au début de cette année, de préparer un rapport sur la réévaluation des bilans, exprimera les vues du Commissariat au Plan sur ce thème.

L'accent sera mis sur trois points : l'évaluation des effets mécaniques de l'inflation, mesures de nature à être prises pour assurer une saine gestion des entreprises et, surtout, présentation des comptes en période d'inflation, avec une critique de la notion de « coût historique » des investissements. Des propositions seront faites pour l'adoption d'une position française, en relation avec les doctrines développées actuellement à l'étranger.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 888
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADJUDICATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petites-Champs, 75008 PARIS - CEDEX 02



à Chateauroux, nous savons vous construire une usine en trois mois.

La Société ATEI était pressée de s'installer à Chateauroux. Nous lui avons construit une usine de 1.800 m² en trois mois.

Enfin, soyons honnêtes - trois mois et quatre jours ! L'adjudication a eu lieu le 11 juillet 1975, les travaux commencent la semaine suivante et l'usine était livrée le 15 octobre. Alors, si vous êtes tenté par Chateauroux venez voir la zone de la Mairie (elle jouxte l'aéroport) et dans trois mois... on inaugure votre usine.

Pour le champagne, on s'arrangera toujours.



Photo J.-P. Corré
Groupe Régions du Futur

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ : 12 h - Arrivée : 14 h 45

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 12 h 45 - Arrivée : 15 h 25

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ : 12 h 45 - Arrivée : 19 h 05

Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 12 h 45 - Arrivée : 15 h 30

Los Angeles San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ : 10 h 40 - Arrivée Los Angeles : 18 h 10
Arrivée San Francisco : 18 h 48

(Horaires du 6 au 31 octobre)



N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex.

ébran
SERVICE TÉLEX
345.21.62 - 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS
la Rue de Provence
ETAIT LA RUE DE L'ARGENTERIE
BIJOUX
La tradition se perpétue...
Henri HERMANN
au n° 46
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION



Valais-Suisse

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisirs et joies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès des Neuf (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de FS 68000.-

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE
Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THYON-PROMOTION SA
CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 363 OURST CH

• Nom _____ Prénom _____
• Lieu/No postal _____
• Tél. privé _____ Tél. prof. _____

PRESENTATION MONDIALE DE LA FOURRURE 76-77

ouvert tous les jours de 10 h. à 20 h. sans interruption.

Défilé de mannequins chaque jour à 15 h

HOTEL GEORGE V

31, Avenue George V
(Champs-Élysées)

Bien marié?

Vous savez pourquoi vous voulez vous marier. Ou pourquoi vous êtes marié. Cela ne nous regarde pas. Mais savez-vous exactement ce qu'il faut faire pour vivre dans le respect de votre régime matrimonial? Pour que vos intérêts et ceux de votre conjoint soient respectés? Pour profiter de tous les avantages du régime que vous avez choisi, ou pour en connaître toutes les conséquences?

Les régimes matrimoniaux.

Un nouveau dossier "Vie pratique" à partir de cette semaine dans

Le Journal des Finances

En vente chaque jeudi dans les kiosques et librairies. Le numéro : 4 F. Abonnements : 122, rue Réaumur, 75002 Paris

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BUDGET

L'énergie est privilégiée dans le projet du ministère de l'industrie pour 1977

Le budget du ministère de l'industrie et de la recherche traduit dans ses grandes orientations les priorités définies au cours des derniers mois. Bien d'annonçant donc à ce que les crédits destinés à « réduire la dépendance énergétique de la France » connaissent une forte augmentation. Globalement, le budget du ministère atteint 8,844 milliards de francs. Il se décompose en 3,4 milliards de francs de dépenses de fonctionnement, contre 2,3 en 1976 (cette forte progression découle de la réaffectation de 947 millions de francs de la subvention aux Charbonnages) et en 5,444 milliards de francs de crédits de paiement pour les dépenses en capital, les autorisations de programmes représentant pour leur part 9,5 milliards de francs.

Par grandes masses ce budget se répartit de la façon suivante : ● **Politique énergétique** : 4,5 milliards de francs. L'agence pour les économies d'énergie voit son budget doubler (de 37,5 à 65,36 millions de francs), auxquels viendront s'ajouter une centaine de millions de francs provenant de la taxe parafiscale sur le fuel lourd. Les énergies nouvelles, la géothermie, voient également leurs crédits augmenter. La recherche pétrolière dans les « zones sûres » bénéficie de 190 millions

de francs d'autorisations de programmes.

● **Politique d'approvisionnement en matières premières** : le montant global des crédits de paiement s'élève à 181,3 millions de francs (contre 135,4 millions). Il faut y ajouter 45 millions de francs pour l'aide à la prospection de l'uranium.

● **Politique industrielle** : 734 millions de francs, dont 578 millions pour l'informatique, 88 millions pour les aides aux restructurations et à l'industrialisation et 64 millions pour les actions d'incitation (aides aux P.M.I., aux fabricants de papier journal).

● **Politique de recherche** : 274,8 millions de francs.

CONFLITS

La deuxième grève des « Grandin »

Après les « Grandin », c'est aujourd'hui les « Artelec » qui occupent depuis la rentrée les locaux de la rue Marceau à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Mardi 5 octobre, ils ont à nouveau manifesté pour réclamer le rétablissement des cent soixante salariés d'Artelec dans leur emploi — par le maintien du potentiel industriel. Mais pas plus que chez Lip, à Besançon, la perspective d'un deuxième sauvetage de Grandin ne semble se dessiner.

Mise en liquidation le 10 septembre 1976, par le tribunal de commerce de Paris, l'entreprise de radio-télévision Artelec avait vu le jour après l'accord signé, le 9 octobre 1975, entre une nouvelle équipe de direction et la C.G.T. Cet accord prévoyait notamment la reprise de cent cinquante-six salariés sur les cinq cents que comptait Grandin, une priorité d'embauche étant explicitement accordée, fait assez exceptionnel, à une personne ayant participé à l'occupation de l'usine. Cet accord marquait le redémarrage, sous une nouvelle forme juridique, de l'ancienne société Grandin-S.F.R.T. (Société française de radio-télévision), ainsi que la fin de la longue occupation de l'entreprise — huit mois — par une partie importante du personnel.

Cette nouvelle société Artelec avait pu être constituée sous l'égide d'un expert auprès de la Chambre de commerce de Paris (qui avait été nommé liquidateur de la S.F.R.T.) et la participation d'anciens cadres de l'entreprise et divers bailleurs de fonds, qui apportaient un capital de 360 000 F. Les fondateurs d'Artelec obtinrent de l'Etat un prêt du F.D.E.S. de 600 000 F et différents crédits bancaires d'environ 3 millions de francs. Malgré l'espoir d'un marché prometteur et bénéficiaire, en outre, de la bonne réputation de la marque Radiomatic (autoradio) et des différentes autres fabrications et stocks de l'ancienne société, Artelec devait, dès le mois de juin 1976, éprouver des difficultés de trésorerie.

Le chiffre d'affaires d'Artelec, entre octobre 1975 et août 1976, n'avait guère été encourageant : 1 600 postes couleur, 500 postes noir et blanc, 10 000 postes autoradio et 300 chaînes stéréo. Ces chiffres sont pour une grande

part, le résultat des nombreuses difficultés rencontrées par Artelec dès sa création, en raison notamment du démantèlement et de l'installation dans les locaux de la société à « joindre les deux bouts », les responsables d'Artelec tiraient la sonnette d'alarme dès le printemps et demandaient aux banques un nouveau prêt de 600 000 francs afin de faire face au plus pressé. Devant le refus de celles-ci, les dirigeants de l'entreprise alertèrent les pouvoirs publics, avant l'été. Peine perdue : malgré de nombreuses démarches et la constitution d'un dossier déposé sur le bureau du ministre de l'Industrie, les pouvoirs publics ne semblèrent nullement décidés, ni pressés, d'intervenir, mettant comme condition à toute nouvelle aide de leur part une participation simultanée des banques à l'opération de soutien. Devant ce refus, le conseil de surveillance d'Artelec, présidé par M. Long, autorisait le président du directeur à déposer le bilan de l'entreprise, le lundi 9 août. Après la mise en liquidation de l'affaire par le tribunal de commerce, un syndicat prenait la direction des opérations et évaluait le comité d'entreprise d'Artelec, du licenciement collectif du personnel.

Les deux sections syndicales de l'entreprise C.G.T. et C.G.C. d'abord au « coude à coude » pour la défense des « intérêts communs » et la « sauvegarde de l'emploi », devaient bientôt exprimer des divergences de vue sur l'action à mener. La C.G.C. accusant la C.G.T. de « politiser » le conflit se retirait dans l'attente, peut-être, d'un « miracle ». Soutenue par une grande majorité des salariés de l'entreprise, la C.G.T. — quant à elle — votait l'occupation des locaux et engageait — une nouvelle fois — les « Artelec » dans la bataille de « ceux qui ne veulent pas mourir ». — Y. O.

PUBLICITÉ

UNE LETTRE DE M. RENAUD GILLET

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Renaud Gillet, président-directeur général de Rhône-Poulenc :

Le Monde a fait paraître dans son édition du 5 octobre dernier une page de publicité émanant d'un hebdomadaire qui censure plusieurs pages à « la dynastie des Gillet ».

Je sais que le directeur du Monde n'est responsable que de l'honnêteté et de la vérité des informations qu'il publie. Je ne saurais donc vous reprocher l'insertion de ce grossier appât publicitaire qui vise à faire prendre pour des faits politiques ce qui n'est qu'accusations basses et fausses.

Je veux simplement vous faire part de mon indignation et du mépris dans lequel je tiens tous les professionnels du mensonge. Il ne suffit pas de tremper sa plume dans la boue pour écrire l'histoire de ma famille.

Pacer



STATION WAGON American Motors Jean-Charles 20, rue CLÉMENTINE PARIS 16^e Tél. 288-23-46

les jardinières

du studio au 5 pièces
Habitable immédiatement
PRIX MOYEN AU M² : 4100
FERME ET DÉFINITIVE



Des appartements terrasses,
tous les commerces à portée d'ascenseur,
des prestations intérieures de standing et
le métro à 50 mètres (ligne n° 8 Créteil - République - Opéra - Balard)

= 4.100 le m²
Prix moyen au 1.9.76

Renseignements et ventes :
SUR PLACE 15/18 Cours des Juilliottes Maisons-Alfort
les sam., dim. et j. fêr. de 11 h 00 à 19 h 00 les lun., jeu. et ven. de 14 h 00 à 19 h 00

LES LOSANGES

55, bd Malesherbes, 75008 Paris
tél. : 522.67.10
tous les jours sauf dimanche et jours fêr.
de 9 h 30 à 18 h 00.

à adresser
LES LOSANGES

M. Prénom

Adresse Tél.

☐ désire un rendez-vous

☐ désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation jardinières Maisons-Alfort

Si on pouvait enfermer
l'arôme d'Amsterdamer
dans un flacon...
on aurait créé le plus
formidable parfum d'homme.

En attendant...
fumez Amsterdamer!
(ça sent si bon!)



Régie Française des Tabacs sous licence Rinsoz et Ormond

